DÉPARTEMENT
DE LA MEUSE

LE DÉPARTEMENT
meuse

N° 20 / 2025

Recueil des Actes du Département

Commission Permanente du jeudi 22 mai 2025

Actes de l'Exécutif départemental du 14 mai 2025 au 12 juin 2025

Département de la Meuse - BP 50 514 - Place Pierre-François GOSSIN - 55012 BAR-LE-DUC - Cedex
Tél : 03 29 45 77 12 Fax : 03 29 45 77 89 Email : assemblee@meuse.fr

Sommaire

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

COMMISSION PERMANENTE DU 22/05/2025

Direction des Systèmes d'Information

Individualisations AP et AE Systèmes d'information ---------- 1729

Affaires Culturelles

Soutien à la diffusion culturelle sur les territoires ---------- 1730
Acteurs culturels labellisés : Conventions pluriannuelles d'objectifs ---------- 1733
Soutien à l'Education Artistique et Culturelle (programme d'actions 2024/2025) ---------- 1888

Europe Transfrontalier et Ingénierie de financement

Partenariat avec le Centre Europe DIrect - CRISTEEL : subvention 2025 ---------- 1889

Service Social Départemental

Soutien aux personnes vulnérables : Subvention 2025 à l'Association Meusienne d'Accompagnement des Trajets de vie des Migrants (AMATraMi) ---------- 1894

Qualité de Vie au Travail

Avenant - Subvention 2025 Association ESCAPAD55---------- 1899

Carrière, Paie et Budget

Transformation de postes au tableau des effectifs ---------- 1902

Emploi et compétences

Recrutement d'un agent contractuel de Cat.A ---------- 1903

Europe Transfrontalier et Ingénierie de financement

Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements - Demande de subvention 2025 ---------- 1904

Direction du Patrimoine Immobilier

Collège Robert Aubry de Ligny-en-Barrois - Convention Relative à l'accueil provisoire de l'école élémentaire Raymond Poincaré le temps de sa restructuration - Avenant n°4 ---------- 1906

Affaires Juridiques

Modification de la délibération D24_11_CP_431 relative aux ventes de parcelles à la SAFER: précisions relatives aux destinataires de l'offre de vente.
1909
Procédure d'indemnisation des dommages causés aux tiers ---------- 1910

Direction Attractivité et Développement des Territoires

Modification du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)---------- 1911

Direction Emploi, Mobilité, Habitat, Logement

Approbation du renouvellement de la convention relative à la plateforme de Mobilité solidaire ---------- 1915

Habitat et Logement

Programmation LLS Fonds propres -2025---------- 1922

Exploitation de la Route

Arrêtés d'alignements individuels---------- 1923
Procédure d'indemnisation au bénéfice du Département pour les dégâts occasionnés par les particuliers sur le domaine public---------- 1942

Collèges

Bilan annuel fonds communs des services d'hébergement---------- 1943

Emploi et Insertion

Insertion Jeunesse : soutien à l'école de la deuxième chance---------- 1945
Soutien aux acteurs de l'ESS : France Active Lorraine---------- 1949
Association Travail Solidarité Soutien 2025 ---------- 1953
Insertion des BRSA : Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens avec l'Etat (soutien postes IAE) ---------- 1957
Soutien au GESAM : convention d'objectifs 2025 et convention relative aux Accompagnateurs Socio-Profesionnels mutualisés---------- 1964

Jeunesse et Sports

Associations sportives d'intérêt intercommunal - répartition 2025 ---------- 1971
Matériels onéreux - 1ère répartition 2025---------- 1973
Aides à la formation qualifiante sur les métiers du sport et de l'animation et aux athlètes en pôle---------- 1977

Environnement et Agriculture

AGRICULTURE - Signature de la Charte partenariale pour le déploiement d'un élevage compétitif et durable en Grand-Est---------- 1978
AGRICULTURE - Subvention 2025 au Groupement de défense sanitaire de la Meuse 1989
BIODIVERSITE- Projet d'aménagement pédagogique à Troyon au titre des Espaces Naturels Sensibles - Signature de conventions d'occupation temporaire---------- 1995
Subvention en nature au Vent des Forêts : bois façonné issu des forêts Départementales 2008
Contrat Natura 2000 - Bois de la Maillette à Madine---------- 2009
AGRICULTURE – Chambre d'Agriculture de la Meuse - Financements 2025 ---------- 2010

Prévention Dépendance

Attribution du Forfait Aide à la Vie Partagée (FAVP) dans le cadre de la Commission des Financeurs de l'Habitat Inclusif (CFHI) pour l'année 2025---------- 2027
Attribution du forfait autonomie dans le cadre de la Commission des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA 55) - Année 2025 ---------- 2028

Autres ACTES

Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

Arrêté du 14 mai 2025 fixant le prix de journée hébergement moyen 2025 par place des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) publics meusiens hors hospitaliers---------- 2066
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'ADAPEIM pour le Foyer d'Accueil Spécialisé à compter du 1er juin 2025 ---------- 2069
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'ADAPEIM pour le Foyer d'Hébergement de Fresnes à compter du 1er juin 2025 ---------- 2073
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'ADAPEIM pour le Service d'Accompagnement Medico-Social pour Adultes Handicapés à compter du 1er juin 2025 ---------- 2077
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'ADAPEIM pour le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale à compter du 1er juin 2025 ---------- 2081
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'Etablissement APAJH DIPADE à compter du 1er juin 2025---------- 2085
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable au DIPADE géré par la Fondation "Action Enfance" à compter du 1er juin 2025 ---------- 2089
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable au Village d'Enfants de Bar le Duc géré par la Fondation "Action Enfance" à compter du 1er juin 2025---------- 2093
Arrêté du 27 mai 2025 fixant les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance de l'EHPAD Verdun/Saint Mihiel à compter du 1er juin 2025 ---------- 2097
Arrêté du 27 mai 2025 relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2025 applicable à l'EHPAD Les Nouvelles Eaux Vives sites de Pierrefitte, Souilly et Triaucourt ---------- 2101
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'établissement LADAPT SAMSAH ---------- 2105
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable au SAVS géré par l'AMIPH - 2108
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'établissement SAVS géré par l'Association Tutélaire de la Meuse ---------- 2111
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'Etablissement Service Dédié aux Mineurs Isolés à compter du 1er juin 2025 ---------- 2114
Arrêté du 27 mai 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'Etablissement Service d'Accompagnement ESAT (SEISAAM) à compter du 1er juin 2025 ---------- 2118
Arrêté du 11 juin 2025 relatif à la tarification 2025 applicable à l'Etablissement d'Accueil Médicalisé (EAM) géré par la Fondation Perce-Neige à compter du 1er juin 2025- 2121
Arrêté du 11 juin 2025 relatif à la tarification 2025 applicable au Foyer de Vie de Juvigny sur Loison géré par la Fondation Perce-Neige à compter du 1er juin 2025---------- 2124
Arrêté du 12 juin 2025 portant habilitation de l'Association France Parrainages ---------- 2127

Extrait des Délibérations

COMMISSION PERMANENTE

Direction des Systèmes d'Information

INDIVIDUALISATIONS AP ET AE SYSTEMES D'INFORMATION -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à individualiser des autorisations de programmes et des autorisations d'engagements au titre du budget 2025,

Après en avoir délibéré,

Se prononce favorablement sur l'individualisation :

- De l'AE 2019-1 – AE Refonte collège, pour un montant de 200 000.00 €, concernant la mise à disposition des liens téléphoniques et d'interconnexions des collèges ;

- De l'AE 2025-1 – AE téléphonie et interco 2025-2028, pour un montant de 1 250 000 €, concernant la téléphonie, l'interconnexion des sites départementaux et l'accès internet ;

- De l'AP 2018-2 - AP Schéma directeur de la dématérialisation, pour un montant 200 000 €, concernant entre autres des compléments de développement autour de l'outil de gestion électronique de documents notamment en l'adossant aux outils métiers ;

- De l'AP 2019-5 – AP Sécurisation du système d'information, pour un montant de 100 000 €, concernant des outils de sécurisation du système d'information ;

- De l'AP 2021-2 - AP Schéma directeur des Systèmes d'Information 2021-2024, pour un montant de 80 000 €, concernant la finalisation de projets du schéma notamment la mise à disposition de matériels aux assistants familiaux et des sondes bâtimentaires techniques ;

- De l'AP 2025-1 - AP Schéma directeur des Systèmes d'Information 2025-2028, pour un montant de 1 500 000 €, concernant la poursuite de réalisation des projets du schéma notamment le renouvellement de matériels obsolètes, la sécurisation du système d'informations, les maintenances évolutives d'outils métiers, utilitaires et bureautiques ;

- De l'AP 2025-2 – AP Licences Microsoft 2025-2027, pour un montant de 2 000 000 €, concernant l'acquisition de diverses licences Microsoft bureautiques et systèmes ;

- De l'AP 2022-10 – AP Inclusion numérique, pour un montant de 40 000 €, concernant la mise à disposition et le développement du logiciel de gestion des Rendez-vous dans le secteur social.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Affaires Culturelles

SOUTIEN A LA DIFFUSION CULTURELLE SUR LES TERRITOIRES -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution de subvention de fonctionnement au titre des politiques de diffusion culturelle sur les territoires,

Vu le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 19 décembre 2024,

Vu le règlement départemental des aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale le 27 mars 2025,

Vu les demandes de subventions des associations présentées au titre de l'exercice budgétaire 2025,

Madame Hélène SIGOT-LEMOINE et Messieurs Samuel HAZARD, Serge NAHANT et Jean-Philippe VAUTRIN étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Attribue une subvention plafonnée proratisée au titre du budget 2025 aux porteurs de projets, conformément à la répartition figurant dans le tableau ci-après :

PORTEURS DE PROJETS	INTITULE DU PROJET	Budget prévisionnel 2025*	Subvention votée 2025	Taux de subvention
ACCV *Association Culturelle de la Cathédrale de Verdun* **55100 VERDUN**	Saison culturelle 2025	40 470 €	9 503 €	23,48%
Association BRASSE MUSIQUE 55840 THIERVILLE SUR MEUSE	Festival "Brasse Musique" 2025	23 600 €	3 945 €	16,72%
LA FABRIK ARTISTIQUE 55100 BRAS SUR MEUSE	Festival "à l'Arrache"2025	28 332 €	1 879 €	6,63%
VILLE DE VERDUN 55100 VERDUN	Festival Jeune Public "Les Bouill'ry" 2025	36 275 €	**3 756 €**	**10,35%**
VILLE DE VERDUN 55100 VERDUN	Festival "Faubourg du Blues " 2025	69 770 €	**7 514 €**	**10,77%**
ACDIM *Association de Création et Diffusion des Initatives Musicales* 55000 BAR LE DUC	Saison culturelle et Festi'cuivre 2025	30 700 €	**5 636 €**	**18,36%**
Association FALK'N FEST 55000 BAR-LE-DUC	Festival "Falk'N Fest"2025	17 593 €	**376 €**	**2,14%**
Association PATRIMOINES EN BARROIS 55000 BAR LE DUC	Festival "Musicales en Barrois" 2025	30 350 €	**4 697 €**	**15,47%**
ENVOIX 55000 BAR LE DUC	Festival International de Chant à Cappella «Bar'EnVoix"2025	78 000 €	**3 757 €**	**4,82%**

EXPRESSIONS 55000 BAR-LE-DUC	Exposition d'art contemporain "Labyrinthes du rêve"2025	37 200 €	**7 515 €**	**20,20%**
Association FETE MUSICALE DELA FORET 55120 FUTEAU	Festival "Musique de Chambre d'Argonne"2025	24 650 €	**5 260 €**	**21,34%**
CIE MAVRA 55200 COMMERCY	Festival Bords de Scènes et "Guinguette du Breuil"2025	61 000 €	**14 090 €**	**23,10%**
LA PLANTEUSE DE CHAP 55500 BOVIOLLES	Festival "F.M.R - Festival en Milieu Rural"2025	21 200 €	**4 697 €**	**22,15%**
VILLE DE COMMERCY 55200 COMMERCY	Saison culturelle 2025	78 000 €	**7 326 €**	**9,39%**
Association OMA 55200 COMMERCY	Saison culturelle 2025	71 300 €	**9 393 €**	**13,17%**
MUSIQUE AUX MIRABELLES 55210 HATTONCHATEL	Festival "Musique aux Mirabelles" et "Estivales 2025"	83 136 €	**7 515 €**	**9,04%**
SEMEURS D'ARTS 54470 THIAUCOURT REGNIEVILLE	Saison Culturelle "La Semence" 2025	35 882 €	**7 515 €**	**20,94%**
Association AU FIL DE L'AIRE 55260 PIERREFITTE SUR AIRE	Saison culturelle 2025	12 990 €	**2 348 €**	**18,08%**
CARAVANES (Cie) 55260 PIERREFITTE SUR AIRE	Festival "Les 20 ans"	46 100 €	**4 697 €**	**10,19%**
SUR SAULX 55290 MONTIERS SUR SAULX	Festival « Sur Saulx sur Scènes » 2025	37 630 €	**4 227 €**	**11,23%**
CC du PAYS D'ETAIN 55400 ETAIN	Saison culturelle "LA HALLE" 2025	92 588 €	**16 907 €**	**18,26%**
LES AMIS D'ERNELLE 55600 VILLECLOYE	Concert reprise de Renaud à Saint Ernelle 2025	3 302 €	**564 €**	**17,07%**
ADAPEI DE LA MEUSE 55800 VASSINCOURT	Festival Vassincool 2025	61 300 €	**4 227 €**	**6,90%**
OFFICE DE TOURISME MONTS ET VALLEESDE MEUSE 55110 DOULCON	Festival "Kiosque en fête" 2025	18 560 €	**3 288 €**	**17,71%**
LES CHATS BOTTES EN BALADE pour le collectif théâtre "Les cHat'Ernelles" 55700 STENAY	Saison culturelle 2025	17 700 €	**4 133 €**	**23,35%**
APEAC 55300 SAINT-MIHIEL	Saison culturelle 2025	12 025 €	**2 818 €**	**23,43%**
L'ESPERLUETTE 55300 SAINT MIHIEL	Parcours Façades 2025	24 300 €	**4 048 €**	**16,66%**
CC VAL DE MEUSE VOIE SACREE 55320 DIEUE SUR MEUSE	Saison culturelle « ARCATURE » 2025	28 921 €	**4 696 €**	**16,24%**
TOTAL			**156 327 €**	

- Déroge au principe suivant posé par le règlement budgétaire et financier : aucune subvention ne peut être octroyée pour des opérations ou manifestations qui se sont déroulées avant la prise de décision du Conseil Départemental ;

- Adopte les modalités de versement des subventions comme suit :

Durée de la subvention :

La présente décision est valable jusqu'au 31 décembre 2025.

Modalités de versement de la subvention départementale :

Les subventions seront versées en 2 fractions, selon les modalités suivantes :
- 70 % du montant de la subvention totale allouée dès que la présente décision de l'Assemblée départementale est rendue exécutoire,
- 30% (solde) versé sur présentation d'un bilan d'activités conformes aux prévisions et d'un bilan financier anticipé daté et signé (+ cachet de la structure) par le Président ET certifié par le trésorier de la structure, complété des justificatifs du soutien de(s) collectivité(s) de proximité. Les signataires veilleront à préciser leurs Nom, Prénom, Qualité.

Ces pièces justificatives seront communiquées au plus tard le 30 novembre de l'année en cours. Pour les évènements postérieurs au 30 novembre, les pièces justificatives seront à fournir au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

Le montant des subventions est calculé sur la base du budget prévisionnel présenté par le bénéficiaire (hors contributions volontaires en nature), auquel s'applique le pourcentage d'aide maximum inscrit dans le tableau ci-dessus.

Après contrôle des pièces attendues au plus tard le 31 décembre de l'année en cours, la subvention départementale pourra être revue à la baisse par proratisation, avec non-versement de tout ou partie du solde, voire émission d'un titre de recettes en lien avec l'acompte de 70%, en cas de :

- Non-conformité du projet, des actions définies ou du budget prévisionnel, présentés dans le dossier de demande de subvention : le montant final de la subvention sera alors calculé par application du taux voté au budget réalisé conforme au projet voté,
- D'abandon de l'opération, ou de réalisation partielle : le montant final de la subvention sera alors calculé par application du taux voté au budget réalisé conforme au projet voté,
- Montant de la subvention départementale supérieur à la subvention apportée par les Collectivités locales (hors valorisation de services et/ou prestations en nature) : le montant final de la subvention départementale sera égal à la somme versée par les collectivités locales. La baisse de subvention sera appliquée sur le versement du solde ou par l'émission d'un titre de recette en cas de trop perçu.

Conformément au règlement financier, les subventions seront arrondies à l'euro supérieur. Cette disposition est également applicable, pour les paiements d'acompte.

Obligations :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné,

- Fournir les comptes rendus financiers et de réalisations, définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le Président de la structure / Maire ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1,
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Affaires Culturelles

ACTEURS CULTURELS LABELLISES : CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au conventionnement pluri-partenarial et pluriannuel d'objectifs d'acteurs culturels labellisés,

Vu le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques,

Vu le règlement départemental des aides culturelles adopté par l'Assemblée départemental le 31 mars 2023 et modifié le 27 mars 2025,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer les conventions pluriannuelles d'objectifs pour la période 2025-2028 avec les associations Scènes et Territoires, MJC Contre-courant et Transversales, selon les projets ci-annexés.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

SCENES ET TERRITOIRES

"Pour le développement culturel de l'espace rural "

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2025 - 2028

Entre :

L'État - Ministère de la Culture, ci-après dénommée « l'État », représenté par Monsieur Jacques WITKOWSKI, Préfet de la région Grand Est, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par Monsieur Franck LEROY, président du Conseil Régional Grand Est, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente N°25CP-850 en date du 16 mai 2025 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme "la Région" ;

Le Département de Meurthe-et-Moselle, représenté par Madame Chaynesse KHIROUNI, Présidente du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, agissant en vertu d'une délibération du conseil départemental en date du 5 mai 2025 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « Département de Meurthe-et-Moselle » ;

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du conseil départemental de la Meuse, agissant en vertu d'une délibération en Commission permanente du Conseil départemental en date du 22 mai 2025, et l'habilitant à cet effet, désigné sous le terme « le Conseil départemental » ou « le Département de la Meuse » ;

Le Département des Vosges, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental des Vosges, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Départemental en date du 26 mai 2025 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « Département des Vosges » ;

désignés ensemble par le terme « les partenaires publics » ;
d'une part,

L'association Scènes et Territoires, dont le Siège social est situé 17 Avenue de Metz, 54320 Maxéville, représentée par ses Co-Président-te-s, Madame Joëlle BARTELMANN et Monsieur Olivier Kull dûment mandaté-e-s.
Numéro de SIRET : 40355915600019

ci-après désigné par le terme "Scènes et Territoires", ou "le bénéficiaire" ;
d'autre part,

Pour L'État

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er aout 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi n° 2025-127 de finances pour 2025

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant préfet de la région Grand Est, Monsieur Jacques WITKOWSKI à compter du 28 10 2024, date de son installation ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 2025/013, 2025/014, 2025/013 du 24 Janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;

VU l'arrêté de la directrice régionale des affaires culturelles n° 2025/02 du 03 février 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégués RBOPR des programmes 175, 131, 361, RUO des programmes 224, 334,354 et de responsable de centre de coût des programmes 180, 362, 363, 348 ; UO du programme 723;

VU le Budget opérationnel de programme 0361 - Transmission des savoirs et démocratisation de la culture de la mission culture ;

VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la Culture en date du 23 septembre 2021 ;

VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Pour la Région Grand Est

VU la décision de la Commission Permanente du Conseil régional n° N°25CP-850 en date du 16 mai 2025 ;
VU le règlement financier de la Région Grand Est.

Pour le Département de Meurthe-et-Moselle

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
VU le projet départemental 2022-2028 adopté en session le 21 mars 2022 ;
VU le rapport Dispositif d'appui aux territoires adopté en session le 12 décembre 2022;
VU la convention de partenariat éducatif 2023-2025 du 26 juin 2023 signée entre le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, l'académie de Nancy-Metz et la direction régionale des affaires culturelles ;
VU le rapport du budget primitif 2025 adopté en session le 31 mars 2025.
VU La délibération de Commission Permanente du **Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle** du 5 mai 2025.

Pour le Département de la Meuse

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale ;
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 19 décembre 2024 ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale en date du 27 mars 2025 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 22 mai 2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer.

Pour le Département des Vosges

VU l'action du Conseil départemental des Vosges en matière d'accès au sport, à la culture et au développement durable tel que formulé dans le Plan Vosges Ambitions 2027,
VU le schéma départemental de la culture 2023 – 2027 adopté par l'Assemblée départementale le 22 octobre 2023,
VU la délibération du Conseil départemental autorisant le vote de la présente convention en date du 26 mai 2025

Sommaire général

PRÉAMBULE 5
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION 9
ARTICLE 2 - MISE EN OEUVRE DU PROJET ARTISTIQUE 11
ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION 12
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET 12
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE.. 13
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE 16
ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS 18
ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS 18
ARTICLE 9 – SANCTIONS 20
ARTICLE 10 – GOUVERNANCE ET MODALITE DE SUIVI 20
ARTICLE 11 - ÉVALUATION 22
ARTICLE 12 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION 23
ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION 23
ARTICLE 14 – AVENANTS 23
ARTICLE 15 – ANNEXES 23
ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION 23
ARTICLE 17 – RECOURS 24

PRÉAMBULE

Les signataires concernés partagent une volonté commune d'engager une démarche culturelle partenariale sous la forme d'une convention d'objectifs multipartite et pluriannuelle. C'est dans cet esprit de coresponsabilité qu'ils signent ensemble la présente convention cadre de partenariat concernant "le développement culturel de l'espace rural" afin de fixer en commun des objectifs à moyen et long terme et de se donner les moyens d'une évaluation conjointe.

L'association « Scènes et Territoires » a fait du développement de la culture en milieu rural une priorité qui s'inscrit dans le cadre de l'aménagement culturel du territoire. « Scènes et Territoires » souhaite combattre les déséquilibres en menant une politique culturelle en phase avec les réalités locales, en collaboration étroite avec ses partenaires et l'ensemble des acteurs locaux.

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique conduite par le ministère de la Culture, en faveur des actions du développement de la culture sur les territoires :

Une des priorités du ministère de la Culture consiste à développer la présence artistique dans les territoires où le service public de la culture est peu présent afin de permettre à chacun de participer à la vie culturelle dans le respect des droits culturels. Le développement de la culture en ruralité ainsi que dans les zones sensibles (quartiers politique de la ville, territoires en déprise économique et sociale) est en effet facteur d'inclusion sociale et d'émancipation citoyenne. Cette politique est menée en étroite concertation avec d'autres ministères (Éducation nationale, Politique de la ville, Justice, ...), les collectivités territoriales ainsi que les acteurs de terrain, à l'instar des fédérations d'éducation populaire.

A cet égard, l'éducation artistique et culturelle est un axe fort du ministère de la Culture, que ce soit en temps scolaire ou hors temps scolaire. En Grand Est, de nombreuses collectivités rurales ou comprenant des quartiers « politique de la ville » ont intégré une démarche de contractualisation avec l'État et/ou de labellisation 100% EAC.

De façon complémentaire, plusieurs enjeux majeurs ont été identifiés à l'occasion du "Printemps de la ruralité", démarche de concertation conduite en 2024 par le ministère de la Culture :

- L'accès à l'offre artistique et culturelle (connaissance de l'offre, accessibilité, attractivité),
- La richesse et le dynamisme de la culture dans les territoires : il apparaît important de reconnaître et valoriser la culture présente dans les territoires ruraux et les spécificités locales, d'ouvrir la conception de la culture et d'associer les habitants,
- La mobilité des œuvres, des artistes et des publics en ruralité,

- Les défis des moyens, de la gouvernance et de la participation : le travail en réseau apparaît comme une nécessité.

En réponse à ces enjeux, le plan culture et ruralité a permis de fixer les objectifs suivants :

- Valoriser la culture et les initiatives locales qui font la fierté de nos territoires,
- Soutenir les acteurs et le maillage culturel de proximité,
- Favoriser la mobilité des artistes, des œuvres et des publics,
- Accompagner les porteurs de projets par une ingénierie adaptée.

Le ministère de la Culture entend apporter son soutien au projet culturel et artistique présenté par Scènes et Territoires car celui-ci s'articule parfaitement avec ses objectifs, notamment ceux relatifs à la valorisation des initiatives locales, à l'ingénierie culturelle et au maillage des territoires.

Considérant la politique culturelle du Conseil Régional Grand Est :
Les orientations 2021-2028 de la Région répondent à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques ou environnementaux.
A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.
Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35 000 emplois non-délocalisables et d'importantes retombées économiques.
Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue.
Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.
En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- Promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- Structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers ;
- Garantir un accès à la culture pour tous et partout (droits culturels), dans une logique partenariale ;
- Systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes :
    - égalité femmes / hommes et lutte contre les discriminations ;
    - consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques et respect de l'environnement.

- Accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Ainsi, afin de compléter le niveau national des grandes institutions culturelles, le Conseil Régional Grand Est souhaite développer la reconnaissance régionale d'autres pôles.
Cette démarche vise à favoriser ou à conforter l'implantation sur le territoire de partenaires culturels professionnels reconnus pour la qualité de leur travail et ayant pour vocation la structuration de l'offre culturelle dans leur bassin de vie et la diffusion de la création artistique.
Considérant que l'association "Scènes et Territoires" constitue l'un des maillons de la création et de la diffusion artistique et culturelle en Grand Est, la Région entend accompagner le projet du bénéficiaire conformément aux objectifs prioritaires de sa politique culturelle régionale :

- Favoriser l'implantation ou conforter la présence de projets artistiques professionnels de qualité sur l'ensemble des territoires en renforçant le maillage de ces derniers ;
- Favoriser les rencontres entre les artistes et la population sur l'ensemble du territoire, y compris en dehors des grands centres d'attractivité ;
- Améliorer le service culturel proposé et garantir la mise en réseau des scènes régionales.

Considérant la politique culturelle mise en œuvre par le Département de Meurthe-et-Moselle,
Le projet départemental 2022-2028 énonce plus particulièrement cinq objectifs qui structurent la politique culturelle départementale :

- Agir pour l'émancipation et la réussite des jeunes
- L'innovation et le dialogue au cœur des solidarités humaines
- Investir l'avenir écologique : donner envie de, associer à
- Soutenir la dynamique et l'attractivité des territoires
- Citoyenneté et participation : un contrat démocratique renouvelé avec les Meurthe-et-Mosellans

En ce sens, la politique culturelle mise en œuvre a pour objet de :

- favoriser le développement du secteur culturel pour sa capacité à générer une économie, entre autres par l'emploi, à encourager l'innovation et le dialogue à travers les représentations du monde qu'il créé, fabrique et partage et à susciter des relations entre habitants et artistes plus contributives de part et d'autre,
- encourager le maillage territorial et l'attractivité du territoire par la présence d'artistes professionnels, afin que la culture soit un espace d'initiatives et d'échanges quel que soit le lieu de vie,
- permettre l'accès à des formes diversifiées d'art et de culture, pour tous les publics, à l'appui de parcours spécifiquement élaborés pour les publics éloignés des offres éducatives et culturelles,
- développer, à l'appui des ressources artistiques et culturelles professionnelles, des politiques éducatives exigeantes et pérennes, à destination des jeunes et notamment des collégiens, en tenant compte des enjeux de parité et d'écologie.

C'est à ce titre qu'il reconnaît et soutient Scènes et Territoires, notamment au travers de ses actions spécifiques à destination des publics de compétence départementale.

Considérant pour le Département de la Meuse :

- Que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;
- Que la Culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;
- Que la Culture participe aux enjeux d'éducation et de citoyenneté ;
- la volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental, où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local, où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;
- Que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre de qualité.
- Qu'à ce titre, le Département de la Meuse reconnaît l'association Scènes et Territoires, comme un acteur structurant d'enjeu départemental en raison des projets qu'elle construit en cohérence et en relais des politiques départementales, régionales et nationales.

Considérant la politique mise en œuvre par le Département des Vosges en matière de développement culturel :

La culture est une composante majeure d'un territoire vivant et attractif. Le soutien au développement culturel est un enjeu fort pour la collectivité, réaffirmé par le Schéma départemental de la culture dans le cadre de son axe 1 : l'aménagement culturel et la dynamisation des territoires.
Afin d'obtenir un maillage territorial équilibré sur le département en termes d'offre culturelle, il est proposé de contribuer au développement de la création et de la diffusion du spectacle vivant en lien avec les opérateurs culturels du territoire et en cohérence avec la politique culturelle du Conseil départemental des Vosges.

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté en annexe 1 par le bénéficiaire, participe de cette politique
Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire et les partenaires publics, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet joint en annexe I à la présente convention conforme à son objet statutaire.

Pour l'Etat :
Scènes et Territoires contribue à répondre au besoin de déployer une présence artistique répartie harmonieusement en Grand Est, notamment, au travers des résidences de territoire. Se déroulant dans la durée, ces dernières offrent la possibilité à des équipes artistiques professionnelles, dont la démarche s'inscrit dans la lignée des droits culturels, de réaliser un travail de création en immersion dans un territoire rural du Grand Est et en lien avec leur environnement. Le choix des territoires tiendra nécessairement compte des démarches de contractualisation avec la DRAC éventuellement engagées et des besoins de la population, au regard de l'offre culturelle publique ou para publique. Une attention particulière sera accordée aux territoires fragiles, dans la mesure du possible, notamment s'agissant des capacités de mobilisation des forces vives.

En synergie avec cette approche, la mise en œuvre de résidence de territoires de jeunes artistes dans le cadre de l'Eté culturel permettra de répondre à l'enjeu de circulation des œuvres et des artistes et au renforcement du maillage avec les acteurs locaux dans leurs diverses composantes (collectivités, associations, acteurs socio-culturels, ...).
Les démarches de participation et d'inclusion sociale ainsi que le fonctionnement en réseau, dans le respect des différentes parties prenantes, seront systématiquement privilégiées.

Pour le Conseil Régional de Grand Est, il s'agira, conformément à la politique culturelle régionale :

- de soutenir l'innovation culturelle dans les formes les plus diverses, contemporaines, et pluridisciplinaires, au travers des actions de diffusion, de résidences artistiques et de soutien à la création de compagnies notamment implantées dans la Région Grand Est ;
- de favoriser les rencontres entre les artistes et la population rurale ;
- de renforcer tous les types de publics, et notamment la jeunesse, en favorisant l'implantation ou en confortant la présence de projets artistiques professionnels de qualité, sur l'ensemble des territoires de la Région Grand Est, et particulièrement les territoires les plus éloignés des grands centres d'attractivité. La Région sera particulièrement attentive à l'offre culturelle familiale qui sera proposée pendant les périodes de vacances scolaires ;
- de contribuer à une vision partagée de l'aménagement de l'espace culturel régional, avec les collectivités partenaires de la présente convention, les lieux de diffusion implantés sur les territoires ciblés par Scènes Et Territoire, et les équipes artistiques qui y seront présentes.

Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :
Dans la déclinaison de son orientation artistique, Scènes et Territoires s'engage à approfondir la relation entre les œuvres, les artistes et la population, à l'appui, autant que possible, de partenariats locaux et sous les formes qu'elle jugera adaptées.

Elle s'attache à proposer des projets artistiques de compagnies confirmées de différentes provenances et esthétiques, sur les territoires du département, notamment ceux dépourvus de scènes conventionnées.
Elle favorise la professionnalisation et la reconnaissance de jeunes compagnies issues du territoire départemental, ce par tous les dispositifs qu'elle jugera pertinents.

Dans cette dynamique, Scènes et Territoires, dans la déclinaison de son projet artistique et dans le respect de son cœur de métier, veillera à être un relai des orientations culturelles départementales.
Elle contribuera d'une part à relayer les initiatives impulsées dans le domaine de l'éducation, (résidences d'artistes, ateliers de pratique artistique ou tout autre projet), principalement en direction des collégiens. D'autre part, son action à l'échelle du territoire s'attachera à la meilleure implication possible de l'ensemble des publics, en veillant à la mise en place d'actions adaptées, facilitant l'accès au spectacle vivant, pour les publics relevant du champ de la solidarité et plus généralement pour l'ensemble des publics.

Enfin Scènes et Territoires, renforcera par l'attractivité des offres artistiques et culturelles, la dynamique économique territoriale.

Pour le Département de la Meuse :
Au moyen de cette convention, le Département de la Meuse souhaite permettre à l'association de renforcer son ancrage à l'échelle départementale tant en raison de la qualité et de la diversité de son offre que de sa capacité à travailler en lien avec les acteurs (politiques, culturels, éducatifs et sociaux) locaux. La construction des projets en partenariat avec les collectivités d'implantation notamment et la démarche d'accompagnement des acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs ambitions culturelles fait de l'association un acteur ressource singulier sur le département.
Dans le respect de l'emprise territoriale et des modes d'intervention des autres acteurs culturels présents en Meuse, le Département encouragera la mise à disposition des savoir-faire de l'association Scènes et Territoires au service de tout projet de territoire, chaque fois qu'opportun. Il sera attentif à l'intérêt que Scènes et Territoires portera aux relations aux scènes et acteurs culturels meusiens pour installer un projet culturel efficient et durable
Conformément au projet artistique du directeur de l'association, le Département de la Meuse veillera à ce que l'association Scènes et Territoires :

- poursuive son action au service du développement culturel de l'espace rural avec une programmation artistique itinérante, de qualité professionnelle et pluridisciplinaire conforme au cahier des charges des Ateliers de Fabrique Artistique ; elle aura le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;

- soutienne la création, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, et notamment de jeunes artistes, sur l'ensemble du territoire départemental au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative, doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture au service du développement économique et social des territoires, en particulier sur des secteurs éloignés de l'offre culturelle ;
- poursuive son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en appuie à des projets visant à renforcer l'accès à l'art et à la culture, pour tous, dont les plus jeunes et les publics dits empêchés, sur tous les temps de la vie. L'association veillera à apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Dans le cadre de politiques culturelles initiées par le Département de la Meuse, Scènes et Territoires apportera son concours, accompagnera une expression culturelle contemporaine, et sera partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Scènes et Territoires veillera à donner une visibilité à ses projets qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de son offre dans son entier au service de l'attractivité du Département de la Meuse.

Pour le Département des Vosges :
Il s'agit ici d'encourager la création professionnelle, l'éducation artistique et culturelle, l'accès de tous à la culture (élargissement des publics) et de promouvoir la diversité culturelle. Le but est de valoriser et dynamiser un territoire grâce à une programmation culturelle de qualité et de soutenir le lancement d'initiatives intercommunales fédératrices.
Dans ce cadre, Scènes et Territoires, dans la déclinaison de son projet artistique et dans le respect de son cœur de métier, devra veiller à être un relais fort des orientations culturelles départementales.

ARTICLE 2 - MISE EN OEUVRE DU PROJET ARTISTIQUE

Programme culturel
L'association construit en partenariat avec les fédérations d'éducation populaire une médiation culturelle et artistique de qualité en lien avec les attentes locales. Elle développe la permanence artistique par la présence durable d'artistes en immersion (travail ou recherche), par des résidences d'action et/ou de création sur le territoire rural du Grand Est. Elle conseille et accompagne les collectivités et les acteurs éducatifs locaux dans la mise en œuvre des politiques culturelles locales.
L'association met à disposition les savoirs faire et l'expérience de développement culturel acquis par les membres de Scènes et Territoires, au service des porteurs de projet sur les territoires ruraux du Grand Est.
Scènes et Territoires propose aux publics des occasions de rencontrer des formes ou des disciplines artistiques qui lui sont rarement offertes

Elle favorise l'accès aux œuvres contemporaines du spectacle vivant et l'approche de la dimension artistique pour des publics éloignés des circuits habituels de la diffusion et de la création culturelles, luttant ainsi contre les inégalités géographiques et sociales. Développe la création et la diffusion d'œuvres de spectacles vivants sur l'espace rural, en relation avec des acteurs artistiques reconnus et en partenariat avec des institutions culturelles de la région et avec les associations d'éducation populaire.

Les Moyens

- Moyens humains :

Scènes et Territoires s'appuie sur le réseau de ses adhérents et sur une équipe de 11 salariés (cf annexe 3).

- Moyens techniques :

Scènes et territoires dispose d'un parc matériel technique pour la mise en œuvre de ses propres projets et investit des espaces mis à sa disposition pour l'accueil des artistes. Selon les besoins l'association peut avoir recourt à la location d'espaces mobiles (chapiteaux). Scènes et Territoires anime un réseau de lieux culturels présents sur les territoires ruraux.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 années, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

4.1 Le coût total du projet sur la durée de la convention est évalué à 5 905 496 € conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe III et aux règles définies à l'article 4.3 ci-dessous.

4.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

4.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment : tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :

- respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
- sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe III ;
- sont nécessaires à la réalisation du projet ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
- sont dépensés par le bénéficiaire ;
- sont identifiables et contrôlables.

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 4.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Pour l'Etat, le versement du solde annuel conformément aux articles 6.1 et 6.2 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse des partenaires publics de ces modifications.

4.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 7. Cet excédent ne peut être supérieur à 10 % du total des coûts annuels éligibles du projet effectivement supporté.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, les partenaires publics contribuent financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.
La contribution des partenaires publics est une aide au fonctionnement, au sens de l'annexe III de la présente convention et prend la forme d'une subvention. Les partenaires publics n'attendent aucune contrepartie directe.
Les partenaires publics contribuent financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 1 405 200 € (un million quatre cent quatre-vingt trois mille neuf cent quarante trois euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 5 905 496 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 5.1.

- **5.2 Pour l'Etat** :

L'Etat-Drac Grand Est contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 520 000 € (cinq cent vingt mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 5 905 496 €, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 5.1.
5.2.1 Au titre de l'exercice budgétaire 2025, une subvention de 130 000 € est accordée au bénéficiaire.
5.2.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 130 000 € au titre du programme 361
- pour l'année 2027 : 130 000 € au titre du programme 361

- pour l'année 2028 : 130 000 € au titre du programme 361

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

5.2.3 Les contributions financières de l'État mentionnées au paragraphe 5.2.2 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 7 à 11 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 11, sans préjudice de l'article 4.4.

5.3 Pour la Région Grand Est

Pour l'année 2025, une subvention de 130 000 € est accordée par la Région au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.

La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.4 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle

Pour l'année 2025, une subvention de 55 000 € sera accordée au bénéficiaire.

5.4.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières du Département de Meurthe-et-Moselle s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 55 000 €
- pour l'année 2027 : 55 000 €
- pour l'année 2028 : 55 000 €

sous réserve du vote annuel de ces montants.

Ces montants prévisionnels de subvention du Département de Meurthe-et-Moselle n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers (ex. : dispositif des résidences d'artistes en collèges) ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Le bénéficiaire pourra notamment solliciter pour ces nouveaux projets des financements au titre des Contrats Territoires Solidaires.

5.4.2 Les contributions financières du Département de Meurthe-et-Moselle mentionnées au paragraphe 5.4.1 ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité pour l'année concernée.

5.5 Pour le Département de la Meuse

Pour l'année 2025, une subvention de 22 500 € (vingt-deux mille cinq cent euros) est accordée par le Département de la Meuse au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.
Les contributions financières du Département de la Meuse ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.
Le Département de la Meuse se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.
La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

5.6 Pour le Département des Vosges

Pour l'année 2025, une subvention de 13 800 € est accordée par le Département des Vosges au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, le Département des Vosges déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.
Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.
Les contributions financières du Département des Vosges ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 7 et 8.

Le Département des Vosges se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.
La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

6.1 La contribution financière est créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	SCENES ET TERRITOIRES
N° SIRET :	40355915600019
N° Identifiant Chorus :	1000024426
Établissement bancaire :	Caisse d'Epargne
IBAN :	FR76 1513 5005 008 1000 8937 387
BIC :	CEPAFRPP513

6.2 Pour l'État

En 2025, la contribution financière de l'Etat est versée dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs.
Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- La totalité du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 5.2.1, sans préjudice du contrôle de l'État conformément à l'article 11 ;
- La subvention est imputée sur les crédits ouverts aux budgets opérationnels de programmes de la DRAC Grand-Est :
- Programme 361, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0361-02-28 Participation à la vie culturelle et politiques territoriales, activité 036100110705 Actions en faveur des populations en territoire rural (hors EAC) : 130 000 €

6.3 Pour la Région Grand Est :

Pour l'exercice 2025, le versement de la subvention de la Région s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- Versement d'une avance de 50% après notification d'attribution de la subvention ou, le cas échéant, après signature de la convention.
- Versement du solde de la subvention après transmission d'une fiche d'évaluation présentant un bilan qualitatif, quantitatif et financier, fournie par la Région puis dûment remplie et visée par le représentant légal du bénéficiaire. La Région

procèdera à l'annulation ou à la révision de la subvention attribuée, au prorata du montant de dépenses subventionnables effectivement réalisé et justifié.

Pour les exercices 2026, 2027 et 2028, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

6.4 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :

En 2025, le Département de Meurthe-et-Moselle versera la somme de 55 000 € par convention d'application annuelle de la CPO votée en Commission permanente du 5 mai 2025.

6.4.1 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle du Département de Meurthe-et-Moselle, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement au budget de la collectivité, est versée dans le cadre d'une convention financière d'application liant exclusivement le Département de Meurthe-et-Moselle et le bénéficiaire. La subvention fait l'objet d'un versement en une fois, après signature de la convention d'application établie pour l'année concernée.

6.4.2 Les crédits de subvention sont pris sur le budget de la collectivité, programme 333 Subventions aux acteurs culturels, opération 017 Lieux de diffusion.

6.6 Pour le Conseil Départemental de Meuse :

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans la convention financière annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire, à savoir, une subvention forfaitaire versée en référence au règlement budgétaire et financier, en 1 seule fois à hauteur de son attribution.

Le bénéficiaire de la subvention pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celle-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 11-Evaluation, 12-Contrôle de l'administration et 14-Avenant.

La subvention annuelle sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,

- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

6.7 Pour le Département des Vosges :

Pour l'exercice 2025, le versement de la subvention du Département des Vosges s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- Versement d'une avance de 75% après signature de la convention
- Versement du solde de la subvention après transmission d'une fiche d'évaluation présentant un bilan qualitatif, quantitatif et financier, fournie par le Département puis dûment remplie et visée par le représentant légal du bénéficiaire. Le Département procèdera à l'annulation ou à la révision de la subvention attribuée, au prorata du montant de dépenses subventionnables effectivement réalisé et justifié.

Pour les exercices 2026, 2027 et 2028, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

ARTICLE 7 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier. Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant.
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 8 – AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype des partenaires publics sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : État / Région / Départements / Ville / autres partenaires.

8.4 Pour l'État :

En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention "*Avec le soutien de la Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est*". Les logos et la charte graphique sont à télécharger sur le lien : http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/Aides-et-demarches/Telecharger-le-logo.

8.5 Pour la Région Grand Est :

En matière de diffusion des artistes régionaux, le bénéficiaire s'engage à respecter le cadre légal en matière de rémunération des artistes. Ainsi une copie des éléments contractuels liant le bénéficiaire avec les artistes régionaux devra être transmise au moment du bilan.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter la Charte graphique ci-dessous : « Avec le soutien de la Région Grand Est » et l'insertion du logo sur tous les documents de communication.

Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.

La Région invite également le bénéficiaire à contribuer à l'enrichissement du site www.explore-grandest.com , plateforme de valorisation de l'offre touristique et culturelle régionale.

8.6 Pour le Département de Meurthe-et-Moselle :

Scènes et territoires s'engage à respecter la Charte graphique du Département sur l'ensemble de ses documents de communication. En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien du Département de Meurthe-et-Moselle ». Les logos et la charte graphique sont à retirer auprès de la direction de la communication du Département.

8.7 Pour le Département de la Meuse :

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
- Fournir les bilans d'activité, comptes rendus financiers et de réalisations, définitifs conformes à l'objet de la subvention départementale, certifiés par le Président de la structure ou toute personne habilitée lors du premier trimestre de l'année N+1 ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique ;

- L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

8.8 Pour le Département des Vosges :

Le bénéficiaire devra valoriser activement le partenariat avec le Département des Vosges au travers des dispositifs suivants :

- promotion de l'événement : présence de manière visible du logo du Conseil départemental et de la marque territoriale « Je Vois la Vie en Vosges » sur tous les supports de communication et transmission au Conseil Départemental des justificatifs de cette visibilité. La charte graphique du Conseil départemental devra être respectée.
- relations presse et relations publiques : citation du partenariat avec le Conseil Départemental, invitation et prise de parole spécifique du Conseil Départemental lors des conférences de presse, possibilité d'utiliser des visuels ou vidéos de l'événement.

8.9 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

ARTICLE 9 – SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, celle-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

9.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

9.3 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – GOUVERNANCE ET MODALITE DE SUIVI

La mise en œuvre du projet artistique sur les territoires ruraux du Grand Est se construira en concertation avec les partenaires locaux, les collectivités impliquées et l'État.
Cette stratégie territoriale sera validée par le Conseil d'Administration sur proposition du comité de suivi, alimentée par les comités territoriaux.

- **Comités territoriaux**

Composition

Les comités territoriaux sont composés de représentants des partenaires territoriaux engagés dans la mise en œuvre et le soutien des actions de Scènes et Territoires. Les représentants des signataires de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs sont membre de droits de ces comités.

Missions

Le comité territorial est une instance de concertation permettant d'appuyer la mise en œuvre des actions de S&T sur les territoires par :

- Le mise en réseau des partenaires ;
- L'indentification de territoires d'action et l'évaluation de l'impact des projets menés ;
- Le partages de diagnostic concernant les territoires d'intervention ;
- L'identification de ressources permettant l'appui opérationnel aux projets ;
- L'articulation de l'action de Scènes et Territoires avec les dynamiques culturelles locales.

Fréquence : semestrielle

- **Conseil d'Administration**

Composition

Le conseil d'administration se réparti en 4 collèges :

- Fédérations d'Éducation Populaire : 1 représentant de chaque mouvement régional adhérent actif de l'association.
- Territoire : 1 représentant associatif adhérent actif ou usager à Scènes et Territoires, désigné par chaque comité territorial.
- Technique : 1 représentant, membre usager, de désigné par le comité technique du parc matériel.
- Personne qualifiée : 2 représentants de structures qualifiées dans l'accompagnement du développement du projet de l'association. Sur proposition du Conseil d'Administration.

Missions

Le conseil d'administration décide des orientations à moyen et long terme, fixe les compétences, défini la stratégie territoriale et partenariale. Il organise la répartition des activités.

Il construit le schéma directeur pour l'année en cours :

- axes et missions prioritaires;
- stratégie territoriale et partenariale
- actions et missions expérimentales;
- gestion des ressources humaines;
- gestion budgétaire et financière;
- évaluation des actions.

Fréquence : trimestrielle

- **Comité de suivi de la Convention pluriannuelle**

Composition
Représentants des institutions signataires de la présente convention. Directeur et salariés invités. Représentants du Conseil d'Administration de l'association.
Missions
Le Comité de suivi est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- La réalisation du programme d'action de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;

Fréquence : Il se réunit à minima une fois par an et autant de fois que nécessaire le cas échéant

Information et régulation
Afin de garantir une mise en œuvre des actions de Scènes et Territoires en cohérence avec les stratégies territoriales de institutions signataires de la présente convention, des rencontres bilatérales et/ou territoriales supplémentaires pourront avoir lieu sur sollicitation des parties.

Un calendrier annuel des instances est annexé à la présente convention.

ARTICLE 11 - ÉVALUATION

10.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre du Comité de suivi en présence du Directeur de Scènes et Territoires et des représentants des institutions signataires de la présente convention.
10.2 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique, culturel, territorial et pédagogique. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire
Les indicateurs seront définis à l'occasion du premier comité de suivi de la présente convention. Ils peuvent être discuter et évoluer au sein des comités de suivi annuels.
10.3 De préférence un an avant l'expiration de la présente convention, et au plus tard six mois après l'expiration de la présente convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation

des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 12 – CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

11.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

11.2 Les partenaires publics contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 4.5, dans la limite du montant prévu à l'article 4.1 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et aux contrôles de l'article 12.

ARTICLE 14 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Les annexes I, II, III et IV font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 16 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 17 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Metz, le
(en six exemplaires)

Pour l'État, le Préfet de la région Grand Est

Jacques WITKOWSKI

Pour la Région Grand Est
Le Président

Franck LEROY

Pour le Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle
La Vice-présidente déléguée à la culture et à l'enseignement supérieur

Sylvie DUVAL

Pour le Département de la Meuse
Le Président

Jérôme DUMONT

Pour le Conseil Départemental des Vosges
Le Président

François VANNSON

Pour Scènes et Territoires,
Le Co-Président

Olivier KULL

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL
2025 -2028

ANNEXE 2

BUDGET 2025 2028

ANNEXE 3

ORGANIGRAMME

ANNEXE 4

CALENDRIER DES INSTANCES

SCENES ET TERRITOIRES
Projet artistique et culturel
2025 2028

La raison d'être de Scènes et Territoires

Valeurs 2

Ligne artistique 2

Animer une coopération territoriale **4**

Pôles territoriaux 4

Expérimenter : résidences artistiques de création

Résidences 5

Résidences de territoires 6

Accueillir : programmation et immersion

Diffusion Jeune Public 8

Immersions 9

Partager : Ressources, artistiques, culturelles et techniques

Émergence artistique 12

Soutenir les dynamiques culturelles territoriales 13

Outiller les acteurs 14

Parc matériel 15

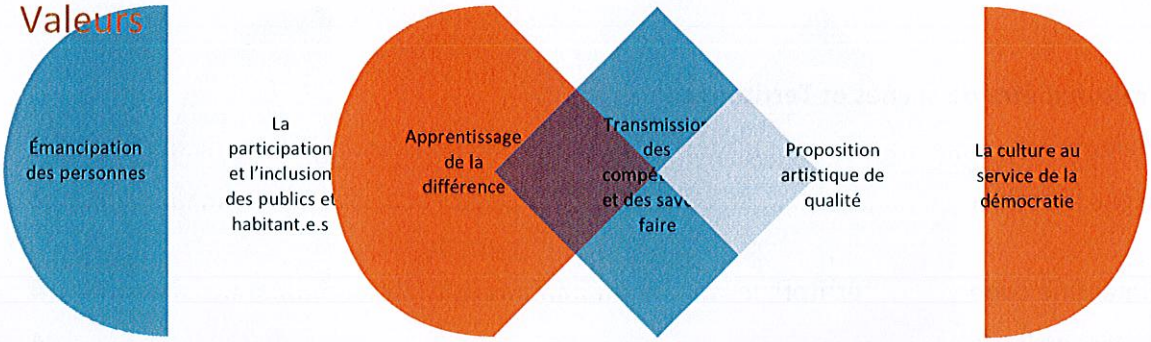
Moyens

Organigramme 15

LA RAISON D'ETRE DE SCENES ET TERRITOIRES

Coopérer pour **créer des rencontres**, des **expériences sensibles** et des **aventures artistiques**. Elles composent des **histoires singulières** associant les **habitants**, les **partenaires** d'un **territoire** et les **artistes invités**. Elles contribuent à l'**émancipation des individus**, à la **cohésion** et à la **richesse** des **territoires ruraux**.

Valeurs



Ligne artistique

Depuis plus de 25 ans, Scènes et Territoires apporte son soutien aux artistes pour lesquels, porter une création dans les territoires ruraux est un enjeu et non une contrainte. Notre projet s'inscrit dans le paysage culturel régional et veille à créer des liens avec ses acteurs. La part croissante des coproductions **permet à de jeunes compagnies d'émerger** et à des **projets artistiques singuliers d'expérimenter** des créations en immersion.

En 2025, et pour les années à venir la ligne artistique de Scènes et Territoires s'illustre par une attention particulière aux projets qui :

- **Interrogent nos liens avec notre environnement**
  En écho avec une évolution des consciences et l'émergence de nouvelles représentations de notre rapport au vivant (philosophiques, écologiques, juridiques…) de nombreux artistes déploient de nouveaux imaginaires pour se saisir de ces questions. Ainsi, Héloïse Desrivières (Cie Delta Bergamote), jeune autrice et metteuse en scène, ira à la rencontre des collégiens autour de ces questions. Dans une démarche sensible, elle propose, chacune d'entrer dans cet espace naturel familier pour y découvrir par le théâtre documentaire ou la fiction les enjeux et péril auquel il est exposé ;

- **Explorent le patrimoine des territoires**
  Patrimoine vivant ou bâti, les territoires ruraux sont riches d'une histoire, offrant des sources d'inspirations fécondes et des espaces remarquables dont se saisissent volontiers les créateurs. Cette démarche participe également de la « renarcissisation » des territoires. Ainsi nous sommes particulièrement sensibles aux créations sachant conjuguer ces identités avec d'autres univers singuliers, permettant ainsi de renouveler le regard sur ce patrimoine.
  Il en est ainsi de la démarche de création associant le patrimoine naturel, vivant et bâti de la Seille à l'univers fantastique et virtuel de la Cie Kinorev. Autre patrimoine naturel exploré, celui du territoire de la Communauté de Communes Vosges Côté Sud-Ouest avec le collectif La Bordée. Le patrimoine ouvrier et industriel sera également à l'occasion d'un projet associant artistes et collégiens sur les territoires de Meurthe-et-Moselle.

- **S'adressent et impliquent l'enfance et la jeunesse**
  Véritable spectacle « tout public », les créations s'adressant à l'enfance et à la jeunesse, stimulent les imaginaires, suscitent les échanges, la réflexion et le dialogue entre les générations. Ils permettent également de présenter des disciplines ou des esthétiques peu diffusées sur les territoires ruraux. C'est ainsi le cas de la danse contemporaine, langage de la Cie Acte 2.

  Enfin, nous souhaitons offrir des occasions de partager des expériences poétiques dès le plus jeune âge par le soutien et la diffusion de spectacle adressée à la petite enfance. Le laboratoire porté la Cie Corps in Situ sur le territoire Meusien en est une illustration.

Toutes ces démarches artistiques partagent l'ambition de questionner le monde, de créer des liens avec les identités locales tout en élargissant les horizons. Ces expériences esthétiques partagées, discutées contribuent dès lors à l'émancipation de chacun.

ANIMER UNE COOPERATION TERRITORIALE

Pôles territoriaux

Les sept rencontres Culture et ruralités menées en 2024 dans toute la Région Grand Est ont permis de travailler à la constitution de 4 pôles territoriaux sur lesquels s'appuiera Scènes et Territoires pour mettre en œuvre ses actions.

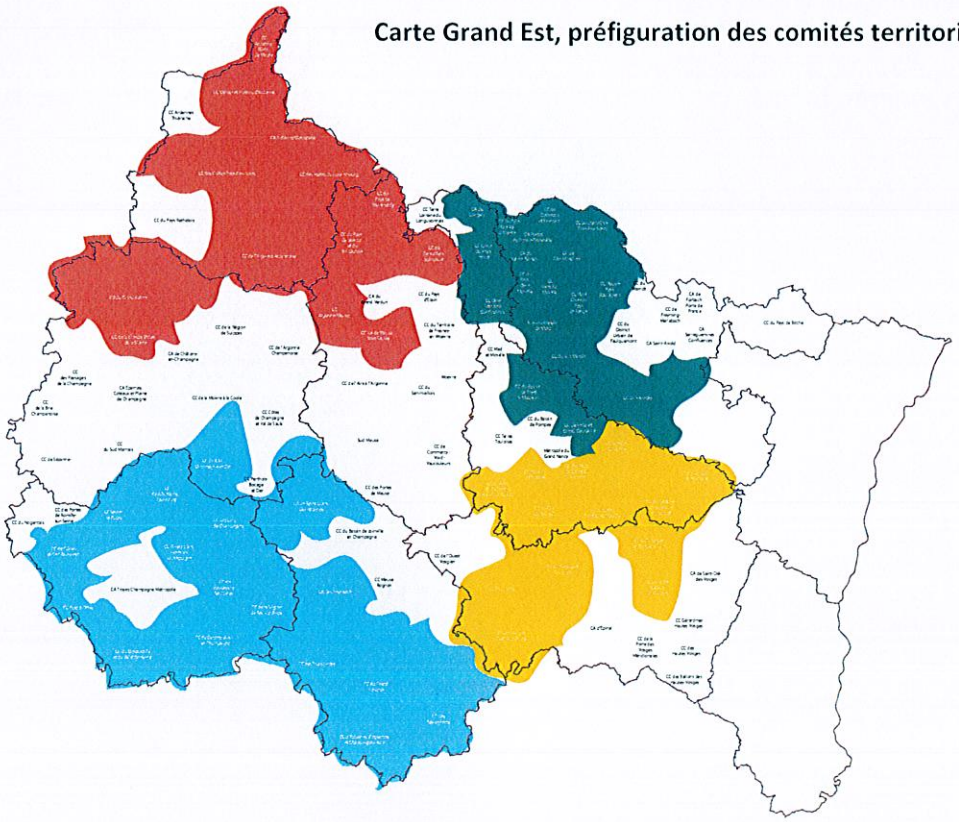
Chaque pôle sera animé par un « comité territorial » :

- Rôle : accompagner la mise en œuvre des actions portées par l'association (en particulier les résidences artistiques et les programmes de l'été culturel) ;
- Composition : représentants des fédérations d'éducation populaire adhérentes et partenaires locaux engagés dans les actions (tiers lieux, Parcs Naturels Régionaux, acteurs éducatifs...), ainsi que les agents des collectivités et de l'État (Conseillers territoriaux DRAC) ;
- Fonctionnement : le découpage territorial des COPIL est à définir par l'association, le comité territorial se rassemble 2 fois par an. La prise de décision est réalisée par consensus (ex : choix des territoires de déploiement des actions culturelles). Les décisions du comité sont soumises au Conseil d'Administration.

Le maillage territorial offert par la mise en œuvre de ces pôles, associé à l'ingénierie culturelle et à la médiation artistique de l'équipe de Scènes et Territoires, permettra dès lors la mise en œuvre de ces « aventures artistiques » offertes aux habitants. Elles offriront l'opportunité :

- D'expérimenter de nouveaux rapports à l'art, grâce à la mise en œuvre de résidences artistiques,
- D'accueillir et de partager des œuvres, par la diffusion de spectacles et d'immersions artistiques dans les villages ;
- De partager des ressources, techniques, culturelles ;
- De se former et accompagner les acteurs et les artistes émergents.

Carte Grand Est, préfiguration des comités territoriaux



EXPERIMENTER : RESIDENCES ARTISTIQUES DE CREATION

C'est à travers ce principe d'action que se concrétise pleinement l'ambition de Scènes et Territoires d'offrir des aventures artistiques partagées entre artistes et territoires ruraux. Les temps courts offerts par le programme des Jeunes Estivants peuvent s'articuler avec une présence plus longue permise par les résidences de territoire. Cette complémentarité est particulièrement pertinente tant pour les équipes artistiques que pour les lieux d'accueil permettant ainsi une circulation artistique et une ouverture esthétique.

Résidences Jeunes Estivants

Pour la cinquième année consécutive, Scènes et Territoires s'engage dans la coordination de ce programme initié par la DRAC Grand Est dans le cadre de l'opération nationale « Eté culturelle 2025 ».

« A la croisée d'une démarche socio-éducative, culturelle, sociale et artistique, le programme pallie l'absence d'équipement culturel dans certaines campagnes ou quartiers, engage des premières expériences artistiques et culturelles pour de jeunes professionnels, permet des formes « autres » de rencontre entre les personnes, les arts et les cultures ; peut-être même invente-t-il de nouveaux systèmes de production, de création, de pratique et de rencontre avec l'art et les cultures ?

Car comment « habiter », « nourrir », « rencontrer et se rencontrer » différemment et autrement dans les territoires du Grand Est ?
En irriguant l'ensemble de la région d'aventures artistiques singulières qui s'inventent et s'écrivent en fonction des environnements où elles grandissent, en s'appuyant sur des initiatives associatives, citoyennes ou institutionnelles pour créer des « micro-expériences humaines et artistiques » sur de « micro-territoires », le programme Jeunes ESTivants permet de faciliter les liens entre une population, un territoire et des artistes. Il réunit des équipes de lieux (MJC, école, foyer rural, mairie, tiers-lieux, centre culturel...) qui n'ont que peu l'occasion d'œuvrer ensemble et qui s'engagent collectivement dans l'accueil de projets artistiques, portés par de jeunes artistes fraichement diplômés souhaitant développer leur création au contact d'habitants.

C'est à l'intersection de ces approches, apparemment compartimentées, que se situe toute l'originalité et la pertinence des Jeunes ESTivants. Il met de facto en lumière la richesse de tous les territoires de la région, des acteurs qui y vivent au quotidien, tout comme l'adaptation et l'envie d'artistes dont l'immersion fut largement et communément profitable. »

Labo des cultures

En 2025, Scènes et Territoires organisera le « salon des Jeunes Estivants », espace de rencontres, de découverte et de partages des différents projets artistique et lieux engagés dans le programme. Il se déroulera sur une journée à Metz.

20 équipes artistiques en résidences.
10 départements – 20 lieux d'accueil

Résidences de territoires

L'ambition de Scènes et Territoires de contribuer au développement culturel des territoires ruraux s'illustre dans la **prise en considération des enjeux locaux**, l'animation d'une **médiation suscitant l'implication** et **l'accompagnement de acteurs**. Les résidences de territoire sont le moyen privilégié de mise en œuvre de cette ambition. Pour ce faire, Scènes et Territoires s 'appuie sur une démarche éprouvée.

Phase 1 : identification des territoires
En s'appuyant sur les rencontres « culture-territoire » en concertation avec les comités territoriaux, le territoire d'intervention est repéré selon les critères suivants :

- Présence d'acteurs et partenaires nécessaires à la mise en œuvre du projet ;
- Potentialités de développement liées à l'implantation du projet ;
- Volonté de la collectivité locale.

Phase 2 : diagnostic partagé
Sur l'invitation partagée de Scènes et Territoires, des réseaux associatifs présents et de la collectivité locale, les acteurs potentiels du projet sont invités à se réunir. Ces acteurs peuvent être issus du secteur : associatif, social, culturel, scolaire, territorial (collectivité locale, établissement public).

A l'aide d'outils d'animation participatifs, les partenaires définissent des enjeux spécifiques au à la résidence : thématique ; ressources locales ; public plus particulièrement ciblé ; nouvelles coopérations ; calendrier.

Phase 3 : proposition artistique et actions
Scènes et Territoires propose au territoire une équipe artistique en résidence. Sa présence s'articulera autour de trois axes :

- Rencontre avec les habitants : à travers une approche pratique ; médiations, rencontres ; création participative ;
- Diffusion des œuvres ;
- Accueil en résidence de création.

Cette démarche favorise les **coopérations et l'implication d'une diversité d'acteurs** permettant de toucher le plus largement possible les habitants du territoire. Elle s'inscrit dans une prise en considération des **droits culturels**, en particulier :

- Par la prise en considération de l'identité et du patrimoine du territoire et de ses habitants ;
- Par l'opportunité offerte de découvrir et de se référer à d'autres expressions artistiques et culturelles ;
- Par la possibilité offerte aux habitants, représentés par la vie associative et les collectivités, de participer à la vie culturelle des territoires.

2025

Meurthe-et-Moselle

Territoire	Projet	Artistes	Partenaires principaux
CC du Sânon	Qui a dit qu'il fallait être sage ?	Cie Delta Bergamotte	Collège Duvivier, Einville-au-Jard
CC Cœur du Pays Haut	Terre-ville	Cie Les Heures Paniques	Collège
CC du Pays de Colombey et du Sud Toulois / CC Terre Lorraine du Longuyonnais	Mémoire	Deux équipes artistiques	Collège, fédérations
CC Seille et Grand Couronné	Au Fil de la Seille	Collectif Kinorev	PNR-L, CC Seille et Grand Couronné, Syndicat de la Seille, fédérations des foyers ruraux 54, MECS

Meuse

Territoire	Projet	Artistes	Partenaires principaux
Communauté de communes Damvillers Spincourt, Pays de Stenay et du Val Dunois	L'Amie	Cie La Soupe	Écoles primaires
CC Val de Meuse, Voie Sacrée	Couleurs	Cie Corps in situ	École de Musique, Crèches de Dugny, Dieue-sur-Meuse et Souilly, Relais Petite enfance CCMVS

Moselle

Territoire	Projet	Artistes	Partenaires principaux
CC du Pays de la Nied	Le Partage du Butin	Cie Logos	ULMJC, UDMJC
CC Moselle Sud / CC Sud Messin	Au Fil de la Seille	Kinorev	Foyers ruraux 57, Maison du Pays des étangs, MJC de Dieuze, musée du Sel de Marsal, Association La vie est belle

Vosges

Territoire	Projet	Artistes	Partenaires principaux
CC Vosges Côté Sud-Ouest	Le phare artistique	Collectif La Bordée	Foyers rural d'Escles, Foyer rural de Lerrain, Foyer rural de Jésonville, école de Sans Vallois, Foyer rural de Nonville, Foyer rural de Relanges, EHPAD de Darney, CC Vosges Côté Sud-Ouest

9 résidences sur 11 communautés de communes
400 h d'action culturelle
50 jours de résidence

ACCUEILLIR : PROGRAMMATION ET IMMERSION

En 2025 et pour les années à venir, Scènes et Territoires s'efforcera :

- De construire des mutualisations territoriales favorisant la diffusion des œuvres ;
- De renforcer « l'infusion » des équipes artistiques en articulant action culturelle et diffusion ;
- Ces deux « mouvements » contribuent à améliorer l'efficience des diffusions, tant du point de vue de leur accueil par le public, que du point de vue de l'énergie mobilisée par les équipes artistiques.

Diffusion Jeune Public

Contexte

En lien avec ses réseaux d'éducation populaire, Scènes et Territoires est engagé depuis de nombreuses années dans la diffusion de spectacles « Jeune Public ». Les développements des CTEAC sur les territoires ruraux et de la part collective du Pass Culture ont renforcé les sollicitations concernant l'accueil d'artistes s'adressant à l'enfance et à la jeunesse. Scènes et Territoires s'efforce de considérer la diffusion de ces créations sur tous les temps de la vie (scolaire, périscolaire et hors temps scolaire) et de favoriser une approche intergénérationnelle de ces actions. La création en 2021 du festival « Drôles de Zigotos » dans le Vosges en est une illustration.

Objectifs

- Favoriser la diffusion des œuvres sur les territoires ruraux ;
- Participer au développement de l'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de la vie sur les territoires ruraux
- Développer les coopérations et mutualisation entre acteurs et territoires ;

Afin de renforcer la pertinence de la diffusion, plusieurs modalités seront travaillées dont la **programmation partagée** sur des territoires de proximité. La quatrième édition du festival « Drôles de Zigotos » organisée sur la Communauté de Communes de la Région de Rambervillers sera étendue à une autre intercommunalité en y programmant des spectacles du festival en décentralisé.

4 compagnies 10 représentations

Par ailleurs, Scènes et Territoires travaille à une **présence plus longue** permettant d'articuler diffusion et action culturelle. Ce sont les projets intitulé **immersions.**

Immersions

L'enjeu est ici de déployer autour de la présence artistique d'une compagnie et de la diffusion de ses œuvres un ensemble d'actions culturelles favorisant la rencontre et le partage de la démarche artistique avec les habitants. Elles se déploient sur un temps minimum d'une semaine.
Ces immersions peuvent se dérouler dans le temps scolaire ou dans le cadre de l'été culturel.

A+ dans le bus
Pays du Lunévillois (54)
Programme de diffusion et d'action culturelles

3 diffusions
20h action culturelle

Cie Les Bestioles
Communauté de communes Argonne Meuse (55)
Dans ma valise

5 représentations
20h d'action culturelle

Cie Act2
Communauté de communes Terre d'Eau (88)
I ou le complexe du homard

2 représentations
12h d'action culturelle

Résidences
Cabanes

Dans le cadre de l'été culturel initié par le ministère de la Culture, la DRAC Grand Est souhaite soutenir l'intervention de jeunes artistes auprès du jeune public dans le cadre de centres de vacances et d'accueils collectifs. Les résidences se dérouleront sur une semaine, entre le 26 juin et le 2 septembre 2025.

Objectifs :

- Sensibiliser l'enfance et la jeunesse à la création artistique contemporaine ;
- Permettre à l'enfance et la jeunesse d'expérimenter à travers un processus artistique et tisser de nouveaux liens avec son environnement ;
- Favoriser l'expression des enfants et des jeunes ;
- Soutenir la présence artistique sur les territoires éloignés de l'offre culturelle.

Modalités :

Le dispositif est ouvert à toutes les disciplines artistiques des arts visuels et des arts vivants. Seuls les artistes et les équipes artistiques justifiant d'une structuration juridique au moment de leur inscription et/ou ayant recours à une personne morale pour soutenir leur activité pourront candidater.

Le projet d'action artistique devra concerner un groupe constitué d'enfants ou de jeunes, engagé dans la démarche sur une période d'une semaine.

Chaque projet devra comporter :

- Une action de sensibilisation permettant de préparer l'accueil de l'artiste au sein de la structure et réciproquement ;
- Une approche pratique de la discipline artistique ;
- Un processus participatif permettant au public de mieux appréhender et comprendre son environnement, en particulier naturel ;
- La diffusion/fréquentation d'une œuvre artistique ;
- Une trace documentée (film, carnet de bord...) de l'aventure artistique partagée.

Cahier des charges :

La résidence *Cabanes* devra comporter :

- Une action de sensibilisation permettant de préparer l'accueil de l'artiste au sein de la structure et réciproquement ;
- Une approche pratique de la discipline artistique ;
- Un espace d'expression des enfants et des jeunes ;
- La diffusion/fréquentation d'une œuvre artistique.

10 résidences d'une semaine
200 heures d'action culturelle

Résidences
Quartier Libre

Ce dispositif est la déclinaison Grand Est du programme « Quartier libre » construit par le festival des Francofolies de la Rochelle à l'occasion de la première édition de l'été culturel.

Objectifs :

- Encourager la participation active des habitants à un processus de création artistique collectif ;
- Soutenir la diffusion artistique sur les territoires ruraux et contribuer à l'implication et à la valorisation des acteurs locaux ;
- Participer à la qualification des partenaires et soutenir leur engagement dans la vie culturelle de leur territoire.

Modalités :

Les Francofolies de la Rochelle sélectionnent des équipes artistiques formées à la médiation pour développer le temps d'une semaine des ateliers d'écriture de chanson avec une diversité d'habitants.

Chaque « immersion » se déroule en 3 temps :

- Préparation de la rencontre et accueil de l'artiste : échange épistolaire préalable, accueil et visite du territoire, mini concert.
- Ateliers d'écritures : 20h d'ateliers d'écriture de chanson avec différents groupes d'habitants (amateurs, jeune public, personnes âgées...)
- Restitution publique

Un déplacement au festival des Francofolies de La Rochelle est proposé à une délégation de chaque partenaire local. Un parcours à la rencontre des acteurs du festival leur est proposé. Cette expérience collective est autant un temps de formation et de découverte, qu'une occasion de renforcer un réseau d'acteurs engagés dans le développement culturel de leur territoire.

9 semaines d'immersion sur 9 départements
135 heures d'action culturelle

PARTAGER : RESSOURCES, ARTISTIQUES, CULTURELLES ET TECHNIQUES

Émergence artistique

Scènes et Territoires est engagé dans le soutien à la création artistique régionale et développe à travers les programmes de l'été culturel une attention particulière aux artistes émergents. Au-delà des espaces de création et de rencontres qui leur sont offerts durant l'Été culturel, Scènes et Territoires s'engage dans l'accompagnement, la valorisation et la mise en réseau d'une sélection d'équipes artistiques émergentes.

- **Accompagnement Jeunes Estivants :**

Conseil et suivi
L'équipe de Scènes et Territoires offre une écoute active aux artistes et propose des espaces de conseils et d'échanges de pratiques.

Café jeunes estivants (visioconférence) : chaque semaine, les participants au programme sont invités à présenter leur projet et partager les difficultés, contraintes et réussites.
Animée par l'équipes de Scènes et Territoires.

Café thématique (visioconférence) : pour répondre aux questions des artistes sur les thèmes : administratifs (spectacle vivant / arts visuels) ; médiation et diffusion. Des experts sont invités à chaque session.

Rencontres professionnelles

Journée professionnelle : fête de l'été culturel
Présentation des programmes et valorisation des projets de l'Été culturel à l'occasion d'une journée de rencontres (forum) et d'une soirée conviviale (plateau radio).

Tournée du film « Non Essentiel » :
Présentation du film documentaire de Bastien Simon « Non essentiel » dans 5 cinémas du Grand Est : Nancy, Villerupt, Vouziers, Saint-Dizier, Polisot. A chaque diffusion une table ronde associant le réalisateur, une équipe artistique et un lieu d'accueil en proximité, sera organisée.

Présence sur les parcours festival
En partenariat avec l'Agence culturelle Grand Est, Scènes et Territoires accompagne une sélection d'artistes pour participer à différents parcours festival organisés par l'Agence. Des temps de présentations des démarches artistiques seront proposés aux professionnels présents. (« 5 mn autour d'une table »).

Mentorat

Scènes et Territoires souhaite mobiliser un réseau de programmateurs.ices, pour accompagner une sélection de Jeunes Estivants pendant et après leurs résidences estivales. Chaque structure s'engage à :

- Désigner, au sein de l'équipe, une personne référente pour le ou les artistes en résidence ;
- Rendre visite sur le lieu pendant la résidence ;
- Assurer un rdv de suivi ;
- Selon les disponibilités assurer un accueil dans sa structure.

➢ **Articulation des programmes** :

Scènes et Territoires propose aux artistes repérés dans le cadre du programme Jeunes Estivants de s'engager sur d'autres dispositifs :

- **Cabanes** à l'attention des artistes s'adressant à l'enfance et la jeunesse ;
- **Labo transfrontalier** : dans le cadre de l'accord de coopération entre la Région Grand Est et la Fédération Wallonie Bruxelles, ce laboratoire artistique associent des compagnies Belges et des Jeunes Estivants du Grand Est. (AdLib et/ou festival fusée francophone) ;
- **Résidences de territoire** : en compagnonnage avec des artistes confirmés.

Soutenir les dynamiques culturelles territoriales

Scènes et Territoires souhaite sensibiliser ses partenaires, relais, prescripteurs (bénévoles, animateurs, agents, élus) aux enjeux de la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel. Il s'agit ici de favoriser l'inscription des actions engagées dans la perspective des droits culturels et de développer la connaissance du secteur.

Des déplacements sur des festivals de dimension nationale sont envisagés : Festival Avignon (en partenariat avec le Centre de séjour et de jeunesse du festival d'Avignon) ; Francofolies de La Rochelle ; Momix.

➢ **Parcours artistiques et culturels** :

Ces parcours se composent : de temps de visionnement de spectacles, d'analyses chorales, de rencontres artistiques, de sensibilisation à la technique et aux métiers du spectacle vivant. Ils s'inscrivent dans une démarche d'Éducation Artistique et Culturelle.

- **Longue vue - jeunesse** : à l'intention de 3 groupes d'adolescents mobilisés par le centre social de Pont-à-Mousson et la Maison de l'enfance de Rombas ;
- **Longue vue - comité territoriaux** : à l'intention des membres des comités territoriaux (1 semaine). ;
- **Parcours élus (MOMIX)** : en partenariat avec l'Agence Culturelle, le festival MOMIX et Scènes d'enfance – Assitej France (2 jours de festival).

Formation « Non Essentiel » :

A l'occasion de la tournée du film « non essentiel », Scènes et Territoires invite ses partenaires locaux à une demi-journée de réflexion et d'échanges de pratiques sur l'intérêt pour le territoire et ses habitants d'accueillir une équipe artistique en résidence (5 demi-journées).

Outiller les acteurs

Formation « Cabanes »

Particulièrement adressée aux équipes éducatives engagées dans le dispositif « Cabane » cette formation prépare l'accueil des équipes artistiques dans les centres de loisirs. Elle associe animateurs et artistes intervenants. Elle engage une réflexion sur les enjeux éducatifs d'un projet artistique et culturel et permet la construction collective d'outils de médiation auprès des publics (deux fois 3 jours).

Formation pluri acteur

L'objectif de cette formation adressée à l'équipe de Scènes et Territoires et ses principaux partenaires, est de développer des outils communs pour animer les coopérations sur les territoires (deux fois 3 jours).

Formations techniques

Grâce aux ressources du parc matériel et au réseau des parcs scéniques publics du Grand Est :

- Ateliers techniques : découverte de la sonorisation ou la lumière. De la théorie à la pratique (deux fois 2,5 jours) ;
- Mercredis du parc : découverte du matériel disponible au parc scénique. Teste et conseil accompagné par les techniciens du parc (une demi-journée par mois).

Journées de sensibilisation sur les Violences et Harcèlement Sexistes et Sexuels et le combat contre les discours de haine et de discrimination.
Sur un constat partagé avec les membres de son réseau, Scènes et Territoires souhaite partager des ressources et ouvrir des espaces de dialogues à l'intention des professionnels en lien direct avec les publics (deux jours).

Parc matériel

Le parc de matériel scénique poursuit son déploiement et conforte son utilité. En effet, le nombre de mise à disposition a été multiplié par trois ces trois dernières années, répondant aux besoins de près de 240 usagers à travers plus de 400 locations par an.

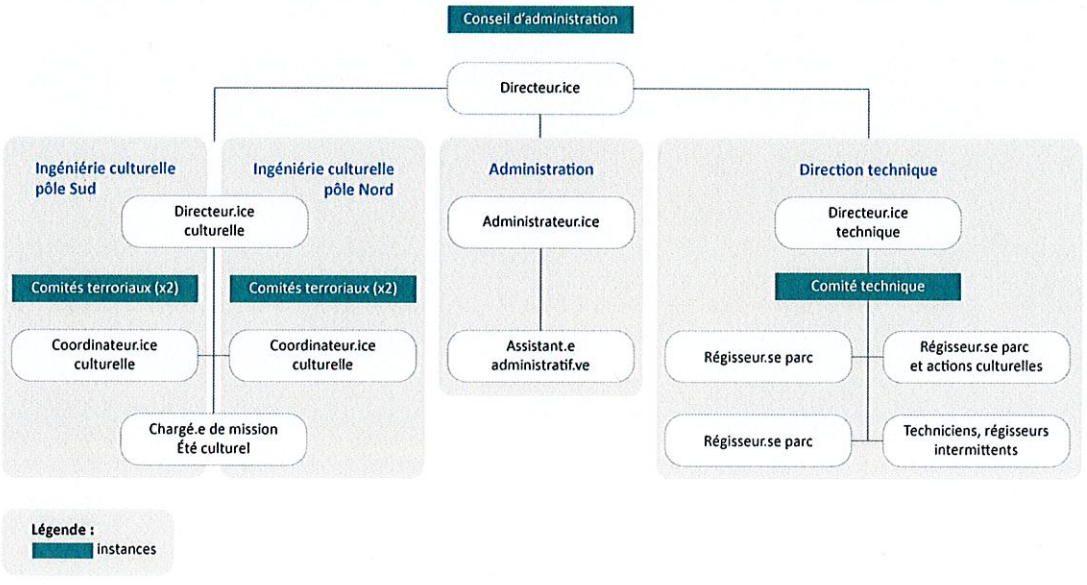
L'accompagnement des usagers se renforce par une offre de formation, des rencontres techniques régulières et un conseil adapté. L'équipe technique a également développé des ateliers de sensibilisation à la technique son et lumière dans le spectacle vivant, adapté à des interventions en collège en compléments des projets de résidence portés dans ces établissements.

240 usagers : associations 80%, collectivités 15%, établissement publics 5%
400 locations pour des événement culturels en Grand Est
40 h rencontres et formation

MOYENS

Organigramme

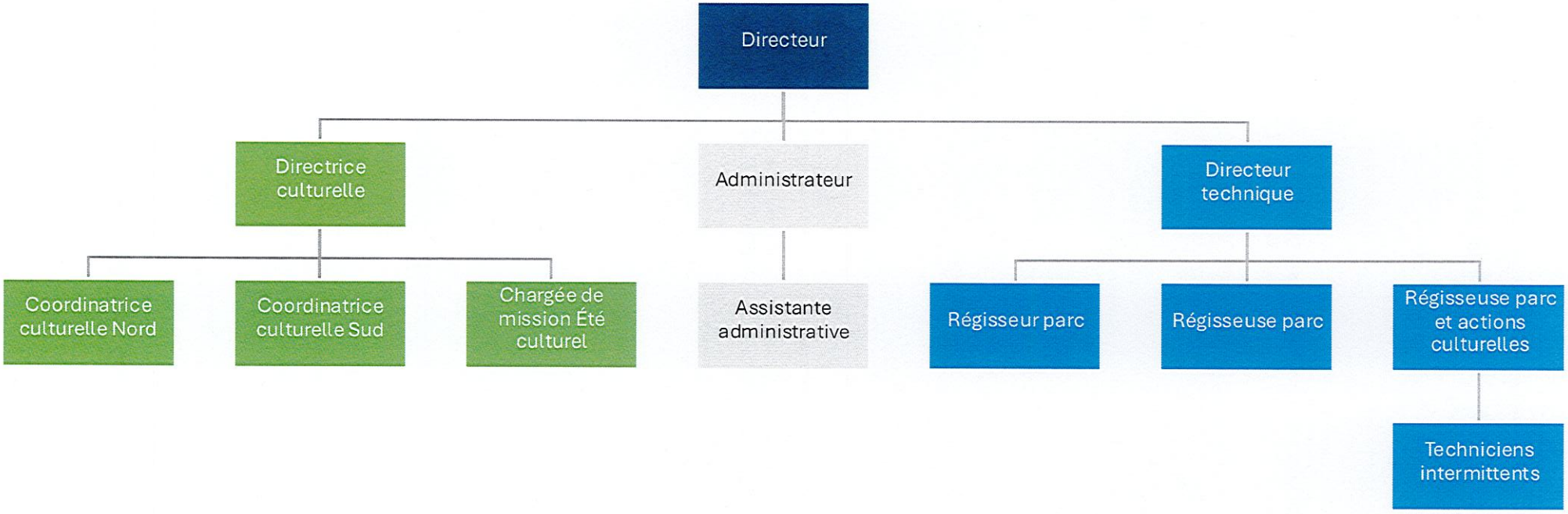
Pour mener à bien ce projet et son déploiement sur un périmètre élargi, l'association s'appuie sur une équipe de professionnels et une gouvernance renforcée. L'année 2025 consistera à stabiliser l'équipe, à affiner les missions et les périmètres de chacun des salariés pour un fonctionnement harmonieux.



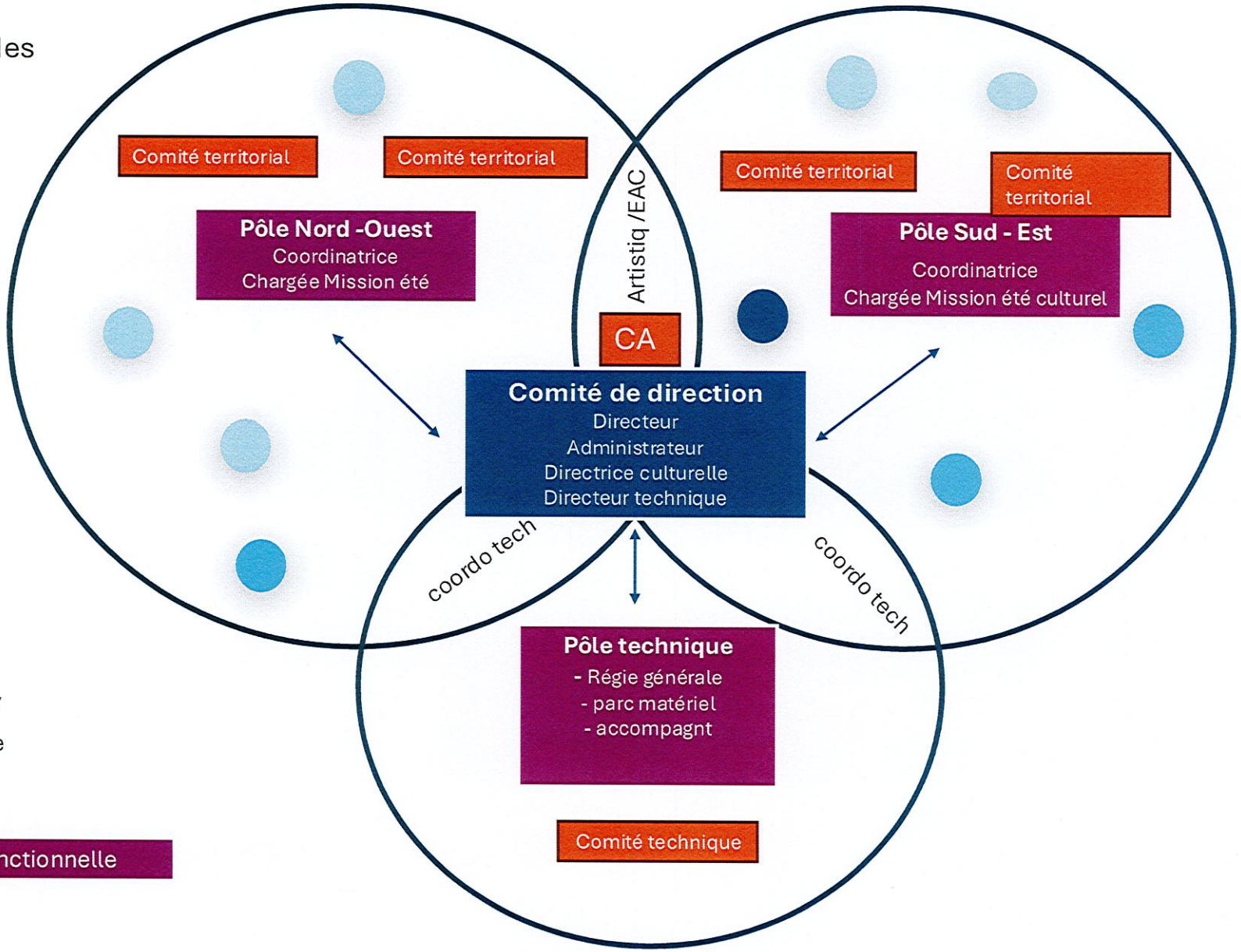
Scènes et Territoires
Budget prévisionnel
2025 - 2028

CHARGES	TOTAL (HT) 2025	TOTAL (HT) 2026	TOTAL (HT) 2027	TOTAL (HT) 2028	PRODUITS	TOTAL (HT) 2025	TOTAL (HT) 2026	TOTAL (HT) 2027	TOTAL (HT) 2028
CHARGES DIRECTES					**RESSOURCES DIRECTES**				
60 - Achats					**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**				
Prestations de services	503 452	503 770	504 088	505 135	Billetterie et prestations	7 406	7 628	7 857	8 093
Achats matières et fournitures	28 280	28 421	28 564	28 706	Location de matériel	115 300	118 759	122 322	125 991
Autres fournitures	10 930	10 985	11 040	11 095	Participations locales	16 200	18 505	21 243	24 500
61 - Services extérieurs									
Locations	56 664	56 948	57 233	57 519	**74 - Subventions d'exploitation**				
Entretien et réparation	11 190	11 246	11 302	11 358	DRAC Grand Est				
Assurance	26 500	26 633	26 766	26 899	- CPO	130 000	130 000	130 000	130 000
Autres	610	613	616	619	- MPMD	20 000	20 000	20 000	20 000
62 - Autres services extérieurs					- Été culturel	290 000	290 000	290 000	290 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	11 560	11 618	11 676	11 734					
Publicité, publication	16 240	16 321	16 403	16 485	Région Grand Est				
Déplacements, missions	60 731	61 035	61 340	61 647	- CPO	130 000	130 000	130 000	130 000
Services bancaires, autres	12 100	12 160	12 221	12 282	- MPMD	20 000	20 000	20 000	20 000
63 - Impôts et taxes					- Parc de matériel	115 000	115 000	115 000	115 000
Impôts et taxes sur rémunération									
Autres impôts et taxes	17 000	17 000	17 000	17 000	Département 54				
64 - Charges de personnel					- CPO	55 000	55 000	55 000	55 000
Rémunération des personnels	519 033	523 703	528 672	533 691	- ATS4, résidences en collège	44 550	44 550	44 550	44 550
Charges sociales									
Autres charges de personnel	18 500	22 600	22 600	22 600	Département 55				
65 - Autres charges de gestion courante	**5 290**	**5 715**	**5 740**	**5 766**	- CPO	22 500	22 500	22 500	22 500
66 - Charges financières	**250**	**250**	**250**	**250**	- Parc de matériel	43 600	43 600	43 600	43 600
67 - Charges exceptionnelles	**500**	**500**	**500**	**500**	- Appels à projets	-	462	462	462
68- Dotation aux amortissements	**130 321**	**127 715**	**125 160**	**122 657**					
CHARGES INDIRECTES					Département 57	13 000	13 000	13 000	13 000
Charges fixes de fonctionnement									
Frais financiers					Département 88 - CPO	13 800	13 800	13 800	13 800
Autres									
					Communautés de communes	47 424	49 795	51 289	52 828
					Fonds européens (PETR, LEADER)	45 917	45 000	45 000	45 000
					FONJEP	21 359	14 214	14 214	14 214
					Autres établissements publics	13 300	10 300	10 300	10 300
					75 - Autres produits de gestion courante				
					Dont cotisations, dons manuels ou legs	7 000	7 210	7 426	7 649
					76 - Produits financiers	**6 900**	**19 600**	**17 835**	**16 170**
					77 - Produits exceptionnels	**129 396**	**126 808**	**124 272**	**121 786**
					78 - Reprises sur amo. et provisions	**103 000**	**103 000**	**103 000**	**103 000**
					79 - Transfert de charges d'exploitation	**18 500**	**18 500**	**18 500**	**18 500**
TOTAL DES CHARGES	**1 429 152**	**1 437 231**	**1 441 170**	**1 445 943**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 429 152**	**1 437 231**	**1 441 170**	**1 445 943**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES					**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**				
86 - Emplois des contributions volontaires en nature					**87 - Contributions volontaires en nature**				
Secours en nature					Bénévolat	15 000	15 000	15 000	15 000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	23 000	23 000	23 000	23 000	Prestations en nature	23 000	23 000	23 000	23 000
Personnel bénévole	15 000	15 000	15 000	15 000	Dons en nature				
TOTAL	1 467 152	1 475 231	1 479 170	1 483 943	TOTAL	1 467 152	1 475 231	1 479 170	1 483 943

Organigramme Scènes et Territoires



Organisation des instances



Territoire/ résidence

Gouvernance

Instance fonctionnelle

Organisation des instances

	janvier	fevrier	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Actions	résidences de territoires						été culturel		résidences de territoires			
Instances					AG				COMITE SUIVI			
	CA		CA			CA				CA		
				Comités Territoriaux								Comités Territoriaux
				Partage diagnostic territoriale		Orientation n+1			Evaluation CPO n-1	Validation projet artisitique n+1		Evaluation actions en cours
				1ère éaluation action saison en cours		Validation actions et territoires saison à venir			Orientations n+1	Budget prévisionel n+1		Partage des orientations
				Propositon territoires et actions saison à venir		Répartition des moyens régionaux						Lancement des candidatures été culurel
				Présentation sélection été culturel > coopérations								

Convention n° 2025/

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2025 - 2028
CONTRE COURANT MJC
SCENE DE MUSIQUES ACTUELLES (SMAC)

Entre

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur le Préfet de la région Grand Est, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par son Président, Monsieur Franck LEROY, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente n° 24CP-1237 en date du 21 juin 2024 et l'habilitant à cet effet, ci-après désignée par le terme « la Région »,

Le Conseil Départemental de la Meuse, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, dûment habilité par la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du [date], ci-après désigné par le terme « le Département »,

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, représenté par son Président, Monsieur Samuel HAZARD, dûment habilité par la délibération n° [numéro de la délibération] du [date], ci-après désigné par le terme « la CAGV »,

ci-après désignés « **les partenaires publics** »,
d'une part,

Et

L'association Contre-Courant MJC, représentée par sa Présidente, Madame Cécile LAMY, dûment habilitée par délibération de sa gouvernance du 29 octobre 2024, ci-après désignée par le terme « la SMAC »,

Forme juridique : Association Loi 1901
Siège social : 2 Place André Maginot, 55430 Belleville-sur-Meuse
Direction : Arnaud Fièvre
Siret : 313 273 153 00012
APE : 90.04Z
Licences d'entrepreneurs de spectacle : PLATESV-R-2021-007924 / PLATESV-R-2021-007932 / PLATESV-R-2021-007934

ci-après désigné « **le bénéficiaire** »
d'autre part,

Pour l'État

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine, amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666 ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2016-925 du 6 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
VU le décret du 10 octobre 2024 nommant préfet de la région Grand Est, Monsieur Jacques WITKOWSKI, à compter du 28 octobre 2024, date de son installation ;
VU le décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU la circulaire interministérielle du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'Éducation Artistique et Culturelle (EAC)
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU l'arrêté de la ministre de la Culture en date du 30 janvier 2025 portant attribution du label "Scènes de musiques actuelles - SMAC" à l'association Contre-Courant MJC ;
VU l'arrêté de la ministre de la Culture en date du 07 janvier 2025 nommant Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;
VU les arrêtés préfectoraux n° 2025/013, 2025/014, 2025/013 du 24 Janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;
VU l'arrêté de la directrice régionale des affaires culturelles n° 2025/02 du 03 février 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles de la région Grand Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégué RBOPR des programmes 175, 131, 361, RUO des programmes 224, 334,354 et de responsable de centre de coût des programmes 180, 362, 363, 348 ; UO du programme 723 ;
VU l'arrêté du 05 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label « Scènes de musiques actuelles » ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
VU la circulaire interministérielle du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) ;
VU la circulaire du directeur général de la création artistique n° MC/SG/MPDOC/2022-014 du 8 avril 2022 relative à la mise en œuvre du plan ministériel de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;
VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la culture ;
VU le Budget opérationnel de programme 0131 de la mission culture ;

Pour la Région Grand Est

VU le règlement financier de la Région Grand Est ;
VU la décision n° 25CP-355 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 28/02/2025 approuvant la subvention de 66 000 € ;
VU la décision N° 25CP-738 de la Commission permanente du Conseil régional en date du 16/05/2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil régional à la signer ;

Pour le Département de la Meuse

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale ;
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 06 juillet 2023 ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 27 mars 2025 ;
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 22 mai 2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer ;

Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun

VU l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales définissant les compétences des communautés d'agglomération

VU l'article L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales instaurant une compétence partagée entre tous les niveaux de collectivités en matière de culture ;

VU la délibération du Conseil communautaire du ……2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

VU les orientations du Conseil communautaire prises dans le cadre du budget primitif par délibération du ….. 2025

VU le règlement financier de la CAGV ;

VU les statuts de Contre-Courant MJC ;

VU le projet artistique et culturel de la SMAC Contre-Courant MJC placé sous la responsabilité artistique de son directeur, Arnaud FIÈVRE ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Fondée en 1968 sur un projet fidèle aux valeurs de l'éducation populaire, le projet de la MJC Contre-Courant place le lien social et l'intérêt général au cœur de ses préoccupations. Outil au service des habitants, lieu de vie, de transmission et de rencontre, la structure a compté jusqu'à près de mille adhérents. Depuis 1998 avec le développement de l'activité musiques actuelles, la MJC a enrichi ses missions en mettant en place une programmation musicale régulière, en accompagnant les artistes et en co-construisant des projets d'action culturelle. Seul projet et lieu dédié aux musiques actuelles sur le département de la Meuse, c'est ainsi que l'association a été identifiée comme relais territorial et structurant. Au fil de son évolution et en parallèle d'études prospectives, la professionnalisation de l'équipe musiques actuelles et le travail mené sur le territoire meusien et régional ont conduit Contre-Courant MJC à se lancer dans une démarche de labellisation en tant que SMAC-Scène de Musiques Actuelles, conditionné à la restructuration et à la mise aux normes de l'équipement. C'est en 2021, dix ans après la première étude de faisabilité, que les nouveaux locaux ont été inaugurés. L'orientation du projet général autour des enjeux des droits culturels semble aujourd'hui faire sens car elle permet une complémentarité des dimensions sociale et culturelle tout en gardant les objectifs essentiels de l'éducation populaire : le partage, l'émancipation, l'apprentissage et l'épanouissement du citoyen.

La labellisation SMAC de la MJC Contre-Courant obtenue en 2025 vient consacrer un modèle d'architecture de politique publique visant à favoriser la participation et la contribution des usagers à la vie artistique et culturelle.

<u>Pour l'Etat</u>

Le label « Scène de musiques actuelles – SMAC » est attribué aux structures porteuses d'un projet artistique et culturel d'intérêt général dans le champ des musiques actuelles qui regroupe notamment : chanson, jazz et musiques improvisées, musiques traditionnelles et musiques du monde, rock, pop, électro, rap, auxquelles peuvent s'articuler d'autres disciplines artistiques.

Les structures labellisées SMAC ont pour principal objet de favoriser, d'accompagner, de promouvoir la création musicale défendue par des artistes professionnels aussi bien qu'amateurs. Elles favorisent le croisement et le développement des pratiques artistiques en contribuant à une politique d'intérêt général. Elles développent seules ou en coopération un projet contribuant au maillage artistique, culturel et social du ou des bassins de vie dans le(s) quel(s) elles s'inscrivent.

Dans l'exercice de leurs missions, elles portent une attention particulière à la diversité, notamment au travers des œuvres présentées, des artistes accompagnés et des publics, au respect des objectifs de parité ainsi qu'à la prise en compte des droits culturels, de l'équité territoriale, pour le développement de l'accès et de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle.

Considérant que le bénéficiaire est titulaire du label « Scène de musiques actuelle – SMAC » ;

Considérant le projet artistique et culturel 2025-2028 initié et conçu par M. Arnaud FIÈVRE, directeur de Contre-Courant MJC, figurant en annexe I et conforme à son objet statutaire et répondant à une finalité d'intérêt général en faveur de la jeunesse, de l'accès à la culture et en faveur de la création et de la diffusion des musiques actuelles ainsi que d'autres disciplines artistiques ;

Considérant les axes de développement du projet artistique de M. Arnaud FIÈVRE, pour les quatre années à venir et ses engagements artistiques, culturels, territoriaux et citoyens et professionnels conformes au cahier des missions et des charges du label SMAC visant à :

- Développer un projet artistique et culturel affirmant une ligne artistique originale et indépendante contribuant à la diversité des esthétiques et au respect de la parité ;
- Diffusion des musiques actuelles dans et hors les murs ;
- Accompagner les artistes dans la structuration, les soutenir à la la production et et les accueillir en résidence ;
- Accorder une attention particulière à des projets impliquant d'autres champs musicaux et d'autres disciplines artistiques situées au croisement des genres et des esthétiques ;
- Favoriser la formation professionnelle, initiale et continue, collective et individuelle, dans le champ des musiques actuelles ;
- Participer au développement des pratiques artistiques en amateur en menant des actions d'accompagnement propres ou en coopération avec les structures d'enseignement et d'accompagnement en présence sur leur territoire ;
- Développer des projets de médiation, de sensibilisation, et d'action culturelle auprès des populations du territoire, en particulier lors de résidences d'artistes en relation avec les structures intervenant ou non dans le même secteur ;
- Faciliter l'accès par une politique tarifaire adaptée et modulable ;
- Proposer un lieu de vie ouvert à la population locale dans toute sa diversité y compris intergénérationnelle
- Favoriser l'implication de la population dans la mise en œuvre du projet ;
- Accorder une attention particulière à la prise en compte de l'environnement du projet (écologique, territorial, social, sociétal…) ;
- Développer une politique d'actions de médiation et de diffusion hors les murs, qui peut notamment se déployer à travers des formes artistiques itinérantes, des structures mobiles ou l'investissement temporaire de lieux publics existants (gymnases, centres sociaux…).

Pour la Région

Les orientations 2021-2028 de la Région répondent à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques et environnementaux. A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.

Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35.000 emplois non-délocalisables et d'importantes retombées économiques. Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue. Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.

En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- Promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- Structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers
- Garantir un accès à la culture pour tous et partout (droits culturels), dans une logique partenariale ;
- Systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes :
  - égalité femmes/hommes et lutte contre les discriminations ;
  - consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques et respect de l'environnement ;
- Accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Considérant que le bénéficiaire constitue l'un des maillons de la création et de la diffusion artistique et culturelle en Grand Est, la Région entend accompagner le projet du bénéficiaire et sera particulièrement attentive dans ce cadre à :

- L'accompagnement et au soutien des artistes - confirmés et émergents - du territoire régional, notamment par le biais de coproduction, d'accueil en résidence, de diffusion, dans un esprit de coresponsabilité sociale, en resserrant et développant les liens entre les structures formant, accompagnant et diffusant la création contemporaine, en Grand Est et dans les régions frontalières ;
- La conduite d'actions de sensibilisation en direction des lycéens et des étudiants ;
- La prise en compte des enjeux du secteur en matière de développement durable (économie, écologie, social) ;
- La contribution, en cas de sollicitation, aux travaux des comités d'experts ou de tout groupe de travail mis en place par la Région notamment dans les domaines de l'intégration, de la formation professionnelle, du tourisme, culture/santé.

Pour le Département

Considérant :

- Que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;
- Que la culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;
- Qu'elle participe naturellement aux enjeux d'éducation et de citoyenneté ;
- La volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental, où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local, où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;
- Que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre artistique de qualité.

Le Département exprime à travers ce conventionnement les attentes suivantes :

- Poursuivre une action de développement culturel sur l'ensemble du territoire départemental avec :
  - une programmation de qualité professionnelle et pluridisciplinaire conforme au cahier des charges et des missions d'intérêt national,
  - le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;
- Poursuivre un soutien à la recherche, l'expérimentation et la création, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, sur le territoire, au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création, mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture au service du développement économique et social des territoires, en particulier sur des secteurs éloignés de l'offre culturelle ;
- Poursuivre son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en appui à des projets visant à :
  - Renforcer l'accès à l'art et à la culture pour tous, dont les plus jeunes et les publics dits empêchés, sur tous les temps de la vie,
  - Apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Apporter et accompagner une expression culturelle contemporaine, en cohérence avec le cadre des politiques culturelles initiées par le Département, et être partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Veiller à donner une visibilité aux projets initiés qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de l'offre culturelle meusienne dans son entier au service de l'attractivité du département ;
- Participer à une approche de la culture fondée sur la notion de « droits culturels » qui garantissent à chacun la liberté de vivre et de choisir son identité culturelle ;
- Promouvoir l'égalité des genres et lutter contre toutes formes de discriminations et/ou actes de harcèlement moral et/ou de violences (VHSS) ;
- Veiller aux bonnes pratiques environnementales participant des objectifs en matière de développement durable.

Pour la CAGV

L'accès à tous à la culture en termes de droits culturels, la démocratisation de la culture, l'éducation artistique et culturelle et le développement culturel/personnel, sont des priorités des politiques culturelles de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun. Elles sont définies en tant qu'axes stratégiques 2021-2028.

Considérant que le projet de territoire de la CAGV prévoit la mise en œuvre d'une politique culturelle intercommunale ouverte à tous et accessible, et que le maillage culturel du territoire est une priorité : vie culturelle de proximité, soutien aux communes, soutien à la création, soutien aux acteurs associatifs, passerelles entre secteurs ruraux et urbains.

Considérant qu'il convient de proposer une programmation culturelle et artistique riche et diversifiée afin d'atteindre les publics les plus larges et en particulier les publics habituellement éloignés de la vie culturelle, qu'il convient de mieux coopérer sur son territoire, en prenant en compte les personnes et les organisations qui l'habitent.

Considérant qu'il convient de développer et de promouvoir une scène musicale actuelle dynamique et diversifiée au sein de la communauté d'agglomération. En encourageant la création et l'implantation d'artistes locaux, en diversifiant l'offre musicale en soutenant différents genres et styles, en améliorant l'accessibilité aux événements musicaux pour l'ensemble de la population et en créant des espaces et des infrastructures adaptés aux besoins des artistes et du public.

Considérant que le développement de l'éducation artistique et culturelle est un objectif majeur de l'émancipation de l'individu sur le périmètre intercommunal, qu'il convient d'intégrer la musique dans les programmes éducatifs et de favoriser l'échange de connaissances entre professionnels et amateurs, ainsi que la transmission de savoir-faire.

Considérant que le développement culturel renforce l'attractivité du territoire, qu'il convient pour cela d'enrichir l'offre culturelle du territoire par la promotion des artistes locaux, de fournir une plateforme pour la découverte et la promotion d'artistes du territoire et le développement de la scène musicale locale et de promouvoir les événements musicaux et les artistes locaux.

Ainsi énoncés, les axes stratégiques 2021-2028 sont destinés à :

- Contribuer au développement culturel des habitants du territoire par la mise en valeur des ressources physiques et mentales de l'Homme, en fonction des besoins de sa personnalité et de son environnement social, culturel, éducatif. Il s'agit d'une composante essentielle des droits culturels et de la démocratisation de la culture. Il est nécessaire d'accroître la place de la culture au cœur du développement social des habitants grâce à des projets partagés mais aussi de créer des ponts entre différentes communautés à travers des initiatives musicales.
- Renforcer l'attractivité du territoire : la culture est considérée comme un levier de développement territorial, un outil d'attractivité du territoire. L'action culturelle doit être motrice de l'attractivité du territoire. La collectivité joue un rôle fédérateur et soutient des actions qui peuvent faire sens à l'échelle communautaire.
- Favoriser les actions d'éducation artistique et culturelle entendue dans sa vision élargie, l'éducation à la culture pour tous, à tout âge de la vie. La culture est un facteur éducatif puissant, elle doit participer à réduire la fracture sociale territoriale ; elle forme des citoyens à l'esprit critique en même temps qu'elle favorise l'acquisition de valeurs liées au respect de l'autre et de ses différences.

Considérant que le projet artistique et culturel 2025-2028 initié et conçu par la SMAC Contre MJC est conforme aux orientations du projet de territoire du Grand Verdun et aux axes prioritaires de sa politique culturelle, la CAGV entend le soutenir et l'accompagner. Elle sera particulièrement attentive :

- aux actions de soutien affirmées à la création, à l'activité culturelle des professionnels et des associations sur le territoire du Grand Verdun. Aux actions de soutien technique et financier aux projets musicaux prometteurs.

- aux actions visant à encourager l'innovation et la créativité à travers des initiatives artistiques avant-gardistes, l'intégration des technologies numériques pour la création, la diffusion et l'accès à la musique.

- à un programme d'actions irriguant tous les domaines d'intervention publique locale, participant à une transformation sociale profonde que porte la collectivité : démocratique, écologique, solidaire. A un programme favorisant les coopérations avec l'ensemble des associations du territoire, sportives, sociales, artistiques, éducatives.

- à l'impulsion d'une politique de création et de diffusion culturelle fédératrice et créatrice de liens sur le territoire. Notamment aux actions favorisant l'intégration des publics au processus même de création et de diffusion artistique.

- aux actions de soutien à l'égalité des chances initiées dans le champ de l'éducation artistique et culturelle.

- à l'organisation de festivals, de concerts, et d'événements thématiques visant à attirer un public diversifié.
- à la mise en place d'outils évaluatifs permettant d'affiner la connaissance des publics et leurs attentes auprès de l'association (nombre d'artistes locaux soutenus et d'événements organisés, augmentation de la fréquentation des concerts et des événements musicaux, taux de participation aux programmes éducatifs et aux ateliers, niveau de satisfaction du public et des artistes quant à l'offre culturelle et de soutien proposée).

- au respect des règles qui encadrent les relations techniques et financières de la CAGV et la SMAC Contre-Courant MJC dans le cadre de sa convention d'application.

Considérant que le projet artistique et culturel ci-après présenté par le bénéficiaire participe de ces politiques publiques, l'Etat (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, le Département de la Meuse, la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2025-2028 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire titulaire du label « Scène de musiques actuelles » et les partenaires publics pour la mise œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets et mesurables.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme au cahier des missions et des charges des scènes de musiques actuelles défini par le ministère de la Culture.

La présente convention fixe :
- La mise en œuvre concrète du projet artistique et culturel de Contre-Courant MJC à réaliser par son directeur, M. Arnaud Fièvre, sur la période 2025-2028 (annexe I) ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation de la réalisation du projet (annexe II) ;
- Les modalités de financement et les relations avec les partenaires publics (annexe III) ;
- Le plan d'action en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) (annexe IV)
- Les engagements en matière de transition écologique (Cadre d'actions et de coopération pour la transformation écologique - Cacté) (annexe V).

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 4 années couvrant la période 2025-2028.

En cas de départ anticipé du directeur, avant le terme de la présente convention, cette dernière restera en vigueur pour six mois supplémentaires, pour permettre la continuité du travail avec les équipes.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet est évalué à 4 665 538 € (quatre millions six cent soixante-cinq mille cinq cent trente-huit euros) conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n° 651/2014 ;
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par le bénéficiaire ;

- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.

Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Après étude, les partenaires publics pourront accepter expressément ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 560 000 € (cinq cent soixante mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la présente convention, tel que mentionné à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2025, une subvention de 120 000 € (cent vingt mille euros) est accordée au bénéficiaire, à laquelle s'ajoute 20 000 € au titre du plan "Mieux produire, mieux diffuser" (MPMD).

4.4 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 140 000 € (cent quarante mille euros) dont 20 000 € au titre du plan MPMD
- pour l'année 2027 : 140 000 € (cent quarante mille euros) dont 20 000 € au titre du plan MPMD
- pour l'année 2028 : 140 000 € (cent quarante mille euros) dont 20 000 € au titre du plan MPMD.

Le versement de la subvention MPMD sera conditionné à l'évaluation du projet MPMD réalisé en N-1.

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

4.5 Les subventions de l'État mentionnées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

B - Pour la Région

En matière de diffusion des artistes régionaux, le bénéficiaire doit s'engager à respecter le cadre légal en matière de rémunération des artistes. Ainsi une copie des éléments contractuels liant le bénéficiaire avec les artistes régionaux devra être transmise au moment du bilan.

De plus, l'augmentation du soutien financier de la Région à partir de 2024 est conditionnée à la mise en œuvre d'une politique financière volontariste en matière de coproduction en numéraire des équipes artistiques régionales. Cette politique financière devra correspondre à cette nouvelle enveloppe financière. Chaque année Contre-Courant MJC justifiera cette politique en transmettant à la Région les contrats de coproduction le liant avec les équipes artistiques régionales.

Pour l'année 2025, une subvention de 66 000 €, ainsi qu'une aide de 20 000 € dans le cadre du plan « Mieux produire, mieux diffuser », soit 86 000 € au total, est accordée par la Région au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel du bénéficiaire.

Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 9 et dans la limite des crédits votés au budget, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 6 et 7.

La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

C - Pour le Département

Pour l'année 2025, une subvention de 91 022 € (Quatre-vingt-onze mille euros et vingt-deux centimes) est accordée par le Département au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de MJC Contre-Courant. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées à l'association pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières du Département ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil départemental au budget primitif, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 6, 7 et 8.

Le Département se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

D - Pour la CAGV

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximum de 1 004 272 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention.

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal annuel de 160 600€ au titre du fonctionnement général.
La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun prend en charge le financement du poste de directeur de la MJC à hauteur de 60 468 € par an.

Afin d'appuyer le rôle d'accompagnement et de valorisation de la création artistique dans le champ des musiques actuelles s'ajoutent 30 000 € au titre du plan "Mieux produire, mieux diffuser" (MPMD).

La contribution de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun prend la forme d'une subvention de fonctionnement forfaitaire.
La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun n'en attend aucune contrepartie directe.

Pour l'année 2025, une subvention d'un montant de 251 068 € est accordée au bénéficiaire.

Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'Etat s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 221 068 € (deux cent vingt et un mille soixante huit euros) au titre du fonctionnement général et 30 000 € (trente mille euros) au titre du plan MPMD
- pour l'année 2027 : 221 068 € (deux cent vingt et un mille soixante huit euros) au titre du fonctionnement général et 30 000 € (trente mille euros) au titre du plan MPMD
- pour l'année 2028 : 221 068 € (deux cent vingt et un mille soixante huit euros) au titre du fonctionnement général et 30 000 € (trente mille euros) au titre du plan MPMD.

Ces montants prévisionnels de subvention n'excluent pas la possibilité pour l'association d'adresser des demandes d'aides complémentaires, liées à des projets n'entrant pas dans le cadre de la présente convention, qui seront soumises au vote du conseil communautaire.

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun se réserve le droit de verser sa subvention au prorata des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

Le concours financier de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun sera effectif sous réserve d'exécution des conditions suivantes au respect par le bénéficiaire des obligations susmentionnées.

Ces participations prévisionnelles pourront évoluer en montant et en ventilation. Elles seront soumises au vote favorable de l'assemblée délibérante après approbation du budget annuel de l'établissement.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

5.1 Les subventions sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	CONTRE-COURANT MJC
N° SIRET :	313 273 153 00012
N° Identifiant Chorus :	1000322585
Établissement bancaire :	Caisse d'Epargne
IBAN :	FR76 1513 5005 0008 0004 9765 512
BIC :	CEPAFRPP513

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

5.2 Pour 2025, l'Etat verse la subvention en deux fois dans le cadre de deux actes juridiques spécifiques, une première somme de 60 000 € dans le cadre de la procédure de services votés et le solde après promulgation de la loi de finances pour 2025, et délégation des crédits 2025 en DRAC.

5.3 Pour les deuxième, troisième et quatrième années d'exécution de la présente convention, la subvention annuelle de l'État est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire sur la base d'un dossier de demande de subvention annuel déposé par le bénéficiaire sur la plateforme démarches-simplifiées (formulaire https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide_creation-artistique). Les versements s'effectuent selon les modalités suivantes :

- La totalité du montant prévisionnel annuel de la subvention mentionnée à l'article 4.4, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.4 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - *Exercice 2025 :* programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 131-01-23, activité 013100030304 – Scène de musiques actuelles.

5.5 L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

B - Pour la Région

Pour l'exercice 2025, le versement de la subvention de la Région s'effectue dans le cadre d'une convention financière bilatérale, selon les modalités suivantes :

- Versement d'un acompte de 50 % dès signature de la convention ou de la notification de la subvention ;
- Versement du solde de la subvention sur présentation d'un compte rendu d'activités et de comptes annuels (compte administratif pour les bénéficiaires publics ou bilan et compte de résultat pour les bénéficiaires privés) de l'exercice N-1.

Pour les exercices 2026, 2027, 2026 et 2028, le versement des subventions s'effectuera selon les règles en vigueur au moment de leur octroi.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

C - Pour le Département

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire en référence au règlement budgétaire et financier, à savoir :

- Au titre des subventions de fonctionnement : subvention forfaitaire versée, en une seule fois à hauteur de son attribution ;
- Au titre des subventions d'investissement : le versement de la subvention interviendra en une seule fois, sur production des pièces justificatives de dépenses portant mention du règlement par le demandeur et d'une attestation de finalisation de l'opération. L'ensemble des pièces justificatives devront être signées par le Président et visées par le comptable de la structure. La prorogation de la durée de validité de la subvention est proscrite sauf autorisation expresse et individuelle autorisée par l'Assemblée délibérante, à l'appui d'une demande écrite et motivée de l'association adressée au Département. La prorogation devra, en tout état de cause, être sollicitée avant la fin de validité de la convention d'application.

Le bénéficiaire des subventions pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celles-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 09-Evaluation, 10-Contrôle de l'administration et 12-Avenant.

La subvention annuelle sera créditée au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :

- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

D - Pour la CAGV

Le versement de la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire.

Le soutien financier de la CAGV reste conditionné au vote annuel du budget de la collectivité.

La subvention de la CAGV sera versée en trois fois selon un échéancier établi en concertation avec le bénéficiaire et applicable sur les 4 années d'application de la convention.

Pour l'année 2025 :
- 80 600 € vers le 15 février de l'année en cours
- 80 000 € vers le 15 juin de l'année en cours
- 90468 € vers le 15 novembre de l'année en cours

Pour l'année 2026 :
- 80 600 € vers le 15 février de l'année en cours
- 80 000 € vers le 15 juin de l'année en cours
- 90 468 € vers le 15 novembre de l'année en cours

Pour l'année 2027 :
- 80 600 € vers le 15 février de l'année en cours
- 80 000 € vers le 15 juin de l'année en cours
- 90 468 € vers le 15 novembre de l'année en cours

Pour l'année 2028 :
- 80 600 € vers le 15 février de l'année en cours
- 80 000 € vers le 15 juin de l'année en cours
- 90 468 € vers le 15 novembre de l'année en cours

Toute modification de ces montants fera l'objet d'un avenant.

La CAGV ne sera garante ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

Le soutien de la CAGV se manifeste également par une subvention annuelle en nature d'un montant estimée à environ 70 000 € : mise à disposition de bâtiments. Une convention d'application précisera chaque année les modalités de cette mise à disposition.

Pour la CAGV, les subventions sont versées selon les modalités fixées par les délibérations successives du Conseil Communautaire actant celles-ci.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte-rendu financier via le lien :
  https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/compte-rendu-subvention
  Ce document est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre les partenaires publics et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant ;
- Un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action, annexé à la présente convention ;
- Un bilan annuel des leviers mobilisés et des actions mises en œuvre en matière de transition écologique (engagements Cacté) ;
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires publics sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention. L'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Agglo / Ville / autres partenaires.

- Pour l'Etat :
  Les logo et charte graphiques sont à télécharger sur le lien suivant :
  https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aides/telecharger-logo
  En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « *Avec le soutien du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est* ».

- Pour la Région :
  Le bénéficiaire s'engage à respecter la Charte graphique suivante : « Avec le soutien de la Région Grand Est » et l'insertion du logo sur tous les documents de communication.
  Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.
  En matière de diffusion des artistes régionaux, le bénéficiaire s'engage à respecter le cadre légal en matière de rémunération des artistes. Ainsi une copie des éléments contractuels liant le bénéficiaire avec les artistes régionaux devra être transmise à la Région au moment du bilan.

- Pour le Département :
  Dans le cadre de la communication mise en place, l'association s'engage à :
  - Apposer le logotype du Département ou la mention de soutien du Département sur l'ensemble des documents de communication et publications qu'il diffusera au cours de sa saison culturelle ;
  - Mentionner le soutien du Département dans l'ensemble de ses actions de communication ;
  - Inviter les élus du Conseil Départemental (Président, Vice-Président en charge de la culture, Conseiller Départemental du(des) canton(s) concerné(s) ; membres de la commission Politique Culturelle, Sport et Jeunesse) lors des manifestations et des opérations de relations publiques ;
  - Utiliser, lors des opérations publiques, les supports de communication départementaux qui pourront être mis à sa disposition (banderoles, panneaux, etc.) ;
  - Associer d'une façon générale le Département à toutes les actions de promotion et de communication relatives à cette action.

  Le Département pourra utiliser l'image de l'association (citations, photos, films) pour toutes opérations de communication interne ou externe, ceci avec gratuité des droits lorsque les documents sont libres de droit. Il s'engage à communiquer sur ses supports de communication interne.

- Pour la CAGV :
  Le bénéficiaire s'engage à faire mention sur toute publication du soutien financier apporté par la CAGV ainsi que du logo sur tout document de communication.
  https://www.verdun.fr/connaitre-ma-ville-et-mon-agglo/le-territoire/ressources-graphiques/
  En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun ».

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

7.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les cinq engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :

- Se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;
- Former les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;
- Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
- Créer un dispositif de signalement efficace et traitant traiter chaque signalement reçu ;
- Mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

Les engagements pris par le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action annexé à la présente convention (annexe IV). Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

7.6 Le bénéficiaire, lorsqu'il est détenteur d'un récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence en application de l'article L. 7122-3 du code du travail et s'il est responsable de la billetterie de tout ou partie de ses spectacles, met à disposition des partenaires publics les informations de billetterie, grâce à l'outil de remontée SIBIL (système d'information billetterie), dans les conditions prévues par l'article 48 de la loi du 7 juillet 2016 et le décret du 9 mai 2017 précités.
Le versement de toute aide du ministère de la Culture est conditionné à la déclaration des données de billetterie dans SIBIL, qui est une obligation depuis le 1er avril 2020.

7.7 Engagements en matière de transition écologique (Cacté) – Les engagements de Contre-Courant MJC en matière de transformation écologique sont précisés au sein de l'annexe V de la présente CPO..

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations prévues aux articles 7.5 et 7.6 de la présente convention, l'Etat peut le mettre en demeure de se conformer à ces obligations dans un délai maximum de 6 mois. La mise en demeure est notifiée au représentant légal du bénéficiaire. Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration du délai, l'Etat peut prononcer la suspension ou le retrait de la subvention.

8.3 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.4 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – MODALITÉS DE SUIVI ET ÉVALUATION

9.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction de la structure bénéficiaire et des représentants des collectivités publiques signataires.

Le comité de suivi se réunit au minimum deux fois par an à l'initiative du bénéficiaire. Il peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires publics de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des partenaires extérieurs.

Le comité de suivi est une instance technique chargée de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention,
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
- La réalisation du projet de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;
- La situation de l'emploi.

Le comité de suivi permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

9.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général. Elle vise à s'assurer de la conformité du projet au regard du cahier des missions et des charges du label SMAC. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention (Annexe II), définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

9.3 Au plus tard six mois avant le terme de la convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet sur la base du cahier des missions et des charges du label. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires publics contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que leurs contributions financières n'excèdent pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à le
(en exemplaires)

Pour le bénéficiaire,
L'association Contre-Courant MJC,
La Présidente,

Cécile LAMY

Le Directeur

Arnaud FIÈVRE

Pour l'État,
Le préfet,

Pour la Région,
Le Président,

Franck LEROY

Pour le Conseil départemental
de la Meuse,
Le Président

Jérôme DUMONT

Pour la Communauté d'Agglomération
du Grand Verdun,
Le Président

Samuel HAZARD

ANNEXES

ANNEXE I : SYNTHESE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

ANNEXE II : MODALITES D'EVALUATION DU PARTENARIAT

ANNEXE III : BUDGETS PREVISIONNELS 2025-2026-2027-2028

ANNEXE IV : PLAN D'ACTION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCELEMENT SEXISTES ET SEXUELS (VHSS)

ANNEXE V : ENGAGEMENTS EN MATIERE DE TRANSITION ECOLOGIQUE (CACTE)

ANNEXE VI : PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

ANNEXE I

Projet artistique et culturel 2025-2028
CONTRE-COURANT MJC

Synthèse du projet artistique et culturel

Conformément à son objet statutaire, Contre-Courant MJC a pour ambition de constituer un élément essentiel de la vie artistique, culturelle, sociale, économique et de contribuer à l'attractivité du territoire du nord meusien en :

- Favorisant l'accès, la participation et la contribution de toutes et tous à une offre artistique culturelle, sur place ou hors les murs : programmation musiques actuelles annuelle, programmation scolaire et jeune public à dominante musicale, programmation de spectacles de prévention, festival « Musiques et Terrasses »,
- Valorisant la création artistique dans le champ des musiques actuelles, en reflétant la diversité des esthétiques (chanson, pop, rock, hip hop, musiques du monde, musiques électroniques, etc.), en cohérence avec les valeurs défendues par Contre-Courant MJC (inclusion, faire société, égalité).
- Proposant des enseignements ainsi qu'un accompagnement des pratiques artistiques et culturelles amateurs, en voie de professionnalisation ou professionnelles : école des musiques, dispositif d'accompagnement des équipes artistiques, formations et ressources, résidences de création, action culturelle, actions de médiation,
- Prévenant les comportements à risque et en créant du lien social : mise en place d'activités socio- culturelles et sportives, actions de prévention en milieu scolaire/extrascolaire et en milieu festif, accueil d'enfants et d'adolescents,
- Positionnant la MJC comme animateur et relais culturel meusien identifié : intégration aux réseaux locaux et nationaux (Réseau Grabuge, Fédélima, Fédération Régionale des MJC, Réseaux Jeune Public, Syndicat des musiques actuelles), contribution aux réflexions des collectivités territoriales et de l'Etat sur la culture et les droits culturels, les musiques actuelles, l'éducation et la prévention.

Contre-Courant MJC s'engage à concevoir son projet artistique et culturel en cohérence avec les objectifs politiques liés aux droits culturels des personnes, tels que définis par la Convention de l'Unesco relative à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005, transcris dans les lois LCAP et Notre. La SMAC veille à la mise en œuvre des principes des droits culturels, à l'insertion professionnelle et au développement de la coopération dans le champ de la création artistique.

En cohérence avec cet engagement, la structure inscrit ses actions dans un processus de développement durable, respectueux des bonnes pratiques envers les droits humains, les droits du travail, la gouvernance et l'environnement. L'objectif est de réduire les risques pour la santé et la sécurité, de promouvoir l'innovation sociale, de préserver l'énergie et les ressources naturelles, de sensibiliser et de mobiliser ses parties prenantes sur des pratiques innovantes.

À cet égard, la structure s'engage à concevoir et mettre en œuvre un protocole qui formalise sa volonté de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue vis-à-vis du respect-t et de la promotion des droits humains et du développement durable, tel que précisé à l'annexe V.

Pour ce faire, la structure s'engage notamment à conduire son projet dans le respect d'une démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations, conformément à la norme ISO 26000 du 01 novembre 2010.

Orientations stratégiques

- Ligne artistique : SMAC généraliste, mais expertise spécifique Jeune Public, musiques électroniques, nouvelles musiques traditionnelles
- Mise en œuvre du Festival Musiques et Terrasse
- Mise en œuvre de comités de programmation, sur des segments de la direction artistique de Contre-Courant MJC
- Mise en œuvre d'une programmation de saison hors les murs dans les territoires ruraux du Nord du département de la Meuse
- Politique volontariste en termes de représentation des femmes artistes dans la programmation, au travers une politique d'action positive
- Politique de coopération structurante et instituée avec les opérateurs des champs sociaux, éducatifs et sanitaires

- Politique de soutien à la création, augmentée d'une approche innovante de soutien à la structuration des équipes artistiques
- Participation à la mise en œuvre du programme Démos, dont mise en œuvre d'une politique de diffusion spécifique.
- Politique d'amélioration constante des QVCT en relation avec le CSE de l'association.
- Gouvernance : institution d'une gouvernance collégiale conforme aux principes de l'éducation populaire.

Dialogue concerté avec le territoire

Dans le cadre de la présente convention, et conformément aux objectifs relatifs aux droits culturels et à la responsabilité sociétale des organisations, Contre-Courant MJC initie un dialogue concerté avec les parties prenantes du territoire.

L'ambition de favoriser la participation et la contribution des habitants du territoire d'implantation de Contre-Courant MJC à la vie artistique et culturelle se déploie au travers une politique de coopérations engagée avec les structures éducatives, sociales et sanitaires de l'agglomération du Grand Verdun et du nord meusien.

Ces coopérations, initiées par les directions des structures et animées par les équipes salariées, sont institués par la mise en œuvre d'espaces de concertation permanents, réunissant régulièrement les parties prenantes, en vue de l'identification des besoins des populations, des freins entravant l'accès à la vie artistique, de la définition des modalités de coopération et de l'évaluation des partenariats.

Les coopérations engagées concernent à minima :
- Les trois centres sociaux du territoire de l'agglomération du Grand Verdun, au travers une coopération impliquant les centres sociaux culturels, Contre-Courant MJC, Transversales et le Mémorial de Verdun ;
- Une coopération impliquant les services de l'Ephad et les secteurs de psychiatrie de l'hôpital public CH de Verdun / Saint Mihiel, visant à favoriser l'accès des usagers à la saison artistique de Contre-Courant MJC, en intégrant un volet de diffusion hors les murs à destination des personnes âgées usagères de l'Ephad. Une coopération avec les services de psychiatrie se matérialise sous la forme de l'organisation de « cafés des usagers » mensuels, et de la participation des usagers des services du CH à l'offre culturelle, sportive et de loisirs.
- Un travail de concertation et de coopération engage les services du ministère de la Justice et les opérateurs culturels du territoire verdunois, afin de favoriser l'accès aux œuvres et aux pratiques artistiques aux usagers du Spip de Verdun.
- Contre-Courant MJC s'implique, aux côtés des services de l'Amatrami et des services du Conseil Départemental de la Meuse, afin de favoriser l'accès à la saison musicale aux personnes migrantes, réfugiées ou demandeuses d'asile ;
- Dans le cadre du Contrat local d'éducation artistique et culturel, Contre-Courant MJC conçoit et met en œuvre des programmes d'éducation artistique et culturel à destination des usagers des structures éducatives du territoire, en temps scolaire et en dehors du temps scolaire ;
- Contre-Courant MJC s'associe aux opérateurs sociaux du territoire et au service Enfance-Jeunesse de l'agglomération du Grand-Verdun, afin de proposer une offre culturelle aux jeunes usagers durant les périodes de vacances scolaires ;
- Contre-Courant MJC est associée à la Mission Locale du Nord Meusien, dans l'objectif de favoriser l'accès à la vie artistique aux jeunes usagers de l'institution. Ce partenariat se matérialise entre autre sous la forme de l'organisation de « cafés des usagers » mensuels.

ANNEXE II

Modalités d'évaluation et indicateurs
CONTRE-COURANT MJC

Conditions de l'évaluation

Le compte-rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessous.

Au moins six mois avant le terme de la convention, l'auto-évaluation produite par la directrice/le directeur est communiquée aux partenaires signataires de la convention, accompagnée du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif comme prévu par l'article 9 de la présente qui fait la synthèse des comptes-rendus annuels susmentionnés.

	2024	2025	2026	2027	2028
I. ENGAGEMENTS ARTISTIQUES					
Nombre d'équipes artistiques par saison (dont festival) hors jeune public	**40**	**43**	**45**	**47**	**50**
Nombre d'équipes artistiques programmées dans le cadre de la saison jeune public	**8**	**10**	**11**	**11**	**13**
Nombre de concert en format hors les murs en milieu rural	**NC**	**5**	**8**	**8**	**10**
Nombre d'artistes programmés	**120**	**130**	**138**	**145**	**150**
Dont artistes régionaux	**46**	**48**	**50**	**52**	**54**
Nombre d'artistes femmes dans la programmation	**33**	**44**	**48**	**52**	**59**
Proportion d'artistes femmes dans la programmation	**27,50%**	**33,85%**	**34,78%**	**35,86%**	**39,33%**
Nombre d'équipes artistiques programmées dirigées par une femme	**17**	**20**	**23**	**26**	**31**

Proportion d'équipes artistiques programmées dirigées par une femme	**35,42%**	**37,74%**	**41,07%**	**44,83%**	**49,21%**
Nombre de concerts à entrées payantes	**10**	**13**	**15**	**16**	**18**
Nombre de concerts gratuits	**21**	**22**	**22**	**23**	**23**
Nombre de places payantes vendues	**2077**	**2450**	**2700**	**3100**	**3300**
Taux de fréquentation des concerts délocalisés en milieu rural	**NC**	**60%**	**65%**	**70%**	**75%**
Nombre de productions et coproductions	**1**	**1**	**2**	**2**	**2**
Nombre d'accueil d'artistes en résidence	**7**	**8**	**8**	**9**	**9**
Nombre de projets impliquant d'autres champs musicaux et d'autres disciplines artistiques situées au croisement des genres et des esthétiques	**2**	**2**	**2**	**2**	**3**
Nombre d'actions participant au développement des pratiques artistiques en amateur	**NC**	**2**	**2**	**3**	**4**
II. ENGAGEMENTS PROFESSIONNELS					
Nombre d'équipes artistiques soutenues dans le cadre du dispositif de soutien à la structuration des fonctions de production en relation avec le programme Orbite de la fédération Grabuge	**1**	**2**	**2**	**2**	**2**
Nombre de rencontre professionnelles organisées au sein de Contre-Courant MJC	**0**	**1**	**1**	**2**	**2**
Nombre de rencontres professionnelles ayant mobilisé des salariés de Contre-Courant MJC	**NC**	**2**	**2**	**3**	**4**
Nombre de participation à des jurys et des comités d'experts	**1**	**2**	**2**	**3**	**3**

Nombre de réseaux et de fédérations dont est membre Contre-Courant MJC (déclinaison régionale et nationale)	**3/3**	**3/3**	**4/3**	**4/4**	**4/4**
Montant des soutiens en coproduction	**5 700 €**	**5 700 €**	**10 000 €**	**10 500 €**	**11 000 €**
Effectif de la structure en ETP (dont cdd, cdi)	**14,79**	**16**	**16,2**	**16,3**	**17**
Nombre de formations suivis par les salariés	**5**	**10**	**12**	**12**	**14**
Nombre d'accords d'entreprise négociés avec le CSE	**3**	**1**	**2**	**2**	**2**
Niveau d'auto-financement de la structure	**24%**	**26%**	**26%**	**27%**	**28%**
III. ENGAGEMENTS CULTURELS					
Nombre de projets de médiation portés à destination des habitants du territoire	**NC**	**7**	**8**	**10**	**12**
Nombre de publics scolaires bénéficiaire d'actions de médiations en temps scolaire	**NC**	**250**	**270**	**270**	**300**
Nombre de jours de mise à disposition des équipements aux initiatives artistiques amateures locales	**50**	**55**	**60**	**65**	**70**
Nombre de partenariats structurants noués avec les structures du champ social, éducatif et sanitaire	**8**	**9**	**9**	**10**	**10**
Niveau moyen des politiques tarifaires moyennes (Tarif plein, préachat et tarif réduit)	**12,5 euros / 10,37 euros / 5,37 euros**	**12,5 euros / 10,37 euros / 5,37 euros**	**12,8 euros / 10,5 euros / 5,3 euros**	**13 euros / 11 euros / 5,2 euros**	**13,2 euros / 11,5 euros / 5 euros**
Nombre d'espaces de travail institués par les usagers des structures partenaires de Contre-Courant MJC	**2**	**2**	**3**	**3**	**4**

IV. ENGAGEMENTS TERRITORIAUX ET CITOYENS

Nombre de jours de mise à disposition de Contre-Courant MJC aux initiatives associatives locales	**85**	**90**	**100**	**105**	**110**
Nombre d'usagers impliqués dans les comités de programmation	**12**	**15**	**17**	**20**	**25**
Nombre d'usagers impliqués dans la gouvernance de la MJC	**16**	**18**	**18**	**20**	**22**

ANNEXE III - BUDGETS PRÉVISIONNELS

CHARGES	2025	PRODUITS	2025
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	199 022,00 €	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**	211 000,00 €
Achats de spectacles	135 522,00 €	Recettes d'activités / prestations	165 000,00 €
Achats de prestations artistiques	32 000,00 €	Billetterie / Buvette	46 000,00 €
Achats matières et fournitures	11 000,00 €	**74 - Subventions d'exploitation**	763 022,00 €
Autres fournitures	20 500,00 €	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- Culture - Création	140 000,00 €
61 - Services extérieurs	46 380,00 €	- Culture - EAC	25 000,00 €
Locations	12 700,00 €	- Education Nat. et Jeunesse / Mildeca	6 500,00 €
Entretien et réparation	11 750,00 €	Région(s) : Grand Est	
Assurance	21 200,00 €	- Culture (+ Cafetière les années impaires)	86 000,00 €
Autres	730,00 €	- Emploi associatif	7 200,00 €
		- Santé	5 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	66 400,00 €	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 200,00 €	- Meuse	91 022,00 €
Publicité, publication	26 500,00 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Déplacements, missions	26 500,00 €	- Grand Verdun	260 000,00 €
Services bancaires, autres	7 200,00 €	Commune(s) :	
		- Verdun	1 600,00 €
63 - Impôts et taxes	20 400,00 €		
Impôts et taxes sur rémunération	11 000,00 €	- CAF	72 000,00 €
Autres impôts et taxes	9 400,00 €	- FONJEP	21 700,00 €
64 - Charges de personnel	615 820,00 €	Fonds européens	
Rémunération des personnels	466 000,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	10 000,00 €
Charges sociales	138 820,00 €	Autres établissements publics (CNM, SACEM, ARS)	19 500,00 €
Autres charges de personnel	11 000,00 €	Autres privé(e)s	17 500,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	16 500,00 €	**75 - Autres produits de gestion courante**	6 400,00 €
66 - Charges financières	1 600,00 €	Dont cotisations, dons manuels ou legs	6 400,00 €
67 - Charges exceptionnelles		**76 - Produits financiers**	2 900,00 €
68- Dotation aux amortissements	95 200,00 €	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	78 000,00 €
TOTAL DES CHARGES	**1 061 322,00 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 061 322,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	76 000,00 €	**87 - Contributions volontaires en nature**	76 000,00 €
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	76 000,00 €	Prestations en nature	76 000,00 €
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	**1 137 322,00 €**	**TOTAL**	**1 137 322,00 €**

CHARGES	2026	PRODUITS	2026
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	**214 522,00 €**	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**	**227 000,00 €**
Achats de spectacles	140 522,00 €	Recettes d'activités / prestations	173 000,00 €
Achats de prestations artistiques	39 000,00 €	Billetterie / Buvette	54 000,00 €
Achats matières et fournitures	12 500,00 €	**74 - Subventions d'exploitation**	**772 872,00 €**
Autres fournitures	22 500,00 €	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- Culture - Création	140 000,00 €
61 - Services extérieurs	**46 500,00 €**	- Culture - EAC	26 500,00 €
Locations	12 700,00 €	- Education Nat. et Jeunesse / Mildeca	7 000,00 €
Entretien et réparation	11 750,00 €	Région(s) : Grand Est	
Assurance	21 200,00 €	- Culture (+ Cafetière les années impaires)	88 000,00 €
Autres	850,00 €	- Emploi associatif	7 500,00 €
		- Santé	5 500,00 €
62 - Autres services extérieurs	**67 500,00 €**	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8 500,00 €	- Meuse	91 022,00 €
Publicité, publication	28 000,00 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Déplacements, missions	23 000,00 €	- Grand Verdun	262 000,00 €
Services bancaires, autres	8 000,00 €	Commune(s) :	
		- Verdun	1 650,00 €
63 - Impôts et taxes	**20 400,00 €**		
Impôts et taxes sur rémunération	11 000,00 €	- CAF	72 500,00 €
Autres impôts et taxes	9 400,00 €	- FONJEP	21 700,00 €
64 - Charges de personnel	**625 350,00 €**	Fonds européens	
Rémunération des personnels	471 350,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	10 000,00 €
Charges sociales	143 000,00 €	Autres établissements publics (CNM, SACEM, ARS)	21 000,00 €
Autres charges de personnel	11 000,00 €	Autres privé(e)s	18 500,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	**16 500,00 €**	**75 - Autres produits de gestion courante**	**6 800,00 €**
66 - Charges financières	**1 600,00 €**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	6 800,00 €
67 - Charges exceptionnelles		**76 - Produits financiers**	**2 900,00 €**
68- Dotation aux amortissements	**95 200,00 €**	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	**78 000,00 €**
TOTAL DES CHARGES	**1 087 572,00 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 087 572,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	**76 000,00 €**	**87 - Contributions volontaires en nature**	**76 000,00 €**
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	76 000,00 €	Prestations en nature	76 000,00 €
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	**1 163 572,00 €**	**TOTAL**	**1 163 572,00 €**

CHARGES	2027	PRODUITS	2027
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	**224 022,00 €**	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**	**234 000,00 €**
Achats de spectacles	147 022,00 €	Recettes d'activités / prestations	176 000,00 €
Achats de prestations artistiques	41 000,00 €	Billetterie / Buvette	58 000,00 €
Achats matières et fournitures	13 000,00 €	**74 - Subventions d'exploitation**	**784 422,00 €**
Autres fournitures	23 000,00 €	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- Culture - Création	140 000,00 €
61 - Services extérieurs	**48 700,00 €**	- Culture - EAC	27 000,00 €
Locations	13 200,00 €	- Education Nat. et Jeunesse / Mildeca	7 500,00 €
Entretien et réparation	12 500,00 €	Région(s) : Grand Est	
Assurance	22 000,00 €	- Culture (+ Cafetière les années impaires)	89 500,00 €
Autres	1 000,00 €	- Emploi associatif	7 500,00 €
		- Santé	6 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	**72 000,00 €**	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000,00 €	- Meuse	91 022,00 €
Publicité, publication	30 000,00 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Déplacements, missions	23 500,00 €	- Grand Verdun	264 000,00 €
Services bancaires, autres	8 500,00 €	Commune(s) :	
		- Verdun	1 700,00 €
63 - Impôts et taxes	**21 200,00 €**		
Impôts et taxes sur rémunération	11 500,00 €	- CAF	74 000,00 €
Autres impôts et taxes	9 700,00 €	- FONJEP	21 700,00 €
64 - Charges de personnel	**626 900,00 €**	**Fonds européens**	
Rémunération des personnels	458 500,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	10 000,00 €
Charges sociales	156 600,00 €	Autres établissements publics (CNM, SACEM, ARS)	23 500,00 €
Autres charges de personnel	11 800,00 €	Autres privé(e)s	21 000,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	**16 500,00 €**	**75 - Autres produits de gestion courante**	**6 800,00 €**
66 - Charges financières	**1 800,00 €**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	6 800,00 €
67 - Charges exceptionnelles		**76 - Produits financiers**	**3 100,00 €**
68- Dotation aux amortissements	**95 200,00 €**	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	**78 000,00 €**
TOTAL DES CHARGES	**1 106 322,00 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 106 322,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	**76 000,00 €**	**87 - Contributions volontaires en nature**	**76 000,00 €**
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	76 000,00 €	Prestations en nature	76 000,00 €
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	**1 182 322,00 €**	**TOTAL**	**1 182 322,00 €**

CHARGES	2028	PRODUITS	2028
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	**224 022,00 €**	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, de prestations de services**	**234 000,00 €**
Achats de spectacles	147 022,00 €	Recettes d'activités / prestations	176 000,00 €
Achats de prestations artistiques	41 000,00 €	Billetterie / Buvette	58 000,00 €
Achats matières et fournitures	13 000,00 €	**74 - Subventions d'exploitation**	**784 422,00 €**
Autres fournitures	23 000,00 €	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
		- Culture - Création	140 000,00 €
61 - Services extérieurs	**48 700,00 €**	- Culture - EAC	27 000,00 €
Locations	13 200,00 €	- Education Nat. et Jeunesse / Mildeca	7 500,00 €
Entretien et réparation	12 500,00 €	Région(s) : Grand Est	
Assurance	22 000,00 €	- Culture (+ Cafetière les années impaires)	89 500,00 €
Autres	1 000,00 €	- Emploi associatif	7 500,00 €
		- Santé	6 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	**72 000,00 €**	Département(s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 000,00 €	- Meuse	91 022,00 €
Publicité, publication	30 000,00 €	Intercommunalité(s) : EPCI	
Déplacements, missions	23 500,00 €	- Grand Verdun	264 000,00 €
Services bancaires, autres	8 500,00 €	Commune(s) :	
		- Verdun	1 700,00 €
63 - Impôts et taxes	**21 200,00 €**		
Impôts et taxes sur rémunération	11 500,00 €	- CAF	74 000,00 €
Autres impôts et taxes	9 700,00 €	- FONJEP	21 700,00 €
64 - Charges de personnel	**626 900,00 €**	**Fonds européens**	
Rémunération des personnels	458 500,00 €	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	10 000,00 €
Charges sociales	156 600,00 €	Autres établissements publics (CNM, SACEM, ARS)	23 500,00 €
Autres charges de personnel	11 800,00 €	Autres privé(e)s	21 000,00 €
65 - Autres charges de gestion courante	**16 500,00 €**	**75 - Autres produits de gestion courante**	**6 800,00 €**
66 - Charges financières	**1 800,00 €**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	6 800,00 €
67 - Charges exceptionnelles		**76 - Produits financiers**	**3 100,00 €**
68- Dotation aux amortissements	**95 200,00 €**	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	**78 000,00 €**
TOTAL DES CHARGES	**1 106 322,00 €**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1 106 322,00 €**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**	
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	**76 000,00 €**	**87 - Contributions volontaires en nature**	**76 000,00 €**
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	76 000,00 €	Prestations en nature	76 000,00 €
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	**1 182 322,00 €**	**TOTAL**	**1 182 322,00 €**

ANNEXE IV

Plan d'action dans le cadre de la lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)

CONTRE-COURANT MJC

1. Formations prévues à destination de l'encadrement et des équipes sur le thème des VHSS

- Nombre et fonctions des personnes pour lesquelles sont prévues des formations durant la période de conventionnement : l'ensemble de l'équipe permanente de la MJC, les bénévoles et administrateurs en contact avec les usagers en situation de concert.

- Nom des organisme(s) de formation **:** La Petite

- Date(s) des formations : A partir de l'automne 2025 : un cycle de formation annuel

- Nombre et fonctions des personnes ayant déjà suivi des formations au titre de la lutte contre les VHSS et dates de formation :
  L'ensemble de l'équipe permanente a été sensibilisé aux enjeux associés aux violences sexuelles et sexistes à l'occasion d'une cession de formation mise en œuvre par le CEDIF en 2021.
  La direction de l'établissement a suivi la formation « Comprendre la responsabilité des employeurs dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles » opérée par le CNM, en octobre 2023

2. Formalisation du dispositif de signalement de faits de VHSS

Afin de garantir le traitement des signalements de VHSS au détriment de salariés est déployé un dispositif structuré et explicité auprès des membres de l'équipe de Contre-Courant MJC.

Le directeur, représentant de l'employeur, est référent VHSS de la structure.

Le dispositif de signalement, objet de consultations régulières auprès du CSE de la structure, est séquencé selon les phases suivantes :

- Recueil : Recueil des témoignages des victimes
- Information et orientation : information des droits de la victime, orientation vers les structures en capacité d'accompagnement, obtention de l'accord de la victime concernant la poursuite du protocole.
- Protection : Sur la base des premiers éléments, organisation de la protection du salarié par la mise en œuvre de mesures conservatoires.
- Instruction : mise en œuvre d'une procédure à l'initiative de l'employeur, afin d'éclairer les circonstances et les faits.
- Traitement : mise en œuvre des décisions disciplinaires à l'initiative du Conseil d'administration de Contre-Courant MJC.

ANNEXE V

Engagements en faveur de la transition écologique (CACTé)

CONTRE-COURANT MJC

Afin d'expliciter la démarche de transformation écologique initiée par Contre-Courant MJC, la structure met en place un plan d'action pluriannuel dont la mise en œuvre est suivie et concertée à un rythme annuel entre la structure et les partenaires publics.

Le plan de transformation écologique de Contre-Courant MJC est constitué des engagements suivants :

- **Formation des équipes de la structure aux enjeux de la transformation écologique**

Le plan de formation permanent inclut une présentation des enjeux (les limites physiques des ressources naturelles, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, l'importance de la biodiversité dans le fonctionnement de l'écosystème terrestre) et une déclinaison de ces enjeux au secteur de la création.

Indicateurs :
- *Prestataire, contenu et durée des formations proposées*
- *Taux de personnes formées au sein de l'équipe*

- **Déploiement d'une stratégie de mobilité durable**

Cette ambition sera traitée en présentant au public les différents moyens de transports existants et les émissions de gaz à effet de serre associés sur les différents supports de communication (site Internet, plaquette de saison...)

Indicateur :
- *Part des supports de communication invitant à l'utilisation des transports bas carbone*

- **Action sur la demande de transport des publics**

Cet objectif est traité en priorisant la venue des publics de proximité, en décentralisant la programmation et les actions culturelles et en adaptant les jauges au bassin de population.

Indicateurs :
- *Part des publics de proximité*
- *Nombre de projets hors les murs*

- **Optimisation des taux d'occupation des véhicules**

Cet objectif est traité en créant un service facilitant le covoiturage entre spectateurs et en mettant en place une navette pour accéder aux lieux de représentation.

Indicateur :
- *Part des dates de représentations accessibles via une offre de service collectif*

- **Action de réduction des besoins de transport**

Cet objectif est traité en évitant les transports à vide, en choisissant des logements à proximité du lieu de représentation, en développant les visioconférences et évènements hybrides et en déployant les possibilités de télétravail pour les salariés de la structure

Indicateurs : à construire durant les deux premières années de la convention.

- Actions concernant la décarbonation de l'énergie et la maitrise de la consommation d'eau.

Cet objectif est traité en installant des lampes basse consommation ou des LED et en s'assurant de la bonne maintenance des équipements

Indicateur :
- *Part du parc lumière équipé en LED*

- **Action concernant la promotion de la sobriété des usages**

Cet objectif est traité en optimisant les durées d'utilisation de l'éclairage (minuteur, gestion centralisée, détecteur de mouvements et de luminosité…), en définissant une limite de température haute pour le chauffage (19°C) et en limitant l'usage des écrans non-essentiels.

Indicateurs :
- *Température cible l'hiver*
- *Température cible l'été*
- *Part des pièces équipées de systèmes de gestion automatique de l'éclairage*

- **Actions concernant la transition vers une alimentation durable**

Cet objectif est traité en informant et sensibilisant les membres de l'équipe, les équipes artistiques, en systématisant l'offre non carnée proposée aux artistes, personnels et usagers de la structure, en identifiant les prestataires les mieux disant d'un point de vue environnemental, en travaillant sur la compréhension des terroirs, en refusant les produits inadaptés au territoire, et en adaptant les quantités pour réduire le gaspillage,

Indicateurs :
- *Proportion de repas non carnés dans l'offre proposée par la structure*
- *Taux de réduction du gaspillage alimentaire*

- **Actions relatives à la soutenabilité numérique**

Cet objectif est traité en formant la direction et les équipes techniques à des pratiques responsables, en renonçant aux innovations numériques en contradiction avec des objectifs de sobriété, en minimisant le parc de matériel, en ayant recours à la location quand cela est possible, en favorisant l'achat de matériel reconditionné, ou bénéficiant de labels environnementaux, en privilégiant la maintenance du parc et la réparation du matériel endommagé à un nouvel achat, en privilégiant des technologies « open source » (source ouverte),

Indicateurs :
- *Taux de renouvellement du matériel*
- *Pourcentage de réduction du parc matériel*

- **Actions relatives à la communication responsable**

Cet objectif est traité en adaptant les besoins et les volumes, grâce à un suivi chiffré des publications, en choisissant des prestataires répondant à des critères environnementaux, en optimisant le format et les choix graphiques, en améliorant le ciblage et le tirage de la diffusion des éditions et des outils de communication.

Indicateurs :
- *Part de la liste de diffusion recevant une brochure*
- *Nombre d'exemplaires des supports de communication papier*

- **Actions relatives à la réduction et gestion des déchets et des pollutions**

Cet objectif est traité en mettant en place un système de collecte des déchets recyclables, en supprimant le jetable (vaisselle, bouteille, essuie-main, etc.), en limitant les achats de produits suremballés et en privilégiant les grands contenants, les produits au détail, les écorecharges et le vrac.

Indicateurs :
- *Coût d'achat de biens jetables*
- *Poids total des déchets produits*
- *Poids total de déchets valorisés.*

- **Actions relatives à l'adaptation et à la durabilité du bâti et du site**

Cet objectif est traité en formant les équipes à l'adaptation au changement climatique et à la culture du risque, en intégrant les risques climatiques au sein du document unique d'évaluation des risques professionnels, en modifiant les accords d'entreprise pour intégrer les risques climatiques, en assurant un accueil spécifique pour les publics lors des évènements climatiques extrêmes.

Indicateurs :
- *Nombre de personnes formées aux risques climatiques*
- *Nombre de risques identifiés et répertoriés dans le DUERP*
- *Nombre de mesures intégrées aux accords d'entreprise en lien avec le changement climatique*

- **Actions relatives au respect et à la protection de la biodiversité**

Cet objectif est traité en en prenant des mesures de réduction de la pollution lumineuse (diminution du nombre ou de l'intensité des éclairages, détecteurs de mouvement, éclairages extérieurs vers le bas, extinction des éclairages extérieurs une partie de la nuit, etc.), en créant un jardin partagé qui favorise la pollinisation, les espèces souterraines et la qualité de l'air, en favorisant la pollinisation (installation d'hôtels à insectes en bois, limitation des tontes d'espaces verts et plantation d'espèces riches en pollen), en nouant des partenariats avec des acteurs de la protection de l'environnement, de la biodiversité et des espaces naturels, en proposant des œuvres en espace naturel, tout en prenant soin de sa préservation, en sensibilisant les plus jeunes grâce aux dispositifs d'éducation artistique et culturelle

Indicateurs :
- *Plage d'allumage d'éclairages extérieurs*
- *Nombre de partenariats avec des acteurs de la protection de l'environnement*
- *Nombre d'actions de sensibilisation à la transformation écologique*
- *Nombre de participants aux actions de sensibilisation*
- *Nombre d'actions d'EAC intégrant les questions écologiques*
- *Nombre de jeunes touchés par les actions d'EAC intégrant les questions écologiques*

ANNEXE VI

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

Historique et contexte d'implantation

Pôle urbain principal du centre meusien, l'agglomération du Grand Verdun, dont la population s'élève à 30 000 habitants, abrite l'une des deux sous-préfectures du département et constitue l'espace géographique le plus peuplé de la Meuse.

Le territoire, doté d'une bonne desserte par les grandes voies de transport (autoroute A4, TGV), bénéficie d'un potentiel certain dans des domaines peu délocalisables tels que l'agriculture, la sylviculture, l'industrie agroalimentaire et le BTP. Néanmoins, la dynamique d'emploi se concentre sur le secteur tertiaire, principalement dans les domaines publics et parapublics de la santé, de l'éducation, de l'action sociale et de l'administration.

Doté d'un capital patrimonial dense, le secteur touristique est très actif et participe significativement à l'économie locale, avec un demi-million de visiteurs accueillis chaque année.

Bénéficiant d'un tissu associatif dynamique, l'agglomération dispose d'un réseau d'équipements culturels structuré, entre autres composé de Transversales, scène conventionnée cirque, de l'atelier d'art de l'agglomération du Grand Verdun, de la médiathèque du Grand Verdun, du conservatoire de musique et de danse du Grand Verdun et de la MJC Contre-Courant.

Cependant, il est raisonnable de considérer que le territoire du Grand Verdun est marqué par certaines faiblesses structurelles.

L'agglomération est confrontée à un déclin démographique, l'agglomération ayant perdu 7% de sa population entre 2009 et 2019.

Bien que le taux de chômage soit légèrement inférieur à la moyenne nationale, le taux de pauvreté et la proportion de ménages imposables reflètent des difficultés socio-économiques réelles.

En outre, l'absence d'établissement d'enseignement supérieur et l'attractivité des grandes métropoles régionales ont pour conséquence un départ des jeunes diplômés qui quittent le territoire, alors que les moins diplômés y restent.

Ces éléments, combinés aux résultats de l'enquête "Pratiques culturelles des Français" de 2018, permettent de considérer qu'une partie des habitants du territoire sont entravés, dans leur capacité à participer et à contribuer à la vie culturelle, par des freins économiques, symboliques et de mobilité.

C'est sur ce territoire, doté d'atouts, mais confrontés à de réelles difficultés d'ordre socio-économiques, qu'est implantée la MJC Contre-Courant.

En accord avec les principes de l'éducation populaire, qui revendiquent, pour toutes et tous, l'accès à la qualité pleine et entière de citoyen, sujet qui " *peut gouverner et être gouverné*", la MJC Contre- Courant met en œuvre depuis 1969 un projet d'émancipation collective des individus par l'accès aux arts, au sport, aux loisirs et à la contribution collective à la vie de la cité.

Ainsi, les statuts de l'association consacrent que la MJC "*offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes, de développer leur personnalité et de se préparer à devenir des citoyens actifs et responsables d'une démocratie vivante*".

Cette ambition est cohérente avec la politique culturelle poursuivie par l'Etat et les collectivités.

En effet, les pouvoirs publics, soutiens déterminants à la mise en œuvre du projet d'établissement, déploient une politique publique respectueuse des Droits culturels, notion entre autres définie par la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, le Pacte des droits sociaux de 1966, la convention Unesco de 2005, et transcrite dans les lois LCAP, NOTRE et dans la loi de création du Centre national de la musique.

Ainsi, l'article 7 de la convention Unesco de 2005, qui stipule que "*Les Parties s'efforcent de créer sur leur territoire un environnement encourageant les individus et les groupes sociaux : (a)à créer, produire, diffuser et distribuer leurs propres expressions culturelles et à y avoir accès, en tenant dûment compte des conditions et besoins particuliers des femmes, ainsi que de divers groupes sociaux, y compris les personnes appartenant aux minorités et les peuples autochtones ; (b)à avoir accès aux diverses expressions culturelles provenant de leur territoire ainsi que des autres pays du monde."*

Conformément à ces obligations, l'arrêté SMAC du 5 mai 2007 dispose que "*les structures labellisées contribuent à l'ouverture à des partenariats avec d'autres structures sociales, culturelles et éducatives du territoire pour faciliter la circulation des personnes et enrichir leur capacité à développer leur pratique notamment les structures socioculturelles du territoire concerné, menant des actions dans le secteur des musiques actuelles"*

Nous considérons que l'entreprise de labellisation SMAC de la MJC Contre-Courant vient consacrer un modèle d'architecture de politique publique visant à enclaver les politiques publiques ayant pour ambition de favoriser la participation et la contribution des usagers à la vie artistique et culturelle.

En effet, si les opérateurs culturels labellisés par les pouvoirs publics sont aptes à soutenir la création artistique en contrepoint des logiques de marchandisation des œuvres, l'exigence de réduction des inégalités d'accès aux œuvres et aux pratiques doit être considéré dans une perspective de coopération de long terme entre les structures culturelles soutenues par les pouvoirs publics, et leurs homologues des champs éducatifs, sanitaire et social, tout en créant des relations vertueuses avec d'autres secteurs, notamment économiques et touristiques.

Conformément à son objet statutaire, Contre-Courant MJC a pour ambition de constituer un élément essentiel de la vie artistique, culturelle, sociale, économique et de contribuer à l'attractivité du territoire du nord meusien, en développant les missions d'une SMAC que sont la création/production/diffusion de concerts ; l'accompagnement des pratiques musicales professionnelles et amateurs ; l'action culturelle mais aussi :

- En Favorisant l'accès, la participation et la contribution de tous à une offre artistique culturelle, sur place ou hors les murs : programmation musiques actuelles annuelle, programmation scolaire et jeune public à dominante musicale, programmation de spectacles de prévention, festival « Musiques et Terrasses »,

- En Valorisant la création artistique dans le champ des musiques actuelles, en reflétant la diversité des esthétiques (chanson, pop, rock, hip hop, musiques du monde, musiques électroniques, etc.), en cohérence avec les valeurs défendues par Contre-Courant MJC (inclusion, faire société, égalité).

- En Proposant des enseignements ainsi qu'un accompagnement des pratiques artistiques et culturelles amateurs, en voie de professionnalisation ou professionnelles : école des musiques actuelles, dispositif d'accompagnement des groupes, formations et ressources, résidences de création, action culturelle, actions de médiation,

- En Prévenant les comportements à risque et en créant du lien social : mise en place d'activités socio- culturelles et sportives, actions de prévention en milieu scolaire/extrascolaire et en milieu festif, accueil d'enfants et d'adolescents,

- En Positionnant la MJC comme animateur et relais culturel meusien identifié : intégration aux réseaux locaux et nationaux (Réseau Grabuge, Fédélima, Fédération Régionale des MJC, Réseaux Jeune Public, Syndicat des musiques actuelles), contribution aux réflexions des collectivités territoriales et de l'Etat sur la culture et les droits culturels, les musiques actuelles, l'éducation et la prévention.

Diffusion et Création

L'accueil d'artistes sur des temps de diffusion et de résidence de création a pour ambition la mise en valeur de la diversité de la production dans le champ des musiques actuelles auprès du public meusien.

I. La Diffusion

1 La programmation de saison Musiques Actuelles

Conformément à l'arrêté du 5 mai 2017, Contre-Courant met en œuvre une politique de diffusion ayant pour ambition de rendre compte à la population de la diversité de la production contemporaine dans le champ des musiques actuelles.

L'organisation de la fonction de prescription artistique au sein de la MJC, confiée, sous la supervision de la direction, à un programmateur, une responsable de la médiation et de la programmation jeune public, et, sur certains segments de la saison, à des comités de programmation, garantit une indépendance de la programmation, conformément à l'article 2 de la loi LCAP.

La ligne artistique, historiquement axée sur la monstration du rock et des esthétiques connexes, évolue consécutivement au départ de M. Arnaud Di Virgilio, programmateur de 2012 et 2023, remplacé par M. Paul Bristhuile.

Contre-Courant s'inscrivant dans un processus de labellisation de Scène Musiques actuelles généraliste, une recherche d'équilibre entre les différentes esthétiques composant le champ des musiques populaires guide la production de la programmation assurée par l'équipe de Contre-Courant MJC.

Néanmoins, une particulière attention à la richesse de la production contemporaine dans le champ des musiques électroniques fonde l'identité artistique de la programmation de Contre-Courant MJC. Ce genre musical, en pleine expansion depuis les années 1980, riche en innovations, recouvre une diversité importante de styles, allant de la techno à l'ambient, en passant par la house, la trance hypnotique ou le dubstep. En offrant une plateforme dédiée à cette mosaïque sonore, nous souhaitons rendre compte de la diversité de ce champ esthétique et accompagner l'émergence de nouveaux artistes.

De plus, une vigilance est portée sur les champs esthétiques souffrant d'une moindre visibilité sur les réseaux de diffusion généralistes. Ainsi, la programmation de Contre-Courant MJC a pour ambition d'intégrer des propositions artistiques dans les champs du jazz et des musiques improvisées, des nouvelles musiques traditionnelles et du Punk.

Afin d'illustrer ces équilibres, est présentée ci-contre la liste des propositions artistiques accueillies dans le cadre de la programmation de saison proposée entre septembre 2023 et septembre 2024 :

Jazz, Blues et musiques improvisées

New Orleans Hot 6 (Jazz)

Julia Richard Trio (Jazz)

Leon Phal (Jazz)

East Aces (Jazz)

Mathieu Loigeret Trio (Jazz)

ClearWater (Blues)

Rock, Pop, Folk

Kiplan (Rock)

Madam (Rock)

Grandma's Ashes (Rock)

Ehla (Pop)

Wysteria (Folk)

Hip-Hop, Rap

Noto (Rap)

Tracy de Sa (Rap)

Jewel Usain (Rap)

Musiques électroniques

Kiscks (Techno)

Taaris (Techno)

Skone (Techno)

Commandub (Techno)

Contrast (Techno)

La Kajofol (Techno)

Marie Tonic (Techno)

Reggae -Dub

Bhale Bacce Crew (Reggae)

Systematic sound (Reggae)

Dub Shepherds x Junior Joy x Fabasstone (Reggae)

EDS Sound System (Reggae)

Pamal Hifi x Systematik sound system (reggae)

Autres esthétiques

La Fanfare Moussaka (Musique du monde)

Canavera Musique du monde)

Chicane (Musique du monde)

Rackham le Groove (Musique du monde)

Fiorindo et les Francis (Bal Musette)

Afin de favoriser la circulation des artistes, et de contribuer à une mobilité plus consciente des publics, les déplacements des publics représentant le principal facteur d'émission de gaz à effets de serre du spectacle vivant, Contre-Courant MJC est amenée à établir des coopérations avec les structures de diffusion de la région Grand Est et les opérateurs culturels luxembourgeois, belges et allemands. Ces coopérations ont vocation à être initiées au sein du réseau régional des musiques actuelles « Grabuges » et des réseaux de coopérations transfrontaliers institués par la Région Grand Est et le Département de la Meuse.

Ces coopérations, en cours de construction, doivent être effectives à compter de la saison 2025-2026.

Dans le but de favoriser la structuration des équipes artistiques, Contre-Courant MJC privilégie la contractualisation en cession de droits d'exploitation au détriment de l'engagement direct des artistes.

Par la mise en œuvre de comités de programmation, responsables des segments de la programmation de l'équipement, les usager.e.s de Contre-Courant MJC sont placés en responsabilité de la prescription de certains évènements de la saison.

Les comités de programmation portent la responsabilité de la prescription artistique, de la gestion budgétaire, des relations institutionnelles et de la stratégie de communication.

Dans une démarche de valorisation de la scène régionale, Contre-Courant MJC accorde une visibilité aux artistes du territoire dans la programmation à l'occasion de premières parties ou de soirées concerts scène locale, à un rythme mensuel.

La diffusion peut intervenir en complément de la sollicitation d'un accompagnement particulier (accompagnement technique ou artistique), afin de promouvoir une sortie de disque, ou dans le cadre d'un événement de valorisation des artistes régionaux.

Il peut-également s'agir de concerts d'élèves d'écoles de musique du territoire (notamment celle de la MJC), de valorisation des orchestres d'harmonie locaux ou de restitutions d'actions culturelles (ateliers, master classes, etc.).

Afin de créer une dynamique entre les musiciens, des soirées sont proposées aux artistes meusiens utilisateurs des studios de répétition dans le but de créer un espace de jeu collectif et provoquer les échanges et les rencontres artistiques.

2 Musiques et Terrasses

Intégré depuis 2018 au projet d'établissement de Contre-Courant MJC, le festival Musiques et Terrasses rythme l'été des Verdunois depuis plus de 25 ans, à raison de cinq ou six soirées de concerts étalées de fin juin à mi-août.

Afin de garantir la soutenabilité financière de l'évènement, et d'assurer une cohérence entre la programmation du festival et la direction artistique de la saison musicale, le format du festival évolue à compter de l'exercice 2024.

La programmation a pour objectif de fournir un écho à la direction artistique de saison portée dans le cadre du processus de labellisation. Ainsi, la programmation ne se concentre plus sur la diffusion de groupes « têtes d'affiches », mais porte l'ambition de présenter une collection de propositions musicales dans le champ des musiques actuelles, en faisant appel à des équipes artistiques régionales, françaises et européennes.

Le dispositif scénique, habillé d'une scénographie dédiée, facilite l'identification de l'organisation du festival par Contre-Courant MJC, et renvoie à la programmation de saison de l'équipement.

A titre d'illustration, est présentée ci-contre la programmation de l'édition 2024 du festival Musiques et Terrasses :

-Chester Remington - Rock – Reims

-Gonzy - Hip-Hop – Reims

-Takeshi's Cashew - Psychedelic Cosmofunk - Vienne (Autriche)

-Canavera - Jazz Rock – Meuse

-Pales - Post Punk – Strasbourg

-Dynamite Shakers - Rock Garage – Vendée

-La Tournée du Bocal - Gipsy Punk - Grand Est

-The Fireflies - Indie Rock – Nancy

-Joe Yorke - Reggae Roots - Bristol (Angleterre)

-Sound Women United - Dub Roots - Lyon

3 La Cafetière

La Cafetière “Festival sans filtre” est un évènement biennal à l’occasion duquel Contre-Courant MJC propose, depuis dix ans, une programmation pluridisciplinaire décentralisée sur le territoire de la Communauté d’Agglomération du Grand Verdun. Nous y programmons des spectacles en milieu rural, dans des lieux atypiques, hors des sentiers battus (salles des fêtes, mairies, granges, écoles, chez l’habitant, etc.).

Le programme et le choix des spectacles s’effectuent au sein d'un collectif de programmation bénévole. Aussi, l'action culturelle et la médiation sont des enjeux majeurs de la Cafetière.

Des collaborations avec les établissements scolaires, les associations, les habitants, sont ainsi développées en amont de la manifestation et pendant son déroulement pour engendrer une démarche participative.

Le Festival La Cafetière évolue, à partir de l’année 2025, vers une programmation permanente hors les murs de saison dans les territoires ruraux du Nord Meusien, en complément d’une démarche visant à favoriser la mobilité des habitant.e.s des territoires ruraux vers la MJC les soirs de représentation.

Cette nouvelle orientation du programme de diffusion en milieu rural est motivée par la nécessité de déployer un service de diffusion en milieu rural permanent, et donc de s’extraire de la logique festivalière à l’œuvre dans le format initial de l’opération « La Cafetière ».

I. Programmation jeune public, éducation artistique et culturelle, spectacles de prévention

La programmation à destination du jeune public a pour ambition d’amener les enfants, les jeunes et leurs familles à découvrir Contre-Courant MJC, sa programmation, et à se considérer comme usager du lieu. Au-delà du développement du projet artistique, la forte compétence de notre équipe est un atout pour la prescription des spectacles.

Le choix de chaque proposition s’opère sur des critères artistiques et éducatifs (adaptation du contenu aux différentes tranches d’âge, apports pédagogiques, capacité à retenir l’attention, pertinence du message transmis).

1 La programmation Jeune Public

Contre-Courant MJC propose trois types de formats à destination du jeune public : la programmation scolaire, la saison « Musique en Fa-Mi » destinée aux enfants de 0 à 6 ans et à leurs familles, « Zik entre Amis » pour les enfants de 7 à 12 ans. Les spectacles sont sélectionnés de manière cohérente et complémentaire avec les autres activités de la structure : action culturelle, projets d'éducation artistique, accueils de mineurs et programmation musiques actuelles.

Nous coopérons avec l'ensemble des institutions éducatives du territoire : écoles, collèges, lycées, Maisons Familiales et Rurales, Instituts Médicoéducatifs, foyers de jeunes, etc. Des spectacles peuvent également être programmés durant les périodes de vacances scolaires, à destination des usagers des structures d'accueil de mineurs (centres sociaux, accueil de loisirs).

La programmation jeune public libre s'opère aussi dans le cadre de notre action « Musique en Fa-Mi », un dispositif gratuit visant à proposer aux familles un programme de spectacles adapté aux enfants âgés de 0 à 6 ans.

Environ quatre spectacles et quatre ateliers musicaux sont proposés dans ce cadre tous les ans. Les spectacles sont diffusés à Contre-Courant MJC ou dans d'autres structures petite enfance (centres-sociaux, crèches, médiathèques).

Conçu comme une action de soutien à la parentalité, le dispositif a pour vocation de développer les liens parent-enfant et de permettre la rencontre et l'échange entre les familles spectatrices, au travers la mise en œuvre d'un comité de programmation enfants-parents.

Afin d'illustrer notre ambition en matière de programmation jeune public, est présentée ci-dessous la programmation jeune public déployée entre septembre 2023 et juin 2024 :

-Instants enchancontés / Hélène Koenig (Spectacle parents-enfants / Lancement de la résidence en crèche-RPE d'Hélène Koenig et Blandine Enault)

-Mélyne : Création musicale en famille

-Concert Romain Muller x Josy Basar (musiques électroniques)

-The Wackids (concert en famille, co-production Transversales)

-Fanfare Chicane

-Toutouig Lala (sieste musicale)

-Jardin musical parents-enfants (avec Hélène Koenig / résidence crèche-RPE)

-La vie est belle (ciné-concert / scolaires + en famille)

-La p'tite fabrique de notes (atelier musique/marionnettes/langue des signes) parents-enfants

-La Fanfare Couche-Tard (concert en famille)

2 Spectacles de prévention et de soutien à la parentalité

En qualité de structure dédiée aux musiques actuelles sur le territoire meusien, Contre-Courant MJC participe à la politique de sensibilisation et de prévention des risques auditifs.

A ce titre, nous diffusons annuellement, en lien avec le réseau musiques actuelles régional Grabuge, quatre séances du spectacle de prévention Peace and Lobe, ainsi que huit formules légères du spectacle destinées aux adolescents. Depuis 2021, Contre-Courant MJC diffuse également un spectacle régional destiné aux enfants sur la même thématique une fois par an.

D'autres spectacles à portée préventive peuvent être programmés dans le courant de l'année en fonction des différents partenariats et des thématiques abordées avec les jeunes que nous accueillons dans le cadre de nos activités (accidents domestiques, sexualité, égalité femme-homme, confiance en soi, harcèlement, etc.).

Enfin, Contre-Courant MJC propose, deux fois par an, des spectacles de soutien à la parentalité sur des thématiques identifiées par les familles (adolescence, handicap, etc.). Dans ce cadre, le travail proposé par l'équipe artistique permet d'informer, de déculpabiliser, de libérer la parole des parents et devient le support d'un débat animé par un professionnel de l'éducation.

3 Le Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturel

Contre-Courant MJC contribue au Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturel porté depuis 2021 par le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Verdun (Nord Meusien).

Dans ce cadre, nous construisons des projets en lien avec les établissements scolaires de l'Education Nationale et du ministère de l'Agriculture, en partenariat avec les collectivités locales. Nous avons pour ambition de proposer une quinzaine de projets par an à l'horizon 2025 en diversifiant les établissements et les tranches d'âge.

Nous tentons de construire ces programmes en cohérence avec le calendrier de programmation (scolaire, jeune public ou tout public Musiques Actuelles) afin de capitaliser sur la venue d'un artiste sur le territoire, puis de faire un lien entre les jeunes habitants, leurs familles et la programmation proposée. Ces projets permettent également la rencontre entre les différents établissements. A terme, le territoire ambitionne un label 100% EAC.

4 Les projets hors temps scolaire et les projets spécifiques

Fidèle à ses valeurs d'éducation populaire, Contre-Courant MJC met également en place des actions d'éducation artistique et culturelle en dehors du temps scolaire. Ainsi, ces actions peuvent être mises en place avec nos publics sur nos accueils de loisirs (petites vacances, mois de juillet, accueil périscolaire adolescents) et en partenariat avec les autres accueils de mineurs du territoire meusien (Instituts Médico-Educatifs, centres-sociaux, etc.)

III Action culturelle

Conformément aux principes énoncés par la convention Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, transcris dans les Lois LCAP et NOTRe, Contre-Courant MJC

place, au centre de son projet d'établissement, l'ambition de favoriser la participation et la contribution à la vie culturelle de l'ensemble des habitants de son territoire d'implantation.

1 Coopération permanente avec les structures du champ social et sanitaire

Afin de réduire les inégalités d'accès aux équipements culturels, Contre-Courant MJC s'inscrit dans une dynamique de coopération permanente avec ses homologues des champs sociaux, éducatifs et sanitaires.

Un comité de liaison permanent, instituée entre les trois CSC, la MJC, Transversales et le Mémorial de Verdun est effectif depuis le second semestre 2023.

Les directions des établissements se réunissent à un rythme mensuel, engagés dans un processus de concertation permanente ayant pour ambition de favoriser l'accès aux équipements culturels aux habitants des quartiers populaires.

La concertation s'ouvre actuellement aux équipes des institutions : animateurs sociaux et médiateurs culturels.

Outre la mise à disposition de places de concert, nous travaillons à la mise en œuvre d'un système de navette les soirs de représentation, financé par des crédits Politiques de la Ville. Nous devons approfondir le format de la présentation de saison délocalisée et de visite de l'établissement en dehors des temps de représentation.

Les parties prenantes travaillent à la mise en œuvre d'un comité de programmation « ados », destinés aux usager.e.s de la MJC et des Centres sociaux, ayant pour vocation de programmer un segment de la programmation de la MJC, en cohérence avec le projet artistique de l'établissement.

Des coopérations permanentes du même ordre sont établies au bénéfice des usagers du Spip de Verdun, de l'Amatrami, de l'Association meusienne d'insertion, du Centre Médicopsychologique et des établissements d'enseignement secondaire du territoire.

Ces coopérations ont vocation de s'inscrire dans une temporalité longue, et de favoriser l'accès « de droit commun » à l'établissement, en dehors de logique de « projets » et de « dispositifs ».

Un partenariat spécifique est noué à destination de l'Ehpad public de Verdun, effectif à partir du second semestre de l'année 2024. Le programme « La Tendresse au Chevet » a pour ambition de proposer des représentations musicales au sein de l'établissement sanitaire, en format collectif et au chevet des usagers.

L'ambition artistique du programme « La Tendresse au Chevet » est conduite par des artistes de la Région Grand Est, membres des compagnies L'Art ou l'Etre, Héliotrope Théâtre, Bléni Orchestra, La Gigogne, ainsi que par Ivan Gruselle, artiste animant l'Espace Motu de Verdun.

2 Les mercredis en famille

En complément du programme « Musique en FA-MI », Contre-Courant a conçu un temps familial d'ateliers de pratique artistique. Les objectifs sont liés : créer des habitudes d'activités partagées entre les parents et leurs enfants, permettre aux parents et aux enfants de créer du lien, d'échanger, rompre la solitude des parents en favorisant la pratique artistique et la créativité dès le plus jeune âge.

Ains, deux mercredis par mois, nous accueillons des artistes afin de proposer des activités adaptées à chaque tranche d'âge.

3 Musiques Numériques

Les musiques actuelles étant aujourd'hui liées aux usages numériques, Contre- Courant MJC souhaite développer la découverte et l'apprentissage des techniques de MAO mises à disposition dans les locaux de répétition de Contre-Courant MJC :

- **Enregistrement de voix et d'instruments, amélioration, mixage, mastering**
- **BeatMaking/composition : création numérique de sons et utilisations de ces sons**
- **Djing : Pratique du DJ**

Notre ambition est de permettre aux jeunes du territoire nord-meusien de découvrir, de manipuler ces outils encadrés par des professionnels du secteur (ingénieurs du son, musiciens, DJs) et de proposer une approche originale de la pratique musicale.

Aussi, nous organisons, depuis 2021 des stages courts intitulés « Musiques numériques » (5 demi-journées ou un week-end). Une partie des stages a lieu dans les locaux de Contre-Courant MJC, une autre partie hors les murs dans des structures du Pays de Verdun, structures jeunesse ou écoles de musique.

Face au succès du programme, nous souhaitons, à l'avenir, proposer ces stages de manière plus ouverte, aux musiciens et au grand public, une connaissance préalable de la théorie musicale n'étant pas nécessaire.

4 Programme Demos

Contre-Courant MJC est partie prenante du programme Démos initié par la Philharmonie de Paris, porté par l'agglomération du Grand Verdun depuis 2019. Nous accueillons, dans ce cadre, un groupe de 12 enfants deux fois par semaine pour leurs ateliers d'apprentissage des instruments à vents.

Courant MJC propose, à partir de la saison 2024, une programmation régulière dans les champs des musiques de patrimoine et de création, destinée aux usagers et aux familles accompagnées par le programme Démos.

A cette fin, Contre-Courant s'associe à la structure Proquartet en 2024, et noue un partenariat avec le Quatuor Diotima, effectif à partir de 2025.

5 La prévention en milieu Festif

Nous assurons des actions préventives en direction du public assistant aux concerts et spectacles que nous organisons (sur place ou hors-les-murs).

Le stand de prévention permet de diffuser outils et informations dans le but de lutter contre la toxicomanie, valoriser la non- consommation de produits psychoactifs, limiter la consommation d'alcool. Nous mettons à disposition des plaquettes informatives, flyers, cartes des associations de prévention et de soin, ainsi que des bouchons et casques antibruit, préservatifs, éthylotests.

Le stand de prévention nous permet de prendre contact avec les personnes du public, de favoriser les échanges autour des consommations, et peut déboucher sur la programmation d'entretiens individuels en dehors des temps de concerts avec la salariée en charge du Point Accueil Ecoute Jeunes, qui oriente si besoin vers les structures spécialisées comme Consultation Jeunes Consommateurs, Association Addictions France, CENTRAID ou vers une consultation en addictologie à l'Hôpital.

Un partenariat est établi avec le CAARUD La voie – Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des Risques pour les usagers de drogues. De manière anonyme et gratuite, leurs

professionnels accueillent le public et l'informe sur les produits et modes de consommation. Il met du matériel à disposition.

Un service de sécurité est présent à l'occasion de chaque concert organisé par Contre-Courant MJC, et permet de garantir que les manifestations se déroulent dans les meilleures conditions.

Contre-Courant MJC participe également à la campagne de prévention « Ici c'est cool » de lutte contre les violences et les comportements inappropriés.

L'équipe salariée de Contre-Courant MJC a suivi, en 2021, trois jours de formation concernant les préventions des violences et du harcèlement sexiste et sexuel.

Contre-Courant MJC est partie prenante du dispositif Angela.

IV Création – Coproduction – Accompagnement des équipes artistiques

Conformément à l'arrêté du 5 mai 2017, Contre-Courant MJC a vocation à structurer, dans le champ des musiques actuelles, à l'échelle du Département, les missions de soutien à la création, l'accompagnement des artistes en voie de professionnalisation et le soutien à la structuration des équipes artistiques indépendantes.

Cette ambition, portée en coopération avec les acteurs culturels de la région Grand Est, articulée au travers les réseaux professionnels régionaux et nationaux, se nourrit d'un travail d'analyse du territoire et de concertation avec Les Amplifiés (collectif d'associations et de musiciens meusiens) et le réseau GRABUGE (Musiques Actuelles Grand-Est).

1 Infos/conseils

En qualité de projet structurant pour le territoire, Contre-Courant MJC se positionne comme structure ressource du département en matière de musiques actuelles et fait rayonner les initiatives locales. Gratuitement et sur demande, les porteurs d'initiatives artistiques émergentes peuvent bénéficier d'un premier accompagnement dans le cadre de rendez-vous conseils dispensés par l'équipe de Contre-Courant MJC.

Le rendez-vous conseil constitue la première étape au parcours d'accompagnement des musiciens. La personne chargée de l'accompagnement assure également un relai constant d'informations et d'actualités liés à l'émergence (tremplins, possibilités de programmation sur le territoire, ateliers, tables rondes).

La MJC, positionnée en tant que structure ressource, oriente régulièrement les collectivités et associations demandeuses vers les artistes du territoire (fête de la musique, concerts d'été, etc…) autant qu'elle sensibilise ces groupes à la structuration des réseaux de diffusion à l'échelle régionale, départementale, et transfrontalière (salles, festivals).

2 Formations ponctuelles et ateliers

Chaque semestre, Contre-Courant MJC accueille des stages et des formations autour des pratiques vocales en partenariat avec l'INECC Mission Voix Lorraine (centre de ressources pour les pratiques chorales et vocales) sur des thématiques variées : beat box, les commandes de la voix, chanter en anglais, trouver son timbre, etc.

D'autres ateliers concernant la professionnalisation des pratiques sont proposés régulièrement aux musiciens du territoire.

Quelques exemples de sujets développés à l'occasion des ateliers proposés par Contre-Courant MJC : les droits d'auteur, comment bien gérer ses réseaux sociaux, le développement de carrière et la diffusion dans les musiques actuelles, la distribution digitale de sa musique sur les plateformes en ligne, réussir sa sortie d'album, initiation à Ableton, etc.

3 Répétition et enregistrement

Contre-Courant MJC met à disposition des musiciens du territoire deux studios de répétition de 22 et 26m2 équipés (batterie, ampli guitare, ampli basse, micros et pieds, stand de clavier, enceintes, ampli et table de mixage 12 canaux).

Ils sont disponibles sur réservation du lundi au dimanche, de 10 heures à 22 heures, par créneaux de 2h ou pour une journée entière à des tarifs attractifs allant de 4 à 26€ en fonction des créneaux.

Contre-Courant MJC dispose également d'un studio scène d'une capacité de 63m2 permettant aux artistes de répéter en condition scénique (scène 3x6m, système de diffusion D&B, lumières).

Afin d'aider les formations musicales à développer leur projet et leur répertoire, nous proposons deux dispositifs tournés vers la répétition et l'enregistrement.

Les répétitions accompagnées : l'objectif d'une répétition accompagnée est d'aider le groupe à améliorer sa pratique collective dans le respect de sa direction artistique.

Elle leur permet d'optimiser le temps que le groupe consacre à la création et la répétition pour lui permettre d'atteindre plus facilement et plus rapidement les objectifs fixés.

Pour cela, nous mettons à disposition du groupe un musicien professionnel compétent en matière d'accompagnement scénique.

En termes de création, le musicien conseil intervient sur le processus de composition, les arrangements et redirige éventuellement vers d'autres intervenants spécialisés sur les esthétiques et techniques dans lesquelles les groupes s'illustrent.

La préparation à l'enregistrement : Contre-Courant MJC n'abrite actuellement pas de studio d'enregistrement dans ses murs mais souhaite développer en 2025 une offre d'enregistrement, en partenariat avec les studios d'enregistrement du territoire.

Le diagnostic en cours a permis d'identifier plusieurs studios d'enregistrement meusiens :

- Granthest studio
- Studio de l'Harmonie municipale de Thierville
- Face B Prod (technicien son régulier de Contre-Courant ayant développé cette activité)
- Belle Perf Records à Verdun
- Studio d'enregistrement du Conservatoire du Pays d'Etain

Dès lors que les musiciens présenteront des besoins en termes d'enregistrement, ils seront redirigés en priorité vers les studios du territoire et si besoin plus spécifique vers d'autres studios en région.

Nous proposons aux groupes des sessions de préparation à l'enregistrement en studio de répétition. L'objectif est de réaliser un travail de préproduction visant à préparer l'enregistrement d'une maquette ou d'un album.

Ces sessions, assurées par un technicien conseil mis à disposition par la MJC, permettront aux musiciens d'améliorer leurs pratiques individuelles et collectives avant leur entrée en studio afin d'optimiser leur temps de passage en studio d'enregistrement.

4 Résidences et filages

Ce programme permet d'accompagner les groupes à l'occasion d'un travail d'optimisation, de gestion sonore et de mise en espace scénique dans les conditions similaires à celles du concert (installation, balance, réalisation du set).

L'accompagnement scénique :

> Travail avec un technicien conseil

L'objectif est de donner ici la possibilité au groupe de travailler son set dans une salle de spectacle équipée dans les mêmes conditions qu'un concert en étant soutenu par un technicien conseil sur la rédaction d'une fiche technique son, d'un plan de feu, ou autres besoins techniques plus précis du groupe.

Durée : 1 journée

> Travail avec un musicien conseil

L'objectif est d'optimiser la prestation scénique du groupe et d'améliorer sa gestion sonore. Les axes de travail sont déterminés à l'installation du groupe, au réglage du son et à la suite du set complet en conditions scéniques Un technicien son effectue l'implantation sonore et scénique du groupe.

Un musicien accompagne le groupe dans sa réflexion sur la construction du set (entrée de scène, enchaînements, sorti de scène), l'attitude scénique (concentration, postures corporelles, engagement de l'artiste, écoute, lien avec le public), la mise en espace (gestion de l'espace, mise en scène), la pratique collective (mise en son, précision rythmique), le chant (travail de la voix, respiration).

Durée : 1 journée

5 Création et coproduction

Depuis septembre 2021, Contre-Courant MJC accueille des formations artistiques professionnelles à l'occasion de résidences de travail et de création allant de quelques jours à plusieurs semaines.

Ces temps de création sont conçus en lien avec les programmes d'actions culturelles destinés aux habitants du territoire (rencontre avec les publics enfants et jeunes qui fréquentent nos activités, éducation artistique dans les établissements scolaires, ateliers tous publics, répétitions publiques, etc.).

Le nombre d'accueil en résidence varie de quatre à 10 créations accueillies annuellement. Depuis l'année 2023, le programme de soutien à la création se matérialise sous la forme d'un apport en coproduction en numéraire, formalisé par la diffusion d'un appel à projet diffusé auprès des réseaux professionnels, explicitant les critères d'attribution du soutien financier accordé par notre institution.

Les critères d'attribution évaluent les perspectives de diffusion, l'entourage professionnel de l'équipe artistique, sa capacité à mobiliser des coproductions et des financements publics.

L'équipe artistique « The Yokel » bénéficie du soutien en coproduction attribué par Contre-Courant MJC en 2024

6 Accompagnement à la structuration des équipes artistiques

Parallèlement à ces axes de travail, Contre-Courant MJC met en œuvre, à partir de l'année 2024, un programme de soutien à la structuration des équipes artistiques indépendantes implantées en Région Grand Est, dans le cadre du soutien accordé par l'Etat et les collectivités dans le cadre du programme « Mieux produire mieux diffuser ».

Ce programme a pour vocation de répondre à la faible densité d'implantation d'équipes artistiques indépendantes sur les territoires champenois, meusiens et mosellans, faiblesse particulièrement sensible dans les zones rurales de ces trois territoires.

Considérant que la structuration d'équipes artistiques participe au renforcement de l'offre culturelle sur les territoires, à la structuration de la filière des musiques actuelles et à l'amélioration de la qualité de l'emploi artistique, technique et administratif, il nous semble raisonnable de considérer la fonction d'accompagnement au-delà du soutien accordé aux groupes de musiciens dans le cadre du programme appui/conseils.

La structuration des équipes implique des problématiques spécifiques dans le champ des musiques actuelles.

En effet, l'organisation de production du propos artistique, le groupe de musiciens, n'atteint pas, dans le secteur des musiques populaires, la « masse critique » permettant d'envisager une structuration des fonctions de soutien à la production.

En conséquence, nous considérons que la structuration des fonctions de soutien à la production doit se matérialiser par l'émergence de formes mutualisées, de type « collectif d'artistes » ou « bureau de production ».

Afin de favoriser cette émergence, Contre-Courant MJC accompagne, à partir de l'année 2024 des équipes en cours de structuration sur les enjeux suivants :

-Structuration de la production/création et de la production phonographique

-Rationalisation de la fonction de promotion/diffusion

-Formalisation du modèle économique et de la structure de gouvernance

-Stratégie de relations institutionnelles

-Structuration administrative et appui juridique

-Conception et déploiement de programmes de médiation et de sensibilisation

-Inscription de la structure au sein des réseaux professionnels

L'accompagnement proposé par Contre-Courant MJC se matérialise sous la forme de rendez-vous réguliers, impliquant la direction et les personnels de l'équipement, et par des apports en coproduction en numéraire et en industrie.

Deux équipes sont accompagnées pour un cycle de deux ans.

L'accompagnement est conclu par une évaluation partagée portant sur :

- La qualité de l'articulation création-diffusion garantissant la visibilité des œuvres produites sur les réseaux de diffusion européens.

- Une identification de l'équipe par les partenaires institutionnels et une intégration au sein des réseaux professionnels.

- La capacité à concevoir et mettre en œuvre des programmes de médiation et de sensibilisation à destination de la population.

- La définition d'un modèle économique soutenable, mixant les produits d'exploitation et les financements publics.

- La création du premier emploi permanent de la structure.

Afin de garantir la cohérence des dispositifs de d'identification et de soutien à la structuration des équipes artistiques au niveau régional, Contre-Courant MJC articule le programme présenté ci-dessus avec les initiatives « Orbite » et « Explore » portées par le réseau Grabuges

Education, jeunesse

I. Le projet éducatif enfance et jeunesse

Le projet pédagogique de Contre-Courant MJC a pour ambition de favoriser l'autonomisation et la mise en responsabilité des jeunes usagers de notre structure. L'accueil est réalisé dans un cadre sécurisant, afin de permettre l'expression des émotions, le développement de l'estime de soi et le sens du faire-société, tout en offrant à chacun la possibilité d'acquérir une autonomie propice à la responsabilisation et l'émancipation. Les activités culturelles sont développées sur les différents temps d'accueil, en relation avec la présence artistique accueillie au sein de Contre-Courant MJC

1- L'Accueil de Loisirs (3 - 11 ans)

Activité historique de la structure, les accueils de loisirs sont ouverts à Contre-Courant MJC sur toutes les périodes de petites vacances, ainsi que durant le mois de juillet. Ces temps collectifs sont conçus de manière à respecter le rythme et les besoins de chaque enfant et le développement de l'autonomie.

2- Les activités à destination des jeunes (12 – 18 ans)

Parallèlement à son engagement à destination des jeunes enfants, Contre-Courant MJC porte une attention particulière à destination des publics adolescents du territoire.

Des interventions à l'occasion des pauses méridiennes sont proposées aux usagers des établissements d'enseignement secondaire du territoire (collèges, lycées et MFR ces temps permettent de construire des passerelles avec les autres activités de Contre-Courant auprès des établissements (projets de CTEAC, prévention, comités de programmation…).

Un temps d'accueil périscolaire, gratuit et ouvert à toutes et tous a lieu dans les locaux de Contre-Courant MJC ou en extérieur (mercredi après-midi, vendredis soir, samedis) ainsi que durant une semaine à chaque période de vacances scolaires.

Ces temps d'accueil ont été pensés en complémentarité avec le service jeunesse de l'agglomération afin de proposer une offre cohérente et diversifiée sur le territoire. Des temps de séjours, organisés par les jeunes eux-mêmes ont lieu pendant les vacances ou certains week-ends.

L'implication des jeunes usagers dans la détermination et la mise en œuvre du programme d'activités (logistique, déplacement, budget) est fortement promue, elle concourt à la prise d'autonomie et de confiance, ainsi qu'à l'apprentissage de la démocratie et du respect de l'autre.

En dehors des activités programmées, les adolescents reçus dans le cadre de l'accueil jeunes bénéficient d'un accès privilégié à l'équipement, au matériel spécifique destiné au spectacle, ainsi qu'à la programmation et peuvent imaginer des activités culturelles variées (projections, défilés, karaoké…) ou participer, à leur initiative, à la vie de l'association et notamment à l'activité de

diffusion (préparation de repas pour les artistes accueillis, bénévolat sur les spectacles, échanges avec les artistes durant les résidences…).

Notre responsable jeunes est également « Promeneur du Net », elle écoute, informe, accompagne et conseille les jeunes dans leurs usages des réseaux sociaux et d'internet.

En marge de ces activités fédératrices pour les enfants et les jeunes, nous développons l'implication des familles sur des temps particuliers : restitutions de spectacles, temps de réflexion collectifs, participation aux activités, sensibilisation aux valeurs et objectifs qui portent nos activités (inclusion, faire-société…).

II. La prévention

Incarné principalement dans les missions du Point Accueil Ecoute Jeunes, le travail de Contre- Courant MJC sur la question de la prévention, en complément des spectacles thématiques programmés présentés dans la partie II 2), s'étend sur de nombreux sujets : addictions, risques auditifs, infections et maladies sexuellement transmissibles, violences intrafamiliales, suicide, etc. La prévention est aussi réalisée en milieu festif (sur les concerts et les évènements), de manière individuelle, dans le cadre d'actions spécifiques ou sur des temps collectifs.

1 Le Point Accueil Ecoute Jeunes

Contre-Courant MJC mène la mission de Point Accueil Ecoute Jeunes et répond aux objectifs définis par la Charte des PAEJ, à savoir :

- Prévenir les situations à risques pour éviter les décrochages et les ruptures des adolescents et jeunes adultes,

- Rétablir le dialogue et restaurer des liens de confiance entre ces jeunes et leur famille, les adultes, les institutions et la société dans son ensemble,

- Participer au « bien-être » des adolescents et jeunes adultes et concourir de fait à leur insertion sociale, culturelle et professionnelle,

- Favoriser l'autonomie des jeunes et leur capacité d'initiative et d'action.

Nous organisons nos actions pour satisfaire au mieux les 5 missions portées par les PAEJ, de la façon suivante :

- L'accueil et l'écoute inconditionnels et immédiats des jeunes en présentiel et à distance (permanence d'écoute téléphonique) : le service accueil de Contre-Courant MJC assure un accueil physique et téléphonique quotidien. Un jeune peut être écouté dès sa première prise de contact et être orienté vers la professionnelle du PAEJ, très rapidement que ce soit sous la forme d'un entretien physique, téléphonique ou en visioconférence. Le jeune peut également prendre contact personnellement avec la professionnelle du PAEJ par téléphone, sms, mail, ou via les réseaux sociaux et les différentes plateformes de communication.

- L'accompagnement personnalisé et/ou l'orientation des jeunes vers les dispositifs de droit commun : les jeunes rencontrés peuvent être accompagnés pendant plusieurs semaines, en fonction des besoins, pour un travail d'écoute et d'orientation vers les dispositifs de droit commun adaptés à leurs besoins, (relais vers la Maison des Adolescents, Consultation Jeunes Consommateurs, services médicaux, Mission Locale, Pôle Emploi …)

- « l'aller-vers » les jeunes qui ne souhaitent pas solliciter de l'aide : Le PAEJ mène des actions hors les murs, afin de rencontrer les jeunes dans les lieux qu'ils fréquentent : les établissements scolaires, les centres de formation, les concerts, les centres sociaux, les associations de quartier, les IME, les foyers, les réseaux sociaux, sous différentes formes : animation d'ateliers santé prévention, tenue de stands de prévention en milieu festif, organisation de spectacles et de concerts de prévention dans les établissements scolaires, présence lors de forum santé, participation à des actions partenariales sur le territoire de Verdun accueillant des adolescents, information, communication.

- La prévention, auprès du public (accueilli et en population générale), de tous types de ruptures (mal-être, emprise, radicalisation, suicide) : Lors des entretiens individuels comme des actions collectives, une attention particulière est portée à la détection des situations particulières comme le mal-être, l'emprise, le suicide ou la radicalisation. Les formations suivies par la professionnelle du PAEJ lui permettent d'intégrer ses éléments dans ses pratiques (repérer le risque suicidaire chez les adolescents - MDA 55 ; Lutte contre les violences faites aux femmes – CIDFF 55, développement des compétences psychosociales dans les actions de santé globales – IREPS, sensibilisation à la radicalisation – réseau RIVAGE, lutte contre les discriminations – CNM... Depuis 2021, le projet « Je vais bien, tout va bien » permet de travailler spécifiquement sur l'estime de soi des adolescents.

- La médiation avec l'entourage des jeunes et les institutions ainsi que les dispositifs d'insertion sociale et professionnelle. Les actions du PAEJ, notamment celles en lien avec le soutien à la parentalité (dispositif « Parents d'ados ») ont pour ambition de favoriser les échanges entre les adolescents et leurs parents et d'initier l'accompagnement individualisé à destination des familles qui en expriment le besoin.

2 Actions collectives du PAEJ

Depuis 2021, le PAEJ met en place une action collective sur la thématique de l'estime de soi « *Je vais bien, tout va bien ».*

Cette action est ouverte à tous les jeunes de 12 à 20 ans : scolarisés, déscolarisés, en formation qualifiante, salariés, demandeurs d'emploi.

Des groupes d'environ 8 jeunes sont constitués et assistent à différents modules successifs.

Ces modules permettent aux jeunes de mieux se connaitre, de prendre conscience de leurs capacités, de leurs atouts, de prendre confiance en eux.

Les activités abordées sont les suivantes :

- Module connaissance de soi : activités de présentation par l'image, détermination de ses centres d'intérêts, de ses points forts, activités de cohésion de groupe ;

- Module expression : prendre conscience de sa voix, de son corps, de sa place dans l'espace, de sa place par rapport aux autres ;

- Module créativité musicale : participer à un atelier de création, sans pour autant avoir de connaissances de base en musique, afin de valoriser le sentiment de réussite, la confiance en soi ;

- Module activités bien-être : relaxation, yoga ;

- Module activités sportives : gym dynamique, boxe ;

- Module santé : rencontre avec des professionnels de santé pour transmettre des informations sur les thèmes comme l'estime de soi, l'alimentation, le harcèlement, recueillir les questionnements des adolescents, favoriser les échanges ;

- Module culture : aborder les questions liées à la santé des adolescents par le biais du spectacle vivant (atelier concert écriture participatif, représentation théâtrale, théâtre forum, etc.). Les spectacles seront ouverts à tous les adolescents, afin de toucher le plus grand nombre possible et leur faire connaitre le projet dans son ensemble.

Cette action collective de développement personnel par le biais de nombreuses activités est très favorablement évaluée par les structures partenaires (établissements scolaires, Maisons Familiales Rurales, Instituts Médico-Educatifs, Centres-sociaux, Juge des enfants, Aide sociale à l'enfance).

Loisirs, enseignement, accompagnement et formation

Héritage de ses cinq décennies d'existence, Contre-Courant MJC est identifié comme un lieu de pratique culturelle et musicale et sportive, à destination des habitants de l'agglomération du Grand Verdun et du Nord du Département de la Meuse.

Conformément aux valeurs de l'éducation populaire, Contre-Courant MJC propose à ses usagers une offre de loisirs favorisant l'expérience collective du temps libre, en dehors des logiques marchandes, administrée démocratiquement.

I. Activités sportives et de loisirs

Dans ses fonctions d'animation de territoire et d'accueil du public, Contre-Courant MJC offre aux habitants un large panel d'activités sur inscription hebdomadaire.

Ces activités sont proposées dans des formats collectifs et permettent le croisement des adhérents, la rencontre, le faire société. En 2024, 27 créneaux hebdomadaires d'une à trois heures sont proposés : cours de sport, club de volley, club inter-âge, club d'écriture, ateliers de langues étrangères

II. Ecole des Musiques

Contre-Courant MJC intègre dans son projet d'établissement une école de musique associative. Opérer au sein d'une salle de Musiques Actuelles a suscité l'émergence d'une nouvelle façon d'envisager l'enseignement de la musique, en lien avec les domaines de la Diffusion et de l'Accompagnement. Ici, il ne s'agit pas simplement de transmettre un savoir ou un savoir-faire quant à une pratique artistique.

Cette transmission n'est que le premier jalon d'une démarche plus globale qui comprend les dimensions culturelles, sociales, technologiques et économiques.

1 Les missions de l'École des Musiques

Les Musiques Actuelles se caractérisent par un brassage de styles qui génère une capacité à l'expérimentation, à l'appropriation voire à la transgression qui participe à l'acte de la création artistique proprement dit. Il s'agit d'accompagner un développement et de favoriser le potentiel créatif de chacun.

La programmation éclectique de la salle dédiée aux Musiques Actuelles favorise une immersion dans un environnement en perpétuelle effervescence, permettant la structuration d'une expérience large, riche, neuve et ouverte.

2 Le projet pédagogique :

L'organisation de l'enseignement se réalise selon deux axes, l'un individuel, où l'élève bénéficie d'un cours qui lui est entièrement dédié, et l'autre collectif, centré sur la pratique en atelier.

Si de nombreux élèves, et notamment les adultes, participent à un cursus libre, les plus jeunes suivent généralement une organisation en cycles, ce qui n'exclut pas certaines passerelles dans les pratiques d'ensemble, les plus expérimentés pouvant tenter de transmettre in situ leur savoir-faire, ce qui consolide leurs acquis, les novices profitant alors d'une effervescence motivante parfois difficile à trouver lors des premières années d'apprentissage.

Ainsi, nous proposons un premier cycle d'une durée de trois à cinq ans où sont proposés des cours individuels d'instrument d'une durée de trente minutes, et des cours de formation musicale d'une heure, en petits groupes, dans un souci de transversalité entre les disciplines.

En fonction des projets et des thématiques de l'année, l'enseignant aborde des répertoires variés, adaptés au niveau de pratique des enfants (chansons, standards, musiques du monde, créations collectives…), prétextes à découvrir et approfondir les éléments suivants : culture musicale, écoute, invention, analyse auditive, pratique vocale et instrumentale collective, connaissance des codages spécifiques aux musiques actuelles, percussions.

D'une durée de trois à cinq années, le parcours du deuxième cycle s'adresse aux élèves ayant validé une fin de premier cycle ou venant d'une autre structure et ayant un niveau de pratique équivalent.

Dans la continuité du premier cycle, ce parcours privilégie la pratique de groupe : les élèves sont invités à jouer dans des combos rock, pop, blues ou jazz, allant de 4 à 10 musiciens. Le contenu des séances s'articule autour du travail du son et de la mise en place des pièces abordées. Ils ont aussi pour objectifs de forger une identité de groupe et de répéter efficacement en vue de prestations sur scène.

Chaque morceau travaillé permet aussi à l'encadrant d'aborder les problématiques liées à la culture musicale, l'écoute, l'invention, l'analyse.

Ces séances collectives ont une durée d'une heure trente, auxquelles s'ajoutent les cours individuels d'instrument de trente minutes.

Quant au cursus libre, il se constitue autour des cours individuels d'instruments et de pratique d'ensemble. Les effectifs étant fluctuants d'une année sur l'autre, les objectifs et les contenus sont pensés sur une saison en fonction du profil des participants.

Les professeurs ont pour mission d'optimiser le potentiel de chacun au service du groupe et de préparer les élèves à se produire sur scène à l'occasion des différentes manifestations organisées par l'école ou dans le cadre d'animations organisées sur le territoire.

Territoire, Coopération et Citoyenneté

I. Coopération et rayonnement

1 Un projet sur un territoire urbain en milieu rural

A travers nos activités, nous tentons de favoriser l'engagement des habitants, quel que soit leur âge, dans notre projet, ainsi que dans la vie culturelle et associative du territoire. Les questions de mobilité représentent un frein particulier, car la majorité de nos publics utilisent un véhicule personnel pour venir dans nos locaux.

Si des solutions pratiques et financières ont été trouvées afin de dynamiser certaines activités (location de minibus pour véhiculer les adolescents de l'accueil jeunes entre leur collège, la MJC et leur domicile, partenariats avec des structures qui assurent la mobilité de leur public), nous ne sommes pas en mesure d'appliquer ce modèle à l'ensemble nos activités.

Ces problématiques font l'objet de concertations avec les collectivités locales auprès desquelles nous faisons remonter nos difficultés.

Contre-Courant MJC est fortement impliquée dans les espaces de concertation relatives aux politiques publiques ayant pour objet la jeunesse et la culture.

Au niveau communautaire, nous entretenons un fort lien avec l'agglomération du Grand Verdun et participons à l'animation de la vie culturelle directement par nos actions ou à l'occasion de sollicitations spécifiques (propositions de programmation, participation aux évènements, mise à disposition de salles ainsi que du bâtiment abritant nos activités).

Une réflexion logistique est également menée avec les services techniques concernant les différents parcs de matériel de spectacles existants (prêts et échanges de bons procédés, locations). Enfin, nous sommes impliqués dans les échanges concernant la politique enfance- jeunesse du territoire.

Contre-Courant MJC est partie prenante de la concertation permanente déployée par la collectivité, relative à l'évolution de sa politique culturelle.

Contre-Courant MJC est fortement impliquée dans les coopérations avec les initiatives associatives et économiques locales : Transversales (cirque et théâtre), Espace Motu (éveil musical) et compagnie Mamaille (ateliers artistiques), Association Meusienne d'Accompagnement des Trajets de vie des Migrants, Réseau de l'Adolescent en Meuse, Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues, Alys (Association de services aux personnes), Harmonies Municipales de Belleville et Thierville-sur-Meuse, foyers de jeunes, Secours Catholique, autres associations artistiques…

Enfin, nous développons des dispositifs de mécénat avec les entreprises et commerçants du territoire, dans une optique de développement économique local et de circuits courts : métiers de bouche (restaurants, cafés, traiteurs, caviste, prestataires boissons), magasins de musiques, hôtels et gîtes.

Sur le territoire meusien, Contre-Courant MJC contribue également, sur ses thématiques de travail, aux réflexions mises en place par le Conseil Départemental (Schéma Départemental de Développement de l'Education Artistique et Culturelle, maillage du territoire, jeunesse, sport), ainsi que du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Verdun (CTEAC notamment).

Il arrive également que Contre-Courant MJC soit sollicitée par les collectivités locales (communes ou intercommunalités) pour des projets spécifiques (programmation, action culturelle, animation…). Ces temps de contribution permettent également d'ouvrir les échanges avec d'autres structures culturelles du territoire (ACB à Bar-Le-Duc, Vu d'un Œuf à Fresnes-en-Woëvre, Vent des Forêts…)

En termes de partenariats, Contre-Courant MJC est très investie auprès des établissements scolaires du territoire (spectacles scolaires, CTEAC, prévention et animations pour les jeunes) qu'ils dépendent de l'Education Nationale ou du ministère de l'Agriculture, des structures d'accueils d'enfants et de jeunes en situation de handicap (Instituts Médicoéducatifs et Médico-Pédagogiques) ou encore de lieux spécialisés dans la petite enfance.

2 Représentation dans les réseaux régionaux et nationaux

A l'échelle régionale, l'association répond aux sollicitations du Conseil Régional et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en participant aux différents temps de travail concernant la définition des politiques culturelles. Nous sommes également invités, en tant qu'experts à prendre part aux jurys d'attribution des différentes aides. Nous nous impliquons, depuis sa création et la définition de ses missions, dans la participation et l'animation du réseau Musiques Actuelles Grand Est « Grabuge ».

Nous sommes également identifiés par le réseau comme structure qualifiée pour l'appui-conseil auprès des acteurs en Meuse et relais de prévention pour les risques auditifs (coordination de l'organisation des spectacles, mise à disposition de matériel de prévention et de protections auditives).

Contre-Courant MJC est également adhérente au Réseau Jeune Public Grand Est (TiGrE) et membre de la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture et, par extension à l'association MJC Grand Est, dans lesquelles nous contribuons à l'interconnaissance et l'évolution des pratiques.

A l'échelle nationale, nous adhérons et participons aux travaux et aux temps collectifs organisés par la Fédélima.

Contre-Courant MJC est membre du Syndicat des Musiques actuelles.

A la suite de la liquidation de la Fédération Française des MJC, à laquelle nous étions rattachés, nous avons adhéré en 2021 à AIR'MJC, l'Association InterRégionale des MJC composée des organisations volontaires et emmenée particulièrement par les Fédérations Régionales afin d'assurer la transmission du patrimoine immatériel de la FFMJC et de représenter le réseau dans le dialogue avec la Confédération des MJC de France. Contre-Courant MJC est également investie dans le réseau national des musiques jeune public RamDam.

II.

I. Inclusion

Contre-Courant MJC souhaite participer à l'inclusion des personnes en situation de handicap dans ses activités. Depuis que nous avons réinvesti nos nouveaux locaux, nous avons désormais un bâtiment permettant l'accessibilité (ascenseur, rampe d'accès…) aux personnes à mobilité réduite. La signalétique a été pensée de manière inclusive (pictogrammes, contrastes de couleur…).

L'entrée inclusion est effective via les accueils de loisirs, nous avons ainsi constitué un comité de pilotage de ce projet avec des structures du territoire spécialisées dans l'accueil et l'encadrement d'enfants en situation de handicap : ALYS, SEISAMM, SESSAD…

Afin d'accueillir les familles de la manière la plus bienveillante et la plus adaptée possible, nous prévoyons de recruter un animateur référent permanent diplômé ou expérimenté (Moniteur Educateur, Educateur Spécialisé…) à temps partiel annualisé afin de coordonner les propositions d'activités et l'accueil des familles en amont de chaque centre.

L'animateur sera également présent sur les journées de fonctionnement de l'accueil afin d'orienter les équipes et résoudre les éventuelles situations complexes.

Nous souhaitons employer sur les différentes périodes de vacances scolaires, 2 animateurs diplômés supplémentaires (BAFA ou CPJEPS ou BPJEPS ou moniteur éducateur ou éducateur spécialisé) ayant de l'expérience avec les personnes en situation de handicap, pour renforcer l'équipe d'animation.

Notre salariée référente sur l'inclusion a été formée à la mise en place d'activités musicales à destination des enfants en situation de handicap ainsi qu'à l'aménagement d'une salle de stimulation sensorielle. Enfin nous souhaitons poursuivre nos investissements en matériel adapté.

De plus, nous sommes engagés dans un plan de montée en compétence de de l'ensemble de l'équipe permanente et l'équipe d'animation des accueils de loisirs sur le handicap (partenariat avec ALYS pour former les animateurs à l'utilisation des malles pédagogiques mises à disposition, en fonction des déficiences et handicaps accueillis).

Dans cette dynamique, d'autres projets inclusifs sont en développement à Contre-Courant MJC : projet « Je vais bien, tout va bien ! » mené par le PAEJ auprès (entre-autres) de jeunes issus d'un IME, projet Education Artistique et Culturelle (EAC) en partenariat avec des IMP, concerts signés, coproduction d'un spectacle musical et signé à destination des écoles et des crèches, ateliers musique et langue des signes à destination des familles, accueil de la formation « Inclusion des enfants en situation de handicap» organisée par l'UFCV, accueil d'un groupe de l'IME de Thierville sur nos activités sportives.

Nous continuons de communiquer auprès du public sur notre démarche d'inclusion et avons prévu de travailler l'accessibilité de notre site internet.

III. Faire société, enjeux de société et lieu de vie

Conformément à ses valeurs, Contre-Courant MJC est engagée dans les questions de citoyenneté et les enjeux de société. Nous pouvons accueillir des manifestations (colloques, conférences, tables rondes, expositions, journées professionnelles), en lien avec des thématiques particulières que nous souhaitons mettre en avant.

Envisagés comme un réel lieu de vie, nous accueillons, dans nos locaux, des associations de manière régulière ou ponctuelle (accueil hebdomadaire du club du troisième âge de Belleville, diffusion annuelle d'un documentaire avec l'Amatrami, projet de permanence mensuelle de Couleurs Gaies…) afin de générer un croisement de nos publics.

Dans cette perspective, Contre-Courant MJC accueillera en 2025 un point lecture au sein du foyer de la structure, en relation avec la médiathèque du Grand Verdun.

Deux chantiers thématiques sont actuellement travaillés de manière transversale dans la structure et ont vocation à être particulièrement mis en valeur dans nos activités : l'écoresponsabilité et la prévention des violences liées aux discriminations.

L'écoresponsabilité : à la suite d'une longue période de délocalisation de nos activités, puis de la période de crise sanitaire propice à l'achat de matériel jetable (entretien, cuisine, etc.) une attention particulière doit être portée aux habitudes de consommation de la structure (circuits courts, réduction des déchets).

Les questions de mobilité, liées à la situation géographique rurale, ont une place cruciale dans l'impact de nos activités : notre public se déplace principalement en véhicule individuel. Nos habitudes numériques (mails, stockage de données) doivent également être pensées de manière plus optimale.

Des actions ont déjà été mises en place : les achats de matériel lumière de la nouvelle salle ont été réalisés majoritairement en LED, l'accueil artistes a été adapté afin d'éviter le gaspillage et les déchets (catering d'accueil fixé par Contre-Courant MJC, produits locaux, suppression des bouteilles plastiques), nous explorons les pistes de réparation de notre matériel (ordinateurs, mobilier, technique) avant d'investir, etc.

Des temps de réflexion en équipe sont prévus en 2024 afin de poursuivre les efforts engagés, la réalisation d'un bilan carbone est envisagée, notamment via un dispositif expérimental de la Fédélima. Contre-Courant MJC participe de manière active à la commission

« Pratiques écoresponsables » du réseau Grabuge.

La prévention des violences liées aux discriminations : l'équipe de Contre-Courant MJC a été sensibilisée aux violences et au harcèlement sexiste et sexuel, ainsi qu'à la prévention des comportements sexistes en milieu festif par le CIDFF de la Meuse.

En janvier 2022, l'équipe a également été sensibilisée aux violences liées aux discriminations (racisme, homophobie, transphobie) par l'association Couleurs Gaies de Metz. Enfin, nous participons à la campagne nationale de sensibilisation « Ici c'est cool » de lutte contre les violences et les comportements inappropriés en milieu festif. Enfin, Contre-Courant participe de manière active à la commission « équité » du réseau Grabuge.

Depuis 2022, nous respectons les engagements du plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexiste et sexuel dans le spectacle vivant en garantissant à notre personnel le respect des obligations du code du travail en termes de prévention contre le harcèlement et les violences à caractère sexuel.

Nous avons rédigé et affiché un processus interne de signalement de ces violences, nos équipes étant déjà sensibilisées, nous avons désigné deux référentes formées au recueil et à la gestion des situations de violences : le directeur ainsi que la responsable de la prévention. Ils auront également la charge du suivi et de l'évaluation de ces actions.

IV Tarifs des spectacles et des activités

Depuis l'ouverture de nos locaux rénovés et agrandis, nous avons retravaillé la politique tarifaire sur nos spectacles tout et jeune public, nous pratiquons des tarifs favorisant l'accès à l'équipement à l'ensemble de la population, allant de 5 à 15€. Le tarif réduit est au bénéfice des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA, des jeunes de moins de 18 ans et des personnes en situation de handicap et leurs accompagnants. Ces personnes bénéficient des mêmes avantages que celles qui adhèrent à la carte concerts.

L'adhésion annuelle à Contre-Courant MJC est de 10€ par personne ou de 20€ par famille. Les spectacles scolaires sont proposés au tarif de 5€ par élève.

Nos studios de répétition étant les premiers locaux équipés mis à la location sur le territoire, nous avons volontairement déterminé des tarifs très abordables afin d'inciter les musiciens à venir découvrir les équipements : de 4€ le créneau de 2 heures pour un artiste solo à 26€ la journée pour un groupe.

Les tarifs de l'école des Musiques sont harmonisés avec ceux du Conservatoire de l'Agglomération du Grand Verdun et s'affichent, par an et pour l'apprentissage d'un instrument au plein tarif de 747€ et pour deux instruments au plein tarif de 1089€ (respectivement 540€ et 837€ pour un habitant de l'agglomération).

Les tarifs des accueils de loisirs s'adaptent en fonction de la situation d'imposition des familles et vont de 43 € pour 3 jours à 75€ pour 5 jours de centre.

Deux formules sont proposées pour les activités sportives : un forfait pour un cours hebdomadaire de 180€ par an et un forfait illimité de 270€ par an.

Nous acceptons les chèques vacances, les coupons sport, les aides de comités d'entreprise, les bons CAF et MSA, les aides locales accordées aux habitants (bons « mille talents »).

Moyens

I. L'équipe

L'équipe de Contre-Courant MJC est composée de 12 salariés permanents dédiés à la mise en œuvre du projet d'établissement accompagnés par dix professeurs d'activité.

L'organigramme de Contre-Courant MJC, détaillé dans les annexes, garantit une synergie entre les compétences des professionnels du spectacle vivant et de l'éducation populaire.

La direction de Contre-Courant MJC exerce la responsabilité de chef du personnel dans le cadre d'une délégation de pouvoirs accordée par la gouvernance de l'association. Le directeur rend compte au Conseil d'administration du déploiement de la politique de ressources humaines de l'établissement.

Le Conseil d'administration et la direction sont engagés dans une démarche constante d'amélioration des conditions de travail :

Une vigilance particulière est portée à la prévention des risques psycho-sociaux, particulièrement présents dans le domaine culturel. Afin de prévenir ces risques, une gestion rigoureuse des plannings, de la charge de travail et du volume de travail en horaire atypique des salariés est assurée par la direction de Contre-Courant MJC.

À la faveur de la dernière élection des délégués du personnel de la MJC, le Conseil social et économique de la structure est institué dans la forme prévue par le Code du Travail. Les premiers accords d'entreprise concernant la formalisation du télétravail et la mise en œuvre d'un congé menstruel sont déployés à compter du second semestre 2024.

Un accord d'entreprise relatif au déploiement d'un Compte épargne temps est mis à la négociation en 2025 pour un déploiement attendu en 2026.

Le Conseil social et économique est informé et consulté au sujet de la conception du document unique d'évaluation des risques professionnels.

Une attention particulière est portée à la production des plans de formation des personnels de Contre-Courant MJC. Des entretiens professionnels sont organisés à un rythme annuel, quand la législation impose un rythme d'entretien biannuel.

Le déploiement des plans de formations est contrôlé mensuellement par la direction à l'occasion des réunions de revue de dossiers réunissant chaque salarié et la direction.

L'ensemble de l'équipe est formé et sensibilisé à la prévention des violences sexuelles et sexistes. Un protocole de lutte contre les violences sexuelles et sexistes est déployé depuis l'exercice 2021.

II. Le lieu

Les nouveaux locaux de Contre-Courant MJC, ont été inaugurés en octobre 2021, permettent un accueil des publics dans un cadre boisé, lumineux et accessible de plus de 2000 mètres carrés.

La grande salle de spectacles (salle Yves Peltier) accueille 325 spectateurs en configuration debout et 122 en configuration assise sur son gradin rétractable et dispose d'un plateau scénique de 9 mètres par 5 équipé en son et lumière.

Une petite salle de spectacle, appelée « club » ou studio-scène : bénéficie de 80 places debout, 40 places assises et d'une scène de 6 mètres par 3, équipée en son et lumière.

Nous disposons de 2 studios entièrement équipés en instruments avec une acoustique finement étudiée.

Plusieurs salles d'activités se trouvent au sous-sol : une salle de danse, une salle de gym, une salle multi-activités ainsi que trois salles dédiées à l'enseignement musical.

Le hall, le foyer et le bar composent l'espace central du bâtiment, ils permettent l'accueil du public lors des manifestations et deviennent un véritable lieu de vie durant les heures d'ouverture en journée.

PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST
Liberté
Égalité
Fraternité

Convention n° 2025/...

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2025 - 2028
Association TRANSVERSALES

Entre

L'État (Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est) représenté par Monsieur Jacques WITKOWSKI, le Préfet de la région Grand Est, ci-après désigné par le terme « l'État »,

La Région Grand Est, représentée par Monsieur Franck LEROY, Président, agissant en vertu d'une décision de la commission permanente n° 25CP-850 en date du 16 mai 2025 et l'habilitant à cet effet, désignée par le terme « la Région » ;

Le Département de la Meuse, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du 22 mai 2025, ci-après désigné « le Département » ;

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, représentée par son Président, Monsieur Samuel HAZARD, dûment habilitée par délibération le 03 avril 2025, ci-après désignée « la CAGV » ;

ci-après désignés **« les partenaires publics »**
d'une part,

Et

L'association Transversales régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 1 place du marché couvert, 55100 Verdun, représentée par son Président, Monsieur Jacques NOVENA, dûment mandaté.
N° SIRET : 409 453 958 00012
N° Licences : L-D-2022-004714 ; L-D-2022-004713

et ci-après désigné « le bénéficiaire »
d'autre part.

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;
VU le régime cadre exempté de notification 2014-2023 amendé et prolongé jusqu'au 31 décembre 2026 sous la référence SA.111666
VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
VU le décret n° 2025-135 du 14 février 2025 pris en application de l'article 44 de la loi organique n° 2001-692 du 1er aout 2001 relatives aux lois de finances au titre de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;
VU le décret du 10 octobre 2024 nommant préfet de la région Grand Est, Monsieur Jacques WITKOWSKI, à compter du 28 octobre 2024, date de son installation ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par décret n°2017-61 du 23 janvier 2017 et par décret n°2018-803 du 24 septembre 2018 ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
VU l'arrêté de la ministre de la Culture en date du 07 janvier 2025 nommant Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;
VU les arrêtés préfectoraux n° 2025/013, 2025/014, 2025/013 du 24 Janvier 2025 portant délégation de signature à Madame Isabelle CHARDONNIER, directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité de responsable déléguée de budget opérationnel de programme régional, en qualité de responsable d'unité opérationnelle et en qualité de responsable de centre de coût ;
VU l'arrêté de la directrice régionale des affaires culturelles n° 2025/02 du 03 février 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale des affaires culturelles de la région Grand-Est en qualité d'ordonnateur secondaire délégués RBOPR des programmes 175, 131, 361, RUO des programmes 224, 334,354 et de responsable de centre de coût des programmes 180, 362, 363, 348 ; UO du programme 723 ;
VU la note du 23 septembre 2021 sur la simplification et la dématérialisation des démarches usagers de Monsieur le secrétaire général du ministère de la Culture ;
VU la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
VU la note du directeur général de la création artistique n° MC/SG/MPDOC/2022-014 signé le 8 avril 2022 et concernant la mise en œuvre du plan ministériel de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant et les arts visuels ;
VU le Budget opérationnel de programme 0131 Création de la mission culture ;

Pour la Région Grand Est

VU l'article L1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales instaurant une compétence partagée entre tous les niveaux de collectivités en matière de culture ;
VU les crédits inscrits au budget 2025 de la Région Grand Est ;
VU la décision de la Commission permanente du Conseil régional n° 25CP-355 accordant une subvention au bénéficiaire au titre du soutien à son projet artistique et culturel, en date du 28 février 2025 ;
VU la décision de la Commission permanente du Conseil régional n° 25CP-850 en date du 16 mai 2025 approuvant la présente convention et autorisant le président du Conseil régional à la signer ;

Pour le Département de la Meuse

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU la délibération du 1er juillet 2021 donnant délégation de signature au Président de l'Assemblée départementale ;
VU le règlement budgétaire et financier adopté par l'Assemblée départementale du 16 décembre 2021 et modifié le 19 décembre 2024 ;
VU le règlement départemental d'aides culturelles adopté par l'Assemblée départementale en date du 27 mars 2025 ;

VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 22 mai 2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président du Conseil départemental à la signer

Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun

VU l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales définissant les compétences des communautés d'agglomération
VU l'article L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales instaurant une compétence partagée entre tous les niveaux de collectivités en matière de culture ;
VU la délibération du Conseil communautaire du 03 avril 2025 approuvant la présente convention et autorisant le Président à la signer ;
VU les orientations du Conseil communautaire prises dans le cadre du budget primitif par délibération du 03 avril 2025
VU le règlement financier de la CAGV ;

VU les statuts de l'association Transversales ;
VU le projet artistique et culturel 2025-2028 de Transversales placé sous la responsabilité artistique de son directeur, Monsieur Christian Mousseau-Fernandez ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Transversales est une association créée en 1996 à Verdun, développant un projet artistique et culturel pluridisciplinaire. Son action repose sur trois axes principaux : la diffusion artistique à Verdun et dans les zones rurales de la Meuse, le soutien à la création via des résidences et coproductions, ainsi que le développement de projets d'éducation artistique et culturelle.

L'association défend une vision de l'art et de la culture basée sur six points clés : un projet généraliste, le respect des libertés d'expression, la place centrale de la création, la prise en compte de la diversité sociale et culturelle, un esprit de service public, et une approche transversale favorisant les partenariats. Initialement basée au théâtre de Verdun, Transversales a dû déménager à l'église Jeanne d'Arc en 2017 suite à la fermeture du théâtre. L'association s'adresse non seulement aux habitants de Verdun (18 000 habitants) mais aussi à ceux des régions rurales environnantes, jouant un rôle de pôle culturel pour un vaste territoire.

Le projet de Transversales s'est construit en dialogue avec d'autres associations locales, donnant naissance à un réseau culturel servant les zones rurales du centre et du nord de la Meuse intitulé Les Echappées.

Pour l'Etat

Considérant le programme d'action initié et conçu par le bénéficiaire «conforme à son objet statutaire » ;

Considérant la volonté de l'Etat d'apporter une attention particulière aux territoires les moins pourvus, au titre de la solidarité territoriale, contribuant ainsi à l'aménagement et à la diversité artistique et culturelle du territoire ;

Considérant la politique nationale conduite par le ministère de la Culture en faveur du soutien des structures de création et de diffusion artistique, l'Etat décide d'accompagner le projet émanant de l'association Transversales par la réalisation des actions suivantes :

- Mettre en œuvre la qualité, la cohérence et le suivi d'une programmation pluridisciplinaire avec une attention portée sur la discipline du cirque
- Accompagner les professionnels de la création et notamment les équipes émergentes
- Contribuer à l'élargissement des publics, à la participation culturelle de la population prise dans sa plus grande diversité, en privilégiant les actions en relation avec les autres équipements culturels régionaux, ainsi que les accueils en résidence d'artistes
- Participer à la circulation des œuvres, crées, produites ou accueillies, en collaborant à des échanges ou des coproductions d'équipes artistiques professionnelles sur le plan local, départemental, régional national ou international.
- Développer des actions culturelles et de médiations artistiques en général et notamment à travers la fréquentation régulière de spectacles dans le cadre de partenariats institués avec l'Education Nationale, les réseaux sociaux et éducatifs ainsi que les collectivités partenaires.
- Mettre en récit le projet de Transversales Rencontres et dialogue, afin de la développer sur le territoire. Travailler au mieux vivre ensemble, par la rencontre entre artistes et habitants. Tout en développant une attention particulière sur les territoires ruraux notamment par le biais d'échappées artistiques.

L'Etat sera particulièrement attentif aux objectifs suivants :

- Développer des offres permanentes de rencontre avec le public en proposant une programmation pluridisciplinaire exigeante ;
- Apporter une attention particulière aux arts du cirque, par l'accompagnement d'artistes, l'accueil en résidence, la coproduction et la programmation ;
- Porter une attention aux artistes du territoire ;
- Concevoir un programme d'actions culturelles ;
- Développer un volet d'actions hors les murs, notamment par le biais des festivals *Voilà !*, *En famille* et *les échappées*.

Considérant les priorités ministérielles en faveur du développement durable, des VHSS, de la parité et de l'inclusion.

Considérant le développement des coopérations, notamment territoriales, comme prioritaires pour travailler le lien avec les citoyens dans les QPV et en ruralité.

<u>Pour la Région</u>

Les orientations 2021-2028 de la Région répondent à des objectifs de développement durable, qu'ils soient sociaux, économiques ou environnementaux.
A cet égard, la culture constitue un facteur essentiel du bien-être et du bien-vivre : elle participe non seulement à l'épanouissement personnel, mais aussi à la cohésion sociale et au vivre ensemble. Elle favorise ainsi le sentiment d'appartenance au territoire régional.

Par ailleurs, la culture est un secteur de création et d'innovation irriguant le tissu économique et social, représentant 35 000 emplois non délocalisables et d'importantes retombées économiques.

Le Grand Est bénéficie d'atouts indéniables sur l'ensemble de son territoire : un positionnement géographique exceptionnel à la croisée de quatre frontières, une diversité d'acteurs d'excellence dans tous les champs culturels et une richesse patrimoniale reconnue.

Aussi, la culture est-elle un vecteur fort de rayonnement, d'attractivité et de développement.

En matière de politique culturelle, les orientations 2021-2028 définies sont destinées à :

- promouvoir l'offre artistique et culturelle en accompagnant les acteurs essentiels de la dynamique des territoires, par la diffusion de la création, notamment régionale, et son rayonnement sur la scène nationale, transfrontalière et internationale ;
- structurer les filières artistiques en favorisant le rapprochement et la mutualisation, dans une dynamique de réseaux, à l'échelle du territoire ainsi qu'avec les pays frontaliers ;
- garantir un accès à la culture pour tous et partout, dans une logique partenariale ;
- systématiser l'intégration de la stratégie « culture et développement durable » à toutes les étapes de la mise en œuvre d'un projet par les professionnels, selon les priorités suivantes : égalité femmes / hommes, lutte contre les discriminations, consommation et production responsables, lutte contre les changements climatiques, respect de l'environnement ;
- accompagner la transition numérique des acteurs culturels en matière de création, diffusion et médiation, pour développer la complémentarité de l'offre numérique et physique.

Plus spécifiquement, Transversales constitue un des maillons de la création, de la diffusion et de la mise en relation des œuvres et des publics dans le domaine du cirque sur le territoire régional. Ainsi, Transversales devra remplir ses missions en développant des coopérations avec l'ensemble des acteurs composant la filière des arts du cirque en Grand Est, et plus particulièrement aux côtés du réseau régional Grand CIEL, du Palc-Pôle National Cirque, du Cirk'Eole et du Centre national des arts du cirque.

Par conséquent, la Région entend accompagner le projet de Transversales et sera particulièrement attentive :

- à l'accompagnement et au soutien des artistes implantés en région -notamment émergents-, par le biais de la coproduction, de l'accueil en résidence, de la diffusion, en resserrant et en développant les liens entre les divers partenaires qui contribuent à la structuration des filières et à la professionnalisation du secteur ;
- au travail dans un esprit de coopération et d'implication dans les réseaux professionnels (enseignement supérieur, formation, production, diffusion…) ;
- à la conduite d'actions hors les murs et en décentralisation, pour l'irrigation culturelle des territoires, en lien avec les partenaires locaux ;
- à la conduite d'actions de sensibilisation en direction de tous les publics et notamment des apprentis, lycéens et étudiants ;
- à la prise en compte des enjeux du secteur en matière de développement durable (économie, écologie, social) ;
- à la contribution, en cas de sollicitation, aux travaux des comités d'experts ou de tout groupe de travail mis en place par la Région.

Pour le Département

Considérant :

- Que la vie culturelle et artistique présente en Meuse, offre une création et une diffusion artistique portées par un tissu dense d'établissements professionnels et d'associations, dont l'action est un facteur important de la vitalité et de la cohésion des territoires ;

- Que la Culture constitue un argument fort de l'attractivité départementale, contribuant à la valorisation et l'animation d'un patrimoine historique et naturel ;
- Qu'elle participe naturellement aux enjeux d'éducation et de citoyenneté ;
- la volonté d'entretenir et développer une présence culturelle pour l'ensemble des territoires et des populations, en distinguant les projets d'enjeux de niveau départemental, où les partenariats se construisent prioritairement avec l'Etat et la Région, des projets d'enjeux de niveau local, où l'intervention départementale s'opère en appui à un engagement des instances locales territoriales ;
- Que ce nouveau conventionnement s'emploie à traduire les enjeux de l'action du Département de la Meuse pour la Culture, à prendre en compte les complémentarités nécessaires des acteurs culturels associatifs et publics, et à garantir à tous les meusiens, quel que soit leur lieu de résidence, une offre artistique de qualité.

Le Département de la Meuse exprime à travers ce conventionnement les attentes suivantes :

- Poursuivre une action de développement culturel sur l'ensemble du territoire départemental avec :
    - une programmation de qualité professionnelle et pluridisciplinaire,
    - le souci permanent de faciliter la mise en relation des publics avec les œuvres et les artistes ;
- Poursuivre un soutien à la recherche, l'expérimentation et la création, en favorisant l'accueil d'artistes locaux, régionaux, nationaux et internationaux, sur le territoire, au moyen de résidences. La présence artistique, immersive et participative doit permettre de sensibiliser les publics à la démarche de création, mais aussi aux enjeux de l'art et de la culture au service du développement économique et social des territoires, en particulier sur des secteurs éloignés de l'offre culturelle ;
- Poursuivre son engagement sur le champ de l'éducation artistique et culturelle en Meuse, en appui à des projets visant :
    - à renforcer l'accès à l'art et à la culture pour tous, dont les plus jeunes et les publics dits empêchés, sur tous les temps de la vie,
    - à apporter une offre pluridisciplinaire basée sur la rencontre de l'œuvre et l'artiste, la pratique artistique et l'acquisition de connaissances ;
- Apporter et accompagner une expression culturelle contemporaine, en cohérence avec le cadre des politiques culturelles initiées par le Département, et être partie prenante du réseau des acteurs culturels dits « structurants » ;
- Veiller à donner une visibilité aux projets initiés qui facilite la reconnaissance et l'appropriation de l'offre culturelle meusienne dans son entier au service de l'attractivité du département ;
- Participer à une approche de la culture fondée sur la notion de « droits culturels » qui garantissent à chacun la liberté de vivre et de choisir son identité culturelle ;
- Promouvoir l'égalité des genres et lutter contre toutes formes de discriminations et/ou actes de harcèlement moral et/ou de violences (VHSS) ;
- Veiller aux bonnes pratiques environnementales participant des objectifs en matière de développement durable.

Pour la CAGV

L'accès à tous à la culture en termes de droits culturels, la démocratisation de la culture, l'éducation artistique et culturelle et le développement culturel/personnel, sont des priorités des politiques culturelles de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun. Elles sont définies en tant qu'axes stratégiques 2022-2028.

Considérant que le projet de territoire de la CAGV prévoit la mise en œuvre d'une politique culturelle intercommunale ouverte à tous et accessible, et que le maillage culturel du territoire est une priorité : vie culturelle de proximité, soutien aux communes, soutien à la création, soutien aux acteurs associatifs, passerelles entre secteurs ruraux et urbains.

Considérant qu'il convient de proposer une programmation culturelle et artistique riche et diversifiée afin d'atteindre les publics les plus larges et en particulier les publics habituellement éloignés de la vie culturelle, qu'il convient de mieux coopérer sur son territoire, en prenant en compte les personnes et les organisations qui l'habitent.

Considérant que le développement de l'éducation artistique et culturelle est un objectif majeur de l'émancipation de l'individu sur le périmètre intercommunal, poursuivi avec un souci d'harmonisation et de cohérence entre les différentes structures intervenant dans ce domaine.

Considérant que le développement culturel renforce l'attractivité du territoire.

Ainsi énoncés, les axes stratégiques 2021-2028 sont destinés à :

- Contribuer au développement culturel des habitants du territoire par la mise en valeur des ressources physiques et mentales de l'Homme, en fonction des besoins de sa personnalité et de son environnement social, culturel, éducatif. Il s'agit d'une composante essentielle des droits culturels et de la démocratisation de la culture.
  Il est nécessaire d'accroître la place de la culture au cœur du développement social des habitants grâce à des projets partagés.
- Renforcer l'attractivité du territoire : la culture est considérée comme un levier de développement territorial, un outil d'attractivité du territoire. L'action culturelle doit être motrice de l'attractivité du territoire. La collectivité joue un rôle fédérateur et soutient des actions qui peuvent faire sens à l'échelle communautaire.
- Favoriser les actions d'éducation artistique et culturelle entendue dans sa vision élargie, l'éducation à la culture pour tous, à tout âge de la vie. La culture est un facteur éducatif puissant, elle doit participer à réduire la fracture sociale territoriale ; elle forme des citoyens à l'esprit critique en même temps qu'elle favorise l'acquisition de valeurs liées au respect de l'autre et de ses différences.

Considérant que le programme d'actions artistiques et culturelles 2025-2028 initié et conçu par M. Christian Mousseau Fernandez, directeur artistique, est conforme aux orientations du projet de territoire du Grand Verdun et aux axes prioritaires de sa politique culturelle, la CAGV entend soutenir et accompagner le projet de Transversales. Elle sera particulièrement attentive :

- aux actions de soutien affirmées à la création, à l'activité culturelle des professionnels et des associations sur le territoire du Grand Verdun.
- à un programme d'actions irriguant tous les domaines d'intervention publique locale, participant à une transformation sociale profonde que porte la collectivité : démocratique, écologique, solidaire. A un programme favorisant les coopérations avec l'ensemble des associations du territoire, sportives, sociales, artistiques, éducatives.
- à l'impulsion d'une politique de création et de diffusion culturelle fédératrice et créatrice de liens sur le territoire. Notamment aux actions favorisant l'intégration des publics au processus même de création et de diffusion artistique.
- aux actions de soutien à l'égalité des chances initiées dans le champ de l'éducation artistique et culturelle.
- à la mise en place d'outils évaluatifs permettant d'affiner la connaissance des publics et leurs attentes auprès de l'association.
- au respect des règles qui encadrent les relations techniques et financières de la CAGV et de Transversales dans le cadre de sa convention d'application.

Considérant que le programme d'actions artistiques et culturelles ci-après présenté par le bénéficiaire participe de leurs politiques publiques, l'Etat (DRAC Grand Est), la Région Grand Est, le Département

de la Meuse, et la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun décident de s'associer dans un partenariat contractuel pour la période 2025-2028 dans les termes définis ci-dessous.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'action joint en annexe I à la présente convention conforme à son objet statutaire.

La présente convention fixe :
- La mise en œuvre concrète du programme d'actions artistiques et culturelles de Transversales à réaliser par son directeur sur la période 2025-2028 (annexe I) ;
- Les conditions de suivi et d'évaluation du programme d'actions (annexe II) ;
- Les modalités de financement et les relations avec les partenaires publics (annexe III) ;
- Le plan d'action en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) (annexe IV)
- Droits culturels (annexe V).

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2028.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total du projet est évalué 4 085 623 € (quatre millions quatre-vingt-cinq mille six cent vingt-trois euros) conformément aux budgets prévisionnels joints en annexe et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts qui peuvent être pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - respectent les conditions des paragraphes 4 et 5 de l'article 53 du règlement (UE) n°651/2014 ;
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par le bénéficiaire ;
  - sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé visé à l'article 3.1.
Le bénéficiaire notifie ces modifications aux partenaires publics par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Après étude, les partenaires publics accepteront expressément ces modifications

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DES SUBVENTIONS

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

4.1 Au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, l'État contribue financièrement au projet visé à l'article 1er de la présente convention.

La contribution de l'État prend la forme d'une subvention. L'État n'en attend aucune contrepartie directe.

4.2 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 320 000 € (trois-cent vingt mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.3 Pour l'année 2025, une subvention de 80 000 € (quatre-vingt mille euros) est accordée au bénéficiaire.

4.4 Pour la deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de l'État s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 80 000 € (quatre-vingt mille euros)
- pour l'année 2027 : 80 000 € (quatre-vingt mille euros)
- pour l'année 2028 : 80 000 € (quatre-vingt mille euros)

Ces montants prévisionnels de subvention de l'État n'excluent pas la possibilité pour le bénéficiaire d'adresser des demandes d'aides complémentaires liées à des projets particuliers ou nouveaux n'entrant pas dans le cadre de la présente convention. Ces demandes feront l'objet d'une instruction par les conseillers sectoriels concernés et, le cas échéant, d'actes attributifs de subvention (arrêté ou convention financière annuelle) spécifiques.

4.5 Les contributions financières de l'État mentionnées au paragraphe 4.4 ne sont applicables que sous réserve du respect des conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances pour l'État ;
- Le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10, sans préjudice de l'article 3.4.

B - Pour la Région

Pour l'année 2025, la Région Grand Est accorde une subvention de 150 000 € (cent cinquante mille euros) au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Transversales.

Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées au bénéficiaire pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, la Région déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 9 et dans la limite des crédits votés au budget de la Région, dans le cadre d'une convention financière bilatérale.

Les demandes de subvention seront instruites par la Région dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières de la Région ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil Régional, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 6, 7 et 9.

La Région se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

La subvention annuelle sera versée selon les procédures comptables en vigueur.

C - Pour le Département

Pour l'année 2025, une subvention de 141 260€ (cent quarante et un mille deux cent soixante euros) est accordée par le Département au titre de sa participation au financement du projet artistique et culturel de Transversales. Ce montant ne prend pas en compte d'éventuelles aides supplémentaires attribuées à l'association pour financer des actions spécifiques. Ces demandes complémentaires devront chaque année faire l'objet d'informations mentionnées dans le budget prévisionnel annuel transmis.

Au titre des années 2026, 2027 et 2028, le Département de la Meuse déterminera son concours financier au vu des budgets prévisionnels et actualisés, du suivi réalisé dans les conditions prévues à l'article 10.

Les demandes de subvention seront instruites dans le cadre de l'annualité budgétaire.

Les contributions financières du Département de la Meuse ne seront applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Conseil départemental, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 6 et 7.

Le Département de la Meuse se réserve le droit de verser sa subvention à concurrence des dépenses effectivement réalisées, telles que celles-ci apparaîtront au travers des justificatifs comptables reçus.

D - Pour la CAGV

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 780 000 € (sept cent quatre-vingt mille euros), au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur la durée d'exécution de la convention, tels que mentionnés à l'article 3.1.

La contribution de la CAGV prend la forme d'une subvention de fonctionnement forfaitaire. La CAGV n'en attend aucune contrepartie directe.

Pour l'année 2025, une subvention d'un montant de 195 000 € (cent quatre-vingt-quinze mille euros) est accordée au bénéficiaire.

Pour la deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des subventions de l'Etat s'élèvent à :

- pour l'année 2026 : 195 000 € (cent quatre-vingt-quinze mille euros)
- pour l'année 2027 : 195 000 € (cent quatre-vingt-quinze mille euros)
- pour l'année 2028 : 195 000 € (cent quatre-vingt-quinze mille euros)

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

5.1 Les subventions sont créditées au compte du bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :

Titulaire du compte :	TRANSVERSALES
N° SIRET :	409 453 958 00012
N° Identifiant Chorus :	1000231825
Établissement bancaire :	Crédit Mutuel
IBAN :	FR76 1027 8025 0000 0219 0144 577
BIC :	CMCIFR2A

A – Pour l'Etat (DRAC Grand Est)

5.2 Pour 2025, l'État verse 80 000 € en une seule fois dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs bilatérale.

5.3 Pour la deuxième, troisième et quatrième année d'exécution de la présente convention, la contribution financière annuelle de l'État est versée dans le cadre d'un avenant financier annuel liant exclusivement l'État et le bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- La totalité du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.4, sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.5 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.4 La subvention est imputée sur les crédits ouverts au budget opérationnel de programme de la DRAC Grand Est - Exercice 2025 : programme 131, titre 6 fonctionnement, domaine fonctionnel 0131-01-23, activité 013100040404 - Autres lieux non labellisés pluridisciplinaires.

L'ordonnateur secondaire délégué de la dépense est la directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

B – Pour la Région

La présente convention fera l'objet de conventions annuelles d'application bilatérales entre le bénéficiaire et la Région Grand Est qui préciseront le montant de la subvention régionale annuelle et les modalités de versement correspondantes.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional.

C – Pour le Département

Le versement de la contribution financière du Département sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire, en référence au règlement budgétaire et financier. La contribution du Département prend la forme d'une subvention forfaitaire.

Le bénéficiaire des subventions pourra être soumis au contrôle par le Département, de l'emploi de celles-ci (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées) par la demande de documents complémentaires.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve de l'inscription des crédits par le Département, et du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 9-Evaluation, 10-Contrôle des partenaires publics et 12-Avenant.

Le Département ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

En cas de non-respect des termes de la décision départementale (réalisation de l'action ou conformité du projet aux conditions énoncées), le Département pourra exiger le remboursement de tout ou partie de la subvention départementale.

Les justificatifs seront appréciés au regard notamment de :
- La conformité des résultats au programme prévisionnel,
- L'impact des actions ou des interventions,
- La pertinence rétrospective des objectifs du projet au regard des résultats obtenus,
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, au regard de l'utilité sociale ou de l'intérêt général des actions menées.

D – Pour le CAGV

Le versement de la contribution financière de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun sera exécuté conformément aux modalités détaillées dans une convention d'application annuelle bilatérale signée avec le bénéficiaire.

Le soutien financier de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun reste conditionné au vote annuel du budget de la collectivité.

La subvention de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun sera versée en quatre fois selon un échéancier établit en concertation avec le bénéficiaire et applicable sur les 4 années d'application de la convention.

Pour l'année 2025 :
- 170 000 € (cent soixante-dix mille euros) pour la programmation de l'association
- 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour l'EAC

Pour l'année 2026 :
- 170 000 € (cent soixante-dix mille euros) pour la programmation de l'association
- 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour l'EAC

Pour l'année 2027 :
- 170 000 € (cent soixante-dix mille euros) pour la programmation de l'association
- 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour l'EAC

Pour l'année 2028 :
- 170 000 € (cent soixante-dix mille euros) pour la programmation de l'association
- 25 000 € (vingt-cinq mille euros) pour l'EAC.

Toute modification de ces montants fera l'objet d'un avenant.

La Communauté d'Agglomération du Grand Verdun ne sera garant ni de la défection d'un des cosignataires de la présente convention cadre pluriannuelle d'objectifs, ni d'éventuels déficits constatés qui généreraient une augmentation des subventions nécessaire à l'équilibre des budgets annuels de l'association.

Le soutien de la Communauté d'Agglomération se manifeste également par une subvention annuelle en nature d'un montant estimé à 180 000€ maximum : mise à disposition d'une équipe technique, mise à disposition de bâtiments et de moyens techniques : sonorisation, éclairage, etc. Une convention d'application entre la CAGV et Transversales précisera chaque année les modalités de ces mises à disposition, sur les principes suivants : les fiches techniques des spectacles doivent être conformes aux capacités techniques des salles et moyens dont dispose la CAGV, les résidences doivent être organisées en fonction de la disponibilité des régisseurs et des salles, les prestations à titre gracieux ne concernent que le territoire de la CAGV.

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier via le lien : https://www.culture.gouv.fr/Demarches-en-ligne/Par-type-de-demarche/Declaration-renouvellement/Compte-rendu-d-emploi-de-la-subvention
  Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'administration et le bénéficiaire. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
- Les comptes annuels et, lorsqu'un texte législatif ou réglementaire l'impose, le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant, la référence de leur publication au *Journal officiel* ;
- Le rapport d'activité, le cas échéant
- Un bilan annuel des actions et dispositifs mis en place en matière de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) conformément aux engagements pris par le bénéficiaire dans le cadre de son plan d'action, annexé à la présente convention ;
- Tout autre document listé en annexe.

ARTICLE 7 – AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 Le bénéficiaire informe sans délai les partenaires publics de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les partenaires publics sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 Le bénéficiaire de cette subvention est tenu de faire figurer le logotype des partenaires publics sur tous les supports de communication relatifs à l'opération subventionnée (dossiers de presse, programmes, affiches, cartons d'invitation, site internet...). A noter : l'ordre des logos qui doit apparaître est l'ordre protocolaire : Etat / Région / Département / Ville / autres partenaires.

Pour l'Etat :
Les logos et chartes graphiques sont à télécharger sur les liens suivants :
https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Grand-Est/aides/telecharger-logo
En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « *Avec le soutien du ministère de la Culture - Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est* ».

Pour la Région :
Le bénéficiaire est tenu de faire figurer le logo de la Région Grand Est dans le respect de sa charte graphique sur tous les supports de communication (print et web) relatifs à l'opération subventionnée.
Le logo et la charte graphique sont disponibles sur le site Internet de la Région Grand Est dans l'onglet « identité visuelle ».
Le non-respect de cette clause pourra se traduire par le reversement de l'aide et par l'exclusion définitive au bénéfice des aides régionales.

Pour le Département :
Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer par écrit le Département dans les plus brefs délais de toute modification intervenue dans la réalisation du projet subventionné ;
- Mentionner la participation du Département dans ses rapports avec les médias et participer aux actions de communication menées par le Département dans le domaine concerné ;
- Faire figurer sur l'ensemble de ses supports de communication le soutien apporté par le Département, et en particulier apposer clairement le logotype du Conseil départemental, en respectant la charte graphique ;
- L'association répondra aux sollicitations de rencontre avec les élus et les services du Département pour rendre compte de son activité et de ses projets.

Pour la CAGV :
https://www.verdun.fr/connaitre-ma-ville-et-mon-agglo/le-territoire/ressources-graphiques/
En cas de mention typographique, il est possible d'ajouter la mention « Avec le soutien de la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun ».

7.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission européenne.

7.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les cinq engagements prévus dans le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) proposé par le ministère de la Culture aux professionnels du secteur culturel et rappelé ci-dessous :

- Se conformer aux obligations légales en matière de prévention et de lutte contre le harcèlement et les violences à caractère sexiste et sexuel ;
- Former les dirigeants et principaux cadres de la structure, les responsables RH et les personnes référentes en charge des VHSS ;
- Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
- Créer un dispositif de signalement efficace et traitant traiter chaque signalement reçu ;
- Mettre en place un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

Les engagements pris par le bénéficiaire sont formalisés dans un plan d'action annexé à la présente convention. Le bénéficiaire s'engage à transmettre un bilan annuel de la réalisation de ces actions, dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente convention.

7.6 Le bénéficiaire, lorsqu'il est détenteur d'un récépissé de déclaration d'entrepreneur de spectacles vivants valant licence en application de l'article L. 7122-3 du code du travail et s'il est responsable de la billetterie de tout ou partie de ses spectacles, met à disposition des partenaires publics les informations de billetterie, grâce à l'outil de remontée SIBIL (système d'information billetterie), dans les conditions prévues par l'article 48 de la loi du 7 juillet 2016 et le décret du 9 mai 2017 précités.

Le versement de toute aide du ministère de la Culture est conditionné à la déclaration des données de billetterie dans SIBIL, qui est une obligation depuis le 1er avril 2020.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des partenaires publics, ces derniers peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

8.2 En cas de non-respect par le bénéficiaire des obligations prévues aux articles 7.5 et 7.6 de la présente convention, l'Etat peut le mettre en demeure de se conformer à ces obligations dans un délai maximum de 6 mois. La mise en demeure est notifiée au représentant légal du bénéficiaire. Si la mise en demeure reste sans effet à l'expiration du délai, l'Etat peut prononcer la suspension ou le retrait de la subvention.

8.3 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut également entraîner la suppression de l'aide.

8.4 Les partenaires publics informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

9.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un comité de suivi en présence de la direction artistique de la structure bénéficiaire et des représentants des collectivités publiques signataires.

Le comité de suivi se réunit une fois par an. Il peut également se réunir à l'initiative de l'un des partenaires publics de la présente convention. Il pourra en tant que de besoin, et sous réserve de l'accord de tous les partenaires, associer des partenaires extérieurs.

Le comité de suivi est une instance technique chargée de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- La mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention,
- L'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
- La réalisation du programme d'actions de l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- Le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire ;
- La situation de l'emploi.

Le comité de suivi permet de mener des débats contradictoires et éventuellement de proposer des réajustements ou des orientations nécessaires.

9.2 L'évaluation porte notamment sur la réalisation du projet et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention (Annexe II), définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation

qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

9.3 Le bénéficiaire s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

ARTICLE 10 – CONTRÔLE DES PARTENAIRES PUBLICS

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires publics. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de l'aide.

10.2 Les partenaires publics contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Ils peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du programme d'actions augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

Le renouvellement de l'aide des partenaires publics est subordonné à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANTS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes I, II, III, IV et V font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le
(en cinq exemplaires)

Pour le bénéficiaire, L'association Transversales Le Président, Jacques NOVENA	Pour la Région Grand Est, Le Président, Franck LEROY
Pour l'État, Le préfet, Jacques WITKOWSKI	Pour la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun, Le Président, Samuel HAZARD
Pour le Département de la Meuse, Le Président, Jérôme DUMONT	

ANNEXES

ANNEXE I : PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL 2025-2028

ANNEXE II : MODALITES D'EVALUATION DU PARTENARIAT

ANNEXE III : BUDGETS PREVISIONNELS 2025-2028

ANNEXE IV : PLAN D'ACTION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES ET LE HARCELEMENT SEXISTES ET SEXUELS (VHSS)

ANNEXE V : DROITS CULTURELS

ANNEXE I

PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

2025-2028

Sommaire

Préambule **Page 20**

A- Présentation **Page 22**

1- Transversales
2- Le territoire

B- Projet artistique et culturel **Page 25**

1- La pluridisciplinarité au cœur du projet
2- Voilà ! Le Festival
3- La création, un axe majeur
4- Le cirque, un point de croisement avec les autres arts
5- Démocratie et démocratisation culturelle (cf annexe n°5 : droits culturels)

C- L'inscription dans les réseaux de coopération **Page 32**

1- Les agences partenaires
2- Réseau de création
3- Réseau cirque
4- Réseau jeune public

PRÉAMBULE

Le nouveau projet de Transversales s'est inscrit dès 2021 sous l'égide de la **Rencontre et du Dialogue** avec les populations, les publics, les collectivités locales et territoriales, les partenaires culturels et les équipes artistiques et administratives de Transversales.

La philosophie qui sous-tend ce projet artistique et culturel pour les quatre années à venir est toujours la même.

Rencontre et Dialogue pour regarder l'avenir et penser un théâtre du XXIème siècle ancré dans son histoire au service d'un territoire en devenir : un théâtre pour habiter le monde. Habiter c'est faire et agir. L'enjeu est de comprendre que chacun est en capacité d'œuvrer à transformer sa propre vulnérabilité en puissance d'action, d'invention et de création. *Le Monde c'est ce qui perdure au-delà des femmes et des hommes qui l'habitent, c'est un trait d'union entre les générations, le passé et le présent.*[1]

Ainsi, le théâtre peut contribuer à rendre le monde plus habitable, peut créer les conditions d'un meilleur vivre ensemble en considérant l'art et la création comme l'expression indispensable d'une démocratie pour TOUS. Pour cela il doit s'inscrire dans une contemporanéité dont la ville de Verdun et la Meuse ont besoin plus que quiconque compte tenu de son passé historique et de l'objet mémoriel qu'est devenu la bataille de Verdun.

Le projet artistique et culturel de Transversales tente ainsi de répondre à cette double nécessité de Rencontre et Dialogue par :

Une programmation artistique ouverte sur les enjeux sociétaux contemporains et la volonté de proposer une ouverture au monde à travers des textes ou des artistes venus d'ailleurs.

La recherche d'un équilibre entre les disciplines artistique avec deux objectifs :

Développer une offre autour des arts en mouvements avec au cœur les arts du cirque mais aussi la danse à réintroduire dans les saisons.

Proposer une programmation suffisamment éclectique dans ses esthétiques pour susciter la curiosité et toucher un public pluriel.

La prise en compte de l'adresse aux publics et leur réception des œuvres. Les compagnies accueillies s'engagent toutes dans cette volonté d'adresse avec les spectateurs via les bords plateaux notamment. Par ailleurs, **Voilà ! Le Festival** cristallisera cette volonté de multiplier les voies pour accéder aux œuvres.

La prise en compte des spécificités des territoires ruraux. Les Echappées opéreront une mue progressive avec la mise en place des Echappées imaginaires sollicitant les habitants pour intervenir dans le processus de création d'une œuvre (résidence, rencontres) ou pour participer d'une autre forme de rencontre avec les artistes (ateliers, repas, lectures, etc). Jouer la proximité pour regarder ailleurs.

1 H.Arendt – article Crise de l'éducation, in cc, opus cité p.246.7

La volonté d'accompagner le plus structurellement possible les compagnies en création par l'accueil en résidence, le soutient en coproduction et le préachat du spectacle.

L'implication des artistes associés, locomotive du projet artistique et culturel de Transversales.

Le développement d'une stratégie de transmission et de démocratisation au service des habitants de 0 à 99 ans, sans laquelle la fréquentation des œuvres ne peut s'envisager et réciproquement.

Enfin, s'il fallait résumer ce projet en trois mots :

Présence, des artistes et des œuvres

Proximité, des populations et des territoires ruraux notamment

Coopération, avec les acteurs locaux et régionaux.

A- PRESENTATION

1- Transversales

L'association

Depuis la création de l'association en 1996, le projet artistique et culturel de Transversales repose sur les 4 axes de développement :
→ la diffusion artistique pluridisciplinaire à Verdun, au théâtre puis à l'église Jeanne d'Arc et dans les quartiers
→ la diffusion artistique pluridisciplinaire dans les territoires ruraux centre et nord du département de la Meuse
→ le soutien à la création (résidences, coproduction et production) à Verdun et dans les territoires ruraux centre et nord Meuse
→ le développement de projets d'éducation artistique et culturelle et de médiation, en milieu scolaire et hors temps scolaire sur Verdun, le centre et nord Meuse.

Depuis sa constitution, Transversales est animée d'une idée précise de l'art et de la culture (comme de la nécessité sociale et politique de ceux-ci) ; les différents aspects du contexte dans lequel elle s'est créée et continue ses activités, ont conduit l'association à consolider son projet sur les 6 points suivants :
→ L'affirmation de la nécessité de l'art et des pratiques culturelles par un projet généraliste
→ Le respect absolu des libertés d'expression et de création avec une indépendance obligatoire de la programmation artistique
→ La volonté de situer la création au cœur du projet culturel avec le souci d'accompagner les artistes et d'ouvrir les processus de création au plus grand nombre (construire une nouvelle présence artistique)
→ La conception d'un projet culturel prenant en compte la diversité sociale et culturelle des habitants des quartiers (« politique de la ville ») comme celles des régions rurales centre et nord Meuse (responsabilité territoriale, particulièrement importante, liée à l'isolement des populations et la faible densité des communes)
→ La volonté de développer dans un esprit de service public avec une attention particulière à l'accessibilité (politique tarifaire) et à l'accueil (médiation).
→ Le souhait de travailler au maximum dans un esprit de transversalité (d'où le nom de l'association), de construction de partenariats (partager les enjeux et les responsabilités)

Ces évolutions et ce travail d'ouverture des propositions artistiques vers la « cité » (puis l'agglomération) et ses habitants ont, globalement et entre autres, permis les développements suivants :
→ en 96/97 : 13 propositions pour 14 représentations et concerts – 2975 spectateurs
→ en 2017 : 26 propositions pour 50 représentations et concerts – 7724 spectateurs
→ en 23/24 : 36 propositions pour 99 représentations et concerts – 9341 spectateurs

Du théâtre à l'église Jeanne d'Arc

De 1996 à 2017, (à l'exception des programmations décentralisées : quartiers, réseau, chapiteaux, ...) Transversales a eu l'opportunité de diffuser ses spectacles au théâtre de Verdun, belle salle historique à l'italienne de 400 places « utiles » environ, dans le cadre d'une mise à disposition conventionnelle par la collectivité propriétaire (chronologiquement, dans l'ordre : la Ville de Verdun, puis la Communauté de Communes de Verdun, puis la Communauté d'Agglomération du Grand Verdun) ; cette mise à disposition est dite « en ordre de marche » ; elle comprend : le personnel et le matériel technique, le personnel d'accueil, les locaux, les fluides, etc. ; ces apports en industries et en mises à disposition font l'objet d'une convention d'application conclue entre la collectivité et Transversales se référant à la convention globale multipartite de l'association.
Le 22 mars 2017, après un second avis négatif rendu par la commission de sécurité (en 2014 puis en 2017), la collectivité a décidé de la fermeture du théâtre.
Fermé depuis 7 ans et désormais inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques, le théâtre fait aujourd'hui l'objet d'un projet de rénovation complète avec une extension à l'arrière du bâtiment.
Les prévisions les plus optimistes situent la réouverture du théâtre vers 2028.



C'est dans l'église Jeanne d'Arc que Transversales programme, depuis 2017, l'essentiel de ses spectacles et accueille en résidence les compagnies dans les conditions décrites plus haut (Théâtre en Ordre de Marche). Après un aménagement conséquent par la CAGV l'église peut accueillir 326 spectateurs et dispose d'un plateau de 10mx8m avec une hauteur sous perche 5.5m seulement. Désacralisée en juillet 2022, plus aucune restriction de programmation (hormis techniques) n'est à l'œuvre.

Le Pôle Matériel

Le Pôle Matériel a pour objectif de faciliter la réalisation de manifestations culturelles dans de bonnes conditions techniques en proposant du matériel professionnel à destination des acteurs culturels du territoire. Ses locaux sont situés à Haudainville.
Sur l'exercice 2023, la dynamique de reprise des activités associatives que nous avions connue. En 2023, nous enregistrons une augmentation du nombre de location de 30% avec une demande accrue de la part des associations et des collectivités territoriales de plus de 67%. La visibilité du Pôle Matériel se développe auprès des acteurs culturels du territoire qui s'en emparent comme d'un outil de développement de leur activité. C'est au total 52 structures (associations et collectivités) qui ont bénéficié des services du Pôle.
L'attractivité tarifaire se confirme auprès des acteurs du développement local, et le coût moyen de location par demande se situe toujours autour de 100€. Ce qui prouve encore une fois que l'outil est bien au service de petites initiatives de proximité qui ne pourraient avoir lieux sans cette politique tarifaire.
La répartition géographique des lieux de réalisation des manifestations est assez homogène sur le centre et nord Meuse avec, fort légitimement, une petite concentration à Verdun.

2- Le territoire

La nécessité de développer un projet culturel s'adressant également aux territoires ruraux s'est, dès 1996, imposée à l'association, considérant les caractéristiques suivantes :
→ Verdun est une ville de taille relativement modeste (18 000 habitants), sans tissu industriel, vivant aujourd'hui principalement de sa relation aux très vastes régions rurales qui l'entourent et pour lesquelles elle assume une fonction de pôle « ressource » en termes de santé (ex. : l'hôpital départemental situé à Verdun est le plus gros employeur de l'agglomération), d'éducation (collèges, lycées, ...), de commerces, de services, etc.
→ le théâtre de Verdun, de ce fait, n'est pas seulement le théâtre d'une ville mais celui auquel se réfèrent les habitants de toute une région ; il en a été de même pour Transversales lors de sa constitution : des militants habitant Verdun et d'autres des régions rurales s'y sont naturellement côtoyés, conduisant logiquement l'association à formuler un projet culturel concernant les régions rurales centre et nord Meuse comme Verdun.
→ la constitution de Transversales a résulté pour une part importante d'une concertation entre associations visant à répondre à une situation particulière de crise du spectacle vivant sur la ville (« affaire Heiner Müller »). Ce dialogue initial a inscrit de façon durable la pratique partenariale dans les réflexes de Transversales et c'est assez logiquement par un dialogue inter-associatif (entre des associations de bourgs ou de villages centre ou nord Meuse et Transversales) que s'est imaginé et construit un projet culturel à destination des territoires ruraux prenant très rapidement son appellation de « réseau » puis des Echappées.

B- PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

1- La pluridisciplinarité au cœur du projet

Les grandes caractéristiques de la programmation de Transversales sont la pluridisciplinarité, le focus sur les arts du cirque et une attention renforcée à l'enfance et la jeunesse. Gardons en mémoire les quelques chiffres de fréquentation qui indiquent des pratiques de spectateurs, des équilibres de programmation et des actions culturelles de territoire qui sont à l'œuvre et trouvent leur pertinence dans le contexte actuel :
→ Une trentaine de spectacles pour environ 90 représentations (dont une quinzaine en scolaire)
→ La fréquentation des spectacles est autour de 9 000 entrées payantes (dont 2 600 scolaires et 1 100 dans le cadre des échappées).
→ 2 300 billets sont vendus grâce aux différentes formules d'abonnement.
→ Le taux de remplissage des salles est autour de 70%.

Ces chiffres traduisent la volonté de trouver un équilibre entre la pluralité de l'offre artistique, l'accompagnement à la création, l'émancipation des enfants et des jeunes pour en faire des spectateurs et l'irrigation du territoire comme un levier à la fréquentation des œuvres. Ils révèlent l'indispensable développement d'une offre ciblée et stratégique en direction des familles. Ils mettent enfin en évidence la responsabilité de Transversales en tant que pôle structurant parce qu'implanté à Verdun, au centre du département, et seul établissement professionnel du spectacle vivant dans un rayon de 40km.

Ainsi l'un des enjeux de Transversales consiste à défendre un éclectisme artistique et esthétique dans sa programmation avec un regard sur l'extérieur notamment sur les créations transfrontalières (Belgique, Luxembourg, Allemagne). Son implication dans le projet Interreg Greater Region Artistic and Cultural Education (G.R.A.C.E) ouvrira de nouvelles possibilités de coopération avec des partenaires européens et de soutien de certains des projets des artistes associés. Par ailleurs, Transversales cherchera la complémentarité avec l'offre existante : Faubourg du blues, Bouill'ry, Grand Festival, musiques actuelles, classiques et jeune public (Contre-Courant MJC).

Nos engagements

→ Nous maintiendrons une moyenne de 35 spectacles par saison dont 7 en cirque (dont 1 chapiteau), 6 en direction de l'enfance et de la jeunesse et 4 en Echappées.
→ Avec une moyenne actuelle de 60 à 220 spectateurs par représentation suivant les disciplines, nous devons raisonnablement pouvoir augmenter la fréquentation des spectacles avec deux objectifs : plus aucune représentation à moins de 100 spectateurs (excepté lorsque le spectacle l'impose) et une moyenne globale en séance tout public qui doit atteindre les 200 spectateurs (elle est actuellement de 150 à l'église). De plus, l'obtention du projet G.R.A.C.E. devrait nous permettre de proposer un ou deux projets d'envergure d'ici 2027.

2- Voilà! Le Festival

Point d'orgue de cette volonté d'articuler pluridisciplinarité et adresse aux publics, Voilà! Le Festival est l'événement qui met en exergue des voies plurielles pour aller au spectacle vivant.

Pendant deux jours, Voilà ! Le Festival a multiplié les voies pour aller au spectacle :
• Une voie classique, celle du spectacle donné dans un théâtre avec *Quatrième A*
• Une voie de proximité et de confiance : des spectacles donnés chez l'habitant ou dans des lieux du quotidien (crèche, salon de coiffure) avec *Si Venus avait su* et *Harika Maru*
• Une voie participative : se retrouver spect'acteur d'une déambulation dans l'espace public avec *Happy Manif* ou participante à un spectacle de cirque avec *le Projet Grand-Mère*
• Une voie familiale : découvrir avec ses enfants des spectacles adaptés pour le jeune public : *Harika Maru* (adressé à la toute petite enfance) et *L'après-midi d'un foehn* (tout public dès 5 ans).
• Une voie de convivialité et de curiosité : des apéros-théâtre - les Voix-là - sous forme de lecture de textes inédits organisés dans des lieux de rencontre et d'échange (le bar Le Terrier et le centre social et culturel Glorieux - Cité Verte).
Sur cette première édition, nous avons accueilli 8 équipes artistiques, pour 14 représentations dans 9 lieux différents de l'agglomération. Nous atteignons le palier de fréquentation que nous nous étions fixés avec 652 spectateur·ices, soit 54% de la jauge offerte.

Nos engagements

→ Le festival est appelé à se développer sur l'ensemble de la ville grâce aux partenariats avec les centres sociaux et culturels des quartiers et avec l'ouverture prochaine de la Médiathèque et de la Microfolie. Il devrait pouvoir s'étendre sur trois jours lors de la troisième édition en 2026.
→ La programmation restera sur une moyenne de 10 propositions artistiques (pour une vingtaine de représentations) plutôt sur des formats courts adaptables dans des lieux non dédiés.

3- La création, un axe majeur

Un vivier d'artistes complices de Transversales

Depuis la saison 22/23, Transversales a constitué un collectif d'artistes complices de la mise en œuvre de son projet artistique et culturel. Il ne s'agit pas d'artistes simplement promu.e.s par une structure, ni d'une association de production en tant que telle, Transversales n'en a ni les moyens ni la vocation, mais plutôt d'une implication interprofessionnelle sur le long terme et d'un accompagnement mutuel de chacun.e dans ses réflexions, ses expériences et ses convictions.

Avec l'équipe de Transversales, ces artistes s'interrogent collectivement sur la question de l'adresse aux individus qui habitent un territoire, qu'ils et elles soient spectateurs, spectatrices ou non, enfants, jeunes ou adultes. Nous nous réunissons trois fois par an pour suspendre le temps, comprendre ce que font les autres, s'informer sur les créations à l'œuvre, nous nourrir de nos différences et imaginer des projets artistiques croisés qui impliquent les futurs spectateurs et spectatrices de Transversales d'une façon nouvelle dans les processus de

création voire même en participant à certaines représentations. *Traversée Verdun* en a été une belle illustration le 20 juin 2024.
Ce vivier est ainsi composé d'artistes pluriels dans leurs disciplines, pratiques et esthétiques. Ils ont en commun d'être très sensibles à la question de l'adresse au public, ils portent une attention singulière à l'enfance et la jeunesse et/ou au cirque, et sont prêts à se confronter à des univers esthétiques différents du leur.

Plusieurs projets sont issus de ces échanges et auront une visibilité au cours de la saison 24/25. La conception et l'animation, par Clément Dazin, d'une semaine d'atelier autour de la peur mêlera théâtre et cirque avec la participation de jeunes adultes de la protection judiciaire de la jeunesse, des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation, de la mission locale et des centres sociaux et culturels et des amateurs de théâtre abonnés ou non à Transversales.

Laure Le Fol, Renaud Paumero et Karin Serres seront en résidence conjointe pour un projet co-construit autour des écritures de Maison Rouge issues de deux résidences d'écriture de Karin Serres à Verdun.
Simon Falguières invente un théâtre populaire et s'est engagé dans un vaste projet participatif qui impliquera des habitants de Verdun et de Liège. *Les voix* s'écriront cette saison pour se donner à entendre la saison d'après avec l'accueil de la prochaine création *Le Pays de K* à Verdun.

Des artistes en résidence pour s'adresser aux publics

Transversales accompagne déjà fortement les compagnies par l'accueil en résidence que ce soit sur Verdun ou dans le département. Nous nous inscrirons dans la droite ligne du travail déjà accompli. Il s'agira de conforter le travail de liaison avec les territoires en expérimentant un nouveau type de résidence dit en territoire dans le cadre des échappées imaginaires.

Des rapports aux œuvres à réinventer. Les artistes qui viendront créer, devront toutes et tous s'interroger sur la façon dont elles et ils souhaitent s'adresser à leur public. Les résidences permettront aux artistes de se questionner mais surtout d'expérimenter de nouveaux rapports entre leurs œuvres et le public. Quelle est la meilleure place pour les spectateurs pour recevoir le spectacle : dans la salle, sur les fauteuils, sur scène, en bi-frontal, debout … ? Comment accueillir des publics : le spectacle ou l'œuvre que je suis en train de créer nécessite-t-il ou permet-il un accueil spécifique des spectateurs en amont, dans le hall d'accueil, sur le parking, en amont dans le temps ? Etc.

Des processus partagés. Nous accueillerons des artistes qui feront de l'adresse le cœur de leur projet et qui intégreront par exemple des rencontres avec des habitant.e.s pendant le processus de création pour mieux en comprendre les effets, ou pour plonger dans un univers autre. Ce sera l'occasion d'aller plus loin dans l'expérience immersive d'un territoire. Au-delà du simple collectage parfois superficiel, comment une rencontre réelle avec un groupe particulier peut-elle se révéler source d'innovation tant dans les contenus de la création que dans son écriture et sa forme ?

De la diversité et du renouvellement des publics. Prendre en compte la diversité des publics potentiels est, par exemple, considérer qu'un spectacle adressé au jeune public relève d'une attention particulière, à laquelle il faut réfléchir dès le démarrage de la création. S'interroger sur la place que les artistes souhaitent donner aux accompagnateurs et accompagnatrices de ces enfants qu'ils soient familiaux ou scolaires. Si l'objectif d'une équipe artistique est de s'adresser à tous les publics, quelles réponses apportera-t-elle à celles et ceux qui ne peuvent se déplacer parce qu'empêchés (hospitalisation longue, centre pénitencier, vieillesse, éloignement géographique) ? Etc.

Nos engagements

→ L'engagement dans la création se traduira par au moins six semaines d'accueil en résidence et entre 30 et 50k€ de coproduction par saison.
→ Pour chaque résidence un apéro-résidence sera proposé au public entre 18h30 et 19h30, l'occasion de rencontrer les artistes et de découvrir un « matériau » artistique de leur choix.
→ Le partenariat avec les artistes associé.es devrait se terminer en 2025. Trois autres artistes viendront enrichir les trois prochaines saisons de Transversales.

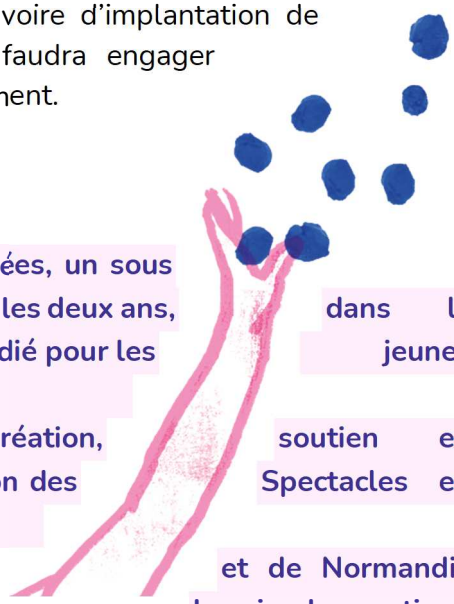
4- Le cirque, comme un point de croisement avec les autres arts

Le cirque occupe et occupera une place prépondérante dans le projet de Transversales.
C'est un art du mouvement, il est parfois un art de la parole, c'est très souvent un art musical et c'est surtout un art du risque. Il est pluriel aujourd'hui, il peut réunir toutes les générations dans une communion joyeuse autour d'un spectacle. Il peut aussi provoquer une expérience plus « clivante » parce que la proposition artistique est plus expérimentale, plus renouvelée. Par la recherche permanente des limites du corps voire de leurs dépassements, les circassiens cultivent aussi une proximité avec l'enfance et la jeunesse : se faire peur pour se faire plaisir.
Le risque est omniprésent dans la performance et l'engagement du circassien. On a pu s'en rendre compte en suivant le processus de création du spectacle *ANGST* de Clément Dazin. Il est aussi partagé avec les autres arts du spectacle. C'est la richesse de ces croisements qui rend plurielle une discipline que l'on peut qualifier comme les arts du cirque.

Parce que l'implication circassienne de Transversales ne s'arrête pas à des choix de programmation, nous approfondirons cinq axes de développement :

- Le chapiteau comme vecteur de proximité avec les populations et les spectateurs mais aussi comme élément fondateur de la discipline à savoir la piste/le circulaire. Un à deux spectacles sous chapiteau par saison permettront d'approcher des esthétiques différentes.
- Le soutien à la création jeune public circassienne : trop peu de circassiens s'intéressent à la spécificité de la transmission aux enfants, je propose que Transversales soutienne et accompagne celles et ceux qui souhaitent s'aventurer dans ce champ. Cet élément ferait partie des critères prioritaires dans le choix des compagnies accueillies en résidence et/ou coproduites par Transversales.
- Le soutien aux petites formes circassiennes qui seront en phase avec le modèle économique de Transversales. Au moins un spectacle partira en tournée dans le cadre des Echappées.

- L'accompagnement des jeunes qui se dirigent vers la professionnalisation : née d'un rapprochement avec Vincent Ehl, cette idée de renforcer la complémentarité entre Transversales et Cirk'Eole trouvera une traduction rapide à travers un nouveau partenariat (projet CITE).
- Le développement d'une stratégie de présence longue voire d'implantation de compagnies. C'est une démarche au long court qu'il faudra engager collectivement avec nos partenaires de Grand CIEL notamment.



Nos engagements

→ Accueil de 7 spectacles dans la saison dont un en Echappées, un sous chapiteau et un en direction de l'enfance et de la jeunesse. Tous les deux ans, dans le cadre du Grand Festival, un espace de diffusion en extérieur dédié pour les jeunes artistes de cirque.
→ Accueil, par saison, d'une compagnie en résidence de création, soutien en coproduction puis diffusion dans le cadre de la programmation des Spectacles en Famille.
→ Rapprochement avec le Cirk'Eol et le PREAC cirque du Mans et de Normandie pour inventer de nouveaux projets qui permettent de dépasser la simple pratique sportive du cirque. Transversales s'engage sur la mise en place d'au moins un projet EAC et un projet médiation par saison qui pourraient s'envisager en complément de la pratique d'atelier proposée par le Persé Circus.
→ Préfigurer un espace de travail pour le cirque : quel espace de travail pour les artistes en résidence ou en répétition ? Un lieu adapté à Verdun ? Deux pistes sont à l'étude : l'une concerne l'étude de charge du plafond de l'église afin d'y installer des accroches permettant l'accueil des agrès aériens. L'autre concerne le premier espace du grand bâtiment situé à l'entrée de la citadelle haute de Verdun. Pour chaque piste il s'agit dans un premier temps de rédiger un cahier des charges avec les incidences techniques, financières et de fonctionnement. En attendant, un accord doit pouvoir s'envisager avec le Persé Circus pour l'accueil de projets aériens, avec toutes les contraintes organisationnelles et financières que cela posera.
→ Un rapprochement avec le CNAC doit s'envisager en complément du partenariat avec le Cirk'Eol sur l'accompagnement à la création et plus singulièrement sur la question de l'auteur de cirque (discussion en cours).
→ L'implantation longue du chapiteau devient une nécessité pour des questions écologiques essentiellement. Cela doit-être l'occasion d'approfondir une présence artistique en l'augmentant par une stratégie d'action culturelle sur le territoire d'implantation ou par l'accueil d'autres propositions artistiques. Reste à trouver le modèle économique d'une telle démarche. Transversales continuera à accueillir au moins un chapiteau par an.
→ Transversales a repris contact avec le Persé Circus afin d'établir un nouveau partenariat autour de la présence des artistes programmés par Transversales et des transmissions possibles auprès des élèves de l'école de cirque. Transversales s'engage à consolider le partenariat entamé entre la Compagnie The Rat Pack, le Persé Circus et Transversales.

5- Démocratie et démocratisation culturelle (cf annexe n°1 : droits culturels)

Rôle central du lieu principal de diffusion et de résidence : l'église Jeanne d'Arc

L'identification d'un lieu public d'accueil est indispensable d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un espace culturel. Plusieurs pistes restent à travailler :

- Continuer à améliorer la signalétique du lieu en lui attribuant un nom : l'équipe de Transversales défend l'idée que l'église est un théâtre situé dans le quartier de la Cité Verte d'où la proposition faite à la CAGV de nommer l'église *Théâtre de la Cité Verte* ou si la terminologie théâtrale est trop forte, espace culturel de la Cité Verte. Cette décision appartient à la ville bien évidemment.
- Améliorer l'aménagement de la salle pour les spectateurs et les artistes :
  - ✓ Suppression de l'autel
  - ✓ Déplacement de la scène vers le fond pour gagner en hauteur sous plafond.
  - ✓ Etude de charge du plafond pour supprimer les pieds de façade et ainsi gagner en visibilité pour les spectateurs
  - ✓ Avancée du gradin pour gagner de l'espace à l'arrière et accueillir correctement les spectateurs et éviter qu'ils s'agglutinent dans le peu d'espace disponible.
  - ✓ Changement du gradin par un gradin avec dossiers
  - ✓ Aménagement des loges.
- Travailler l'intégration du lieu dans le quartier par des actions auprès des habitants via le centre social et culturel. Les habitants de la cité seront prioritaires dans les projets participatifs à venir. Une information systématique devra être faite auprès d'eux dès lors qu'un événement gratuit notamment aura lieu dans l'espace public du quartier (lancement et clôture de saison, spectacle en Echappées avec le centre social). Des rencontres pourront s'imaginer de façon spécifique avec les artistes le cas échéant. De même, une attention sera portée aux écoles du quartier autour de l'accompagnement que Transversales propose aux équipes pédagogiques dans la conception et la mise en œuvre de projets fédérateurs par exemple.

Rentrer en coopération dans les quartiers et les villages avec les acteurs de proximité (structure de quartier, établissement scolaire, association, collectivité locale) autour de la présence artistique.

Cela passera par :

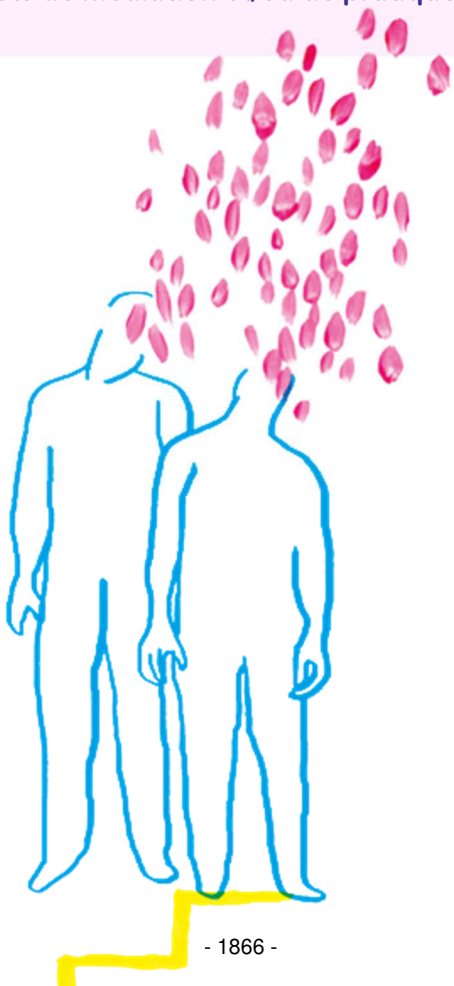
- Un élargissement des *Echappées* (jusque-là réservées aux associations en milieu rural) aux centres sociaux et culturels des quartiers de la ville via une coréalisation.
- Une sensibilisation des communautés de communes à la présence artistique sur leur territoire avec le soutien d'une association relais pour l'accueil d'un spectacle en *Echappées*. Proposition sera faite d'une année de transition permettant une prise de risque financière modérée.
- Un encouragement à l'accueil en résidence d'artistes en milieu rural afin de construire sur un plus long temps la présence artistique (exemple de *FAIL* en 23/24 sur la codecom de l'Aire à l'Argonne).

Traduire la nécessité d'une mise en confiance d'une population vis-à-vis de l'offre artistique proposée par Transversales ? Cela passera par :

- Par un travail au long cours en matière d'EAC : développement de la stratégie d'éducation artistique et culturelle à travers les parcours renforcés du spectateur.
- Par une approche globale de l'enfance et de la jeunesse : de la maison à l'école en passant par les loisirs et les vacances. Il s'agit de renforcer les *Spectacles en Famille* en les articulant avec l'offre existante sur la ville via Contre-Courant MJC et le festival des Bouill'ry (tous les deux ans).
- Par un accompagnement renforcé des associations partenaires des *Echappées*.
- Par une stratégie de communication plus visible et performante via un site web renouvelé, une stratégie de relations publiques mieux définie et le maintien de l'accueil d'un alternant en communication.
- Par un accueil à l'église qui soit repensé et aménagé pour que la rencontre avec l'équipe, les artistes et les spectateurs soit facilitée (cf paragraphe ci-dessus).

Nos engagements

→ Accompagner la CAGV dans l'amélioration des conditions de travail du personnel technique et d'accueil des artistes et du public à l'église Jeanne d'Arc.
→ Proposer l'accueil d'une échappée sur le quartier en coréalisation avec le centre social et culturel de la Cité Verte (2025).
→ Inviter les centres sociaux à participer aux Echappées.
→ Identifier les territoires à faible présence artistique et aller à la rencontre des responsables associatifs et élu.e.s de collectivités correspondantes pour présenter les Echappées et proposer une expérimentation en année zéro.
→ Mettre en place une résidence par an dans le cadre des Echappées imaginaires
→ Renforcer notre collaboration dans la cadre du CTEAC du Pays de Verdun
→ Coconstruire une quinzaine de projets d'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire par saison et une quinzaine de projets de médiation et/ou de pratique culturelle hors temps scolaire (cf annexe n°1)



C- L'INSCRIPTION DANS LES RESEAUX DE COOPERATION

1- Les agences partenaires

Ils nous font confiance dans le développement de notre projet artistique depuis de nombreuses années et leur soutien nous est indispensable. L'Agence culturelle Grand Est nous accompagne à travers son dispositif de tournée territoriale notamment mais aussi dans la découverte des compagnies régionales et d'ailleurs lors des focus thématiques (marionnettes, jeune public).
L'ONDA, est un partenaire privilégié pour s'ouvrir à des propositions artistiques nationales et des expériences extérieures à la région Grand Est. C'est aussi l'occasion de participer à des journées de réflexion et d'échanges sur nos pratiques à travers les groupes de travail qu'il propose.

2- Transversales partenaire de la création

Transversales est adhérent à Quint'est depuis l'origine. Réseau de professionnels du Grand Est et de la Bourgogne Franche Comté, il nous permet de soutenir des compagnies régionales auprès de collègues éloignés géographiquement de notre région. En 2024 Transversales est accompagnateur de la prochaine création de la compagnie La Main de l'Homme pendant le temps fort Quintessence.

3- Réseaux cirque

Fort de son conventionnement cirque, Transversales est un des référents de la discipline en région. Très impliqué dans le réseau Grand Ciel, j'ai participé, en 2023 et 2024, à la refonte du projet et à sa mise en œuvre avec ses deux dispositifs majeurs : CIEL et Vues du Ciel. Je suis actuellement trésorier du réseau.
Membre fondateur de Territoire de Cirque, Transversales est toujours adhérent à ce réseau national, véritable chambre d'écho des enjeux de développement de la filière cirque. C'est aussi à ce titre que Transversales participe à la Nuit du Cirque.

4- Réseaux jeune public

Compte tenu de son engagement dans la conception et la mise en œuvre de projets d'éducation artistique et culturelle, Transversales se doit d'être un peu plus partie prenante qu'il ne l'a été dans le secteur du jeune public. Je proposerai une adhésion au réseau Tigre en 2025 ainsi qu'à l'association nationale Scène d'enfance-ASSITEJ France.

5- Représentation syndicale

Transversales adhère depuis 2024 au Syndicat National des Scènes Publiques. Deuxième syndicat d'employeurs du secteur, le SNSP regroupe en son sein une grande partie des scènes conventionnées ce qui, pour Transversales, est un atout important pour défendre, à l'échelle nationale, les spécificités de nos scènes et les revendications collectives afférentes.



ANNEXE II MODALITES D'EVALUATION ET INDICATEURS TRANSVERSALES

Conditions de l'évaluation :

Le compte-rendu financier annuel visé à l'article 6 de la présente est accompagné d'un compte-rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.
Au moins trois mois avant le terme de la convention, l'auto-évaluation produite par le directeur est communiquée aux partenaires publics de la convention, accompagnée du bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif comme prévu par l'article 9 de la présente qui fait la synthèse des comptes-rendus annuels susmentionnés.

INDICATEURS QUANTITATIFS

Dans les bilans annuels comme dans l'évaluation finale, ces indicateurs auront vocation à être accompagnés d'éléments de contexte et documentés par des éléments cartographiques.
Des indicateurs spécifiques sont définis en annexe V

Objectifs	Indicateurs associés à l'objectif	Moyenne 4 dernières années	Prévision n+1	Prévision n+2	Prévision n+3	Prévision n+4
Proposer une programmation témoignant de l'actualité de la création, en particulier des nouvelles écritures, notamment dans le champ des arts du cirque.	Nombre total de spectacles	35	35	35	35	35
	Dont cirque	7	7	7	7	7
	Dont nouvelles écritures dramatiques	13	13	13	13	13
	Dont créations artistes associés co-produits ou en résidence	3	3	3	3	3
	Dont provenant de compagnies régionales	5	5	5	5	5
	Nombre total de représentations	80	80	80	80	80
	Dont discipline retenue pour l'appellation	24	24	24	24	24
	Dont créations artistes associés co-produits ou en résidence	1	1	1	1	1
	Dont séances scolaires	23	23	23	23	23
	Dont nouvelles écritures	40	40	40	40	40
Apporter un soutien au travail de création des artistes, notamment les équipes professionnelles du territoire d'implantation de la structure, et à la diffusion de leurs œuvres	Budget global production/co-production	35 000	45 000	45 000	45 000	45 000
	Dont artistes de la région	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	Apport en numéraire minimum par co-production	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
	Nombre de résidences	6	6	6	5	5
	Nombre de journées artistes professionnels au travail	25	25	25	25	25
Rapport aux publics	Fréquentation totale des spectacles payants	9 000	9 500	10 000	10 000	10 000
	Dont public jeune*	650	700	750	800	850
	Dont public scolaire**	2 900	2 900	2 900	2 900	2 900
	Nb d'établissements scolaires et universitaires partenaires	25	25	25	25	25
	Nombre d'établissements partenaires en dehors du champ scolaire	8	8	8	8	8
Budget consacré au programme d'actions	Budget d'accueil	310 000	327 750	327 750	310 500	299 000
	Dont cirque	68 200	72 000	72 000	68 000	66 000
	Budget global de production/résidence	43 000	53 000	53 000	53 000	53 000
	Dont co-production	35 000	45 000	45 000	45 000	45 000

* bénéficiant du tarif jeune public * bénéficiant du tarif groupe scolaire

			2024	2025	2026	2027	2028	
Pratiques éco-responsables	Accueil des équipes artistiques et du public	Catering : - % produits de saison - % produits locaux - % non carné Bar : - % produits locaux - % sans contenant individuel	 80% 41% 37% 95% 40%	 82% 45% 70% 95% 45%	 83% 48% 72% 95% 50%	 84% 51% 75% 95% 55%	 85% 55% 79% 95% 60%	
	Tournées des artistes	- % de tournées organisées en région - % en train - % de one shot	14% 60% 63%	16% 60% 60%	17% 60% 58%	18% 60% 56%	20% 60% 55%	

ANNEXE III - BUDGETS PRÉVISIONNELS

2025

CHARGES	**Montant**	*PRODUITS*	**Montant**
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**384 350**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**146 614**
Prestations de services	378 000		
Achats matières et fournitures	4 200	**74- Subventions d'exploitation**	**833 860**
Autres fournitures	2 150	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61- Services extérieurs	**42 660**	- Drac Grand Est	176 000
Locations	31760	-	
Entretien et réparation	7 750	Région Grand Est	150 000
Assurance	2 450	-	
Documentation	700	Département de la Meuse	141260
		-	
62- Autres services extérieurs	**133 900**	Communauté d'Agglo. du Grand Verdun	199 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 850	-	
Publicité, publication	31000	Subventions relatives au Pôle Matériel	
Déplacements, missions	82 050	- Région Grand Est	40 000
Services bancaires, autres	15 000	- Département de la Meuse	36 000
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 300**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	6 300	Fonds européens	60 000
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	**396 264**	L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés-)	5500
Rémunération des personnels	271449	Autres établissements publics	26 100
Charges sociales	123 815		
Autres charges de personnel	1000	**75- Autres produits de gestion courante**	450
65- Autres charges de gestion courante	**20 000**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	450
		Aides privées	
66- Charges financières	**550**	**76- Produits financiers**	0
67- Charges exceptionnelles		**77- produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	40 900	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	44000
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**1024 924**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1024 924**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	180 000	871- Prestations en nature	180 000
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	1204 924	**TOTAL**	1204 924
La subvention de……EUR représente …… …% du total des produits : (montant attribué/total des			

2026

CHARGES	**Montant**	*PRODUITS*	**Montant**
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**402 060**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**151169**
Prestations de services	394 000		
Achats matières et fournitures	5 800	**74- Subventions d'exploitation**	**859 360**
Autres fournitures	2 260	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61- Services extérieurs	**42 810**	- Drac Grand Est	176 000
Locations	31760	-	
Entretien et réparation	7 850	Région Grand Est	150 000
Assurance	2 500	-	
Documentation	700	Département de la Meuse	141260
		-	
62- Autres services extérieurs	**137 650**	Communauté d'Agglo. du Grand Verdun	223 500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 950	-	
Publicité, publication	33 000	Subventions relatives au Pôle Matériel	
Déplacements, missions	83 650	- Région Grand Est	40 000
Services bancaires, autres	15 050	- Département de la Meuse	36 000
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 615**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	6 615	Fonds européens	60 000
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	**404 344**	L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés-)	5500
Rémunération des personnels	277 119	Autres établissements publics	27 100
Charges sociales	126 225		
Autres charges de personnel	1000	**75- Autres produits de gestion courante**	450
65- Autres charges de gestion courante	**20 000**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	450
		Aides privées	
66- Charges financières	**600**	**76- Produits financiers**	0
67- Charges exceptionnelles		**77- produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	40 900	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	44 000
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**1054 979**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1054 979**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	180 000	871- Prestations en nature	180 000
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	1234 979	**TOTAL**	1234 979
La subvention de……EUR représente …… …% du total des produits : (montant attribué/total des			

2027

CHARGES	**Montant**	*PRODUITS*	**Montant**
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**361765**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**152 871**
Prestations de services	358 000		
Achats matières et fournitures	1400	**74- Subventions d'exploitation**	**805 860**
Autres fournitures	2 365	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61- Services extérieurs	**42 060**	- Drac Grand Est	172 000
Locations	30 860	-	
Entretien et réparation	7 950	Région Grand Est	150 000
Assurance	2 550	-	
Documentation	700	Département de la Meuse	141260
		-	
62- Autres services extérieurs	**133 400**	Communauté d'Agglo. du Grand Verdun	199 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 050	-	
Publicité, publication	30 000	Subventions relatives au Pôle Matériel	
Déplacements, missions	82 250	- Région Grand Est	40 000
Services bancaires, autres	15 100	- Département de la Meuse	36 000
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**6 946**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	6 946	Fonds européens	30 000
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	**397 460**	L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés-)	5500
Rémunération des personnels	271077	Autres établissements publics	32 100
Charges sociales	125 383		
Autres charges de personnel	1000	**75- Autres produits de gestion courante**	450
65- Autres charges de gestion courante	**20 000**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	450
		Aides privées	
66- Charges financières	**650**	**76- Produits financiers**	0
67- Charges exceptionnelles		**77- produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	40 900	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	44 000
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**1003 181**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1003 181**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	180 000	871- Prestations en nature	180 000
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	1183 181	**TOTAL**	1183 181
La subvention de……EUR représente …… …% du total des produits : (montant attribué/total des			

2028

CHARGES	**Montant**	*PRODUITS*	**Montant**
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60- Achats	**364 470**	**70- Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	**157 729**
Prestations de services	359 000		
Achats matières et fournitures	3 000	**74- Subventions d'exploitation**	**800 360**
Autres fournitures	2 470	État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61- Services extérieurs	**39 710**	- Drac Grand Est	172 000
Locations	28 360	-	
Entretien et réparation	8 050	Région Grand Est	150 000
Assurance	2 600	-	
Documentation	700	Département de la Meuse	141260
		-	
62- Autres services extérieurs	**128 150**	Communauté d'Agglo. du Grand Verdun	223 500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 150	-	
Publicité, publication	30 000	Subventions relatives au Pôle Matériel	
Déplacements, missions	76 850	- Région Grand Est	40 000
Services bancaires, autres	15 150	- Département de la Meuse	36 000
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes	**7 293**	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	7 293	Fonds européens	0
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel	**401316**	L'Agence de services et de paiement (ASP - emplois aidés-)	5500
Rémunération des personnels	273 678	Autres établissements publics	32 100
Charges sociales	126 638		
Autres charges de personnel	1000	**75- Autres produits de gestion courante**	450
65- Autres charges de gestion courante	**20 000**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	450
		Aides privées	
66- Charges financières	**700**	**76- Produits financiers**	0
67- Charges exceptionnelles		**77- produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements	40 900	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	44 000
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**1002 539**	**TOTAL DES PRODUITS**	**1002 539**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services	180 000	871- Prestations en nature	180 000
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL	1002 539	**TOTAL**	1002 539
La subvention de……EUR représente …… …% du total des produits : (montant attribué/total des			

ANNEXE IV

Plan d'action

dans le cadre de la lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels (VHSS)

Transversales

Objectif :
Offrir un cadre sécurisé et confidentiel pour signaler tout acte ou comportement relevant de violences, harcèlement ou situations de souffrance, dans le respect des lois et des droits de chacun.

---

1. Engagement de Transversales

Transversales s'engage à :

- Garantir un environnement respectueux, inclusif et sécurisé pour toutes et tous (salarié·es , artistes, équipes accueillies, bénévoles, spectateur·ices, partenaires).
- Traiter chaque signalement avec sérieux, confidentialité et impartialité.
- Mettre en place les mesures nécessaires pour prévenir et gérer les situations problématiques.

---

2. Canal de Signalement

Pour signaler une situation, plusieurs moyens sont disponibles :

- **Adresse email dédiée :**
  signalement@transversales-verdun.com
  Cette adresse est exclusivement réservée aux signalements et est gérée par la référente.
- **Numéro de téléphone :**

  Les signalements peuvent également être réalisé par appel téléphonique ou SMS au 06 85 31 63 72
- **Courrier :**

  Transversales
  Référente VHSS
  10 rue du Pont des Augustins
  55100 VERDUN

---

3. Traitement des Signalements

Chaque signalement sera traité selon les étapes suivantes :

1. **Accusé de réception :**
   En cas de signalement non anonyme, un accusé de réception sera envoyé dans les 48 heures.

2. **Analyse préliminaire :**
   Le référent VHSS ou l'équipe dédiée procédera à une première analyse des faits signalés.

3. **Enquête interne :**
   Une enquête confidentielle pourra être menée, en concertation avec les parties concernées, tout en garantissant leur sécurité et leur anonymat.

4. **Actions correctives :**
   Selon les conclusions de l'enquête, des mesures adaptées seront prises : entretien de recadrage, sanctions disciplinaires, mesures d'éloignement, mise en relation avec des professionnels de soutien (psychologues, médiateurs, avocats).

---

4. Prévention et Formation

- Organisation de formations régulières pour sensibiliser les salariés, artistes et bénévoles aux VHSS.
- Insertion d'une clause relative à la lutte contre les VHSS dans les conventions avec des partenaires extérieurs amenés à être au contact de nos salarié·es, nos publics et nos autres partenaires.
- Diffusion d'affiches et supports pédagogiques dans les locaux de Transversales.

---

5. Confidentialité et Soutien

- **Confidentialité :** Tous les signalements sont traités de manière confidentielle. Les données recueillies ne seront accessibles qu'aux personnes chargées du suivi du dossier.
- **Soutien aux victimes :** Les personnes impactées par une situation de VHSS seront orientées vers des structures spécialisées pour recevoir un accompagnement psychologique et/ou juridique.

---

6. Référent VHSS

Une référente VHSS, formée spécifiquement sur ces thématiques, a été désignée
Contact : Prudence BELZUNCE – accueil@transversales-verdun.com – 06 85 31 63 72

---

7. Mise à Jour et Évaluation

Le dispositif de signalement sera évalué annuellement pour s'assurer de son efficacité et de sa conformité avec les réglementations en vigueur.

Ressources Externes

- **Numéro national contre les violences (3919)**
- **AVFT (Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail)**
- **Médecine du travail :** Pour accompagner les victimes et témoins.

– ANNEXE V –

DROITS CULTURELS

En adhérant à cette démarche, Transversales s'engage à poursuivre la mise en œuvre des droits culturels tant au sein de sa structure que dans la mise en œuvre de son projet artistique et culturel.

Cette démarche d'intégration des droits culturels dans le projet d'établissement de Transversales repose sur les étapes suivantes :

- Etablissement d'un état des lieux des pratiques et actions déjà menées par Transversales ou en développement
- Identification des actions prioritaires visées par Transversales, en adéquation avec la déclaration de Fribourg
- Rédaction des objectifs opérationnels et des principales actions à développer pour les atteindre,
- Définition des indicateurs et des modalités d'évaluation.

- **<u>Axes prioritaires</u>**

Transversales s'engage sur 4 axes prioritaires, mais non exclusifs, en faveur des droits culturels :

- l'égalité femme-homme
- l'accès aux œuvres et à la pratique artistique et culturelle
- l'équité territoriale
- la diversité culturelle

Transversales se positionne sur l'ensemble de ces objectifs tout en identifiant ses objectifs opérationnels propres dans le cadre de son projet artistique et culturel et de son implantation territoriale.

- **<u>Engagements opérationnels en faveur des droits culturels</u>**

Les axes forts de l'engagement de Transversales en direction des droits culturels et des territoires sont les suivants

- *l'inclusion pour les publics empêchés et éloignés via sa programmation de spectacles en Echappées tout public et scolaire et Voilà !Le festival, manifestation qui multiplie les voies pour accéder au spectacle vivant*
- *la dimension inclusive et participative des habitants, du territoire*
- *les actions de médiations et d'éducation artistique et culturelle menées auprès des publics .*

En 2024, au sein de l'association, l'équipe est composée de 6 permanents et un alternant soit 3 femmes et 4 hommes.

1. **<u>Egalité Femme-Homme</u>**

- ***Objectif opérationnel N°1 : assurer la parité femme-homme au sein de la structure***

Transversales s'engage à tendre à la parité femme-homme au sein de son personnel, de la direction et des instances de gouvernance.

Transversales s'engage dans ses processus de recrutement au respect de la mixité et à l'égal accès aux femmes et aux hommes à la fois aux postes proposés et aux différents niveaux de responsabilité.

Cette volonté d'équité se traduit, en particulier, par une communication non stéréotypée des offres d'emplois et par une attention très particulière à respecter cette neutralité dans les entretiens d'embauche.

***Situation et objectifs de l'association** :*

Parité Femme-Homme au sein de la structure	2025 F / H		2026 F / H		2027 F / H		2028 F/ H	
Effectif total	5	2	4	3	4	3	4	3
Direction (cadre)	0	1	0	1	0	1	0	1

- ***Objectif opérationnel N°2 : assurer la parité femme-homme au sein du projet artistique et culturel, avec un juste partage des moyens de production***

La structure est soucieuse d'assurer une visibilité importante aux femmes dans sa programmation : au sein de l'équipe artistique : auteures, compositrices, metteuses en scène, chorégraphes, cheffes d'orchestres, solistes, musiciennes, comédiennes, danseuses etc….

A travers plusieurs spectacles, Transversales met à l'honneur un sujet qui traverse chacune des saisons depuis quelques années : la question féminine. En terme de mise en scène et de direction artistique, une attention particulière est attachée à programmer des spectacles créés et pensés par des femmes aux esthétiques fortes.

Toutes ces propositions artistiques portent un regard singulier sur l'évolution de la condition féminine, ses avancées, ses piétinements. Transversales participe à son échelle à ses questionnements pour faire évoluer les mentalités et les diktats.

Répartition Femme / Homme au sein de la programmation artistique	2025 F / H		2026 F / H		2027 F / H		2028 F/ H	
Auteures, chorégraphe..	15	21	18	18	18	18	18	18
Direction artistique : mise en scène, direction musicale,..	13	8	10	10	10	10	10	10
/ Moyens de productions	20k€	30k€	25k€	25k€	25k€	25k€	20k€	20k€

- ***Objectif opérationnel N°3 : assurer la représentation, la visibilité des femmes et la valorisation du matrimoine***

Transversales reste vigilant pour agir sur les représentations collectives et porte une attention à l'égalité femmes-hommes dans tous les supports de communication, visuelle, événementielle…

L'axe de programmation affiche depuis quelques années une volonté de valoriser le matrimoine en assurant la visibilité des femmes.

Une place forte est donc donnée à leur parole via leurs gestes artistiques.

*Citons **R.I.P. Cerisaie** de et avec Hélène Gehin ; **Si vénus avait su** de Margaux Eskenazi ; **Un contre un** de Raphaëlle Boitel ; **Avec les pieds** de Jeanne Desoubeaux.*

On retrouve aussi des compagnies artistiques complices portées par des artistes femmes telles Tout va bien avec Virgnie Marouzé, Amonime avec Clea Petrolesi ou Nova avec Margaux Eskenazi.

Notre objectif principal et non des moindres est d'amorcer et d'accompagner une réflexion pour modifier le regard porté sur les femmes - regard biaisé dans l'imaginaire inconscient collectif après des années de modèle patriarcal.

Visibilité, représentativité des femmes	2025	2026	2027	2028
Thématiques/contenu artistiques luttant contre les discriminations liées au sexe ou au genre	-Travestissement -Emancipation de la femme -Homosexualité	-Élargir aux questions LGBT, homo/transphobie -continuer à évoquer la place de la femme dans notre société actuelle		
Nombre	10,00%	15% 20 % 20 %		
Illustrations, photographies, iconographies sur support de communication	41,00%	45,00%	50,00%	50,00%

1. **<u>Accès à l'offre et à la pratique culturelle et artistique</u>**

<u>Objectifs stratégiques :</u>

Accueillir tous les publics sans distinction, dans une volonté d'ouverture, de partage et de diversification en œuvrant à la réduction de ce qui peut constituer un empêchement à la pratique culturelle (physique, psychologique, géographique, social, culturel, linguistique…)

- ***Objectif opérationnel N°4 : faciliter l'accès physique et cognitif des personnes en situation de handicap quelles que soient leurs capacités motrices, sensorielles, cognitives, intellectuelles ou psychiques***

Pour pallier le manque d'équipements qui pourrait nous faire défaut actuellement, la programmation, dans sa volonté d'intégrer et de toucher un maximum de personnes s'oriente, aussi vers des spectacles qui peuvent être visuels, sans parole. C'est notre réponse apportée à des publics empêchés en situation de handicap, faute :

- d'une connaissance réelle et sérieuse du nombre de personnes en situation de handicap visuel et/ou auditif sur notre bassin de vie (pays de Verdun) et justifiant d'un investissement idoine

- de moyens financiers fléchés en direction de matériels adaptés (gilets vibrants permettant aux sourds et mal-entendants de ressentir la musique par exemple)

- de moyens humains pour accueillir au mieux ce type de public.

Toutefois, depuis toujours, Transversales accueille les adultes de ***l'ADAPEIM*** *et de la* ***Maison Perce Neige*** *à raison de 4 à 5 fois dans la saison. De plus, les adultes de la* ***Maison Perce Neige*** *participeront à un stage de théâtre de deux jours en 2025. Enfin Transversales collabore avec les deux* ***IME*** *de Verdun et de Stenay pour l'accueil des enfants au spectacle. En 2024, la collaboration a pris une autre dimension puisque Transversales s'est inscrit dans le Dispositif DRAC Culture et Santé en proposant un parcours culturel co-construit avec, outre la venue au spectacle, la participation à un stage de théâtre avec les comédiens et comédiennes de* ***La Mue du Lotus****. Ce projet sera étendu en 2025 par un nouveau travail en commun pour une représentation publique en amont de la création* ***Nous quartier libre*** *de la compagnie Tout va bien.*

Notre objectif principal demeure un accompagnement privilégié et personnalisé pour toute personne en situation de handicap. A l'heure actuelle, cela consiste à accompagner la personne empêchée de l'accès parking jusqu'à son entrée en salle. A l'avenir, il s'agira de proposer des outils adaptés pour répondre à chaque handicap.

Nombre et nature des actions et équipements en direction des personnes en situation de handicap	2025	2026	2027	2028
Travaux d'accessibilité et aménagement : nature, nombre, montant..	0	0 0 0		
Nombre de places accessibles en fauteuil roulant	4 et +	4 et +	4 et +	4 et+
Nombre et type d'équipement pour malentendant (boucles à induction numérique, d'amplification…)	0	En fonction des résultats de l'étude des besoins en lien avec les services de la CAGV		
Nombre de représentions accessibles en audio description ou en LSF <u>spectacles et concerts sans paroles</u>	41,00%	45%		
Nombre de jours de formation du personnel pour l'accueil et la médiation	0	1 1 1		
Référent handicap au sein de la structure	1 1 1 1			

Site internet et/ou outil numérique adapté ou équipement en direction d'un public mal- et non-voyant (pour audio description, gilet vibrant, maquette tactile, supports en braille, signalétique…	0	En fonction des résultats de l'étude des besoins en lien avec les services de la CAGV
Nombre d'actions/ jours en direction des publics en situation de handicap	2	2 2 2
Nombre de spectateurs en situation de handicap	60	70 80 80

- ***Objectif opérationnel N°5 : faciliter l'accès au public empêché pour des raisons culturelles, économiques et sociales***

Un théâtre au cœur de la cité où chacun doit être accueilli et se sentir comme chez soi, voilà l'une de nos ambitions. Cela passe par une politique tarifaire, des actions à destination des familles et dans les quartiers prioritaires.

Depuis 3 saisons, sont proposés :

- 3 catégories de tarifs dont le tarif réduit+ à 8 € pour les -18 ans, étudiants ou demandeurs d'emploi, bénéficiaire du RSA et de l'AAH.

- Des formules d'abonnement avantageuses (4,8,12,16 spectacles et global).

- Depuis 2024/2025 la formule Venez En Famille permet à un adulte et un enfant de venir à n'importe quel spectacle moyennant 13€ pour les deux.

- S'associer systématiquement aux dispositifs gouvernementaux comme le PASS Culture ou régionaux comme la carte Jeun'Est (4 fois 5€ par jeune de 15 à 29 ans).

De plus, nous estimons que les droits culturels sont un corollaire aux droits à l'éducation. En effet, l'accessibilité universelle de tout un chacun à la culture commence dès le plus jeune âge. Ainsi, quatre spectacles par saison sont proposés en représentation scolaires à Verdun et dans le département.

Politique tarifaire	2025	2026	2027	2028
Nombre de niveaux tarifaires	4	4 4 4		
Prix moyen scolaires compris	6,00 €	6 € 7 € 7 €		
Taux maximal de réduction	50,00%	50 % 50 % 50 %		
Nombre d'abonnements à tarif réduit+	43	50 55 60		
Premier prix et nombre de tickets disponibles	4€ 2650 billets (scolaires)	Politique tarifaire identique		

- ***Objectif opérationnel N°6 : développer des actions spécifiques et les partenariats avec les acteurs du champ social et éducatif***

Transversales noue des liens avec le tissu associatif et les établissements scolaires, pas seulement pour la diffusion des spectacles mais aussi à travers des ateliers et des actions de médiation ce qui permet d'avoir une appréhension de la différence, une meilleure compréhension du monde et la possibilité de s'affirmer soi-même.

Ainsi, Transversales collabore avec quelques 25 établissements scolaires du territoire pour co-construire un nombre significatif d'actions culturelles dans le cadre des CTEAC du pays de Verdun et de la codecom de l'Aire à l'Argonne.

Au niveau du champ social, des collaborations sont à l'oeuvre avec L'AFPA, l'Ecole de la deuxième chance, les trois centres sociaux et culturels de la ville, l'Association Meusienne d'Accueil des TRAjets de vie des MIgrants, l'Association Meusienne d'Information et d'Entraide, etc.

Actions	En cours	Objectifs N+ 3
Type de communication spécifique (utilisation de nouveaux supports, de nouveaux visuels, …)	• Dossiers de présentation des spectacles à destination des scolaires (primaires et secondaires) • En septembre une présentation de la saison jeune public, écrite, orale et numérique en direction des enseignants du primaire / Petite enfance • Un support jeune public papier	• Développer notre communication numérique et inclusive
Actions de médiation culturelle	• **Projets fédérateurs/CTEAC** : Un projet cirque avec les écoles primaires Porte de France et Caroline Aigle de Verdun	• continuer à développer des actions de médiation culturelle et d'éducation artistique et culturelle

	Un projet théâtre avec l'école primaire de Dun sur Meuse Un projet danse avec le collège Louise Michel à Etain Un projet cirque avec les écoles maternelles de Vaubecourt, Génicourt, Pierrefitte, Triaucourt et Nubécourt. • **Projets EAC hors temps scolaire/CTEAC :** Un projet théâtre avec les IME de Verdun et Stenay Un projet cirque avec l'école de la deuxième chance et la promo 16/18 ans de l'AFPA de Verdun Un projet de médiation avec les adolescents de Contre-Courant MJC • **Contrat de Ville** Projet culture et quartier : réactualisation du Pass famille avec les 22 partenaires des quartiers prioritaires (établissements scolaires et centres sociaux, associations de solidarité) et mise en place d'actions de médiation. Projet de médiation cirque « Echap'toi#3 » autour des deux créations *Monographie* (Cie defracto) et *Sans regrets ?* (Cie The Rat Pack) • **Appel à projet « Culture et contrats de ville »** Un projet de résidence du collectif Sismique (Cirque) et d'actions d'éducation artistique et culturelle avec les lycées Alain Fournier et Eugène Freyssinet, l'EPL Agro et le	

	collège Maurice Barrès, tous les quatre situés dans le quartier prioritaire de Verdun • **Dispositif DRAC Culture et Santé** : Stage théâtral avec les comédiens et comédiennes de la Mue du lotus et les IME de Verdun et Stenay • **Dispositif Culture et Justice/FPID :** Un projet stage cirque avec les jeunes de la PJJ et les adultes du milieu ouvert du SPIP de Verdun **Actions sans dispositif particulier :** • Projet cirque avec le collège de Damvillers et la Cie Underclouds • Étroite collaboration avec les internats de proximité pour la venue au spectacle • Actions de médiation autour du spectacle *Oiseau* d'Anna Nozières. • Sensibilisation à la pratique théâtrale avec deux classes de première au lycée Margueritte encadrées par Hélène Gehin de la Cie Mamaille	
Nombre d'actions	16	16
Actions permettant la rencontre entre amateurs et professionnels	• Trois week-end de stage théâtre en direction des amateurs encadrés par des artistes issus des spectacles programmés dans la saison • Deux ateliers annuels théâtre amateur encadrés par des artistes professionnelles à Hannonville et Doulcon	Développer les endroits de rencontres entre pratiques amateurs et professionnelles (bord plateau, visite sur des temps de résidence, etc.) • approfondir le partenariat avec le Persé Circus
Nombre d'actions	2	3

2. **Equité territoriale**

Objectifs stratégiques :

Agir en direction des personnes éloignées de l'offre et de la pratique artistique et culturelle, œuvrer à la réduction de la fracture territoriale, assurer une égale présence culturelle et artistique *dans une approche de proximité en prenant en considération les territoires éloignés.*

Transversales souhaite proposer une offre artistique et culturelle sur l'ensemble du territoire, renforcer les projets qui s'inscriront davantage dans une action territoriale de proximité en direction des habitants situés en zones rurales et/ou éloignés d'une offre culturelle, dans un souci d'équité territoriale.

Situé sur une zone relativement dépourvue d'équipements culturels, Transversales se doit d'irriguer le territoire de propositions artistiques par une programmation hors-les-murs. C'est pourquoi nous défendons tout au long de la saison la diffusion de spectacles en ***Echappées*** *au plus près des populations des communes du centre et nord Meuse.*

- ***Objectif opérationnel N°7 : faciliter la circulation des artistes et des œuvres et la mobilité des publics***

Types et nombre d'actions pour faciliter le transport sur les lieux de diffusions	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
Actions sur le coût du transport	Déplacements de la proposition artistique au cœur des territoires avec les Echappées	• 4 spectacles en Echappées TP et 2 spectacles en Echappées Scolaire • Etude sur l'achat d'un véhicule électrique pour les déplacements de la médiatrice et des artistes • Une résidence en territoire par an en Echappées Imaginaires		
Mesures facilitant la mobilité : transport public / privé	• Mise en place de navette sur certains spectacles • Informer sur les dispositifs mis en place par le département : Roul'en meuse,			

- ***Objectif opérationnel N°8 : construire une présence artistique et culturelle la plus homogène possible dans le centre et nord meuse***

Types et nombre d'actions pour faciliter la présence artistique dans le centre et nord Meuse	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
Identification des bassins de vie les plus fragiles et les plus éloignés de l'offre artistique et culturelle	Cartographier le territoire en fonction de l'offre artistique d'une part et des projets EAC d'autre part	• Prioriser les territoires en fonction des bassins de vie et des possibilités de mobilisation des acteurs locaux : Pays de Stenay ? L'Argonne ? • Proposer une des trois approches possibles sur les basins de vie identifiés comme prioritaire : Accueil d'une échappée, mise en place d'un projet d'EAC ou accueil d'une résidence artistique		

3. **<u>Diversité culturelle</u>**

<u>Objectifs stratégiques :</u>

-Tout mettre en œuvre pour que l'offre artistique et culturelle soit un reflet plus juste de la composition ethnique et culturelle de sa population, historiquement et sociologiquement diversifiée

-Offrir aux publics des représentations valorisées et des modèles positifs de la diversité de la population française

-Offrir une meilleure visibilité de la multiformité des œuvres et des créateurs et créatrices d'origines diverses en célébrant leurs récits, leurs pratiques, leurs esthétiques

- ***Objectif opérationnel N°9 : favoriser la représentation et la participation des identités culturelles, sociales et minoritaires***

Transversales travaille, à son échelle, à une meilleure considération de la diversité sur les plateaux de France. Au cours de ses saisons, les équipes artistiques accueillies et les sujets traités visent à avoir une meilleure représentation des minorités ethniques.

Spectacles ou artistes accueillis (liste non exhaustive) : ***La tendresse*** *de Julie Bérès****/ Abysse*** *d'Alexandra Tobelaim****/Ana Carla Maza/ Ballaké Sissoko/Françé*** *de Lamine diagne et Raymond Dikoumé****.***

Concernant la mixité des spectateurs, nous avons noué des liens durables avec l'AMATRAMI permettant à des primo-arrivants de découvrir à tarifs privilégiés des spectacles accessibles linguistiquement (visuel et avec peu de paroles).

Indicateurs associés à l'objectif	**En cours**	**Objectif n+3**
Recours aux CV anonymes lors des recrutements	A mettre en place dès 2025	
Représentation de la diversité dans vos différents supports de communication	**23,00%**	30,00%
Propositions artistiques pouvant sensibiliser à la diversité culturelle ou valoriser les identités dans les contenus et les programmes	**23,00%**	30,00%
Nombre de propositions	**8**	**12**

Types et nombre d'actions pour faciliter la participation des habitants	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
Augmenter les résidences artistiques d'un volet d'actions culturelles impliquant les habitants dans un processus de création	Projet Les voix avec la compagnie Le K Projet avec la compagnie Lamento	• Proposer au moins une résidence augmentée par an		
Proposer des rendez-vous sollicitant la participation des habitants	Projet commun de Karin Serres et Deux point deux	• Proposer au moins un projet participatif par an impliquant une partie de la population		
Favoriser les espaces d'expression voire de décision pour une meilleure pris en compte des droits culturels des populations	Projet Ado/Voilà !Le festival avec la mise en place d'un espace d'information et de décision : les jeunes décident de leur programmation	• Prolonger l'expérience avec les jeunes d'une autre structure d'accueil : centre social ou autre.		
Favoriser la coopération entre les professionnels du secteur social et culturel	Formation coconstruite avec les centres sociaux de la ville,	• Un deuxième volet à la formation pourrait se porter		

	Contre Courant et Le Mémorial « Travail culturel/travail social : quelles passerelles ?	sur les enjeux et outils de coopération entre les deux secteurs.
Nombre de projets	5	Au moins 4 projets

Affaires Culturelles

SOUTIEN A L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (PROGRAMME D'ACTIONS 2024/2025) -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien à l'Education Artistique et Culturelle,

Vu le règlement départemental des aides dédiées à la politique culturelle, voté par décision de la Commission permanente du Conseil départemental le 27 mars 2025,

Vu les demandes de subventions des structures publiques présentées au titre de l'exercice budgétaire 2025, concernant leurs programmes d'actions 2024/2025 des Contrats Territoriaux d'Education Artistique et Culturelle,

Monsieur Samuel HAZARD étant sorti à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Individualise la somme de 134 717€ (AE 2023_2 PROJ EDUC ARTIST CUL 23 27) au titre du soutien à l'éducation artistique et culturelle ;

- Attribue au titre de l'année budgétaire 2025, les subventions plafonnées proratisées aux structures identifiées dans le tableau ci-dessous, conformément au règlement culturel et au règlement budgétaire et financier départementaux, pour un montant total de 134 717€ :

CTEAC	BP du prog. d'actions	Soutien aux projets	Soutien à la coordination	Montant total Subv 2025 attribuée	Taux d'intervention
CA Meuse Grand Sud	117 654€	17 648.10€	5 882.70€	23 531€	20%
CC Commercy Void Vaucouleurs	146 836€	21 482€	7 341€	28 823€	19.63%
CC Portes de Meuse	107 450€	14 418.35€	5 372.50€	19 790€	18.42%
PETR du Pays de Verdun	295 677€	36 177.15€	14 783.85€	50 961€	17.23%
CC de l'Aire à l'Argonne	17 514€	2 049.30€	875.70€	2 925€	16.70%
CC Sammiellois	38 814€	5 822.10€	1 940.70€	7 763€	20%
CC Pays de Revigny	4 618€	692.70€	230.90€	924€	20%
Total				134 717€	

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les actes se rapportant à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Europe Transfrontalier et Ingénierie de financement

PARTENARIAT AVEC LE CENTRE EUROPE DIRECT - CRISTEEL : SUBVENTION 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la demande de subvention départementale présentée par l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » labellisée Centre Europe Direct par la Commission européenne,

Après en avoir délibéré,

- Décide de l'octroi d'une subvention départementale forfaitaire de 5 400 € à l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » pour accompagner son programme d'actions 2025 ;

- Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à signer avec l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » la convention annuelle de partenariat 2025 ci-jointe ;

- Autorise le versement de cette subvention départementale de 5 400 € à l'association « Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine - CRISTEEL » dès signature de la convention par les deux parties.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT 2025

Entre le **Département de la Meuse**, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, désigné sous le terme « le Département », d'une part,

et

l'association dénommée **Centre Régional Inter-associatif et de Soutien Technique pour les Echanges Européens en Lorraine (CRISTEEL),** association régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé 58bis rue Raymond Poincaré à 54000 NANCY, représentée par son Président, Monsieur Jacques SPIGOLON, désignée sous le terme « CRISTEEL », d'autre part,

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les deux parties sur leurs engagements respectifs et les modalités d'exécution.

Par la présente convention, l'association CRISTEEL, labellisée par la Commission européenne comme centre d'information officiel de la Commission européenne « Centre Europe Direct - EUROPE DIRECT Lorraine Grand Est », s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser un programme d'actions 2025 conforme à son objet social pour assurer en Meuse ses missions d'information sur le fonctionnement et sur les politiques de l'Union Européenne, notamment sur la citoyenneté et la mobilité européennes.

A cette fin, l'association CRISTEEL s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, le Département décide d'apporter son soutien financier au fonctionnement de l'association CRISTEEL.

Article 2 : Programme d'actions prévisionnel 2025

Dans le cadre du partenariat noué avec le Département de la Meuse, l'association CRISTEEL s'engage à développer un programme d'actions prévisionnel 2025 autour de l'Union Européenne orientée tout particulièrement sur le développement de la citoyenneté et de la mobilité européennes des jeunes meusiens et à l'accueil de jeunes européens en Meuse :

- **Sensibilisation et information sur l'Union européenne et promotion de la citoyenneté européenne auprès :**
  → des élus et du grand public : centre d'information et de documentation, site internet et réseaux sociaux, événements dans le cadre du « Mois de l'Europe » ;
  → du public jeune : appui « à la carte » au programme d'actions du Collectif « Jeunes en Meuse » … ;
  → du public scolaire : diffusion du catalogue des ressources pédagogiques, animations pédagogiques dans les établissements scolaires meusiens ;
- **Information sur les programmes européens Jeunesse et promotion de la mobilité européenne :**
  → Réunions d'information et formations sur la mobilité européenne : présentation des dispositifs européens de mobilité (Erasmus+, Corps Européen de Solidarité, Service Volontaire transfrontalier en Grande Région), séminaires action-formation pour les professionnels des structures Jeunesse, formations civiques et citoyennes ;
  → Conception, soutien technique et participation aux actions de mobilité européenne Erasmus+ et Corps Européen de Solidarité : envoi de jeunes volontaires, coordination de nouveaux projets de mobilité européenne, prospection et accompagnement d'acteurs meusiens candidats à l'accueil de jeunes volontaires de la Grande Région.

Article 3 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Conformément à la décision de l'Assemblée départementale, une subvention forfaitaire de fonctionnement de 5 400 € est accordée à l'association CRISTEEL pour la réalisation de son programme d'actions 2025.

La subvention départementale forfaitaire de 5 400 € sera créditée au compte de l'association CRISTEEL selon les procédures comptables en vigueur, soit en une seule fois, dès que la décision d''attribution sera rendue exécutoire.

Article 4 : Obligations de l'association

L'association CRISTEEL s'engage à :
- organiser l'Assemblée Générale ordinaire courant du 1er semestre de chaque année,
- signaler toute modification des statuts de l'association, tout changement dans la composition du Conseil d'Administration et du Bureau, tout changement de domiciliation bancaire,
- adresser au Département, au fur et à mesure, les comptes-rendus du Conseil d'Administration et les bulletins d'information qu'elle adresse à ses membres, sous réserve du respect de la clause de confidentialité acceptée par le Département,
- informer au plus tôt le Département de toutes difficultés rencontrées dans l'exécution des actions subventionnées et des modifications proposées,
- faire mention de la participation du Département sur tous ses supports de communication et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par l'association CRISTEEL, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, le Département peut exiger le reversement de tout ou partie de la subvention versée au titre de la présente convention.

Article 6 : Contrôle du Département

L'association CRISTEEL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par le Département, en vue de vérifier l'exactitude des comptes-rendus financiers transmis.

Article 7 : Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles le Département a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée chaque année et adressée au Département avant la fin de l'année 2025.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article 1er, sur l'utilité sociale ou l'intérêt général des actions réalisées, et sur les prolongements susceptibles de leur être apportés dans le cadre d'une nouvelle convention.

Cette évaluation sera présentée lors d'une réunion entre les parties au plus tard avant le 31 mars 2026 pour pouvoir en discuter de vive voix et ébaucher les perspectives de partenariat pour l'année 2026.

Article 8 : Durée de validité de la convention et conditions de renouvellement

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt d'un dossier complet de demande de renouvellement du partenariat **avant le 31 mars 2026, date-butoir impérative** et aux conclusions de l'évaluation précitée.

Le dossier devra comprendre les pièces suivantes :
- Demande de renouvellement du partenariat ;
- Statuts (en cas de modification) et liste des membres du Conseil d'Administration et du Bureau ;
- Relevé d'Identité Bancaire (en cas de modification) ;
- Compte d'exploitation, bilan des 2 derniers exercices clos connus, budget de l'exercice en cours ;
- Rapport d'activités 2025 et bilan financier 2025 certifié par le Président et le Trésorier ou le Commissaire aux comptes ;
- Programme d'actions prévisionnel 2026, son échéancier prévisionnel de réalisation et son budget et plan de financement prévisionnels.

Au vu de ce dossier complet, le Département décidera de l'opportunité et des modalités du renouvellement du partenariat.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure de respecter ses engagements.

Article 10 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.
A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.
La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires à Bar-le-Duc, le

Le Président de l'association CRISTEEL,

Jacques SPIGOLON

Le Président du Conseil départemental de la Meuse,

Jérôme DUMONT

Service Social Départemental

SOUTIEN AUX PERSONNES VULNERABLES : SUBVENTION 2025 A L'ASSOCIATION MEUSIENNE D'ACCOMPAGNEMENT DES TRAJETS DE VIE DES MIGRANTS (AMATRAMI) -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien proposé à l'AMATRAMI pour 2025,

Après en avoir délibéré,

Décide par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier en vigueur (l'action étant déjà commencée depuis janvier 2025) :

- D'accorder à l'AMATRAMI une subvention forfaitaire d'un montant de 12 600 € sur les crédits 2025 après retour de la convention dûment signée, pour la mise en œuvre d'activités concourant à l'accompagnement des publics migrants et donnant lieu à la transmission au Département d'un bilan d'activités quantitatif et qualitatif ainsi que d'un bilan financier, au plus tard pour le 30 avril 2026 ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil Départemental de la Convention Annuelle d'Objectifs 2025, jointe en annexe ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental de tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

Et : **L'Association Meusienne d'Accueil des Travailleurs Migrants (A.M.A.Tra.Mi).**, représentée par Madame Colette NORDEMANN, Présidente,

Vu Vu l'article L 121-1-1 du Code de l'action sociale et des familles,

Vu La délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 22 mai 2025,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Acteur de la lutte contre toutes les exclusions, le Conseil départemental souhaite construire sa politique d'insertion sociale et professionnelle par le développement de projets concourant à ces objectifs.

A cet effet, il s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans ce cadre et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS POURSUIVIS ET RESULTATS ATTENDUS

L'Association Meusienne d'Accompagnement des Trajets de vie des Migrants a pour objet de promouvoir l'insertion, de façon collective et individuelle, des personnes migrantes en leur donnant les moyens d'assumer leurs responsabilités dans la société.
A ce titre, l'association concourt à améliorer leur accueil, à faciliter leur adaptation sociale et professionnelle sur le territoire meusien par toutes actions appropriées, notamment par l'enseignement du français et par une aide dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle.

Ainsi, l'A.M.A.Tra.Mi contribue à la politique impulsée dans le département par une intervention auprès du public et/ou auprès des acteurs sociaux et de l'insertion.

Pour l'année 2025, l'A.M.A.Tra.Mi mettra en œuvre des activités permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- **Accompagner les étrangers et migrants dans leur parcours d'insertion linguistique et sociale :**

  - Favoriser l'insertion des migrants dans leur pays d'accueil par un apprentissage pertinent de la langue.
  - Accompagner les enfants des familles étrangères dans la maîtrise de la langue française pour leur permettre une meilleure scolarité.
  - Poursuivre la mise en œuvre des cours de FL2I au plus près des apprenants

- **Poursuivre la dynamique de formation à destination des équipes bénévoles** :

  - Former les bénévoles à la didactique du FL2I
  - Prévenir les situations d'épuisement des bénévoles
  - Poursuivre les recrutements de sorte d'étayer le maillage territorial

- **Contribuer à l'intégration des personnes migrantes sur le territoire meusien :**

  - Rompre l'isolement et favoriser la création de lien social.
  - Inscrire les personnes dans une dynamique d'installation durable sur le territoire au travers des activités complémentaires portant sur la découverte des institutions, la (re)prise d'activité, la médiation culturelle, etc.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT

Le Département de la Meuse alloue à l'A.M.A.Tra.Mi une subvention de 12 600€ au titre des crédits 2025.

Cette subvention fera l'objet d'un seul versement après retour de la convention dument signée.

L'association s'engage à transmettre un bilan d'activités et financier au Département - Direction Prévention et Accompagnement – Service Social Départemental avant le **30 avril 2026**.

Les services du Département de la Meuse assurent le contrôle financier et technique de la présente convention.

S'il s'avère que l'A.M.A.Tra.Mi, n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 2, en lien également avec l'évaluation posée à l'article 5 le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des actions réalisées.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour la réalisation des objectifs fixés, et pour son évaluation jusqu'au 30 juin 2026.

ARTICLE 5 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

La démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- L'organisation par l'A.M.A.Tra.Mi d'un comité de pilotage et de suivi annuel. Cette rencontre se déroule en présence des Responsables des Services Territoriaux et de la chargée de mission du Service Social Départemental - et doit permettre d'effectuer un bilan des actions conduites et, le cas échéant, d'apporter les ajustements nécessaires pour répondre au mieux aux besoins exprimés,
- La réponse de l'A.M.A.Tra.Mi à toute interpellation ponctuelle du service en charge du suivi pour exposer un projet, répondre à des questions ou traiter un problème spécifique,
- L'instruction par le Département d'un bilan annuel d'activités quantitatif et qualitatif ainsi que d'un bilan financier.

L'évaluation des interventions s'appuiera notamment sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

En matière d'interventions auprès du public :

- Le nombre et la nature des interventions conduites auprès de groupes de publics (ex : atelier linguistique, …),
- L'assiduité des participants et leur nombre moyen à chacune des activités,
- Le nombre de personnes reçues et/ou accompagnées individuellement,
- Le bilan qualitatif de ces interventions : satisfaction du public, des acteurs portant sur les modalités d'intervention, le contenu, le professionnalisme,
- Acquis permis par les différents ateliers (langage, autonomie dans les démarches… l'évolution de l'estime de soi… accès à l'emploi ou à la formation…).

La Direction Prévention et Accompagnement - Service Social Départemental - se tient à disposition pour tout conseil ou information utiles à l'exercice de la mission.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. En cas de dissolution de la structure signataire,
2. En cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.
   Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués.
   Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

La présente convention est rédigée en deux exemplaires originaux.

Fait à Bar le Duc, le

La Présidente de l'A.M.A.Tra.Mi

Colette NORDEMANN

Le Président du Conseil Départemental

Jérôme DUMONT

Qualité de Vie au Travail

AVENANT - SUBVENTION 2025 ASSOCIATION ESCAPAD55 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la subvention de fonctionnement 2025 allouée à l'association du personnel Escapad55,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'attribuer à l'association Escapad55 une subvention de fonctionnement forfaitaire au titre de l'année 2025, d'un montant total maximum de 131 100 €, en vue de financer des actions et manifestations à caractère culturel, sportif et de loisirs proposés au personnel du Département ;

- De verser la somme de 101 085 € ; compte tenu du premier versement de 30 015 € alloué lors du Conseil départemental du 19 décembre 2024 ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer l'avenant à la convention avec l'association Escapad55, ci-jointe, qui définit les conditions d'attribution et de versement de la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2025.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

AVENANT

CONVENTION RELATIVE À L'OCTROI D'UNE SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT

Entre :

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental agissant en vertu d'une délibération en date du 22 mai 2025

Ci-après dénommé « le Département »,

d'une part,

Et :

L'Association ESCAPAD[55] dont le siège social est situé à Bar le Duc, représentée par Madame Aurélie BACQUE, agissant en qualité de Présidente,

Ci-après dénommée, « l'Association **ESCAPAD[55]** »

d'autre part,

Vu le règlement budgétaire et financier du Département en vigueur

Vu la demande présentée par l'association ESCAPAD[55]

Vu la délibération du Conseil départemental du 19 décembre 2024 validant le versement d'une subvention pour l'exercice 2025

Vu la délibération de la Commission permanente du 22 mai 2025 ayant pour objet « Avenant - Subvention 2025 Association Escapad55 »

Vu la convention relative à l'octroi d'une subvention annuelle de fonctionnement signé le 4 mars 2025 entre le Président du Conseil départemental et la Présidente de l'Association Escapad55 pour l'année 2025

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Au vu du décalage du vote du budget 2025 au mois de mars et afin de ne pas mettre en difficulté le fonctionnement de l'association Escapad55, le Département, par convention signée le 4 mars 2025, a versé une première subvention d'un montant de 30 015 euros.

Le présent avenant a pour objet de fixer le montant définitif de la subvention de fonctionnement allouée par le Département de la Meuse au titre de l'année 2025 à la réalisation des objectifs et actions poursuivis par l'association ESCAPAD[55] tels que définis à l'article 2 de la convention susmentionnée.

ARTICLE 2 - CONCOURS FINANCIER

L'article 3.1 – « Montant de la subvention et modalités de règlement » de la convention susmentionnée est modifiée comme suit :

Pour lui permettre de mener à bien ses objectifs, les différents *collèges* employeurs des adhérents contribuent aux dépenses de l'association ESCAPAD[55] par le versement d'une subvention annuelle basée sur le nombre d'adhérents actifs du collège concerné.

Le Département accompagnera l'association ESCAPAD55 en fonction des besoins qu'elle exprimera sous forme d'un programme d'activité. Les parties conviennent qu'un ratio de 230 € par amicaliste actif du Département, constitue le référentiel de la limite supérieure de la participation financière du Département.

Au vu du programme et de la demande de subvention de l'association conforme aux objectifs et actions mentionnées à l'article 2.1 de la convention, **le montant maximum de la subvention de l'année 2025 est fixé à 131 100 € pour 570 amicalistes au 1er septembre 2024.**

Compte tenu du premier versement d'un montant 30 015 euros, alloué par délibération du Conseil départemental du 19 décembre 2024, un second versement d'un montant de 101 085 € sera effectué à compter de la notification du présent avenant signé.

La subvention sera attribuée sous réserve des conditions prévues à l'article 3.3 de la convention.

ARTICLE 3 – AUTRES ARTICLES DE LA CONVENTION

Les autres articles de la convention susmentionnée demeurent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux

A Bar-le-Duc, le

Pour le Département,

Jérôme DUMONT,
Président du Conseil départemental

Pour l'Association,

Aurélie BACQUE,
Présidente d'ESCAPAD[55]

TRANSFORMATION DE POSTES AU TABLEAU DES EFFECTIFS -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à la transformation de postes au tableau des effectifs du Département,

Après en avoir délibéré,

Autorise, à compter du 1er juin 2025, la transformation des postes suivants suite à la réussite au concours d'attaché de deux agents titulaires relevant actuellement de la catégorie B :

- Un poste de rédacteur principal de 1ère classe (Catégorie B) en un poste d'attaché territorial (Catégorie A) à la Direction Prévention et Accompagnement – Service social départemental ;
- Un poste de rédacteur principal de 1ère classe (Catégorie B) en un poste d'attaché territorial (Catégorie A) à la Direction Prévention et Accompagnement, Service Départemental de Promotion de la Santé Maternelle et Infantile.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Emploi et compétences

RECRUTEMENT D'UN AGENT CONTRACTUEL DE CAT.A -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le dossier présenté au comité technique du 16 février 2021 et la délibération de la commission permanente du 22 avril 2021 qui définit les règles de gestion relatives au recrutement d'agents contractuels sur postes permanents,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à autoriser le recrutement, sur la base de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique, d'un agent contractuel de Catégorie A,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer un contrat de recrutement, pour une durée de 3 ans à compter du 1er juin 2025 d'un agent contractuel de Catégorie A sur les fonctions de Responsable du service Emploi et insertion et fixe la rémunération de cet agent sur la base de l'IB 469 de la Fonction Publique Territoriale, majorée des primes et indemnités perçues par les agents titulaires d'emplois équivalent.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Europe Transfrontalier et Ingénierie de financement

DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS - DEMANDE DE SUBVENTION 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à autoriser la demande de subventions DSID2025 auprès de l'Etat,

Après en avoir délibéré,

- Approuve le plan de financement prévisionnel de l'opération suivante comme suit :

« Réhabilitation thermique du bâtiment « Allende » au collège André Theuriet à Bar-le-Duc » : subvention prévisionnelle DSID sollicitée de 607 083,00 € :

Dépenses prévisionnelles		**Recettes prévisionnelles**	
Postes de dépenses	**Montant HT**	**Financeurs**	
Prestations intellectuelles :			
Repérage amiante avant travaux	15 000,00 € HT	**DSID**	**607 083,00 € (37,14%)**
Maitrise d'œuvre	122 753,00 € HT		
OPC	18 412,95 € HT		
SPS	6 137,65 € HT		
Contrôle technique	9 820,24 € HT		
Sous-total	**172 123,84 € HT**		
Travaux :			
Installations de chantier	25 000,00 € HT	*Sous-Total Aides publiques :*	*607 083,00 € (37,14%)*
Echafaudages	134 730,00 € HT		
Charpente couverture	514 800,00 € HT		
Doublage isolation	169 000,00 € HT		
Electricité	40 000,00 € HT		
Chauffage	42 500,00 € HT		
Menuiseries extérieures Bois	60 000,00 € HT		
Peinture	47 500,00 € HT		
Restauration des façades	194 000,00 € HT		
Sous-total	**1 227 530,00 € HT**		
Divers :			
Actualisation et révision	61 376,50 € HT		
Aléas et imprévus	173 531,93 € HT		
Sous-total	**234 908,43 € HT**	Autofinancement CD55	1 027 479,27 € (62,86%)
TOTAL Dépenses	**1 634 562.27 € HT**	**TOTAL Recettes**	**1 634 562.27 € (100%)**

- Autorise le Président du Conseil départemental à solliciter la subvention pour un montant prévisionnel de 607 083,00 € auprès de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID) 2025 pour accompagner l'opération « Réhabilitation thermique du bâtiment « Allende » au collège André Theuriet à Bar-le-Duc » ;

- Engage le Département sur fonds propres à défaut d'obtention de tout ou partie de la subvention sollicitée. Si le montant de cette subvention allouée venait à être inférieur à celui sollicité, le Département s'engage à augmenter d'autant sa participation ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tous les documents nécessaires à l'obtention de la subvention sollicitée.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Direction du Patrimoine Immobilier

COLLEGE ROBERT AUBRY DE LIGNY-EN-BARROIS - CONVENTION RELATIVE A L'ACCUEIL PROVISOIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE RAYMOND POINCARE LE TEMPS DE SA RESTRUCTURATION - AVENANT N°4 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à la validation d'un quatrième avenant à la convention datée du 10 octobre 2023 et de ses avenants des 02 février 2024, 10 juillet 2024 et 20 janvier 2025, conclue avec la Ville de Ligny-en-Barrois dans le cadre de l'accueil provisoire de l'école élémentaire Poincaré le temps de sa restructuration, tendant à la prolongation d'occupation des locaux jusqu'au 31 août 2025,

Après en avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Président du Conseil départemental, à signer l'avenant précité et joint en annexe.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

AVENANT 4 A LA CONVENTION RELATIVE A L'ACCUEIL PROVISOIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE POINCARE, LE TEMPS DE SA RESTRUCTURATION, AU SEIN DU COLLEGE ROBERT AUBRY

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse agissant comme collectivité de rattachement du collège Robert Aubry, par ailleurs propriétaire dudit collège, dont le siège social se situe à l'Hôtel du Département Place Pierre François GOSSIN BP 50514 Bar-le-Duc CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT autorisé aux présentes, aux termes d'une délibération de la Commission permanente du 22 mai 2025,

Ci-après désigné "le Département"

D'une part,

Le Collège Robert Aubry, dont le siège social est situé au 28-30, rue Jules Ferry – 55500 Ligny-en-Barrois représenté par son Chef d'Etablissement Madame Delphine BOUTTERIN,

Ci-après-désigné "le collège"

D'autre part,

Et

La Ville de LIGNY-EN-BARROIS, dont le siège social est situé au 2, rue de Strasbourg 55000 Ligny-en-Barrois, représentée par son Maire Monsieur Jean-Michel GUYOT,

Ci-après désigné "la Ville"

D'une autre part,

EXPOSE

Aux termes d'une convention conclue en date du 10 octobre 2023, de son avenant 1 du 02 février 2024, de son avenant 2 du 10 juillet 2024 et de son avenant 3 du 20 janvier 2025**,** le Département de la Meuse a mis à disposition à la Ville de Ligny-en-Barrois des locaux pour permettre l'accueil des élèves de l'école élémentaire - prévision de 114 élèves, soit 6 classes (une classe par niveau) - pendant la période de travaux de l'école élémentaire Poincaré.

Cette convention à échéance au 16 mars 2025, se doit être prolongée. Aussi, il convient d'acter cette nouvelle situation.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant 4 porte sur la prolongation de la durée de convention susmentionnée à compter du 17 mars 2025 au 31 août 2025 inclus.

Article 2 : Date d'effet

Le présent avenant prendra effet après notification à l'ensemble des parties, rétroactivement au 16 mars 2025.

Article 3 : Autres Clauses

Toutes les autres clauses et conditions de la convention du 10 octobre 2023 et de ses avenants du 02 février 2024, du 10 juillet 2024 et du 20 janvier 2025 restent inchangées et demeurent applicables.

Fait à Bar-le-Duc, en trois exemplaires originaux **(*)** le :

Pour la Ville de LIGNY-EN-BARROIS,	Pour le Département,	Pour le Collège,
Jean-Michel GUYOT Maire	**Jérôme DUMONT** Président du Conseil départemental de la Meuse	**Delphine BOUTTERIN** Cheffe d'Etablissement

(*) Un exemplaire pour le Département de la Meuse
Un exemplaire pour la Ville
Un exemplaire pour le Collège

MODIFICATION DE LA DELIBERATION D24_11_CP_431 RELATIVE AUX VENTES DE PARCELLES A LA SAFER: PRECISIONS RELATIVES AUX DESTINATAIRES DE L'OFFRE DE VENTE. -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la vente de parcelles départementales à Verdun et Thierville-sur-Meuse,

Vu l'avis de la Direction immobilière de l'Etat en date des 19 septembre 2024 et 24 octobre 2024,

Vu la délibération D24_11_CP_431 relative à la vente de parcelles à la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) Grand Est de la Commission Permanente du 28/11/2024,

Monsieur Samuel HAZARD étant sorti à la présentation du dossier,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer l'acte notarié de vente des parcelles ZH 37 de 17 100 m² et ZE 70 de 10 850 m² situées à Thierville-sur-Meuse et ZP 101 de 35 951 m² située à Verdun, au profit de la SAFER Grand Est ou son substitué, pour un montant total de 30 000 euros ainsi que tous les documents inhérents à cette opération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec une abstention (Benoît WATRIN n'a pas pris part au vote).

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Affaires Juridiques

PROCEDURE D'INDEMNISATION DES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la proposition d'indemnisation des dommages causés aux tiers par le Département de la Meuse dans le cadre de son activité,

Vu la possibilité pour le Département de la Meuse de procéder à un règlement amiable au moyen d'un protocole transactionnel conclu sur le fondement des principes des articles 2044 et suivants du Code Civil,

Après en avoir délibéré,

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les protocoles transactionnels joints en annexe avec les tiers identifiés pour l'indemnisation des préjudices suivants :

Catégorie du risque	Faits concernés	Tiers à indemniser	Montant du préjudice
Responsabilité civile	Le 6 août 2024, lors d'un débroussaillage manuel par un agent départemental, une projection de gravillons a brisé la vitre arrière gauche du véhicule du tiers.	GROUPAMA GRAND EST Sinistres Automobiles TSA 70072 67093 Pour M. A D 55 800 Noyers Auzécourt	247.18 €
Responsabilité civile	Le 5 juillet 2024, la barrière du parking souterrain de l'Hôtel du Département s'est rabattue sur le toit du véhicule de l'agent, alors qu'il avait présenté son badge pour son ouverture.	Avanssur Sinistre AUTO TSA 41042 59 784 Lille CEDEX 9 J-C D 57120 PIERREVILLERS	630.51 € 326 € (montant franchise)
		TOTAL	1 203.69 €

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Direction Attractivité et Développement des Territoires

MODIFICATION DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET) -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à émettre un avis sur les modifications apportées au **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)**,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- **D'émettre un avis favorable, avec réserves,** sur les modifications apportées au SRADDET Grand Est exposées dans le présent rapport à la suite de la procédure de modification et des concertations engagées depuis décembre 2021. Sans remettre en cause la nécessaire sobriété foncière, le Département souhaite que les modifications apportées au SRADDET puissent prendre en compte les spécificités des territoires ruraux en matière de développement économique, de mobilités et d'habitat.

- **De demander, concernant les modifications liées au ZAN et à son application que :**

  - Des mesures de simplification administratives soient prises par l'Etat afin de faciliter la reconquête du foncier notamment dans les centres urbains,

  - La marge de 20% soit appliquée plus systématiquement dans la cible de consommation d'ENAF,

  - Soient pris en compte les projets d'intérêts régionaux dans nos territoires (ex : Base de loisirs de Madine, Plan d'eau de l'Othain, Zone Meuse TGV…) et le projet Parc Innov au titre des PENE, projet directement lié à l'opération d'intérêt national CIGEO.

- **De demander, concernant les modifications liées au volet Transports et Mobilité,** une prise en compte des spécificités des territoires « hyper-ruraux » comme la Meuse pour lesquels le développement des mobilités alternatives est plus complexe en raison de la prédominance de la voiture personnelle et de l'impossibilité de mettre en place des transports collectifs bas carbone adaptés et rentables.

- **De rappeler les termes de la contribution collective des territoires meusiens** transmise à la Région Grand Est en mai 2022 à l'occasion de la phase de concertation du SRADDET, jointe en annexe.

De soutenir la proposition de loi dite « TRACE », adoptée par le Sénat le 18 mars dernier, visant à assouplir la trajectoire intermédiaire de réduction de bétonisation des sols, à simplifier les modalités de comptabilisation de l'artificialisation et à modifier la logique de territorialisation des objectifs en partant des collectivités locales.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec 2 abstentions.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Modification du SRADDET

Synthèse des principales réserves émises par les territoires meusiens

Mai 2022

Les collectivités meusiennes souhaitent mettre en avant la nécessaire prise en compte des spécificités du territoire dans la politique globale de sobriété foncière qui devra être menée dans les prochaines décennies.

Sans remettre en cause la nécessité d'un effort commun et partagé pour limiter la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), il convient d'assurer que la mise en œuvre de ces dispositions règlementaires permette de renforcer l'attractivité des territoires ruraux, en développant notamment une offre adaptée aux attentes des populations en termes d'habitat et d'activités, dans le cadre d'un choix de vie en milieu rural.

En effet, ne pas pouvoir répondre à des besoins, que ce soit en termes d'habitat ou de développement économique, du fait des contraintes de sobriété foncière, accentuerait les difficultés du territoire et le sentiment de déclassement voire d'abandon par rapport aux territoires urbains.

En termes d'**habitat**, la production de nouveaux logements restera nécessaire malgré l'évolution démographique globalement défavorable sur le territoire départemental, pour le renouvellement d'un parc particulièrement vieillissant pour la Meuse, et pour prendre en compte le desserrement des ménages qui se poursuit. Le vieillissement de la population impose par ailleurs de mettre en place des projets innovants d'habitat pour le maintien à domicile, et la création de nouvelles structures d'habitat ou d'hébergement collectives.

Si la remobilisation de logements vacants, de « dents creuses », le changement d'usage de bâtiments (granges par exemple) ou les opérations de démolition-reconstruction doivent être favorisées pour limiter l'extension urbaine, la création d'une offre adaptée aux besoins passera nécessairement en partie par la construction de nouveaux logements en périphérie des villes ou villages. Par ailleurs, concernant le potentiel foncier mobilisable dans les espaces déjà artificialisés il convient d'évaluer les surfaces bâties réellement remobilisables pour le logement, en prenant en compte la dureté foncière et la faisabilité financière des opérations.

Il convient également de prendre en compte la nécessité de pouvoir proposer des logements avec des terrains, condition qui reste indispensable pour maintenir ou accueillir de nouvelles populations en milieu rural, même si les nouvelles formes d'urbanisation doivent permettre de limiter la taille de ces terrains. La trajectoire vers la ZAN doit prendre en compte, au-delà du critère démographique, des critères qualitatifs inhérents au choix de vie en village (espaces, jardins d'agrément,) au risque de confiner à un reflux d'attractivité.

Seule une mixité de l'offre, en densification et en extension, pourra permettre de répondre aux besoins, notamment pour retenir ou attirer des jeunes et des familles.

Par ailleurs, les difficultés règlementaires et surcoûts générés par l'existence d'un dispositif de protection patrimoniale (monuments historiques et leurs abords, sites patrimoniaux remarquables), remettant en cause la faisabilité et la rentabilité d'opérations immobilières dans un contexte de marché détendu, constituent un frein aux projets de rénovation ou changement d'usage, et donc de remobilisation d'espaces déjà urbanisés, dans de nombreuses communes meusiennes.

En termes d'**activités économiques**, si la réutilisation de foncier existant (immobilier d'entreprise vacant, friches…) doit constituer une priorité, l'accueil de nouvelles activités dont les besoins nécessiteraient d'autres implantations, ou l'extension d'entreprises existantes, doit rester possible sur le territoire. Des entreprises recherchant des emprises foncières importantes (pour des activités industrielles, de stockage ou de logistique par exemple) pourraient notamment être intéressées par une implantation en Meuse, par sa situation géographique, ses infrastructures de transport (routes, voies ferrées, canaux), un prix du foncier attractif et les dispositifs règlementaires existant. L'assouplissement des procédures de modification des PLU(i) pour faciliter le changement de destination des bâtiments situés en zone A ou N (par exemple transformation d'un bâtiment agricole en bâtiment d'activité artisanale ou touristique) favoriserait par ailleurs la remobilisation du foncier bâti existant.

Le projet CIGÉO doit également pouvoir s'accompagner du développement d'activités à proximité, alors que les surfaces déjà aménagées ou artificialisées pouvant les accueillir sont aujourd'hui limitées. Le projet Parc'Innov sur les communes de Bure et Saudron va notamment nécessiter une consommation importante d'espaces NAF, mais des activités économiques sont susceptibles de s'implanter dans le secteur en dehors de cette zone d'activité intercommunautaire. Il convient ainsi, dans le cadre de l'accompagnement de ce projet d'intérêt national, que la consommation foncière liée au développement de la zone Parc Innov', mais également à l'implantation ou extension d'autres entreprises directement en lien avec CIGÉO, ne soit pas prise en compte dans la comptabilité locale de réduction de consommation des espaces NAF.

Par ailleurs, l'importance du secteur agricole dans le département induit des spécificités en termes de construction de bâtiments à usage agricole, en lien notamment avec les enjeux de stockage de matériel, de produits phytosanitaires et de produits agricoles sur les exploitations. Il existe également un fort enjeu autour du bâti agricole existant, qui est souvent exclu dans le cadre des reprises d'exploitation, alimentant ainsi le stock de friches sur le territoire.

Enfin, la filière sylvicole est très importante pour le département de la Meuse. Les crises sanitaires et les effets du réchauffement climatique fragilisent cependant les forêts (chalarose du frêne, scolytes, échauffement des hêtres, fragilisation des chênes…). L'accompagnement des acteurs pour favoriser l'adaptation des forêts au réchauffement climatique et soutenir la filière est également un enjeu fort pour notre territoire.

L'agroforesterie constitue par ailleurs une perspective de développement durable intéressante pour notre territoire, et nécessite la mise en place de dispositifs de soutien à son développement.

Les ressources en eau (de plus en plus limitées) sont également un critère essentiel à prendre en compte pour planifier l'installation ou le développement d'activités industrielles ou agricoles. Pour ces activités comme pour l'habitat, l'amélioration du rendement du réseau d'adduction d'eau est également un objectif à poursuivre pour palier à la fragilisation de la ressource, parallèlement à la recherche de baisse de la consommation par les activités industrielles ou agricoles.

En termes de **préservation et mise en valeur du patrimoine bâti**, comme cela a déjà été évoqué pour l'habitat, il apparaît important que les porteurs de projets soient accompagnés, en termes d'ingénierie et d'investissement, pour rendre possible les rénovation, réhabilitation ou changement d'usage de ces biens, notamment ceux qui sont protégés, tout en répondant aux attentes des habitants ou entreprises en termes de confort et fonctionnalité, et que la valeur patrimoniale ne constitue pas uniquement un obstacle à l'utilisation de ces immeubles. Les contraintes règlementaires freinent par exemple le

développement du photovoltaïque sur toiture ou l'isolation thermique par l'installation de menuiseries PVC, malgré les solutions innovantes qui peuvent être proposées. Un assouplissement des règles et un renforcement de la concertation avec l'Unité départementale d'architecture et du patrimoine (UDAP) permettraient de lever certains freins tout en garantissant la préservation du patrimoine.

En termes de **préservation et mise en valeur de l'environnement, du patrimoine naturel et des paysages**, la richesse du territoire meusien conduira à être particulièrement vigilant pour décliner cet enjeu dans l'ensemble des documents de planification, et notamment dans les PLU(i). La préservation et le renforcement des trames vertes et bleues, et l'exercice de la compétence GEMAPI nécessitent plus spécifiquement un soutien fort aux collectivités.

En termes de **développement des énergies renouvelables**, l'enjeu principal pour éviter la consommation d'espaces NAF revient à favoriser l'utilisation d'espaces déjà artificialisés, et notamment des friches et du bâti pour le photovoltaïque L'encadrement du développement, voire le contingentement de l'éolien et du photovoltaïque apparait essentiel au vu de la contribution de la Meuse dans la production d'énergie renouvelable du Grand Est, et alors que de nombreuses collectivités ou personnes privées sont démarchées par des producteurs. Il est notamment proposé de ne pas autoriser l'installation de centrales photovoltaïques sur des terrains à vocation forestière, qui entrainent des coupes à blanc quand bien même ces opérations, en l'absence de dessouchage, ne sont pas considérées comme des défrichements.

En termes de **transports et de mobilité**, l'éloignement et l'accès difficile aux services (scolaire, santé, commerce, travail…) en milieu rural maintient la nécessité de moyens de locomotion motorisés, et complexifie le développement des mobilités douces en milieu rural. De manière générale, il convient de ne pas renforcer les distorsions ou discriminations en privilégiant des orientations plus adaptées au milieu urbain et appliquées sans discernement au milieu rural.

L'atteinte des objectifs en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre passe par ailleurs par le développement des transports collectifs, et notamment ferroviaires. Le renforcement de l'offre sur le territoire départemental, aujourd'hui limitée (lignes et cadencements) est un enjeu fort pour l'aménagement et le désenclavement des territoires.

Direction Emploi, Mobilité, Habitat, Logement

APPROBATION DU RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION RELATIVE A LA PLATEFORME DE MOBILITE SOLIDAIRE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à renouveler la convention avec la plateforme de mobilité,

Après en avoir délibéré,

- Attribue 170 000 € à Mob'in Grand EST pour le financement de la Plateforme de Mobilité Solidaire avec un 1er versement d'acompte de 68 000€ à signature de la Convention, présentée en annexe ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la Convention avec Mob'in Grand EST, représentant de la plateforme mobilité, ayant pour objet de préciser les modalités de partenariat entre les parties prenantes ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces utiles à la mise en œuvre de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Convention relative

à la mise en œuvre de la plateforme de mobilité solidaire à l'échelle départementale

Entre :

Le Département de la Meuse, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président, dûment habilité aux fins de la présente par délibération en date du 22 septembre 2022, ci-après désigné « le Département », d'une part

Et

La plateforme de mobilité solidaire « mobilité 55 » représentée par Monsieur Didier LUCES, président Mob'in Grand Est, mandataire, ci-après « la plateforme de mobilité solidaire », « consortium » d'autre part.

Vu la délibération du conseil départemental de la Meuse en date du 16 juin 2022, initiant l'appel à projet de création d'une plateforme de mobilité solidaire à l'échelle départementale ;

Vu la convention 2022-2023 relative à la création de la plateforme de mobilité, signée en décembre 2022 ;

Vu la convention 2024 relative à la mise en œuvre de la plateforme de mobilité, signé en septembre 2024 ;

Considérant le bilan positif de la plateforme de mobilité sur la période 2022-2024 ;

Préambule :

Dans le cadre de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, la Région, Autorité Organisatrice de Mobilité, et les Départements, doivent piloter l'élaboration et suivre la mise en œuvre d'un plan d'actions commun en matière de mobilité solidaire, à l'échelle de bassins de mobilité.

Ce plan d'actions doit être réalisé en collaboration avec les Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM), les organismes concourant au Service Public de l'Emploi, les organismes sociaux, et les autres organismes publics et privés concernés.

Le Département de la Meuse, porteur d'une démarche volontariste en matière d'insertion, a engagé une réflexion à l'échelle de son territoire, en lien avec les services de l'Etat, dès 2019. Le Département finance en outre, directement, depuis de nombreuses années, des actions en faveur de la Mobilité.

L'Etat partage les objectifs du département en matière de mobilité solidaire puisque l'action objet de la présente est de poursuivre l'action de la première convention qui concerne la création de la plateforme de mobilité. Elle est ainsi cofinancée par le département et l'Etat. La première convention signée pour la période 2022-2023, déclinait de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la Pauvreté, qui précise que les plateformes de mobilité inscrivent leur intervention auprès des publics dans une logique de parcours mobilité : l'objectif est d'accompagner chaque personne vers l'autonomie dans sa mobilité et ainsi d'améliorer sa mobilité quotidienne.

La plateforme de mobilité joue un rôle crucial en intervenant auprès de divers publics et en leur offrant des solutions tangibles pour surmonter les obstacles liés à la mobilité. La présente convention vise à garantir la continuité de ce dispositif en renouvelant le contrat qui le régit. En effet, le bilan satisfaisant de la plateforme atteste de son importance sur le territoire.

Aussi, ce renouvellement s'inscrit dans un contexte favorable, marqué notamment par la contractualisation du pacte de solidarité et l'adoption de la loi sur le plein emploi, soulignant ainsi l'importance accrue accordée à la mobilité comme levier essentiel pour favoriser l'accès à l'emploi et à l'inclusion sociale.

ARTICLE 1. Objet

La présente convention précise les modalités de renouvellement et les engagements des parties prenantes. Cette action fait suite à l'appel à projet initié par le département à l'été 2022, auquel le consortium s'est porté candidat et dont la candidature a été retenue et une première convention a été signée en décembre 2022 et une deuxième convention de mise en œuvre en 2024.

ARTICLE 2. Périmètre

L'action est exercée sur l'ensemble du territoire du département de la Meuse.

ARTICLE 3. Durée

La convention est conclue pour une période d'exécution des actions débutant à sa signature par les parties et s'achevant au 31 décembre 2025. Elle demeure en vigueur six mois après la fin d'exécution des actions afin de permettre son évaluation et le versement du solde du financement du département.

ARTICLE 4. Engagements du département

Le département s'engage à verser une aide financière à la plateforme de mobilité d'un montant de 170 000 €. Les versements se décomposent comme suit :

- Un 1er acompte de 68 000 € à signature de la convention.
- Un 2e acompte de 68 000 € lors de la production du bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier.
- Le solde à fourniture du bilan de l'action sur la base d'une demande justifiée, sous réserve du respect des conditions liées aux objectifs fixés et au bilan., étant précisé que le mandatement interviendra deux mois après réception de celui-ci.

La plateforme doit pouvoir tenir à disposition du Département l'ensemble des éléments justifiant les dépenses réalisées.

Le département se réserve la possibilité de procéder à une réfaction de l'aide au cas de sous-réalisation de la mission qui lui est confiée par le consortium. Il est précisé que le Département de la Meuse finance directement, depuis de nombreuses années, des actions en faveur de la mobilité par conventionnement. Seules les nouvelles actions non conventionnées pourront être prises en charge par le Département à partir de septembre 2022 pour les opérateurs du consortium. Au 1er janvier 2023, tous les financements départementaux dédiés à la mobilité seront globalisés vers la plateforme de mobilité solidaire.

ARTICLE 5. Engagement de la plateforme de mobilité

Les actions proposées par la plateforme visent à développer et diversifier l'offre de mobilité solidaire et inclusive en prenant en compte les spécificités des bassins de vie du département meusien. Le consortium propose une structuration favorisant la coordination de cette offre, l'orientation des publics par les professionnels et l'animation territoriale sur le Département de la Meuse sous couvert d'une plateforme de mobilité solidaire départementale.

- Engagement de base

Le consortium s'engage à mener les actions décrites dans sa candidature et les documents annexes qui ont valeur contractuelle et de poursuivre les actions menées. Il est tenu de respecter le cadre de l'appel à projet et s'engage consécutivement :

- A poursuivre la mise en œuvre de la plateforme de mobilité telle que décrite dans sa réponse à l'appel à projets, laquelle a pour objectif de permettre une insertion sociale professionnelle par l'offre de services d'aide à la mobilité ;
- A mettre en œuvre les moyens techniques, pédagogiques et humains nécessaires à la réalisation de l'action et à l'atteinte des objectifs liés à la levée des freins et au retour à l'emploi des publics engagés dans une démarche d'insertion professionnelle ;
- A mener cette action en partenariat étroit avec les services du Département ainsi que des autres structures susceptibles d'orienter les personnes vers la plateforme de mobilité solidaire,
- A appliquer le secret professionnel et le secret partagé concernant les informations des participants données en confidentialité étant précisé que toute personne appelée à intervenir dans l'accompagnement et la mise en œuvre du parcours d'insertion du bénéficiaire est tenue au secret professionnel, sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du code pénal.
- A respecter les normes quant à la protection des données personnelles tel que décrit dans l'appel à projet.
- A mentionner le soutien financier du Département et de l'Etat au travers de toutes ses actions de communication le logo du réseau Roul'en Meuse initié par les collectivités et partenaires territoriaux ; (les chartes graphiques seront fournies)
- A apposer la charte graphique du réseau Roul'en Meuse initié par les collectivités et partenaires territoriaux ; (les chartes graphiques seront fournies) sur tous les documents informatifs, sur les sites où se déroule l'action, ainsi que sur les supports promotionnels édités ou diffusés qui le justifient.

- Engagement dynamique

Le consortium approfondit l'engagement décrit dans sa candidature et construira ses actions de manière détaillée en accord avec le Département et sur validation des instances de gouvernance du projet décrites ci-après, sans demande de financement complémentaire. Le détail des actions ainsi établi constituera une annexe à la présente convention. Le Département porte ses attentes sur :

- Poursuivre l'insertion du dispositif dans l'écosystème lié à la mobilité actuellement en Meuse, afin de ne pas initier des actions redondantes avec d'autres préexistantes et d'investir les champs non couverts.
- La définition des publics couverts par chacun des services proposés, étant entendu que le Département attend une ouverture aux publics empêchés de mobilité au-delà des freins liés à l'insertion professionnelle (ex : âge, accès au numérique, manque de ressources financières, méconnaissance des services proposés, insertion sociale insuffisante, etc.)
- Consolidation du process d'accompagnement des publics et notamment le lien avec les autres professionnels du territoire et les prescripteurs.
- Animation territoriale
- Développement et mobilisation des solutions
- Les indicateurs d'évaluation.

ARTICLE 6. Gouvernance

Composition et réunions

Un comité de suivi et de fonctionnement se réunit chaque trimestre, ou à la demande des financeurs si nécessaire. Il est composé des représentants du Département, des services de la DDETSPP de la Meuse, des membres du consortium, ainsi que de toute personne invitée par le Département. Ce comité a pour objectif d'examiner et d'échanger sur le fonctionnement des membres de la plateforme de mobilité (coordination, ressources humaines, etc.), les actions mises en œuvre pour le développement, l'évaluation du dispositif et le calendrier de déploiement.

- **Un comité des financeurs** se réunit semestriellement. Il est composé de représentants du Département, des services de la DDETSPP de la Meuse, des membres du consortium, ainsi que de toute personne invitée par le Département. Ce comité a pour mission d'examiner les bilans intermédiaires et finaux de la plateforme, ainsi que le suivi financier.

ARTICLE 7. Evaluation

Le consortium met en place un tableau de bord de l'action suivant un modèle et une fréquence validés en comité de suivi.

- Bilan intermédiaire

Un bilan intermédiaire d'exécution est remis au plus tard au 31/09/2025. Ce bilan servira de base à la reconduction du conventionnement.

- Bilan final

A l'issue de la 1ere période, un bilan final d'exécution est remis au plus tard dans les 3 mois qui suivent la date de fin effective de la convention. Ce bilan final permettra notamment de vérifier l'atteinte des objectifs individuels et collectifs attendus.

ARTICLE 8. Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par le Département en cas de manquement grave à ses obligations par le consortium. La résiliation est précédée d'une mise en demeure notifiée par écrit au consortium. Une réunion de conciliation est organisée dans les 15 jours suivants la notification. Si le Département maintient sa volonté de résilier la convention, celle-ci prend effet à une date convenue entre les parties et qui ne saurait intervenir plus de trois mois après la réunion de conciliation.

ARTICLE 9. Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, l'affaire est portée devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

Pour la plateforme de Mobilité solidaire,	Le Président du Conseil Départemental,
Le président de Mob'in Grand Est,	
Didier LUCES	Jérôme DUMONT

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

PROGRAMMATION LLS FONDS PROPRES -2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à la réalisation d'opérations de Logements locatifs sociaux,

Madame Marie-Christine TONNER et Messieurs Jean-François LAMORLETTE, Serge NAHANT et Samuel HAZARD étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- D'individualiser la somme de 300 000 € sur l'Autorisation de programme « 2021/3 SAC OPH » ;

- Le financement d'une opération de Logement Locatif Social dans le cadre des fonds propres du Département Sociaux et ce sous maîtrise d'ouvrage de l'OPH de la Meuse :

Nature et Adresse du Projet	Nombre de logements	Montant de la subvention Département « Fonds propres »
Restructuration de l'ancien cinéma « le Majestic » de Verdun Coût : 4 005 054.95 €TTC	13 (8 PLUS, 3 PLAI et 1 loyer libre)	300 000 €
		300 000 €

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Exploitation de la Route

ARRETES D'ALIGNEMENTS INDIVIDUELS -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à fixer la limite du domaine public routier départemental au droit de six propriétés riveraines,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Les Eparges le 11 décembre 2024,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Demange-Baudignécourt le 26 mars 2025,

Après en avoir délibéré,

Fixe la délimitation du domaine public routier départemental telle que proposée en annexe, et autorise le Président du Conseil départemental à signer l'arrêté d'alignement individuel suivant, le long de :

- La RD 960, hors agglomération de Bonnet, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADACY-ALIGN2025-002 ;
- La RD 112, hors agglomération de Dieppe-sous-Douaumont, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADAV-ALIGN2025-006 ;
- La RD 154, en agglomération de Les Eparges, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADAV-ALIGN2024-026 ;
- La RD Voie Sacrée et la RD 1633, hors agglomération de Les Souhesmes Rampont sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADAV-ALIGN2025-002 ;
- La RD 966, en agglomération de Demange-Baudignécourt, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADACY-ALIGN-2025-003 ;
- La RD 960, hors agglomération de Vaucouleurs, sur la base de l'état de fait relaté dans le document ARRETE N° ADACY-ALIGN2025-004.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE COMMERCY

ARRETE N° ADACY-ALIGN2025-002
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 28/11/2024 reçue le 05/12/2024 et présentée par :

Géomètre Expert HERREYE et JULIEN

Monsieur HERREYE Jean-Baptiste
✉ 8, rue des Prêtres
55140 VAUCOULEURS

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement hors agglomération de BONNET, le long de la RD 960, entre les points de repère (PR) 30+830 et 30+893, côté gauche, pour les parcelles cadastrées section ZE n° 1-103-104, dont M. Pascal BERARD, M. Claude BERARD, Mme Brigitte BERARD, demeurant 53 Grande Rue 55130 BONNET, sont propriétaires.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit des parcelles concernées,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD960 au droit des parcelles concernées,
- Considérant l'existence d'un plan de remembrement,
- Vu le procès- verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques établit le 26 septembre 2024.

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit des parcelles cadastrées section ZE n° 1-103-104 est défini en application du procès-verbal susvisé.

Il est fixé par les segments de droite **[AB], [BC], [CD], [DE], [EF], [FG], [GH] :**

A (Borne 1005) : X : 880658.28 Y : 6827833.77 au PR 30+830
B (Borne 5034) : X : 880653.76 Y : 6827826.05 au PR 30+839
C (Borne 5025) : X : 880651.07 Y : 6827823.23 au PR 30+842
D (Borne 5026) : X : 880647.73 Y : 6827817.94 au PR 30+848
E (Borne 2303) : X : 880644.98 Y : 6827813.91 au PR 30+854
F (Borne 2302) : X : 880637.82 Y : 6827804.22 au PR 30+866
G (Borne 5050) : X : 880630.45 Y : 6827795.96 au PR 30+877
H (Borne 5048) : X : 880618.06 Y : 6827786.86 au PR 30+893

Coordonnés au format Lambert 93

A et **B** sont distants de 8.95m.
B et **C** sont distants de 3.90m.
C et **D** sont distants de 6.26m.
D et **E** sont distants de 4.88m.
E et **F** sont distants de 12.05m.
F et **G** sont distants de 11.08m.
G et **H** sont distants de 15.55m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

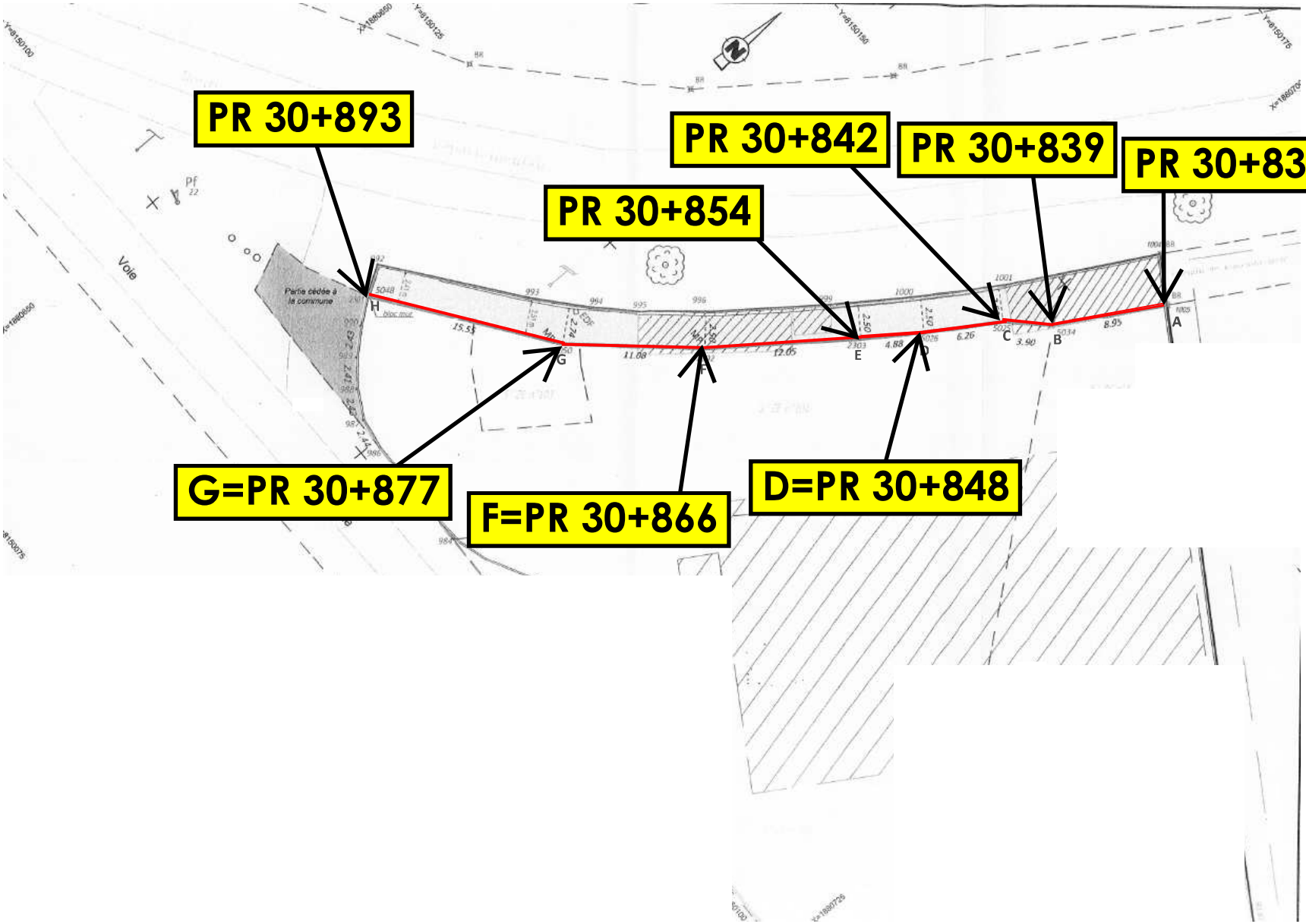
Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Les propriétaires pour information ;
La commune de BONNET pour information ;
L'ADA de COMMERCY pour information.

Plan d'alignement

Bonnet RD 960

Parcelle ZE n°1-103-104



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE VERDUN

ARRETE N° ADAV-ALIGN2025-006
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 22/01/2025 reçue le 03/03/2025 et présentée par :

Monsieur Alain HOFMAN-Géomètre-Expert.

Cabinet Arpent-Conseils-Agence de Saint-Mihiel.

✉ 7, place des Alliés.
55300 SAINT-MIHIEL.

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement hors agglomération de DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT, le long de la RD 112, entre les points de repère (PR) 13+800 et 13+839, côté gauche, pour la parcelle cadastrée section ZH n° 41, dont M. WW les propriétaires sont :

- M. Jean-Michel PERGENT, domicilié 857 Route de Rougier, 73160 VIMINES ;
- M. Jean-Pierre PERGENT, domicilié 23 Allée des Tilleuls, VAUX, 55100 DOUAUMONT ;
- Mme Marie-Christine PERGENT, domiciliée 1 Rue de Mercy le Haut, 54490 PREUTIN-HIGNY.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD 112 au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence d'une clôture en fils ronces, d'un fossé et d'un talus de déblai,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section ZH n° 41 est défini en haut de fossé et de talus côté riverain, cinquante centimètres devant la clôture en fils ronces, côté domaine public.

Il est fixé par le segment de droite **[34-500]** :

Les points sont matérialisés de la manière suivante :

- **34**, borne OGE de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 883577.44 et Y= 6905517.88
- **500**, borne OGE de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 883611.92 et Y= 6905494.98

Les points **34** et **500** sont distants de 40.84 m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

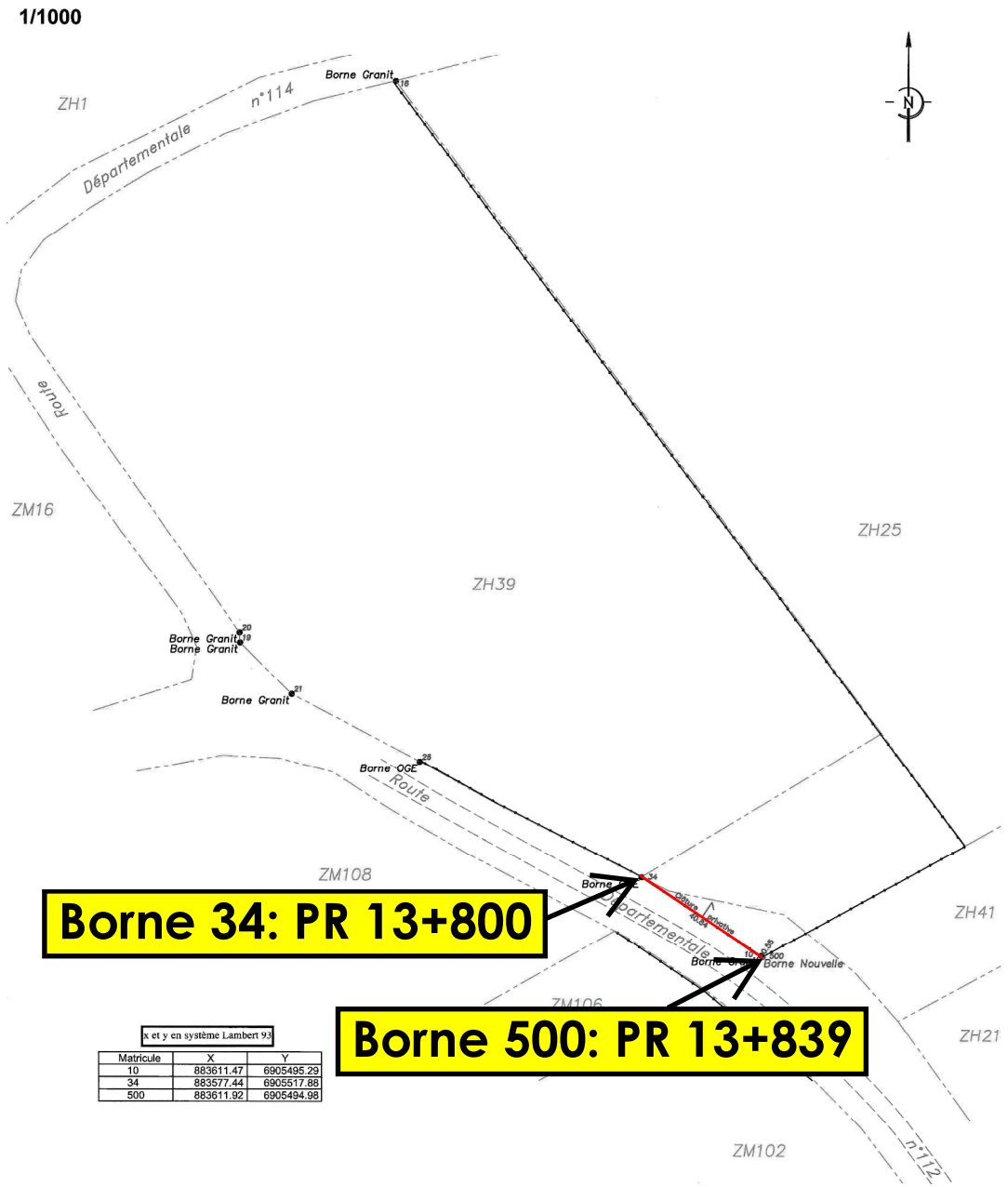
ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Les propriétaires pour information ;
La commune de DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT pour information ;
L'ADA de VERDUN pour information.

Plan d'alignement ADAV-ALIGN-2025-006-DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT



x et y en système Lambert 93

Matricule	X	Y
10	883611.47	6905495.29
34	883577.44	6905517.88
500	883611.92	6905494.98

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE VERDUN

ARRETE N° ADAV-ALIGN2024-026
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 09/09/2024 reçue le même jour et présentée par :

Monsieur Alain HOFMAN-Géomètre-Expert

Cabinet ARPENT-CONSEILS-Agence de VERDUN

✉ 32, Avenue de Lattre de Tassigny
55100 VERDUN

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement dans l'agglomération de LES EPARGES, le long de la RD 154, entre les points de repère (PR) 7+387 et 7+398, côté gauche, pour les parcelles cadastrées section ZA n° 41 et n°43, dont les propriétaires sont :

M. Alain THIERY, demeurant 7 Rue de la Mairie, 67140 LE HOHWALD,
M. Christian THIERY, demeurant 3 Rue Van Wezel, 55160 LES EPARGES,
M. François THIERY, demeurant 66d Rue du Château, 67530 SAINT-NABOR,
M. Pascal THIERY, demeurant 1 Rue Van Wezel, 55160 LES EPARGES

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Vu l'avis du Maire en date du 11/12/2024,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit des parcelles concernées,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD 154 au droit des parcelles concernées,
- Considérant l'existence d'un accotement enherbé,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit des parcelles cadastrées section ZA n° 41 et n° 43 est défini par le bord de l'accotement enherbé, côté riverains.

Il est fixé par les segments de droites **[500/601]** et **[601/600].**

Les points sont matérialisés de la manière suivante :

- **500**, borne nouvelle de coordonnées Lambert 93, X=889439.00 et Y=6888201.22
- **601**, borne nouvelle de coordonnées Lambert 93, X=889446.48 et Y=6888203.87
- **600,** borne OGE de coordonnées Lambert 93, X=889449.79 et Y=6888204.44

Les points **500** et **601** sont distants de **7.93 m.**
Les points **601** et **600** sont distants de **3.36 m.**

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

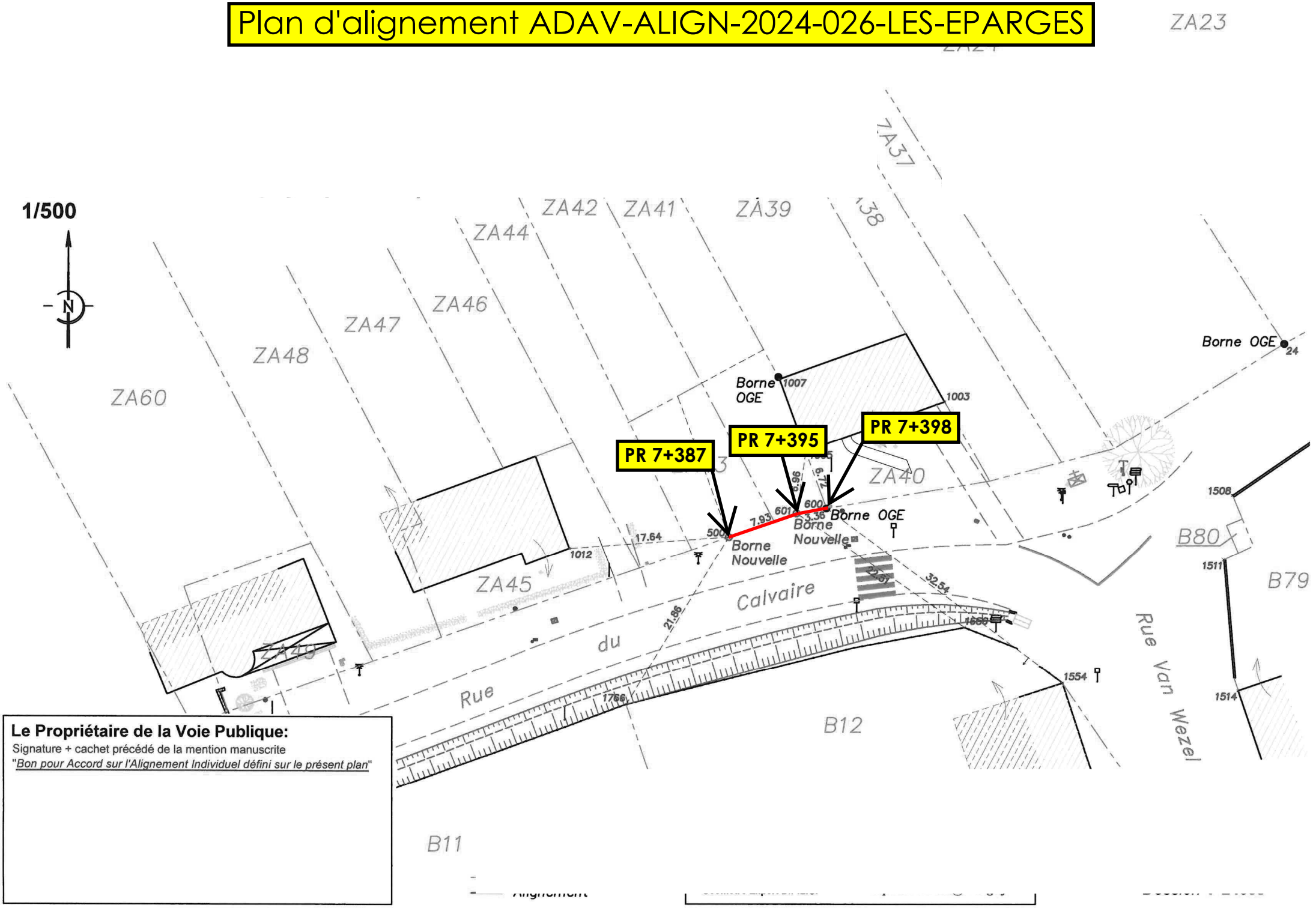
ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Les propriétaires pour information ;
La commune de LES EPARGES pour information ;
L'ADA de VERDUN pour information.

Plan d'alignement ADAV-ALIGN-2024-026-LES-EPARGES



Le Propriétaire de la Voie Publique:

Signature + cachet précédé de la mention manuscrite

"*Bon pour Accord sur l'Alignement Individuel défini sur le présent plan*"

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE VERDUN

ARRETE N° ADAV-ALIGN2025-002
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 22/01/2025 reçue le même jour et présentée par :

Monsieur Alain HOFMAN-Géomètre Expert

Cabinet ARPENT-CONSEILS-Agence de VERDUN

✉ 32, Avenue de Lattre de Tassigny
55100 VERDUN

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement hors agglomération de LES SOUHESMES-RAMPONT, le long de la RD VOIE SACREE, entre les points de repère (PR) 44+010 et 44+107, côté gauche et le long du parking de la RD 1633, pour la parcelle cadastrée section ZD n° 106, dont la Communauté de Communes Val de Meuse – Voie Sacrée, domiciliée 43 Rue de Rattentout, 55320 DIEUE-SUR-MEUSE, est propriétaire.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD VOIE SACREE au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence d'un document d'arpentage dressé le 30 juin 2003 par M. Marc MANGIN, Géomètre Expert à VERDUN (55) pour la RD VOIE SACREE et la RD 1633,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.

L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section ZD n° 106 est défini par le document d'arpentage dressé le 30 juin 2003 par M. Marc MANGIN, Géomètre Expert à VERDUN (55) pour la RD VOIE SACREE et la RD 1633.

Il est fixé par les segments de droite **[90/25]** et **[10/40]** :

Les points sont matérialisés de la manière suivante :

- **90**, borne OGE, de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 1866839.09 et Y= 8212581.19
- **25**, borne OGE, de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 1866833.64 et Y= 8212677.65
- **10**, borne OGE, de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 1866741.53 et Y= 8212576.18
- **40**, borne OGE, de coordonnées CC49/Lambert 93, X= 1866724.88 et Y= 8212590.73

Les points **90** et **25** sont distants de 96.62 m.

Les points **10** et **40** sont distants de 22.13 m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

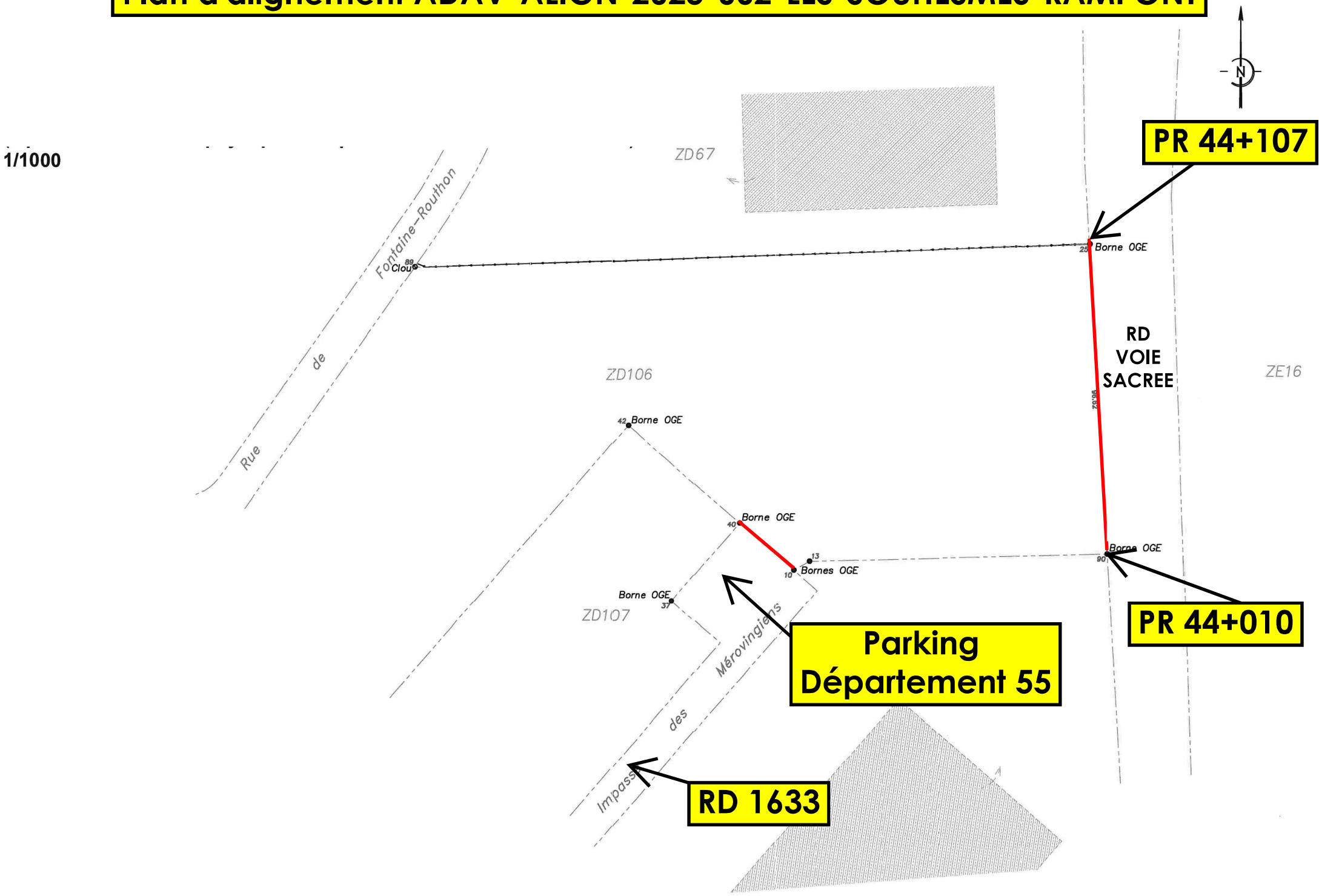
ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Le propriétaire pour information ;
La commune de LES SOUHESMES-RAMPONT pour information ;
L'ADA de VERDUN pour information.

Plan d'alignement ADAV-ALIGN-2025-002-LES-SOUHESMES-RAMPONT



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE COMMERCY

ARRETE N° ADACY-ALIGN2025-003
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 2/12/2024 reçue le 5/12/2024 et présentée par :

Géomètre Expert HERREYE et JULIEN

Monsieur HERREYE Jean-Baptiste
✉ 8, rue des Prêtres
55140 VAUCOULEURS

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement dans l'agglomération de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, le long de la RD 966, entre les points de repère (PR) 19+181 et 19+201, côté droit (Grande Rue), pour la parcelle cadastrée section ZO n° 83, dont M. Laurent CLAUDE et Mme Rachel ETIENNE, demeurant 111 Grande Rue 55130 DEMANGE-BAUDIGNECOURT, sont propriétaires.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Vu l'avis du Maire en date du 26/03/2025,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD 966 au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence de bornes anciennes, d'une haie et d'une clôture de pâture sur les parcelles voisines,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section ZO n° 83 est défini par d'anciennes bornes, dans le prolongement d'une haie et d'une clôture de pâture situées sur les parcelles voisines contigües.

Il est fixé par le segment de droite **[AB]** :

- **A** (Borne 101) : X : 881044.81 Y : 6834219.45 au PR 19+181
- **B** (Borne 122) : X : 881064.48 Y : 6834218.69 au PR 19+201

Coordonnés au format Lambert 93

A et **B** sont distants de 19.69m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

Fait à BAR-LE-DUC, le

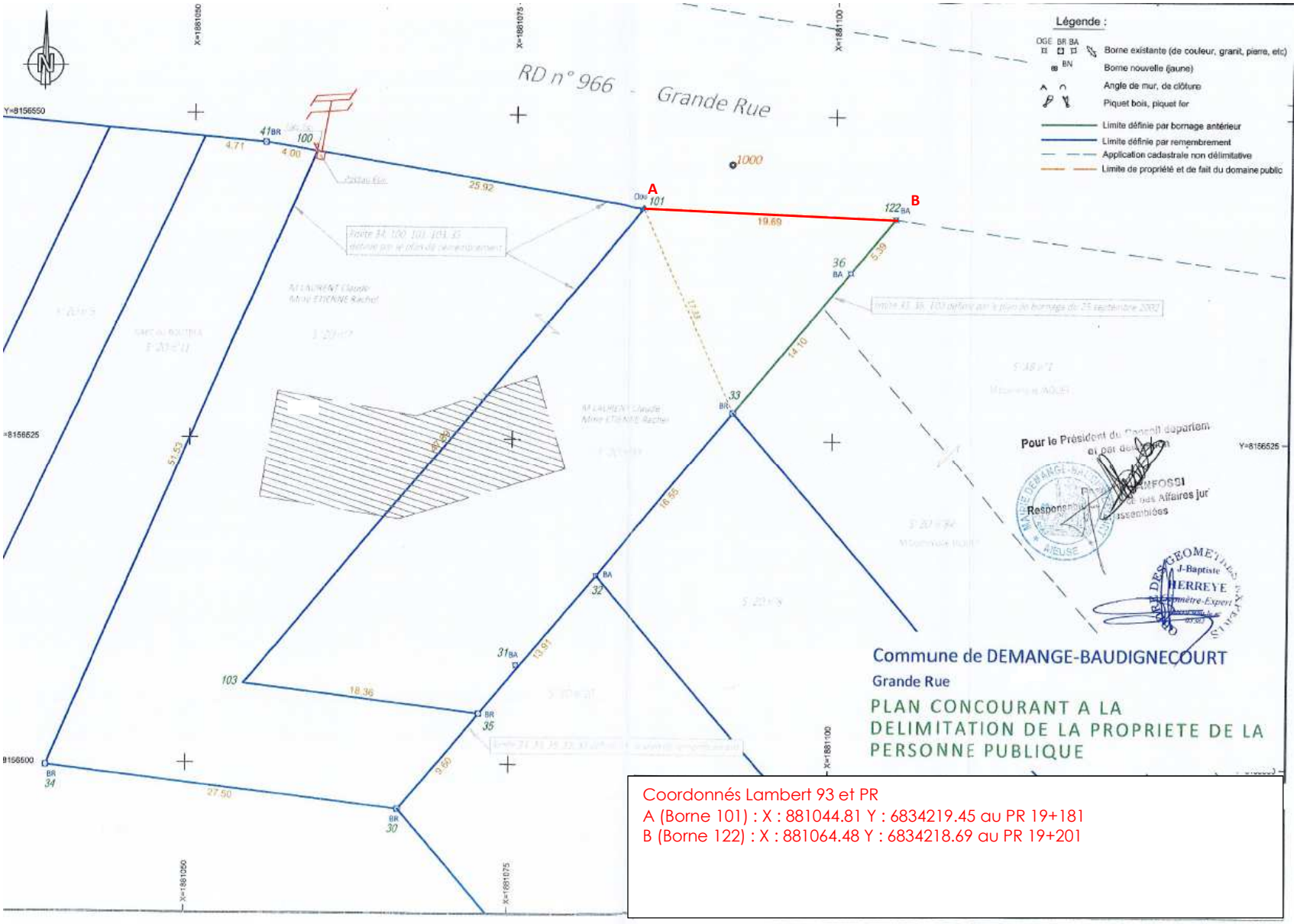
Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Les propriétaires pour information ;
La commune de DEMANGE-BAUDIGNECOURT pour information ;
L'ADA de COMMERCY pour information.

Plan d'alignement

Demange-Baudignécourt RD 966

Parcelle ZO n° 83



Coordonnés Lambert 93 et PR

A (Borne 101) : X : 881044.81 Y : 6834219.45 au PR 19+181

B (Borne 122) : X : 881064.48 Y : 6834218.69 au PR 19+201

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE
Direction Routes et Aménagement
AGENCE DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DE COMMERCY

ARRETE N° ADACY-ALIGN2025-004
portant alignement individuel

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE,

- Vu la demande en date du 25/03/25 reçue le 27/03/25 et présentée par :

Géomètre Expert HERREYE et JULIEN

Monsieur HERREYE Jean-Baptiste
✉ 8, rue des Prêtres
55140 VAUCOULEURS

par laquelle le pétitionnaire demande un arrêté d'alignement hors agglomération de VAUCOULEURS, le long de la RD 960, entre les points de repère (PR) 12+251 et 12+299, côté droit (ancienne Route de Joinville, pour la parcelle cadastrée section AM n° 25, dont la commune de Vaucouleurs, demeurant 17 rue Jeanne d'Arc 55140 VAUCOULEURS, est propriétaire.

- Vu la loi modifiée 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques,
- Vu le règlement de voirie départementale du 16 décembre 2022 relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- Vu les articles L 112-1 à 7 du code de la voirie routière,
- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1,
- Vu le code général des propriétés des personnes publiques, et notamment l'article L.3111-1,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L.421-1 et suivants,
- Vu la délibération du Conseil départemental lors de la commission permanente du 22/05/2025,
- Vu les réseaux existants et l'état des lieux,
- Considérant l'absence de plan d'alignement au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'absence de plan de bornage ayant servi à la construction de la RD 960 au droit de la parcelle concernée,
- Considérant l'existence d'un fossé,

ARRETE

ARTICLE 1 - Alignement.
L'alignement de fait du domaine public routier départemental au droit de la parcelle cadastrée section AM n° 25 est défini par le haut de fossé côté riverain.

Il est fixé par les segments de droite **[AB], [BC], [CD]** :

- **A** (Borne 4) : X : 895330.52 Y : 6836871.35 au PR 12+251
- **B** (Borne 5) : X : 895320.51 Y : 6836871.08 au PR 12+261
- **C** (Borne 6) : X : 895287.72 Y : 6836867.19 au PR 12+291
- **D** (Borne 7) : X : 895279.79 Y : 6836864.47 au PR 12+299

Coordonnés au format Lambert 93

- **A** et **B** sont distants de 10.02m.
- **B** et **C** sont distants de 33.02m.
- **C** et **D** sont distants de 8.39m.

L'expression graphique de cette limite de fait est illustrée par le trait rouge sur le document joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 2 – Responsabilité
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 – Formalités d'urbanisme
Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Travaux à l'alignement
Outre les obligations relatives au code de l'urbanisme, le pétitionnaire devra solliciter, auprès des services du Département, une autorisation de voirie pour tous travaux éventuels liés à l'alignement.

ARTICLE 5 – Recours
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du présent arrêté.

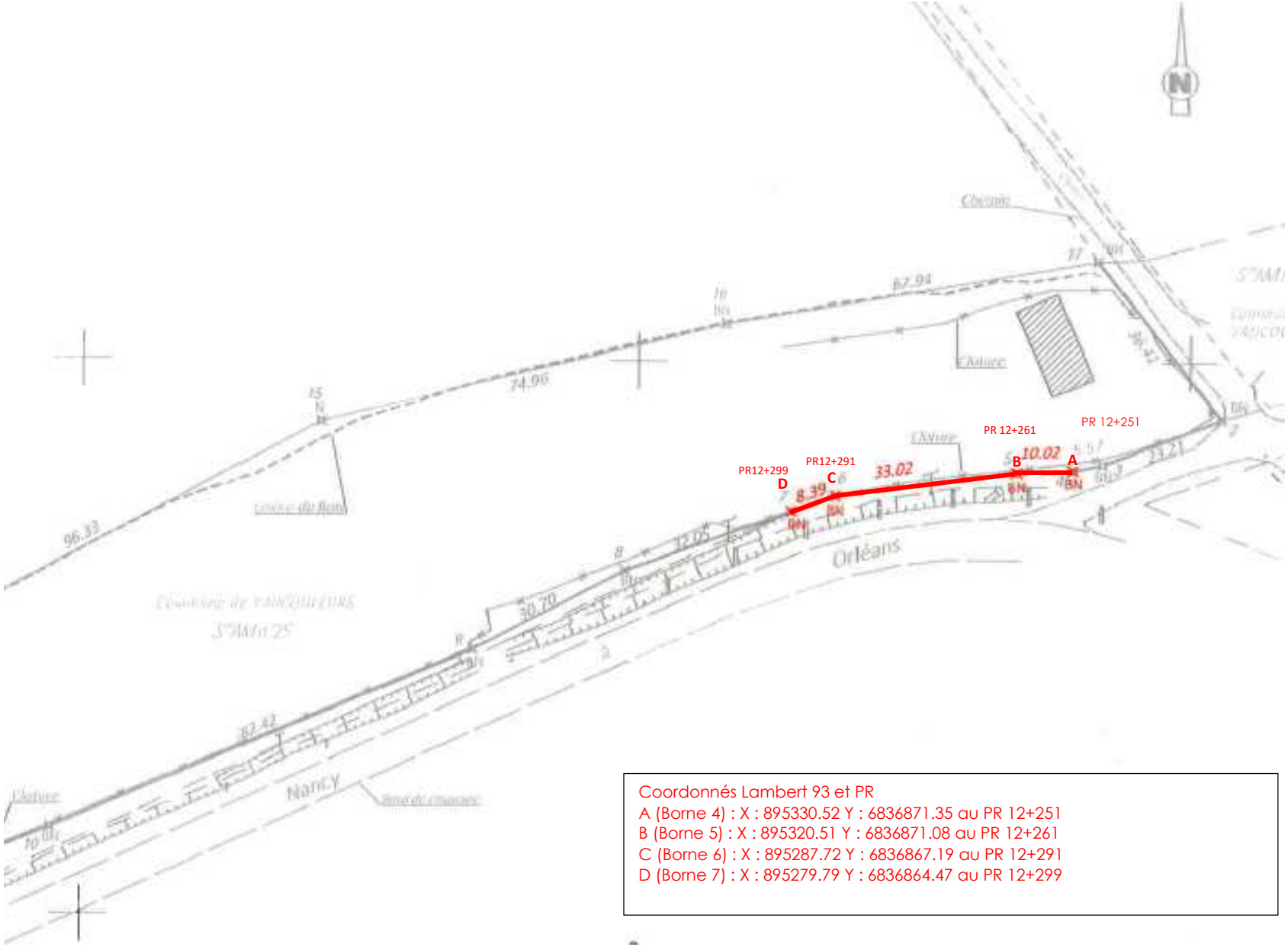
Fait à BAR-LE-DUC, le

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

DIFFUSIONS
Le pétitionnaire pour attribution ;
Le propriétaire pour information ;
La commune de VAUCOULEURS pour information ;
L'ADA de COMMERCY pour information.

Plan d'alignement

Vaucouleurs RD 960
Parcelle AM n° 25



Coordonnés Lambert 93 et PR
A (Borne 4) : X : 895330.52 Y : 6836871.35 au PR 12+251
B (Borne 5) : X : 895320.51 Y : 6836871.08 au PR 12+261
C (Borne 6) : X : 895287.72 Y : 6836867.19 au PR 12+291
D (Borne 7) : X : 895279.79 Y : 6836864.47 au PR 12+299

Exploitation de la Route

PROCEDURE D'INDEMNISATION AU BENEFICE DU DEPARTEMENT POUR LES DEGATS OCCASIONNES PAR LES PARTICULIERS SUR LE DOMAINE PUBLIC -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission Permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à permettre au Département, soit de transiger avec les auteurs de dégradation au domaine public départemental en vue d'obtenir une réparation du préjudice subi, soit de saisir le juge compétent dans l'hypothèse où les démarches de transaction n'auraient pas pu aboutir,

Après en avoir délibéré,

Autorise le Président du Conseil départemental à signer avec les auteurs des dégâts du domaine public identifiés ci-dessous les transactions correspondantes :

Dégradations et réparations effectuées	Auteurs	Montant du préjudice
RD 109 – DOMPIERRE-AUX-BOIS- PR 9+430 et9+650 Détérioration des accotements	E F 08400 VOUZIERS	139,37 €
RD 36- SORCY-SAINT-MARTIN- PR 19+630 Dégradation de signalisation verticale	Monsieur B A 55190 TROUSSEY	155,89 €
	TOTAL	**295,26 €**

Dans l'hypothèse où les démarches de transaction n'auraient pas pu aboutir, le Président du Conseil départemental pourra saisir le juge, conformément à la délégation qu'il lui a été donnée par le Conseil départemental pour ester en justice au nom du Département.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

BILAN ANNUEL FONDS COMMUNS DES SERVICES D'HEBERGEMENT -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif, à la gestion des crédits du Fonds Commun des Services d'Hébergement des Collèges Meusiens,

Après en avoir délibéré,

Prend acte des opérations soutenues pour l'année 2024 sur la base du tableau ci-annexé à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Bilan 2024 FCSH - Annexe

ETAT DES OPERATIONS REALISEES SUR L'EXERCICE 2024

(Pour rappel, montant des cotisations 2024 = 52 112.78 €)

Collèges et taux individualisés de prise en charge *	Opérations	Contribution du FCSH
Louis de Broglie ANCEMONT Prise en charge à 60% puis à 20%	Réparations diverses : lave-vaisselle, chambre froide, armoire froide et local préparation froide	3 541.88 €
Emilie Carles ANCERVILLE Prise en charge à 60% puis à 20%	Achat : fontaine à eau	1 364.40 €
André Theuriet BAR LE DUC Prise en charge à 60% puis à 40%	Achats : Variocook, Bar à salade*** Réparations : lave-batterie, chambre froide	8 624.59 €
Pierre et Marie Curie BOULIGNY Prise en charge à 60% puis à 20%	Achat : cellule de refroidissement	3 420.00 €
André Malraux CLERMONT EN ARGONNE Prise en charge à 100% puis à 80%	Réparations diverses : lave-vaisselle, chambre froide négative, armoire froide positive des entrées	6 987.06 €
Louise Michel ETAIN Prise en charge à 40% puis à 20%	Achat : coupe-tomates Réparations : lave-vaisselle Remplacement : robinetterie	1 119.75 €
Robert Aubry LIGNY EN BARROIS Prise en charge à 20% puis à 60%	Achats : ligne de self, lave-vaisselle et équipement pour la chambre froide Réparations : lave-vaisselle, armoire froide	4 445.89 €
Jean d'Allamont MONTMEDY Prise en charge à 100% puis à 40%	Achats : Poubelles, chariot, cuve haute Réparations : lave-vaisselle, chambre froide négative, congélateur Remplacement : évaporateur chambre froide négative	8 939.47 €
Jean Moulin REVIGNY Prise en charge à 20%	Achat : matériel pour Variocook, assiettes*** Réparations : installations frigorifiques, vitrine froide, chambre froide fruits et légumes	1 198.72 €
Les Avrils SAINT MIHIEL Prise en charge à 60% puis à 80%	Réparations : chambre froide, lave-vaisselle, armoire mobile	2 800.57 €
Les Cuvelles VAUCOULEURS Prise en charge à 20 % puis à 80%	Achat : mixeur	456.96 €
Buvignier VERDUN Prise en charge à 40%	Réparations : lave-vaisselle, congélateur et armoire froide	1 818.71 €
	TOTAL	**44 718 €**

Collèges de Commercy, Thierville et Verdun Barrés : pas de demande formulée

**Pour mémoire, le taux de prise en charge est recalculé chaque année au vu des Comptes financiers de l'année N-1 et ce nouveau taux, le cas échéant, est appliqué à compter de la rentrée de septembre.*

***Application du taux dérogatoire (taux annuel individualisé + 20 points) dans le cadre de l'achat de matériel renforçant la qualité du service rendu et les conditions de travail (matériel de cuisson intelligent, matériel soulageant la pénibilité…)*

****Prise en charge à 100% dans le cadre des politiques départementales de lutte contre le gaspillage.*

INSERTION JEUNESSE : SOUTIEN A L'ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au soutien de l'Ecole de la 2e chance au titre de l'exercice 2025,

Vu le Règlement Budgétaire et Financier,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'individualiser 18 000€ sur l'AE 2024-7 (AE INSERTION JEUNESSE 24 26), Programme insertion, pour le soutien de l'E2C ;
- D'accorder une subvention de 18 000 € à l'Ecole de la 2ème Chance Lorraine avec les modalités de paiement suivantes :

  - Le versement d'un acompte au titre des crédits 2025, à hauteur de 7 200€, correspondant à 40% de l'engagement départemental ;
  - Le versement du solde de l'exercice 2025 étant réalisé au vu du rapport d'activité et du bilan financier transmis au Département par l'E2C (au plus tard le 30 Avril 2026) sur les crédits 2026 ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention annuelle d'objectifs 2025 à conclure avec l'Ecole de la 2ème Chance Lorraine, jointe en annexe ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025
ECOLE DE LA 2EME CHANCE

ENTRE le Département de la Meuse représenté par le Président du Conseil départemental,
ET l'Association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance Lorraine, représentée par Monsieur François PELISSIER, Président

VU le Code de l'action sociale et des Familles (L 221-1, L 222-2, L 22-5),
VU la Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
VU la Loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active
VU le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogés jusqu'au 30/06/2025
VU la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 22 mai 2025.
Le Règlement Budgétaire et Financier.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département de la Meuse articule sa politique d'insertion autour d'actions visant à l'éducation ainsi qu'à l'accès à une situation professionnelle permettant une autonomie sociale des jeunes meusiens. Pour ce faire, il s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des initiatives répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Le dispositif Ecole de la 2ème Chance, porté et animé au plan régional par l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance Lorraine, contribue à la politique d'insertion impulsée dans le département de la Meuse par la mise en place d'une offre de formation adaptée aux besoins spécifiques des publics jeunes en voie d'exclusion sociale et professionnelle, tout en créant une structure ouverte sur le monde de l'entreprise, sur les pédagogies actives, sur l'individualisation des parcours et sur les outils du multimédia.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département et l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance Lorraine.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS

Le soutien au dispositif Ecole de la 2ème Chance (E2C) s'inscrit dans un cadre d'intervention fixé dans le Programme Départemental d'Insertion 2017-2021. Les objectifs de la présente convention s'inscrivent en cohérence avec les orientations définies dans la politique jeunesse départementale et doivent permettre d'intervenir en complémentarité avec les autres dispositifs de droit commun.

Pour favoriser l'insertion des publics jeunes, l'E2C s'engage à poursuivre les objectifs suivants :
- faciliter l'accès à la qualification et à l'emploi par l'alternance en entreprise,
- développer les savoirs fondamentaux et l'autonomie des publics,
- favoriser le maintien dans l'emploi du public formé, grâce à la démarche de formation et d'accompagnement mise en œuvre par l'E2C,
- proposer des sessions délocalisées sur les territoires ruraux en associant les collectivités locales,
- de permettre notamment aux jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance et aux Mineurs Non Accompagnés dont le Département de la Meuse à la charge d'intégrer les parcours proposés par l'E2C.

Également, l'E2C s'engage à poursuivre les objectifs quantitatifs suivants :
- accueillir environ 100 jeunes issus des différentes communes meusiennes en entrées – sorties permanentes, et rendre compte dans les indicateurs de leur commune de provenance
- Réaliser 2 projets avec les jeunes de l'E2C dans une démarche « d'aller vers » les entreprises et de pédagogie de projet.
- accompagner entre 5 et 10 jeunes adultes de 26 à 30 ans révolus en voie d'exclusion professionnelle et bénéficiaires du RSA (ou non) dans leurs parcours d'insertion,

Pour atteindre ces objectifs, l'E2C s'appuiera sur son offre de services intégrant les éléments suivants :
- élaboration d'un parcours individualisé,
- développement de l'autonomie,
- approche différenciée et individualisée des enseignements,
- accompagnement et conseil permanent,
- modularisation des contenus de formation favorisant l'acquisition des connaissances de base (calcul, écriture, savoirs comportementaux, compétences sociales),

- apprentissage pratique et technique en centre et en entreprise,
- présence permanente de l'informatique et des nouvelles technologies,
- encadrement qualifié, dédié,
- aspect pluridisciplinaire des contenus abordés.

Au-delà, l'adaptation à la prise en charge d'un public en difficulté nécessite un professionnalisme de l'encadrement et des méthodologies d'intervention adaptées. Pour y parvenir, l'E2C s'engage à assurer des moyens matériels et humains adéquats par le biais de la professionnalisation des formateurs référents intervenant auprès des stagiaires.

Sur ce point, des temps échanges réguliers et un partage d'informations avec les conseillers des Missions Locales du Nord et du Sud Meusien devront être mis en œuvre, particulièrement pour les bénéficiaires du RSA pour lesquels une saisine de l'Equipe Pluridisciplinaire peut être envisagée en vue de sanction pour non-respect des engagements conclus avec le référent de la Mission Locale.

Pour garantir la bonne articulation entre les dispositifs présents sur le territoire meusien, l'E2C devra veiller à maintenir :

- une collaboration étroite avec les principales structures (Missions Locales, France Travail, etc.) afin d'orienter et d'accompagner les jeunes stagiaires vers des parcours permettant leur montée en compétences et ce en complémentarité avec le dispositif Garantie Jeunes,
- un partenariat technique avec l'ensemble des organismes de formation qualifiants et les CFA,
- un partenariat avec le monde de l'entreprise afin de favoriser leur accès à l'emploi, notamment sur des secteurs d'activités ciblés par l'enquête sur les besoins de main d'œuvre des entreprises diffusée par la Préfecture en lien avec les services de Pôle Emploi,
- une cohérence de l'action conduite vis-à-vis des enjeux identifiés par les Comités Territoriaux de Développement des Compétences (CTDC) Nord et Sud, pilotés par la Région Grand Est en lien avec les partenaires du Service Public de l'Emploi (SPE) et les services du Département.

ARTICLE 3 : SUIVI ET EVALUATION

L'appréciation des objectifs conformes aux orientations retenues par la collectivité départementale requiert une évaluation quantitative et qualitative.

La démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- l'analyse par le Département du bilan d'activité et financier envoyé par l'association Ecole de la 2ème Chance de Lorraine **au plus tard le 30 avril 2026** de l'année suivant la clôture de l'exercice considéré. Ce bilan devra notamment permettre d'identifier le nombre d'entrées dans le dispositif, dont le nombre de bénéficiaires du RSA ainsi que les jeunes pris en charge par le Département au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance,
- la réponse de l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance à toute interpellation ponctuelle du service en charge du suivi pour exposer un projet, répondre à des questions ou traiter un problème spécifique.

Les services du Département se tiennent à disposition pour tout conseil ou information utiles à l'exercice de la mission.

ARTICLE 4 : MODALITES DE FINANCEMENT

Le Département de la Meuse attribue à l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance de Lorraine, une participation d'un montant de 18 000 €, destinée soutenir le déploiement du E2C en Meuse sur la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Cette participation sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- un acompte de 7 200 € soit 40% sera versé suite à la signature de la présente convention,
- le solde d'un montant maximum de 10 800 € sera versé en fonction de l'analyse du bilan d'activité et financier relatif à l'année 2025 qui devra être transmis par l'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance aux services du Département, au plus tard à la fin du premier semestre de l'année 2026.

S'il s'avère que l'association Ecole de la 2ème Chance de Lorraine n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 2 et 3, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des jeunes non accueillis.

L'association de gestion de l'Ecole de la 2ème Chance de Lorraine veillera à énoncer l'origine des financements du Département de la Meuse obtenus, notamment dans toutes ses démarches de communication ayant trait à la mission qui lui est confiée.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois, sur la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour la réalisation des objectifs assignés, et au 30 Septembre 2026 pour la liquidation intégrale des paiements.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE L'OFFRE D'INSERTION

La structure devra mentionner la participation départementale à l'occasion de toute action de communication sur l'opération ou lors de manifestation officielle.
La structure veillera à ce que son offre d'insertion soit visible sur l'outil national https://dora.inclusion.beta.gouv.fr/ et mis à jour. Le Département s'engage, au besoin, à guider la structure dans ces démarches.
En cas de co-financement européen, la structure l'indiquera dans la mesure du possible dans le respect des normes européennes ou à défaut a minima par écrit, dans la description des offres.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux.

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'Association
Ecole de la 2ème Chance Lorraine

SOUTIEN AUX ACTEURS DE L'ESS : FRANCE ACTIVE LORRAINE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu la demande de subvention sollicitées par France Active Lorraine,

Vu le rapport soumis à son examen visant à allouer une subvention à France Active Lorraine au titre des crédits d'insertion 2025,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'individualiser 10 000 € sur l'AE 2023-5 (AE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE 23_25), Programme Insertion, pour l'opération de soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire ;

- D'octroyer une subvention forfaitaire de 10 000€ à France Active Lorraine, avec un versement en totalité sur les crédits insertion 2025 à la signature convention d'objectifs 2025 ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'objectifs pour l'exercice 2025, jointe en annexe ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Meuse, situé à : Hôtel du Département - Place Pierre François GOSSIN - CS50514 – 55012 BAR-LE-DUC, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT,

D'une part,

et :

France Active Lorraine, située au 05 rue Jacques Villermaux – 54000 NANCY, représentée par son Président, Monsieur Alain GUIOT,

D'autre part.

Vu La loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu Le Programme Départemental d'Insertion 2017-2021, adopté par l'Assemblée Départementale le 13 juillet 2017, prorogé au 30 juin 2025,

Vu La Délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 autorisant le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'objectifs 2025,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département de la Meuse souhaite construire sa politique d'insertion sociale et professionnelle par le développement de projets concourant à cet objectif.
Le Département de la Meuse s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans ce cadre et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

Les structures de l'Economie Sociale et Solidaire concourent ainsi aux objectifs d'insertion du Département de la Meuse en développant une offre de services et en constituant un potentiel de ressources humaines professionnelles et techniques.

L'Association France Active Lorraine appartient au réseau national France Active et est un acteur reconnu dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire, non seulement par sa capacité à mobiliser des financements mais aussi par une expertise mise au service de partenaires publics dans le cadre d'études.

Depuis 2010, l'association a également mis en œuvre une ligne de garantie spécifique en direction de porteurs de projets qui créent leur propre emploi par la création ou la reprise de petites entreprises.

ARTICLE 2 :

France Active Lorraine, financeur solidaire, spécialisé dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), décline ses interventions dans l'entreprenariat solidaire, autour de deux champs d'actions :

- Favoriser la création d'emplois et le développement d'activités économiques locales par l'appui d'entreprises portées par des personnes sans emploi ou en situation de fragilité (créations, reprises ou primo-développement de très petites entreprises) **(Volet TPE)**

- Favoriser l'émergence ou le développement de services contribuant à la qualité de vie sur les territoires et à leur attractivité, répondant à des besoins sociaux ou sociétaux et générateurs d'emplois non délocalisables, par l'appui de projets relevant de l'Economie Sociale et Solidaire, en particulier les entreprises agréées Economie Sociale Utilité Sociale, les entreprises de l'ESS et les entreprises à impact social ou territorial **(Volet ESS)**

Pour atteindre ces objectifs, l'association a développé des activités connexes :
- Réalisation d'expertises financières,
- Aide à la requalification des projets,
- Réalisation d'ingénierie financière et d'intermédiation bancaire,
- Organisation de tours de table financiers,
- Suivi post-financement durant la durée de remboursement des apports financiers.

Par son action, France Active Lorraine soutient et dynamise ainsi l'économie sociale et solidaire au bénéfice de l'activité, de la création d'emplois, d'un développement plus durable et plus juste socialement à l'échelle du département. Son action croise les politiques départementales en matière d'insertion, de solidarité et d'économie solidaire.

Ainsi, dans le cadre des objectifs du Département en matière de soutien aux publics fragilisés, France Active Lorraine contribue à faciliter l'insertion de ces publics (BRSA, Femmes entrepreneuses, ou personnes risquant de basculer dans le RSA à court terme) par :
- **Le financement direct des structures employeuses des publics BRSA,** en particulier les structures relevant du champ de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique),
- **Mais également l'accompagnement et la facilitation de l'accès au crédit bancaire** à des créateurs/repreneurs d'entreprise demandeurs d'emploi et ou en situation de précarité (BRSA) pour financer la création, la reprise ou le développement de leur entreprise par la mobilisation de ces outils financiers.

ARTICLE 3 :

POUR L'ANNEE 2025, l'action de France Active Lorraine dans le département de la Meuse s'inscrit autour des axes suivants :

➢ Poursuivre l'accompagnement financier des projets des entrepreneurs engagés,

➢ Poursuivre le Comité d'Engagement Départemental,

➢ Promotion directe auprès des bénéficiaires du RSA et des publics en fragilité en matière d'accès à l'entreprenariat

➢ Réaliser des ateliers/formations à l'attention des nouveaux créateurs d'entreprise

➢ Mettre en place des actions pour renforcer la connaissance des outils de France Active Lorraine sur le territoire avec une attention particulière pour assurer un équilibre territorial entre le nord et le sud meusien en :

- Continuant la communication directe auprès de structures de l'ESS
- Mettant en place des évènements (type webinaires, rencontres, …) à destination des structures de l'ESS

➢ Sensibiliser les entreprises existantes dans leur transformation en leur donnant les moyens de s'engager concrètement, de préserver l'environnement, de recruter des personnes en difficulté, …

- Organisation des webinaires sur l'entreprenariat engagé

ARTICLE 4 :

Pour atteindre ces objectifs, France Active Lorraine s'engage à mettre en œuvre les moyens humains, matériels et financiers nécessaires et notamment à assurer l'accompagnement des structures de l'ESS et des porteurs de projet du public sur le Département et/ou de visites à domicile pour accompagner les porteurs de projets répartis sur le Département.

Le Département de la Meuse participe au financement de cette action en versant une subvention à France Active Lorraine de 10 000€ au titre des crédits insertion 2025.

Cette subvention sera créditée intégralement aux comptes correspondants de l'association dès signature de la convention.

ARTICLE 5 :

Cette convention est conclue pour la période du 01er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour la réalisation des activités correspondantes, échéance portée au 30 juin 2026 pour leur évaluation.

Le bilan devra être envoyé aux services du Département avant le 31/03/2026.

ARTICLE 6 :

Les services du Département de la Meuse assureront le contrôle financier et technique de la présente convention.

S'il s'avère que l'association n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs fixés, le Département de la Meuse est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'exercice en cours totalement ou au prorata d'entreprises non créées ou d'accompagnements non effectués.

L'association France Active Lorraine veillera à énoncer l'origine des financements du Département de la Meuse obtenus, notamment dans toutes ses démarches de communication ayant trait à la mission qui lui est confiée.

Fait à Bar-le-Duc, le

Le Président de l'Association France Active Lorraine, Alain GUIOT	Le Président du Conseil départemental de la Meuse, Jérôme DUMONT

Emploi et Insertion

ASSOCIATION TRAVAIL SOLIDARITE SOUTIEN 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la convention avec l'Association Travail Solidarité au titre de 2025,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'attribuer à ATS d'une subvention plafonnée proratisée de 7 200 €, selon les modalités suivantes :

    - Le versement d'un acompte au titre des crédits 2025, à hauteur de 3 600 €, correspondant à 50% de l'engagement départemental, versé après signature de la convention d'objectifs 2025 (jointe en annexe) ;

    - Le versement du solde de l'exercice 2025 (pour un montant maximum de 3 600 €), qui sera réalisé sur les crédits 2026, suite à l'analyse du un bilan qualitatif, quantitatif et financier. Ce dernier devra être transmis par ATS au Département au plus tard le 30 juin 2026, afin de permettre un paiement au 30 septembre de la même année ;

- D'autoriser la signature par le Président du Conseil départemental de la convention, ainsi que toutes pièces utiles à la mise en œuvre de ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025
ACCOMPAGNEMENT DES SALARIES EN INSERTION - ATS

ENTRE : **le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental,

ET **l'Association Travail Solidarité,** représentée par Mme Marie-Christine HOCQUET, Présidente.

Vu La circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique,

Vu Le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogés en 2022 et années suivantes

Vu Les délibérations du Conseil départemental du 16 novembre 2017,

Vu La délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE :

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département construit sa politique d'insertion sociale et professionnelle par le développement de projets concourant à cet objectif.
Le Département s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans ce cadre et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association Travail Solidarité (ATS) s'engage à apporter sa contribution à la politique d'insertion conduite dans le département de la Meuse, en favorisant l'insertion socio-professionnelle de personnes en difficulté, en les mettant à disposition, à titre onéreux, d'utilisateurs (particuliers, associations, entreprises).

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département et ATS.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS ET MOYENS A METTRE EN ŒUVRE

ATS s'engage à contribuer à l'insertion de personnes en difficulté par la mise au travail dans un atelier de repassage et au domicile des particuliers pour effectuer des tâches ménagères et de la garde d'enfants de plus de trois ans.

L'adaptation à la prise en charge d'un public en difficulté nécessite un professionnalisme de l'encadrement et des méthodologies d'intervention adaptées. Pour y parvenir, le prestataire s'engage à se doter de moyens matériels et humains adéquats.

Afin de mettre en valeur les efforts d'accompagnement mis en œuvre, ATS s'attachera à réaliser et à mettre en lumière :

- Les entretiens de suivi et d'évaluation réalisés,
- Les entretiens d'accompagnement socio-professionnel mis en place (levée des freins, élaboration de projets professionnels, recherche de financements pour les formations…),
- Les modules de formation ou modules complémentaires proposés présentant une plus-value en termes d'insertion : affirmation de soi, estime de soi, développement de compétences psychosociales, compétences clés….

A ce titre, il est demandé à ATS de renforcer sa dynamique partenariale, en accompagnant les salariés en insertion à bénéficier des dispositifs de droit commun, afin de préparer leur sortie.

Les objectifs quantitatifs pour l'année 2025, mis en avant lors du dialogue de gestion, sont les suivants :

- 5 recrutements de bénéficiaires du RSA,
- 2 recrutements de jeunes de moins de 26 ans,
- 66% de sorties dites dynamiques (selon les critères Etat).

ARTICLE 3 : FINANCEMENT

Le Département alloue à ATS une participation d'un montant maximum de 7 200 €, au titre de l'exercice 2025, pour l'accompagnement mis en œuvre auprès du public cible. Il intervient donc en compensation du temps non consacré à la production et dédié à l'ensemble des phases de suivi et d'accompagnement des parcours.

Cette participation sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

- La part socle de 3 600 € (soit 50%) sera versée, au titre de l'année 2025, suite à la signature de la présente convention,
- Le solde de la participation (part variable), d'un montant maximum de 3 600 €, sera versé en fonction de l'analyse d'un bilan d'activités et financier relatif à l'exercice 2025, sur les crédits 2026. Ce dernier être transmis au Département au plus tard le 30 juin 2026, pour une mise en paiement maximum le 30 septembre de la même année.

Ce bilan devra notamment permettre d'identifier le public cible (dont les bénéficiaires du RSA) ainsi que les modalités de l'accompagnement réalisé.

S'il s'avère que la structure n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 2, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des réalisations.

L'association veillera à énoncer l'origine des financements du Département obtenus, notamment dans toutes ses démarches de communication ayant trait à la mission qui lui est confiée.

ARTICLE 4 : SUIVI - EVALUATION

La démarche de suivi et d'évaluation comprend, au minimum :

- La participation de la structure au dialogue de gestion et aux comités de pilotage annuels. Ces rencontres se déroulent en présence d'un représentant de la Direction des Maisons de la Solidarité et de l'Insertion. Elles permettent d'effectuer un bilan des actions conduites et, le cas échéant, d'apporter les ajustements nécessaires pour répondre au mieux aux besoins exprimés par le public,
- L'organisation de comités de suivi en présence de la coordinatrice territoriale d'insertion conformément aux règles relatives aux modalités de gouvernance locales,
- La réponse à toute interpellation ponctuelle d'un représentant du Département en charge du suivi pour exposer un projet, répondre à des questions ou traiter un problème spécifique,

- L'instruction par le département d'un bilan d'activités et financier de la structure mentionnée à l'article 3.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention couvre l'exercice 2025, jusqu'au 31 décembre 2025 pour l'achèvement de l'opération et jusqu'au 30 septembre 2026 pour la liquidation des financements départementaux en référence à l'article 3.

ARTICLE 6 : CLAUSES RESOLUTOIRES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. En cas de dissolution de la structure signataire,
2. En cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le
En deux exemplaires originaux

La Présidente de l'Association Travail Solidarité Marie-Christine HOCQUET	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT

INSERTION DES BRSA : CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ETAT (SOUTIEN POSTES IAE) -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion,

Vu le Code du travail : Art. L. 5134-20 ; Art. 5134-30 ; Art. L. 5134-65 ; Art. L.5134-19-1 à L.5134-19-5,

Vu l'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique,

Vu la délibération du 13 juillet 2017 adoptant le Programme Départemental d'Insertion pour la période 2017- 2021,

Vu la délibération du 16 décembre 2022 prorogeant les schémas départementaux de l'enfance et de la famille, de l'autonomie ainsi que le plan départemental d'insertion et pacte territorial pour l'insertion jusqu'au 30 juin 2024,

Vu la délibération du 11 juillet 2024 prorogeant les schémas départementaux de l'enfance et de la famille, de l'autonomie ainsi que le plan départemental d'insertion et pacte territorial pour l'insertion jusqu'au 31 juillet 2025,

Vu la circulaire N° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification),

Vu le rapport soumis à l'examen de la Commission permanente,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2025 avec l'Etat, jointe en annexe ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'annexe financière 2025 à la CAOM, jointe en annexe, pour un montant de 271 490€ pour les entrées en CDDI.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec une abstention.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM) 2025
RELATIF AUX DISPOSITIFS D'AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE
FIXANT LES ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET DE L'ETAT

ENTRE Le Département de la Meuse représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental,

ET L'Etat, représenté par Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse,

VU
- la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion,
- le Code du travail : Art. L. 5134-20 ; Art. 5134-30 ; Art. L. 5134-65; Art. L.5134-19-1 à L.5134-19-5,
- l'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique,
- la délibération du 13 juillet 2017 adoptant le Programme Départemental d'Insertion pour la période 2017- 2021,
- la délibération du 16 décembre 2022 prorogeant les schémas départementaux de l'enfance et de la famille, de l'autonomie ainsi que le plan départemental d'insertion et pacte territorial pour l'insertion jusqu'au 30 juin 2024,
- la délibération du 11 juillet 2024 prorogeant les schémas départementaux de l'enfance et de la famille, de l'autonomie ainsi que le plan départemental d'insertion et pacte territorial pour l'insertion jusqu'au 31 juillet 2025
-la circulaire N° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;
- la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 22 mai 2025 adoptant la Convention d'Objectifs et de Moyens 2025 pour la mise en œuvre des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle,

IL EST CONVENU

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET SON ANNEXE FINANCIERE, CADRE D'INTERVENTION CONJOINTE AVEC L'ETAT POUR L'ACTIVATION DU RSA

Le Département de la Meuse concourt, en lien avec l'Etat, à la mise en œuvre des dispositifs d'insertion pour les bénéficiaires du RSA, au travers d'une CAOM, laquelle s'inscrit dans la politique départementale d'insertion.

Au travers de cette CAOM, le Département de la Meuse et l'Etat se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration pour une prise en charge des publics les plus prioritaires en lien avec les objectifs du programme départemental d'insertion.

La circulaire du 7 février 2024 crée d'une part les parcours emploi compétences (PEC) en lieu et place des contrats aidés et le fonds d'inclusion dans l'emploi, fonds mutualisé permettant une gestion globale des contrats aidés et de l'Insertion par l'Activité Economique. L'objectif visé est de favoriser l'inclusion dans l'emploi en s'appuyant sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs.

Le contexte de 2025, qui comporte à la fois de fortes contraintes budgétaires et une volonté de prioriser les actions, conduit le Département à réviser son modèle de soutien dans ce double objectif, lié étroitement à la loi pour le Plein Emploi.
Dans ce cadre, en lien étroit avec les services de la DETTSPP, il a été convenu de maintenir une aide directe aux structures de l'IAE, dans un niveau toujours soutenu.

En effet, il est démontré sur le territoire que cette approche permet un bon niveau d'engagement des SIAE vers le public BRSA comme en témoigne le taux de personnes en poste de 28.51% en 2024.
Cette action permet un effet levier direct, favorisant la pose d'objectifs communs entre l'Etat et le Département.
Cette aide directe, pour 2025, s'élève à 1 099 458€, complétés de 559 787€ de FSE+, de 110 000€ pour soutenir des projets spécifiques et de 124 564€ pour l'accompagnement socioprofessionnel des salariés (13 300€ de fonds propres, 13 300€ de l'Etat dans le cadre de la convention départementale pour l'Insertion et l'Emploi et 97 943€ de FSE+).
Ces aides, efficaces et reconnues, sont ainsi complétées au titre de cette CAOM pour un montant de 271 490€.

L'ensemble de ces interventions conduit donc la contribution versée au bénéfice de l'IAE à 2 165 299 €, venant s'ajouter à la forte contribution de l'Etat, pour un volume total de plus de 365 ETP.

Compte-tenu du contexte budgétaire, il est décidé en 2025 de prioriser cette intervention sur les postes de CDDI.
En effet, l'usage des PEC-CIE s'est révélé moins pertinent sur le territoire meusien

Ainsi cette convention présente les modalités de prescription, d'accompagnement et de financement des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI), permettant ainsi un cofinancement des aides aux postes pour les ateliers et chantiers d'insertion.

Une annexe financière fixera le niveau d'engagement du Département sur chacun de ces outils.

ARTICLE 1 : MODALITES D'INTERVENTION DU DEPARTEMENT DANS LE SECTEUR DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (IAE)

ARTICLE 1.1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le Département de la Meuse et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du programme départemental d'insertion malgré le contexte budgétaire très contraint pour 2025.

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose, fin 2024, sur 32 structures conventionnées par les services de l'Etat, dont 23 Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) relevant de la présente convention.
Ainsi, et en application de l'article L. 5132-3-1 du code du travail, le soutien financier du Département au titre de l'activation se concentre sur les bénéficiaires du RSA socle inscrits dans un parcours d'insertion au sein de ces ateliers et chantiers d'insertion dans la limite des enveloppes financières dédiées.

L'entrée en parcours d'insertion doit s'inscrire dans une logique d'approche individualisée des situations et des besoins des personnes, des projets individuels au regard des projets proposés par les structures.
L'IAE s'adresse en effet à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, qui au-delà de critères administratifs traditionnels, cumulent des difficultés sociales et professionnelles en raison de leur âge, de leur état de santé, de la précarité de leur situation.

Pour mémoire, s'agissant des ACI, le PASS IAE, depuis le 1er septembre 2021, permettant l'entrée dans un parcours IAE est délivré par France Travail suite à la formalisation de l'orientation via une fiche de candidature transmise par les prescripteurs à la structure d'accueil ou via la plateforme de l'inclusion.

Ce processus permet de veiller collectivement à l'opportunité de l'entrée en chantier du bénéficiaire du RSA au regard de son parcours antérieur, des objectifs sociaux et professionnels et du projet de la personne.

Sur ces bases, le chantier d'insertion s'engage à accompagner le bénéficiaire en respectant le cahier des charges de l'accompagnement attendu ; les objectifs visés étant la progression du salarié, sa montée en compétences, la mise en place d'expériences en emploi en favorisant le lien avec le monde économique au regard des besoins du territoire.

Le Département de la Meuse et l'Etat souhaitent accroître le nombre de bénéficiaires du RSA dans les SIAE afin d'atteindre 40 % de BRSA. Dans ce cadre, un travail avec les prescripteurs (service social départemental, référents d'accompagnement, équipe expérimentale RSA, membres du réseau pour l'emploi) et les structures de l'IAE est engagé afin notamment de mobiliser pleinement la plateforme inclusion pour favoriser le recrutement des salariés BRSA et de conditionner leur développement au nombre de BRSA recrutés. Lors des dialogues de gestion, cet objectif est communiqué et expliqué aux ACI. Le Département et l'Etat souhaitent rendre plus lisible le nombre de BRSA à recruter dans chacune des ACI.

Afin de veiller à la pertinence des parcours et du travail effectué, le Département est néanmoins déjà présent via les Coordinateurs Territoriaux d'insertion (CTI) et la chargée de mission Insertion et Emploi-Insertion par l'activité économique :

- Dans les comités de suivis trimestriels où un regard est porté sur la mobilisation des SIAE, sur les opportunités d'emploi en lien avec le plan territorial de réduction des tensions de recrutement,
- Dans les dialogues de gestion annuels où un regard est porté sur les résultats obtenus par les SIAE notamment sur les taux de sorties dynamiques.

En complément, les équipes du Département sont mobilisées aux côtés de l'Etat sur l'ensemble des actions conduites dans le cadre de la loi pour le Plein Emploi (Task Force Entreprises, groupes de travail…) ou encore dans le cadre des COPIL, Comités ou séminaire IAE.

ARTICLE 1.2 MODALITES DE FINANCEMENT

La contribution financière mensuelle du Département par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée du conventionnement.

Le Département participe au financement des aides financières mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

Comme indiqué, ce soutien est complété d'aides directes du Département vers la politique de l'IAE (ACI, EI et AI) en leur versant selon leurs statuts, leurs projets, leurs résultats, différentes enveloppes : une aide fixe et des aides supplémentaires tel qu'une enveloppe bonus, une enveloppe pour les structures qui ont des contraintes spécifiques et une enveloppe pour une aide exceptionnelle.

A noter que le paiement sera réalisé via l'Agence de Services et de Paiement autorisée à mettre en œuvre un traitement automatisé des données à caractère personnel contenues dans les conventions individuelles comme défini à l'article R 5134-18 du Code du travail.

ARTICLE 2 : DUREE ET CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Les dispositions de la présente convention couvrent l'année 2025 sachant qu'une annexe financière fixera le niveau d'engagement du Département.
Ces objectifs sont négociés chaque année entre le Département et l'Etat au regard des résultats, du contexte budgétaire et des priorités définies par chacun.

Le Département s'engage donc à mettre en œuvre chaque année l'annexe quantitative et à assurer le suivi et le pilotage de la convention de concert avec l'Etat.

S'agissant du périmètre de cofinancement, cette année, le Département s'attachera à cofinancer l'insertion par l'activité économique.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié :

- Pour le Département de la Meuse, à la Direction Emploi, Mobilité, Habitat, Logement,
- Pour l'Etat, à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et des Protections des Populations (DDETSPP).

Fait à Bar le Duc, le

Le Préfet de la Meuse
Xavier DELARUE

Le Président du Conseil départemental
Jérôme DUMONT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

MEUSE

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

2025

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)

EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration

0 5 5 2 4 0 0 0 1	0	0
dépt année n° ordre	avt renouvellement	avt modification

cerfa N° 13999*03

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du 01012025 au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : 31122025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Département : MEUSE

Adresse : HOTEL DU DEPARTEMENT PLACE PIERRE FRANCOIS GOSSIN

Code postal : 55000 ✆ 0329457185

Commune : BAR LE DUC

N° SIRET : 22550001601521

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : Stéphanie MIELLE

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : FRANCE TRAVAIL

✔ Pôle emploi : _____ N° SIRET : _____

Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____
(dont prolongations : _____)
Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (_____ %) : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

cerfa

N° 13999*03

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : 12 salariés

dont (1) : 12 BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : 271490, € (2)

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont (1) : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € (2)

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont (1) : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € (2)

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont (1) : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH TH 50 et + DELD Autres

Montant financier : , € (2)

(1) personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

(2) Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :
- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____
Pour le Conseil Départemental *(Signature et cachet)*

Fait le : _____
Pour l'Etat *(Signature et cachet)*

Destinataires : Exemplaire 1 = ASP / Exemplaire 2 = Préfet (unité départementale de la DIRECCTE)
Exemplaire 3 = Prescripteur / Exemplaire 4 = Conseil départemental / Exemplaire 5 = DGEFP

Transmis à l' ASP le : __/__/____

Emploi et Insertion

SOUTIEN AU GESAM : CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ET CONVENTION RELATIVE AUX ACCOMPAGNATEURS SOCIO-PROFESIONNELS MUTUALISES -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen visant à allouer une subvention, au titre des crédits d'insertion 2025, au Groupement Employeur Sport et Animation (GESAM),

Après en avoir délibéré,

Décide :

A. Au titre de l'accompagnement des acteurs de l'insertion :

- D'octroyer une subvention forfaitaire de 8000 € au GESAM, avec un versement en totalité sur les crédits 2025 à la signature convention d'objectifs 2025 ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'objectifs pour l'exercice 2025, jointe en annexe ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

B. Au titre de l'accompagnement du dispositif Accompagnateurs Socio Professionnels Mutualisés :

- D'individualiser la somme de 26 621 € sur le Programme INSERTION pour le GESAM au titre du financement des 4 postes d'ASP mutualisés pour 2025 ;

- D'attribuer au GESAM d'une subvention de 26 621 €, par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier en vigueur, et selon les modalités suivantes :
  - Le versement d'un acompte au titre des crédits 2025, à hauteur de 15 973 €, correspondant à 60% de l'engagement départemental, versé après signature de la convention d'objectifs 2025 (jointe en annexe) ;
  - Le versement du solde de l'exercice 2025 (pour un montant maximum de 10 648 €) sera réalisé sur les crédits 2026, suite à l'analyse du un bilan qualitatif, quantitatif et financier. Ce dernier devra être transmis par le GESAM au Département au plus tard le 30 juin 2026, afin de permettre un paiement au 30 septembre de la même année ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention d'objectifs pour l'exercice 2025 ;

- D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION d'OBJECTIFS 2025

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Département de la Meuse, situé Hôtel du Département - Place Pierre François GOSSIN - CS50514 – 55012 BAR-LE-DUC, représenté par le Président du Conseil départemental,

d'une part,

et :

L'association « Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse », située à la Maison des Associations – 10 Rue du Lieutenant Vasseur – 55000 BAR-LE-DUC, représentée par son Président, **Monsieur Daniel LE FORESTIER,**

d'autre part,

Vu la délibération du Conseil départemental du 13 juillet 2017 approuvant le Programme départemental d'insertion et le Pacte Territorial pour l'insertion 2017 – 2021, prorogé au 30 juin 2025,
Vu la demande de financement adressée par la structure en date du 20 mars 2024,
Vu la délibération du Conseil départemental en date du 22 Mai 2025,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Acteur de la lutte contre les exclusions, le Conseil départemental souhaite construire sa politique d'insertion sociale et professionnelle par le développement de projets concourant à cet objectif.

A cet effet, il s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions s'inscrivant dans ce cadre et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

La présente convention a pour objet de définir la nature des actions retenues par le Département et les modalités du soutien accordé au titre de l'année 2025.

Article 2 : Objectifs poursuivis

Le Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse (GESAM) anciennement dénommé Profession Sport, est une association loi 1901 au service des associations de tous secteurs d'activités et des collectivités territoriales.
Il a pour objet de mettre à disposition des associations et/ou des collectivités, un ou plusieurs salariés, Animateurs sportifs ou socioculturels, secrétaires, chargés de mission d'aide à la gestion, agents de développement, employés de maintenance des bâtiments et terrains sportifs….

Le GESAM propose également, aux associations, une aide personnalisée en fonction de leurs besoins : enregistrement de la comptabilité, aide à la mise en place d'outils de gestion, réalisation des fiches de paye et déclarations sociales (en tant que « tiers de confiance » URSSAF).

L'association a ainsi un rôle d'insertion et de promotion de l'emploi, ainsi que de développement du sport et de l'animation sur les territoires.
A noter que les domaines d'activités développés constituent eux-mêmes des vecteurs d'insertion et d'éducation, identifiés dans le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial 2017 – 2021, prorogé au 30 juin 2025.

Article 3 : Engagements du GESAM

Pour l'année 2025, le GESAM s'attache notamment à :

- A. Diversifier les financements en vue d'un retour à l'équilibre ; que ce soit au niveau des financeurs, des sources de financements (AAP, AMI, etc), de l'adaptation de son modèle socio-économique aux évolutions sociétales.
- B. Développer une solution structurante favorisant l'insertion des publics éloignés de l'emploi en Meuse

Article 4 : Engagement du Département de la Meuse

Le Département alloue au GESAM une subvention d'un montant de 8 000 € au titre de l'année 2025, dans le cadre de son soutien aux structures contribuant à l'insertion sociale et professionnelle des publics fragilisés.

Article 5 : Modalités de paiement

La présente convention concerne la réalisation du programme 2025 de l'association et prend effet du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour la réalisation des objectifs et au 30 juin 2026 pour ce qui concerne l'analyse de l'évaluation et la clôture des paiements.

La participation sera créditée, en une fois, au compte de l'association, après signature de la convention et selon les procédures comptables en vigueur.

S'il s'avère que le GESAM n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 3, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des actions réalisées.

Article 6 : Suivi-Evaluation

Le GESAM s'engage à organiser au minimum un comité de pilotage au plus tard au 31 mars 2026 afin d'effectuer un bilan des actions conduites en 2025 et de présenter son prévisionnel d'activités 2026 qualitatif et quantitatif dans le cadre, notamment, d'une éventuelle nouvelle demande d'aide.

L'association doit également fournir un bilan d'activités, qualitatif et quantitatif au regard des objectifs définis dans la présente convention, ainsi qu'un bilan financier pour l'année correspondante au 30 avril 2025 au plus tard.

Le bilan reprendra les deux objectifs de la convention en mettant en avant tout indicateur pertinent de sorte de faire valoir la réalisation des objectifs susmentionnés ;

- A. Nombre de réponse AMI, AAP, démarche engagée pour faire évoluer le modèle socio-économique de la structure, etc.
- B. Définition de la démarche adoptée et contenu de celle-ci ; liste des métiers/postes ciblés ; nombre de démarche pro-active à destination des publics (par exemple : nombre, date et lieu des informations collectives réalisées) ; rencontres avec les publics (typologie des publics rencontrés) ; le cas échéant, nombre de personnes accédant à la solution structurante développée, etc.

L'association s'engage, par ailleurs, à apporter au Département toutes les précisions et documents nécessaires à l'évaluation de l'action.

Article 7 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat ou si désengagement d'un ou plusieurs partenaires institutionnels initiateurs du dispositif.

La résiliation sera automatique si le Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse ne respecte pas les règles d'utilisation et de contrôle des subventions.
La résiliation se fera par une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé réception ou remise par un agent assermenté et non suivi d'effet. La résiliation à la demande du Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse ne pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 1 mois après réception par le Département de la Meuse de la mise en demeure.

Article 8 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à BAR-LE-DUC, le

LE Président du Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse	Le Président du Conseil départemental de la Meuse
Daniel LE FORESTIER	Jérôme DUMONT

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025
AVEC LE GESAM POUR LA
SECURISATION DES PARCOURS DES SALARIES EN INSERTION

ENTRE Le Département de la Meuse, représenté par le Président du Conseil Départemental,
ET L'Association Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse, représenté par son Président,
VU Le Programme Départemental d'Insertion & le Pacte Territorial pour l'Insertion 2017-2021, prorogés depuis,

VU Le Pacte Local des Solidarités signé le 12 juillet 2024 ;

VU La précédente convention d'objectifs 2024 établie entre le Département de la Meuse et signée le 15 novembre 2024 ;

VU La délibération de la Conseil Départemental du 22 mai 2025 autorisant le Président du Conseil départemental de la Meuse à signer la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Acteur de la lutte contre l'exclusion, le Département, conformément aux orientations du Programme Départemental d'Insertion (PDI), construit sa politique d'insertion par le développement d'actions visant notamment à la promotion de l'insertion des publics dans l'emploi et au développement de l'accompagnement vers l'emploi.

Chef de file de l'action sociale, le Département de la Meuse agit pour lutter contre la pauvreté et favoriser le retour à l'emploi. A cette fin, il poursuit notamment la réalisation des ambitions fixées par le Pacte Local des Solidarités de la Meuse du 12 juillet 2024, qui notamment à travers son axe 2 vise à favoriser le retour vers l'emploi les personnes les plus éloignées ; conformément à l'ambition portée par la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023.

Le Département s'appuie sur les acteurs locaux qui mettent en œuvre des actions répondant à ces objectifs et leur apporte un soutien financier pour leur réalisation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration et les engagements respectifs entre le Département de la Meuse et le Groupement d'Employeurs Sport et Animation Meuse (GESAM) afin de poursuivre le soutien des postes d'Accompagnateurs Socio Professionnebls (ASP) mutualisés constituant une ressource dédiée à l'efficience des parcours des salariés.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

Dans la poursuite de précédente convention 2024, la présente convention est conclue du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour la réalisation de l'action, et porte ses effets jusqu'à la clôture des paiements de la subvention prévue à l'article 4.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS PARTAGES ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA STRUCTURE

Le GESAM s'engage auprès des structures de l'IAE qui en font la demande, de mettre à disposition et mutualiser 4 postes d'ASP qui contribuent à sécuriser les parcours des salariés en insertion et renforcer les liens avec l'environnement économique.
Le GESAM signe avec chaque structure une convention, qui définit les modalités de la mise à dispositions (durée d'intervention, planning hebdomadaire et missions...) des ASP en fonction des besoins évalués.

ARTICLE 4 : MONTANTS ALLOUES ET MODALITES FINANCIERES

Le financement du Département intervient en soutien d'une partie des heures réalisées par les accompagnateurs socio-professionnels au sein des structures soit dans le cadre d'un accompagnement individuel soit lors d'actions collectives.

Dans ce cadre, le Département alloue, par le biais du Pacte local des Solidarités (conjointement avec l'Etat) au GESAM une subvention d'un montant global maximum de 26 621€ pour les quatre ASP et pour l'ensemble de la période couverte par la présente convention.

La participation sera créditée en deux temps, pour une subvention globale maximum de 26 621 € :

- Un acompte de 15 973 € représentant 60% de la participation, versé après la signature de la présente convention,
- Un solde de 10 648 € maximum versé, sur les crédits 2026, au regard de l'analyse du bilan qualitatif, quantitatif et financier transmis par le GESAM au plus tard le 30/06/2026, afin de permettre un paiement au plus tard le 30/09/2026.

S'il s'avère que le GESAM n'a pu réaliser, partiellement ou totalement, les objectifs définis à l'article 3, le Département est en droit de récupérer la participation versée au titre de l'année concernée, totalement ou au prorata des actions réalisées.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI, DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'exécution de la présente convention devra donner lieu à une évaluation finale des actions menées. Pour ce faire, le GESAM s'engage à :

- Réaliser en début d'année 2026 un comité de pilotage par ASP, incluant les partenaires financiers et acteurs du projet, afin de réaliser un bilan de l'activité de chaque ASP,
- Fournir au Département un bilan qualitatif, quantitatif et financier en début d'année 2026 faisant apparaitre entre autres le nombre de conventions signées avec les structures, le nombre de personnes accompagnées, le nombre de sorties dynamiques, le nombre de PMSMP et le nombre d'ateliers collectifs avec le nombre total des participants.

ARTICLE 6 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de la Meuse et la structure. Tout avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objectif général du soutien.

ARTICLE 7 : CLAUSES RESOLUTOIRES ET REGLEMENT DES LITIGES

Il pourra être mis fin à la présente convention :

1. en cas de dissolution de la structure signataire,
2. en cas d'inexécution des dispositions de la présente convention par l'une ou l'autre des parties.

Dans ce cas, la partie désirant la résiliation devra faire connaître, par lettre recommandée avec accusé de réception, au cocontractant les motifs invoqués. Dans le délai de 15 jours à dater de la notification de l'intention de résilier, la partie désirant la résiliation devra organiser une réunion dans l'objectif d'un règlement amiable du litige. A l'issue de cette réunion, si la décision de résiliation est maintenue, son effet interviendrait à une date convenue entre les parties dans le délai maximum de 3 mois.

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours compté à partir du jour où le différend est apparu. La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait à Bar le Duc, le

En deux exemplaires originaux.

Le Président du GESAM, Daniel LE FORESTIER	Le Président du Conseil départemental, Jérôme DUMONT

Jeunesse et Sports

ASSOCIATIONS SPORTIVES D'INTERET INTERCOMMUNAL - REPARTITION 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen sur la répartition des subventions de fonctionnement aux associations sportives d'intérêt intercommunal au titre du budget 2025,

Après en avoir délibéré,

- Prend acte des 5 associations éligibles mais non retenues conformément au seuil de recevabilité (minimum 500 € après un calcul de répartition), à savoir :

    - Billard Club Barisien
    - O.P.A.L.E. club rando
    - AS Pratique Sportive Givrauval
    - Pétanque Club Commercy
    - Pétanque Erizienne

- Attribue les subventions forfaitaires 2025 aux associations sportives d'intérêt intercommunal, pour 54 dossiers retenus, selon le tableau de répartition annexé à la présente délibération, pour un montant total de 70 000 € ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes afférents.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (Benoît DEJAIFFE n'a pas pris part au vote).

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

ASSOCIATIONS SPORTIVES D'INTERET INTERCOMMUNAL - REPARTITION 2025		54 dossiers éligibles en 2025 (> 500 €)	Année 2024	Année 2025
		EPCI		
Association des Bergeronettes de l'Espérance Ancerville	**Gymnastique**	Portes de Meuse	1 160 €	**1 109 €**
Boxing Club d'Ancerville	**Boxe**	Portes de Meuse	0 €	**589 €**
Rugby Club Bar-le-Duc	**Rugby**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	1 430 €	**1 321 €**
Club Sportif Laïque Barisien	**Basket**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	1 726 €	**1 635 €**
ASPTT Bar-le-Duc	**Multisports**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	7 929 €	**8 257 €**
Athlé 55	**Athlétisme**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	1 343 €	**1 231 €**
AS Val D'Ornain	**Football**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	0 €	**609 €**
Groupe Amical Sainte Cécile	**Gymnastique**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	0 €	**720 €**
AEL Fains Veel	**Tennis de Table**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	852 €	**727 €**
Bar Badminton Club	**Badminton**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	858 €	**893 €**
Judo Bar le Duc	**Judo**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	735 €	**632 €**
AS Golf de Combles en barrois	**Golf**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	2 728 €	**2 258 €**
Bouling Club Bar-le-Duc	**Pétanque**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	0 €	**751 €**
Tennis Club Fains Veel	**Tennis**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	635 €	**571 €**
Les Baroudeurs de Ligny	**Cyclisme**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	534 €	**555 €**
Tennis de Table Linéen	**Tennis de Table**	CA Bar-le-Duc Sud Meuse	540 €	**555 €**
Tatamis Judo Club Euville	**Judo**	Commercy - Void - Vaucouleurs	736 €	**719 €**
GA Commercy	**Athlétisme**	Commercy - Void - Vaucouleurs	0 €	**756 €**
LAS Handball Void Vacon	**Handball**	Commercy - Void - Vaucouleurs	2 530 €	**2 390 €**
Phenix team Cycling	**Cyclisme**	Commercy - Void - Vaucouleurs	566 €	**549 €**
Ping Pong Club Commercy	**Tennis de Table**	Commercy - Void - Vaucouleurs	0 €	**790 €**
Olympique Club Thiervillois 55	**Athlétisme**	CA du Grand Verdun	1 023 €	**1 006 €**
Basket Club Verdunois	**Basket-Ball**	CA du Grand Verdun	2 383 €	**2 331 €**
Sport Athlétique Verdunois	**Multisports**	CA du Grand Verdun	6 499 €	**5 423 €**
Verdun Agglo Handball	**Handball**	CA du Grand Verdun	2 506 €	**2 329 €**
Foot de Bonheur	**Football**	CA du Grand Verdun	551 €	**541 €**
Tennis Club Grand Verdun	**Tennis**	CA du Grand Verdun	2 271 €	**2 353 €**
Handball Club Damvillers	**Handball**	Damvillers - Spincourt	0 €	**639 €**
JC Spincourt	**Judo**	Damvillers - Spincourt	0 €	**662 €**
AS Saint Laurent Mangiennes	**Football**	Damvillers - Spincourt	0 €	**614 €**
US Etain Buzy	**Football**	Pays d'Etain	Anc Club55	**1 687 €**
Association Sportive Nixéville-Blercourt	**Football**	Val de Meuse - Voie Sacrée	690 €	**634 €**
FC Dugny	**Football**	Val de Meuse - Voie Sacrée	646 €	**746 €**
ES Tilly Ambly Villers Bouquemont	**Football**	Val de Meuse - Voie Sacrée	538 €	**523 €**
Karaté Club Lacroix Sampigny	**Karaté**	Val de Meuse - Voie Sacrée	0 €	**902 €**
AS Dieue Sommedieue	**Football**	Val de Meuse - Voie Sacrée	0 €	**566 €**
Team pétanque Saint-Mihiel	**Pétanque**	Sammiellois	1 019 €	**997 €**
Handball Club Saint-Mihiel	**Handball**	Sammiellois	2 682 €	**2 233 €**
Rugby Centre Meuse Force 4	**Rugby**	Sammiellois	1 682 €	**1 558 €**
TC Saint-Mihiel	**Tennis**	Sammiellois	729 €	**1 007 €**
La Boule Montmédienne	**Pétanque**	Pays de Montmédy	525 €	**555 €**
Revigny AS Tennis Club	**Tennis**	Pays de Revigny-sur-Ornain	1 250 €	**1 280 €**
BMX Contrisson	**Cyclisme**	Pays de Revigny-sur-Ornain	1 040 €	**1 182 €**
CJO Revigny	**Handball**	Pays de Revigny-sur-Ornain	1 754 €	**1 766 €**
L'Escale Centre Social de Revigny	**Tir à l'arc, Badm, Judo**	Pays de Revigny-sur-Ornain	654 €	**590 €**
Soc. Boules et Agréments de Revigny sur Ornain	**Pétanque**	Pays de Revigny-sur-Ornain	0 €	**555 €**
Les Diables de Stenay	**Judo / MMA**	Pays de Stenay et du Val Dunois	808 €	**798 €**
Union Sportive Argonne Meuse	**Handball / Badminton**	Argonne - Meuse	3 141 €	**2 709 €**
La Boule Argonnaise	**Pétanque**	Argonne - Meuse	0 €	**555 €**
Association Argonne Club Triaucourt	**Multisports**	De l'Aire à L'Argonne	909 €	**843 €**
MJC Vaubécourt	**Handball**	De l'Aire à l'Argonne	1 911 €	**1 811 €**
Judo Club Vigneulles	**Judo**	Côtes de Meuse - Woëvre	0 €	**548 €**
AS Vigneulles Handball	**Handball**	Côtes de Meuse - Woëvre	1 865 €	**1 659 €**
Entente Vigneulles Hannonville Fresnes	**Football**	Côtes de Meuse - Woëvre	864 €	**781 €**
	TOTAL			**70 000 €**

Jeunesse et Sports

MATERIELS ONEREUX - 1ERE REPARTITION 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen et tendant à délibérer sur la répartition de subventions d'investissement aidant à l'acquisition de matériels onéreux par les associations sportives, au titre du budget 2025,

Vu les demandes de subventions présentées en annexe au titre de l'aide à l'acquisition de matériels onéreux en faveur des associations sportives,

Vu l'amendement déposé par Madame Christine TONNER, Vice-présidente du Conseil départemental, adopté à l'unanimité,

Après en avoir délibéré,

- Attribue les subventions plafonnées proratisées d'investissement au titre de l'aide à l'acquisition de matériels onéreux en faveur des associations sportives, pour un montant global de **36 137** € conformément au tableau annexé à la présente délibération.

  Ces subventions, plafonnées proratisées arrondies à l'euro supérieur, seront versées aux bénéficiaires en une seule fois au prorata des dépenses éligibles réalisées et justifiées, sur présentation des factures liées aux matériels figurant dans l'annexe jointe à la présente délibération et dans la limite de la subvention votée par le Département.

  Les factures prises en compte pour le calcul de la subvention plafonnée proratisée renvoient nécessairement au projet de financement présenté par l'association lors du dépôt du dossier sur une base TTC.

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents à ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Tableau de suivi de demandes d'aides à l'acquisition de Matériels Onéreux - 1ère répartition 2025

Nom de l'association	Nature de l'acquisition	Localisation	Informations complémentaires	Cofinancement de l'opération	Dépenses subventionnables (TTC)	Taux Participation (%)	Montant 2025 (arrondi à l'euro supérieur)
SAV section rugby	Acquisition de sac et anneaux de plaquage	VERDUN	Acquisition de sacs et anneaux de palquage pour l'entrainement des équipes.	Etat : Région : Intercommunalité : Communes : Sponsors : Autofinancement : 1 207,98	1 857,98 €	34,98%	650 €
Comité Sportif d'Athlétisme	Acquisition d'un pack chrono électrique Athlé pro freelap piste	BAR-LE-DUC	Acquisition d'un pack chrono électronique pour optimiser l'entrainement des athlètes de demi-fond.	Etat : Région : Intercommunalité : Sponsors : Autofinancement : 1 626 €	2 710,00 €	40,00%	1 084 €
Ancerville Bar-le-Duc Canoë Kayak	Acquisition de plusieurs embarcations pour la pratique du canoë kayak et du border cross	ANCERVILLE	Acquisition d'1 canoë, d'1 kayak et de "border cross" pour les jeunes de petits gabarits.	Etat : Région : Intercommunalité : Communes : Sponsors : Autofinancement : 4 343 €	6 528,30 €	35,00%	2 285 €
Canoë Kayak Club de Saint-Mihiel	Acquisition de plusieurs embarcations pour la pratique du canoë kayak	SAINT-MIHIEL	Acquisition de bateaux C1, K1 et kayak "Sit On Stop" ainsi que leurs pagaies.	Etat : Région : 1 000 € Intercommunalité : 2 610 € Communes : Sponsors : Autofinancement : 4 873 €	13 051,00 €	35,00%	4 568 €
Cercle Nautique Verdunois	Acquisition de 2 ergomètres et 2 bikerG	VERDUN	Acquisition de 2 ergomètres et 2 bikerG afin de réaliser des tets sportifs de performance. Ces tests sont demandés dans le cadre du nouveau protocole de sélection des athlètes sur les collectifs des équipes de France.	Etat : Région : Intercommunalité : Vile de Verdun : 1 000 € Sponsors : 2 000 € Autofinancement : 149 €	4 849,00 €	35,00%	1 700 €
ASC Charny	Acquisition d'un véhicule de transport 9 places	CHARNY SUR MEUSE	Acquisition d'un véhicule de transport 9 places afin de remplacer le véhicule hors service.	Etat : Région : Intercommunalité : Commune : 1 000 € Sponsors : Autofinancement : 20 000 €	26 000,00 €	19,23%	5 000 €
Comité départemental de Tennis de Table	Acquisition d'un vidéoprojecteur et d'un écran	FAINS VEEL	Acquisition d'un vidéo projecteur et d'un écran qui seront utilisés par le comité et les clubs, lors d'animation pour le développement de la pratique du tennis de table.	Etat : Région : Intercommunalité : Commune : Sponsors : Autofinancement : 1 332 €	2 220,00 €	40,00%	888 €

Tableau de suivi de demandes d'aides à l'acquisition de Matériels Onéreux - 1ère répartition 2025

Nom de l'association	Nature de l'acquisition	Localisation	Informations complémentaires	Cofinancement de l'opération	Dépenses subventionnables (TTC)	Taux Participation (%)	Montant 2025 (arrondi à l'euro supérieur)
Club Envol Parapente	Acquisition d'une voile biplace intégrant le logo "Sport de Nature en Meuse"	VERDUN	Acquisition d'une voile biplace et son matériel dans le cadre d'une contractualisation ponctuelle associant l'activité sportive à l'image du Département via l'apposition du logo "Sports de Nature Meuse" lié à la compétence départementale en la matière (cf. article 7 point 4 de la fiche "Aide à l'acquition de matériels onéreux" issue du règlement des aides sportives départementales). Cette voile permettra de promouvoir le parapente et d'embarquer des personnes en situation de handicap, le 18 mai prochain lors d'un évènement d'envergure départemental impulsé par le Département et organisée par l'Office "Monts et Vallées de Meuse" sur le secteur de la Côte Saint-Germain, site inscrit au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI).	Eat : Région : Intercommunalité : Commune : Sponsors : Autofinancement : 5 967, 58 €	9 945,58 €	40,00%	3 978 €
SA Verdun Section Haltérophile	Remplacement de matériels de force athlétique	VERDUN	Remplacement de matériels anciens de force athlétique et acquisition de matériels adaptés et aux normes en vigueur.	Etat : Région : Intercommunalité : 1 800 € Communes : 1 242,50 € Sponsors : 5 000 € Autofinancement : 23 484,09 €	34 526,59	8,69%	3 000 €
Légion Saint Georges (Tir à l'arc)	Acquisition de 5 murs de tir à l'arc extérieurs	LIGNY EN BARROIS	Acquisition de 5 murs de tir à l'arc pour extérieur en remplacement de matériels obsolètes.	Etat : Région : Intercommunalité : Communes : 5 498 € Sponsors : Autofinancement : 3 435 €	13 744 €	35%	4 811 €
Cercle Sportif Laïque Barisien	Acquisition de 2 tentes pliantes	BAR-LE-DUC	Acquisition de 2 tentes pliantes (6 x 3 et 3 x 3) dans le cadre des manfestations de l'association sportive.	Etat : Région : Intercommunalité : Ville de Bar-le-Duc : 333 € Sponsors : Autofinancement : 333 €	999,00 €	33,33%	333 €
SA Verdun section Tir à l'Arc	Acquisition de cibles 3D	VERDUN	Acquisition de cibles 3D pour la pratique du Tir à l'Arc en compétition	Etat : Région : Intercommunalité : Ville de Verdun : 924 € Sponsors : Autofinancement : 792,90 €	2 640,90 €	35,00%	924 €
AS des Plongeurs Autonomes de Madine	Acquisition pour 5 ans d'un ensemble d'oxygénothérapie médiacle normobare	NONSARD	Acquisition pour 5 ans, d'un ensemble d'oxygénothérapie médicale normobare afin d'être en conformité sur le matriel d'assistance et de secours mis en place par l'organisateur des sorties subaquatiques selon le Code du Sport en vigueur (Art. A 322-78-1.).	Etat : Région : Intercommunalité : 200 € Sponsors : Autofinancement : 252 €	722,00 €	27,70%	200 €

Tableau de suivi de demandes d'aides à l'acquisition de Matériels Onéreux - 1ère répartition 2025

Nom de l'association	Nature de l'acquisition	Localisation	Informations complémentaires	Cofinancement de l'opération	Dépenses subventionnables (TTC)	Taux Participation (%)	Montant 2025 (arrondi à l'euro supérieur)
Racing Club Saulx et Barrois	Acquisition de bancs de touche du terrain de football d'Haironville	HAIRONVILLE	Acquisition de bancs de touche afin de mettre en conformité le terrain avec du matériels non obsolètes.	Etat : Région : Commune d'Haironville : 2 000 € Sponsors : Autofinancement : 3 725,88 €	5 725,88 €	34,93%	2 000 €
Phenix Team Cycling	Acquisition d'une galerie voiture pour 8 vélos	VOID-VACON	Acquisition d'une galerie voiture pour transporter 8 vélos lors des déplacements et pendant les compétitions cyclistes sur route.	Etat : Région : Commune de Void-Vacon : 1 050 € Sponsors : 900 € Autofinancement :	3 000,00 €	35,00%	1 050 €
Les Bergeronnettes de l'Espérance d' Ancerville	Acquisition de divers matériels de sécurité	ANCERVILLE	Acquisition de divers matériels de sécurité pour les agréés : tapis de réception classique pour anneaux, poutres et barres asymétriques, parallèles et fixe. Un module gonflable incliné, un mini socle et des stabilisateurs.	Etat : Région : Commune : Intercommunalité : 1 500 € Sponsors : Autofinancement : 575 €	4 075,46	35,00%	1 426 €
Judo Club Barisien	Acquisition d'une enceinte connectée	BAR-LE-DUC	Acquisition d'une enceinte connectée adaptée à la surface du nouveau DOJO	Etat : Région : Ville de Bar-le-Duc : 240 € Intercommunalité : Sponsors : Autofinancement : 316 €	795,99 €	30,16%	240 €
Rugby Centre Meuse Force 4	Acquisition d'un véhicule de transport 9pl. d'occasion	SAMPIGNY	Acquisition d'un véhicule de transport 9 places pour les déplacements de l'école de rugby et lors des compétitions du club.	Etat : Région : Commune : Intercommunalité : 2 000 € Sponsors : 2 000 € Autofinancement : 9 000 €	15 000,00 €	13,33%	2 000 €
					Sous-total Comités + Club55 (x 7 dossiers)		**16 175 €**
					Sous-total Associations sportives locales (x 11 dossiers)		**19 962 €**
						Total	**36 137 €**

Jeunesse et Sports

AIDES A LA FORMATION QUALIFIANTE SUR LES METIERS DU SPORT ET DE L'ANIMATION ET AUX ATHLETES EN POLE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'octroi de subventions relatives aux dispositifs d'aides à la formations qualifiantes sur les métiers du sport et de l'animation, et de l'aide aux jeunes athlètes de haut-niveau licenciés dans les clubs meusiens inscrits en pôle au titre du Budget 2025,

Après en avoir délibéré,

- Approuve l'attribution des subventions forfaitaires au titre de l'aide à la formation qualifiante du sport et de l'animation pour un montant global de **4 850 €,** selon l'attribution ci-dessous :

19 bénéficiaires (250 € / personne) justifiant de l'obtention du diplôme BAFA / BAFD (*Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur / de directeur)* :

- **Mme L P**	**55400 BUZY DARMONT**
- **Mme M S**	**55000 FAINS VEEL**
- **Mme C G**	**55400 MOULAINVILLE**
- **Mme I H**	**55300 TROYON**
- **Mme L W- B**	**55000 BAR-LE-DUC**
- **Mme M A**	**55000 VAVINCOURT**
- **Mme S G**	**55430 BELLEVILLE SUR MEUSE**
- **Mme E N**	**55000 CHARDOGNE**
- **M. N R**	**55500 COUSANCES LES TRICONVILLE**
- **Mme M L**	**55300 WOIMBEY**
- **Mme E L**	**55700 AUTREVILLE ST LAMBERT**
- **Mme C R**	**55320 ANCEMONT**
- **Mme E C**	**55100 HAUDAINVILLE**
- **Mme F C**	**55300 SAINT-MIHIEL**
- **Mme C A**	**55000 TREMONT SUR SAULX**
- **M. B M E**	**55000 BAR-LE-DUC**
- **M. N P**	**55100 HAUDAINVILLE**
- **Mme E T**	**55400 ETAIN**
- **Mme J F**	**55170 COUSANCES LES FORGES**

1 bénéficiaires (100 € / personne) justifiant de l'obtention du diplôme BNSSA *(Brevet national de sauvetage et secours aquatiques)* :

- **M. I A**	**55000 NAIVES ROSIERES**

- Approuve l'attribution une subvention forfaitaire de **350 €** à l'association ASPTT Bar-le-Duc Meuse Grand Sud, section Handball, au titre de l'aide en faveur de la formation sportive de haut-niveau, pour l'inscription en Pôle de Mme Romane BOTTIN ;

- Approuve l'attribution une subvention forfaitaire de **350 €** à l'association Canoë Kayak Club de Saint-Mihiel au titre de l'aide en faveur de la formation sportive de haut-niveau, pour l'inscription en Pôle de M. Nathan PROVENZANO ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les actes afférents à ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés (Benoît DEJAIFFE n'a pas pris part au vote).

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

AGRICULTURE - SIGNATURE DE LA CHARTE PARTENARIALE POUR LE DEPLOIEMENT D'UN ELEVAGE COMPETITIF ET DURABLE EN GRAND-EST -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le programme Ambition Eleveurs 2024-2028 de la Région Grand-Est et de la Chambre régionale d'agriculture,

Vu les actions et politiques engagées par le Département en matière d'agriculture durable,

Vu le projet de charte partenariale pour le déploiement d'un élevage compétitif et durable en Grand-Est,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la signature de la charte partenariale pour le déploiement d'un élevage compétitif et durable en Grand-Est,

Après en avoir délibéré,

- Approuve la charte partenariale pour le déploiement d'un élevage compétitif et durable en Grand-Est (jointe en annexe) ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer cette charte.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

LOGOS

Charte partenariale pour le déploiement d'un élevage compétitif et durable en Grand Est

Une initiative du programme Ambition Eleveurs

PROJET

A COMPLETER

ENTRE

La Région Grand Est, collectivité territoriale, figurant au SIRET sous le numéro 200 052 264 00013, dont le siège social est situé 1, Place Adrien Zeller - 67070 STRASBOURG Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Franck LEROY,

Ci-après désignée la **« Région Grand Est** » ;

D'une part,

ET

D'autre part

Ci après désignée la « » ;

Les structures signataires :

- Région Grand Est
- Chambres d'Agriculture Grand Est
- Agence de l'eau Rhin Meuse
- Agence de l'Eau Seine Normandie
- DRAAF
- Conseil Départemental 55
- Fédération Régionale des CUMAs
- Groupama Nord Est
- Groupama Grand Est
- Association Régionale des MSA (Mutualité Sociale Agricole)
- Vivea Grand Est
- GDS Grand Est
- Les 4 caisses du Crédit Agricole
    - Crédit Agricole Nord Est,
    - Crédit Agricole Bourgogne Champagne,
    - Crédit Agricole Alsace Vosges,
    - Crédit Agricole Lorraine

La Région Grand Est et …… étant ci-après désignés individuellement ou collectivement la « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PROJET

1. CONTEXTE ET ENJEUX

La polyculture-élevage représente un atout majeur pour le territoire du Grand Est, sur le plan économique, social et environnemental. Sa contribution se révèle aussi essentielle qu'irremplaçable pour la valorisation et la vitalité des territoires.

Pourtant, les éleveurs sont confrontés à de nombreuses incertitudes et à des défis majeurs. Aujourd'hui, la conjoncture économique est fluctuante, les effets du changement climatique se font sentir et recentrent les enjeux environnementaux au cœur du métier d'éleveur. Les comportements alimentaires évoluent. Les éleveurs font également face à l'incompréhension sociale croissante du métier, malgré les services environnementaux rendus – souvent méconnus du grand public.

En Grand Est, les systèmes en polyculture-élevage concentrent une part d'herbe importante. Ces surfaces en herbe sont capitales, tant en termes de reconquête d'une ressource en eau de qualité, que de prévention contre toute dégradation future. Elles contribuent également à la régulation des sécheresses, des ruissellements et des coulées de boue ainsi qu'au maintien de la biodiversité. Aujourd'hui les prairies permanentes couvrent 13% de la région Grand Est et près de 12 000 polyculteurs-éleveurs y sont recensés. Maintenir l'élevage à l'herbe est donc un enjeu central pour protéger la ressource en eau et la biodiversité.

Face à ce constat, il devient primordial, à la fois d'accompagner les exploitations d'élevage dans leur nécessaire adaptation aux transitions, mais également d'affirmer l'intérêt que présentent les formes d'élevage durable pour la société. Le bien-être de l'éleveur comme le bien-être animal sont indispensables à la réussite de ce programme.

Afin de faire de l'élevage du Grand Est, un secteur d'activité attractif, fort de perspectives d'avenir, la Région Grand Est, l'Etat et le réseau des Chambres d'Agriculture se sont associés avec pour objectif de proposer un programme inédit et volontariste pour la période 2024-2028 nommé Ambition Eleveurs. Ce programme comprend :

1. La création d'un réseau de 60 fermes de démonstration sur l'ensemble du territoire,
2. Le lancement d'un parcours individuel de transformation, accessible pour 1 600 exploitations de polyculture-élevage du Grand Est,
3. L'émergence de projets collectifs (de territoire et/ou de filière) qui viennent à la fois créer l'environnement favorable aux transformations individuelles et collectives.

En parallèle du programme, divers acteurs publics et privés œuvrent au quotidien pour le secteur de la polyculture-élevage ; et de nombreuses initiatives sont déployées. En s'appuyant sur le programme Ambition Eleveurs, cette charte a pour vocation de rendre lisibles les actions des différents acteurs et d'optimiser leur articulation pour permettre aux éleveurs d'envisager l'avenir avec plus de confiance et de sérénité.

2. OBJECTIF ET AMBITIONS

Faisant suite au protocole d'engagement signé le 23 octobre 2024 à Agrimax, cette présente charte partenariale traduit la volonté partagée de mettre en commun des compétences, de renforcer la complémentarité des interventions sur le territoire régional, et de contribuer dès lors, à une meilleure accessibilité des services proposés aux éleveurs du Grand Est.

PROJET

Les signataires partagent les ambitions communes suivantes :

- Contribuer au développement d'un élevage durable et performant en Grand Est ;
- Concourir au renouvellement des générations en favorisant la transmissibilité des exploitations d'élevage ;
- Encourager la transformation structurelle des exploitations de polyculture-élevage du Grand Est en faveur de plus de résilience et multi-performance, notamment dans un contexte de changement climatique ;
- Favoriser les initiatives de coopération qui permettront de fournir des solutions opérationnelles, individuelles ou collectives, aux exploitations de polyculture-élevage ;
- Communiquer vers le milieu professionnel et le grand public sur la démarche proactive engagée en Grand Est afin de redonner confiance en l'élevage.

Cette charte s'inscrit dans le cadre du Programme Ambition Eleveurs, qui a pour objectif d'apporter aux éleveurs :

- Un accompagnement individualisé adapté à la hauteur des enjeux liés aux transitions intégrant également les défis climatiques et numériques ;
- Des outils et méthodes pour appréhender leur système d'exploitation de manière transversale, et leur permettre ainsi d'identifier la meilleure voie d'amélioration pour leur entreprise dans un objectif de triple-performance (économique, environnementale et sociale) ;
- L'accès au réseau des fermes de démonstration du programme Ambition Eleveurs, comme champ des possibles ;
- Une appropriation des solutions existantes afin de donner des perspectives rassurantes, pérennes et adaptées à la diversité des 11 000 exploitations de polyculture-élevage du Grand Est ;
- La possibilité d'engager des investissements pertinents au regard de leurs situations, leurs priorités, leurs moyens financiers.

3. PRINCIPES DE COLLABORATION

Les signataires s'engagent à œuvrer de concert sur les thématiques suivantes, en cohérence avec leurs champs de compétences :

1. Financement

- Développer ou adapter les outils financiers contribuant à concrétiser les projets de transformation des exploitations de polyculture-élevage engagées dans le programme Ambition Eleveurs ;
- Orienter sur le volet élevage, notamment à l'herbe, les outils existants autant que nécessaire ;
- Offrir des possibilités de financements coordonnés traduisant les ambitions communes partagées et les enjeux spécifiques des partenaires mobilisés dans le protocole d'engagement ;
- Favoriser les synergies entre financeurs privés et publics en vue de faciliter l'accès des éleveurs à des sources de financement (principe de complémentarité et d'additionnalité);
- Encourager le développement d'outils de financement alternatifs (financement participatif, autre modèle à développer) ;
- Accompagner le développement de projets viables et autonomes sur le long terme.

2. Promotion

- Promouvoir auprès des exploitants agricoles l'intérêt de s'engager dans une réflexion stratégique propice à davantage de résilience et triple-performance sur leur entreprise ;
- Promouvoir le programme Ambition Eleveurs auprès de l'écosystème agricole (conseillers, opérateurs économiques…) afin d'aller plus en avant dans le développement de solutions pour la polyculture-élevage régionale ;
- Augmenter l'acceptabilité de la filière auprès du grand public en communiquant à l'échelle du territoire sur ses atouts et son engagement pour devenir une réponse aux défis économiques, sociaux et environnementaux du Grand Est.

3. Formation et montée en compétences

- Accompagner les organismes de formation à proposer une offre de formations adaptée en réponse aux besoins détectés pour les agriculteurs, les salariés agricoles, les conseillers, et les personnes susceptibles de développer un projet agricole (futurs agriculteurs) ;
- Développer des contenus pédagogiques de formation associés au développement durable des exploitations agricoles de polyculture-élevage (développement de compétences techniques, enjeux de ressources humaines, etc.) ;
- Pour toutes les cibles mentionnées ci-dessus, promouvoir la formation afin de les encourager à participer à une formation qui facilitera la montée en compétences et le changement de pratiques ;
- Capitaliser sur les enseignements apportés par la démarche en favorisant les échanges entre pairs (retours d'expériences, partage d'information).

4. Santé, prévention et attractivité

- Coordonner et déployer des actions de sensibilisation des éleveurs sur les enjeux de la santé, sécurité et bien-être au travail (organisation de temps collectifs, diffusion de supports, formations) ;
- Structurer et diffuser une offre de services permettant de diminuer les risques professionnels, améliorer les conditions de travail et préserver la santé physique et mentale des éleveurs ;
- Donner aux éleveurs la capacité d'agir face à des problématiques de santé, d'organisation du travail ou de mal-être en leur permettant d'accéder à des services opérationnels (appui à l'analyse, co-construction de solutions, présentation d'outils, aide à l'acquisition, etc.) ;
- Proposer des diagnostics sécurité afin de mettre en place des actions de prévention ayant le but d'éviter l'altération de la santé des éleveurs et de leurs salariés ;
- Proposer des diagnostics pour sécuriser les biens et matériels des exploitations afin de les accompagner dans le développement durable et la sécurité de leurs activités.

5. Coopération territoriale et intelligence collective

- Communiquer et partager des sujets d'intérêts ainsi que des bonnes pratiques repérées, en vue de faire progresser les éleveurs du programme et plus largement la polyculture-élevage du Grand Est ;

PROJET

- Développer les liens entre les acteurs d'un territoire ou d'une filière, dans une logique de coopération, afin de faire émerger des projets d'intérêt collectif (mise en réseau, apport d'expertises et de compétences, etc.) ;
- Accompagner l'ingénierie de projets nécessaire au développement de nouvelles solutions opérationnelles, individuelles ou collectives (outils de d'autodiagnostic, nouveaux accompagnements, etc.) à l'échelle d'un territoire ou d'une filière ;
- Poursuivre le déploiement des dynamiques territoriales engagées notamment celles qui contribuent au maintien des systèmes herbagers (ex : Plans herbe) en mobilisant les acteurs et en construisant des partenariats avec les collectivités, les industries, les coopératives et autres opérateurs économiques.

Les moyens humains, techniques et/ou financiers pour contribuer au déploiement du programme Ambition Eleveurs, et plus largement à la structuration d'un élevage compétitif et durable en Grand Est figurent en annexe de cette charte. Chaque signataire y précise les modalités opérationnelles de sa contribution en lien avec les thématiques précédemment citées.

4. GOUVERNANCE ET SUIVI DE LA CHARTE

Un comité technique de suivi avec l'ensemble des signataires se réunira à minima une fois par an. Il sera animé par la Région Grand Est et permettra de faire un point d'étape du programme et des projections envisagées.
Seront présentés à cette occasion : le bilan des actions menées sur l'année écoulée, les actualités, les difficultés éventuelles et les perspectives pour l'année à venir. Les propositions d'évolution ou d'ajustement des accompagnements y seront discutées ainsi que les moyens pour parvenir à leur bonne articulation.

En complément, une réunion de clôture, permettant de dresser un bilan collectif des quatre années du programme, sera organisée en 2028.

5. ENGAGEMENTS DES PARTIES PRENANTES

Les signataires s'engagent à :

- Collaborer activement à l'atteinte des ambitions partagées listées plus haut, à hauteur de leurs moyens et dans la limite de leur objet social,
- Respecter les engagements pris en faveur des éleveurs figurant en annexe de cette charte,
- Partager un bilan annuel des avancées de leurs actions en faveur des éleveurs du programme,
- Participer aux comités techniques de suivi,
- Etre facilitants dans l'accompagnement des projets de territoire du programme.

L'engagement des signataires sera valorisé dans le cadre des opérations de communication réalisées au titre du programme Ambition Eleveurs selon des modalités à convenir avec l'ensemble des parties-prenantes.

PROJET

Toute nouvelle structure souhaitant être signataire de cette charte partenariale et contribuer activement aux ambitions du programme pourra intégrer à tout moment la démarche après présentation et avis favorable du comité technique de suivi.

6. DUREE ET RESILIATION

La présente charte entrera en vigueur à compter de sa signature par les partenaires et jusqu'à la fin du programme (2028). Toute modification à la charte, faisant suite à un comité technique de suivi, devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties.

En cas d'inexécution, ou de mauvaise exécution de ses obligations contractuelles par le titulaire, la présente charte pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties, par lettre recommandée avec avis de réception, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels ils pourraient prétendre du fait des manquements susvisés.

Chaque Partie s'engage toutefois à assurer l'exécution, jusqu'au terme fixé, des engagements pris antérieurement à la dénonciation et mis en œuvre dans le cadre des chartes particulières.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente charte, les Parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable.

En cas de désaccord persistant au-delà d'un délai de deux mois, le litige sera soumis au Tribunal administratif de Strasbourg.

7. PUBLICATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les Parties s'engagent à mentionner systématiquement la participation de l'autre Partie dans toute publication ou action de communication, écrite ou orale, relative aux actions menées dans le cadre de la charte et qui aura reçu l'accord préalable et écrit des Parties.

Chacune des Parties accorde à l'autre, pour la durée de la charte, un droit d'usage gratuit et non exclusif sur ses logos, dénominations sociales et autres signes distinctifs, sous réserve de se conformer aux conditions spécifiques d'usage (couleur, taille, charte …) pour autant que cette utilisation est en lien direct avec l'exécution de la charte.

A cet effet, l'utilisation du logo de la Région Grand Est par les parties est autorisée dans ce cadre sur son site Internet ainsi que sur les rapports d'activité, les documents internes ou sur toutes les communications institutionnelles. Les signataires autorisent à utiliser leurs logos sur des documents internes ou sur toutes les communications institutionnelles.

Chacune des Parties s'engage à respecter l'image de l'autre ainsi que sa politique de communication et d'information.

Chacune des Parties s'engage à respecter les obligations relatives au régime des droits de propriété intellectuelle. Elles déclarent ainsi avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires concernant les documents et éléments utilisés, à ce titre, elles garantissent l'autre Partie de toute contestation qui pourrait naître et/ou de tout recours engagé à son encontre du fait de leur utilisation.

8. SIGNATURE DES PARTIES PRENANTES

Fait à , le

A COMPLETER

PROJET

Structure	Région Grand Est
Coordonnées	Sites de Strasbourg, Metz et Châlons en Champagne
Site internet	https://www.grandest.fr/
Champ d'action	Collectivité territoriale en charge de l'accompagnement des agriculteurs. Le programme Ambition Eleveurs est inscrit dans le Pacte pour les Ruralités et le processus de planification écologique Grand Est Région Verte.
Périmètre	Région Grand Est
Accompagnement proposé	Rédaction de la charte
	Animation du comité de suivi
	Facilitation des échanges et interactions avec les autres partenaires et projets du programme
	Organisation réunion clôture
	…

PROJET

Structure	**Conseil Départemental de la Meuse**
Coordonnées	Hôtel du Département Place Pierre-François Gossin 55 000 Bar-le-Duc Direction de la Transition écologique transition.ecologique@meuse.fr
Site internet	***www.meuse.fr***
Champ d'action	Collectivité territoriale engagée dans l'accompagnement des agriculteurs à travers sa politique de soutien à la pérennisation des exploitations agricoles orientée vers la résilience des écosystèmes et de l'adaptation au dérèglement climatique.
Périmètre	Département de la Meuse
Accompagnement proposé	Dans le cadre de sa **politique de soutien à l'investissement pour une agriculture résiliente** : ○ soutenir financièrement les éleveurs meusiens dans la pérennisation et le développement de leur activité à travers le soutien à la production primaire, la diversification des exploitations et l'adaptation vers des pratiques plus durables
	Dans le cadre du **Plan Herbe Meuse,** dont il assure le co-pilotage avec l'Agence de l'eau Rhin-Meuse : ○ défendre une image renouvelée, attractive et pérenne de l'élevage à l'herbe, ○ co-construire et mettre en œuvre les conditions favorables au développement de modèles économiques viables d'exploitations d'élevage herbagers propices à la préservation des prairies et de la biodiversité ○ communiquer et essaimer les expériences positives d'actions réalisées
	Dans le cadre de la **plateforme Agrilocal55** : ○ favoriser la commercialisation des produits locaux issus de l'élevage du territoire dans la restauration hors domicile, et en particulier dans les collèges et les lycées publics meusiens conformément aux engagements du programme ADAGE (Alimentation Durable et Autonomie du Grand-Est)

PROJET

Environnement et Agriculture

AGRICULTURE - SUBVENTION 2025 AU GROUPEMENT DE DEFENSE SANITAIRE DE LA MEUSE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution d'une subvention en 2025 au Groupement de Défense Sanitaire de la Meuse,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'affecter 200 000 € sur l'autorisation d'engagement « AE SANTE ANIMALE 25_27 » pour le financement du Groupement de défense sanitaire de la Meuse pour l'année 2025 ;
- D'approuver le projet de convention de financement avec le Groupement de défense sanitaire de la Meuse, joint en annexe, lui attribuant une aide de **200 000 €** pour l'année 2025 ;
- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de ce programme.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés avec une abstention.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONVENTION ANNUELLE DE FINANCEMENT

entre LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE
et LE GROUPEMENT DE DEFENSE SANITAIRE DE LA MEUSE

2025

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse, représenté par **Monsieur Jérome DUMONT**, Président du Conseil départemental, désigné ci-après par "**le Département**" d'une part,

et

Le Groupement de Défense Sanitaire de la Meuse, représenté par **Madame Lorine COLLIN**, agissant en qualité de Présidente, désigné ci-après par "**le GDS** " d'autre part.

Préambule :

L'élevage occupe une place importante dans le paysage meusien en contribuant au maintien des prairies naturelles. Ces dernières permettent le stockage de carbone, la protection de la nature des sols et de la biodiversité, elles sont régulatrices des écoulements d'eau et ont un rôle dans le maintien de la vitalité territoriale.

Il fait face à des enjeux grandissants : les cheptels sont fragilisés par le changement climatique, qui favorise la progression de nouvelles maladies, en particulier à transmissions vectorielles. Les éleveurs doivent agir pour maîtriser la propagation dans le milieu naturel des maladies tout en limitant l'utilisation d'antibiotiques et s'inscrire dans les attentes nationales de prévention de l'antibiorésistance dont la transmission environnementale est désormais une composante établie. Les moyens nécessaires doivent ainsi être mis en œuvre afin d'assurer la biosécurité liée à l'élevage dans le département.

Le Groupement de Défense Sanitaire de la Meuse (GDS), organisme à vocation sanitaire reconnu par le Code Rural, sensibilise et conseille les éleveurs du département sur la santé animale. Le GDS de la Meuse fait partie du Réseau 3M, avec la Meurthe-et-Moselle et la Moselle.

Ses missions principales :

- **Agir pour protéger la santé publique en améliorant la santé animale,**
  - Il sensibilise, conseille, et forme les éleveurs et les apiculteurs dans le domaine de la prévention
  - Il apporte une aide aux éleveurs confrontés à des difficultés sanitaires

- **Favoriser l'économie de l'élevage en garantissant la qualité sanitaire des cheptels,**
  - Il informe les éleveurs et les apiculteurs de la législation applicable et veille au respect de la réglementation

Projet

- Il veille au respect des protocoles techniques élaborés et mis en oeuvre avec le Groupement Technique Vétérinaire

- **Réduire les coûts de dépenses liées à la lutte contre les maladies et occasionnés par leurs traitements,**
  - Il surveille l'apparition de nouvelles pathologies et collabore avec le laboratoire agréé à la mise en place de nouveaux plans de lutte.

Les objectifs du GDS rejoignent largement les préoccupations et les orientations arrêtées par le Département dans le cadre de ses démarches en matière d'agriculture et de transition écologique.

En conséquence, le Département et le GDS conviennent de formaliser un partenariat dans le domaine de la santé animale.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

Par la présente convention, le GDS s'engage, pour l'année 2025, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser un programme d'actions annuel, conforme à son objet social et dont le contenu concerne les objectifs suivants :

- Action 1 : Campagne de prophylaxies
- Action 2 : Campagne de vaccination contre les maladies émergentes
- Action 3 : Préservation des populations d'abeilles

Dans ce cadre, le GDS permet de redistribuer équitablement les subventions départementales accordées à tous les éleveurs et apiculteurs meusiens adhérents.

Article 2 – Campagne de prophylaxies (action 1)

La prophylaxie comprend les mesures de prévention et de surveillance contre certaines maladies animales. Ces mesures sont obligatoires car elles revêtent un intérêt général. Elles ont pour objectif d'éviter l'apparition et l'éradication de ces maladies.

A cet effet, le GDS s'engage à accompagner les éleveurs meusiens adhérents à travers :

- la coordination et le suivi du programme 2025 de prophylaxies,
- des conseils techniques pour la gestion préventive ou curative des pathologies d'élevages et pour la gestion administrative des prophylaxies réglementées (ou non).

Article 3 – Campagne de vaccination contre les maladies émergentes (action 2)

Depuis le début de l'année 2024, la France est touchée par de nombreuses maladies émergentes qui impactent progressivement l'ensemble du territoire national : FCO-3, FCO-8 et MHE.

Pour enrayer la prorogation de ces maladies et limiter l'impact financier pour les éleveurs meusiens, le GDS souhaite mettre en place un vaste de programme de vaccination.

A cet effet, le GDS s'engage à accompagner les éleveurs meusiens adhérents à travers :

- la coordination et le suivi du programme 2025 de vaccination,
- des conseils techniques pour la mise en œuvre de ce programme vaccination

Projet

Article 4 - Préservation des populations d'abeilles (action 3)

80 % des cultures sont dépendantes de l'activité des insectes pour la pollinisation, au premier rang desquels les abeilles. Or, depuis plusieurs années, une forte mortalité est observée chez les abeilles. Elle s'explique par une pluralité de phénomènes : impact des produits phytopharmaceutiques, apparition de parasites, concurrence avec d'autres espèces invasives (frelon asiatique…).

A cet effet, le GDS s'engage à accompagner les apiculteurs meusiens adhérents à travers :

- actions de sensibilisation à la préservation de leurs essaims dans des conditions sanitaires rigoureuses
- actions de lutte contre les parasites et les espèces invasives.

Article 5 : Evaluation des missions

Le GDS devra remettre un **bilan détaillé** pour chacune des actions financées et précisant :

- les actions réalisées
- les livrables produits et transmis aux adhérents du GDS
- des indicateurs de résultats et notamment :
  - Action 1 – Campagne de prophylaxies :
    - ➔ Suivi sanitaire des différentes maladies
    - ➔ Liste des éleveurs ayant bénéficié des aides départementales
  - Action 2 – Campagne de vaccination contre les maladies émergentes
    - ➔ Suivi de la compagne de vaccination par EPCI à fiscalité propre
    - ➔ Liste des éleveurs ayant bénéficié des aides départementales
  - Action 3 – Préservation des populations d'abeilles
    - ➔ Evolution des populations
    - ➔ Progressions sanitaire des différentes maladies et des espèces invasives
    - ➔ Liste des apiculteurs ayant bénéficié des aides départementales

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue du 1er janvier 2025 au 30 juin 2026.

Article 7 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le Département attribue une **subvention annuelle de 200 000 €** au GDS pour la réalisation des actions prévues à la présente convention, répartie comme suit :

- Action 1 – Campagne de prophylaxies : **166 000 €**
- Action 2 – Campagne de vaccination contre les maladies émergentes : **25 000 €**
- Action 3 – Préservation des populations d'abeilles : **9 000 €**

Les versements se font selon les modalités suivantes :

- Un **acompte de 60 %** de la subvention annuelle, à la signature de la convention,
- Le **solde**, dès réception par le Département (voir article 8) des pièces justificatives : rapports demandés dans l'article 5, accompagné d'un compte-rendu financier sur les dépenses réellement engagées pour chaque mission.

Projet

Article 8 : Engagements et obligations

Le GDS s'engage à transmettre au Département :

- **au plus tard le 28 février 2026**, les éléments demandés dans l'article 5 (bilan annuel détaillé) pour l'année N, accompagné d'un compte-rendu financier sur les dépenses réellement engagées pour chaque mission.

- **au plus tard le 30 juin 2026,** le rapport d'activités, le compte d'exploitation et le bilan financier de l'association de l'année N.

Par la présente, le GDS s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de la présente convention.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement les actions mises en œuvre pour atteindre les objectifs décrits dans l'article 1.

Article 9 : Autres engagements

Le GDS s'engage à :

- Signaler toute modification, de domiciliation bancaire,

- Informer au plus tôt le Département de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des missions subventionnées,

- faire mention explicitement de la participation du Département sur tous ses supports de communication (notamment aux éleveurs et apiculteurs adhérents) et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés,

- à faciliter le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

Article 10 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par le GDS, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 11 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

Projet

Article 12 : Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente, d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours, compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en 2 exemplaires à BAR LE DUC, le

Projet

Environnement et Agriculture

BIODIVERSITE- PROJET D'AMENAGEMENT PEDAGOGIQUE A TROYON AU TITRE DES ESPACES NATURELS SENSIBLES - SIGNATURE DE CONVENTIONS D'OCCUPATION TEMPORAIRE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles voté par l'Assemblée départementale le 20 juin 2024,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au projet de signature de conventions d'occupation temporaire pour la réalisation du projet d'aménagement pédagogique à Troyon,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire entre le Département et Voies Navigables de France, dite « convention relative à la création sur le domaine public fluvial d'un sentier pédagogique sur l'Espace Naturel Sensible « Vallée de la Meuse » sur la commune de Troyon, joint en annexe ;

- D'approuver le projet de convention pour servitude entre le Département et Madame J.L, joint en annexe ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer ces conventions et toutes autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

PROJET

CONVENTION RELATIVE À LA CREATION SUR LE DOMAINE PUBLIC FLUVIAL D'UN SENTIER PEDAGOGIQUE SUR L'ESPACE NATUREL SENSIBLE « VALLEE DE LA MEUSE » SUR LA COMMUNE DE TROYON

Convention n° 411325XXXX

Entre :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, Etablissement public administratif, EPA, immatriculé auprès de l'INSEE n°130 017 791, domicilié 175 rue Ludovic Boutleux, CS 30820, 62 408 BETHUNE Cedex

Pour la direction territoriale du Nord Est, domiciliée 169 rue Newcastle – CS 80062 – 54036 NANCY Cedex, représentée par Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, en sa qualité de Directrice territoriale du Nord-Est,

Ci-après désigné par « VNF »

D'une part,

Et,

Le Conseil Départemental de la Meuse, domicilié Place Pierre François Gossin 55012 BAR LE DUC, représenté par Monsieur Jérôme DUMONT, Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération en date du …/…/… (dont une ampliation est annexée à chaque original de la présente convention)

Désigné ci-après « cocontractant »

D'autre part,

PROJET

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l’urbanisme ;

Vu le code général des Collectivités territoriales ;

Vu les règlements particuliers de police applicables ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1992 relatif au domaine confié à Voies navigables de France ;

Vu la demande du Conseil Départemental de la Meuse par courriel du 5 décembre 2025 ;

Vu la décision de la Commission Permanente du Conseil départemental autorisant le Président du Conseil départemental à signer la présente convention en date du ,

PROJET

Préambule

Le Département, porteur de la politique Espaces Naturels Sensibles, assure depuis 2012 l'animation du site Natura 2000 ZPS (Zone de protection spéciale) « Vallée de la Meuse ».

Qu'il intervienne en maîtrise d'ouvrage directe ou qu'il soutienne les initiatives de collectivités et associations meusiennes, le Département s'engage aujourd'hui à amplifier ses engagements en matière de biodiversité à travers un Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles pour la période 2024-2030.

Ainsi, plusieurs objectifs sont définis :
- Préservation des habitats et des espèces qui font la fierté du patrimoine naturel local, notamment au sein du réseau des ENS aménagés,
- Mobilisation de chacun pour contribuer à la connaissance et à la gestion des milieux à travers les démarches de sciences participatives, les chantiers bénévoles ou le partenariat associatif,
- Sensibilisation de tous, et en particulier les générations futures, dans un souci de transmission tant des connaissances naturalistes acquises que d'un environnement de qualité,
- Contribution aux politiques publiques en matière de biodiversité.

Le Schéma départemental des ENS a pour ambition de fixer le cap, pour la période 2024-2030, de la politique ENS à travers 5 axes stratégiques :
- Améliorer la connaissance des richesses naturelles de la Meuse,
- Garantir la préservation et la gestion des sites,
- Mettre en valeur et mieux faire connaître les ENS aux meusiens,
- Fédérer un réseau d'acteurs pour amplifier l'action en faveur des ENS sur le terrain,
- Être partie prenante des politiques publiques de la biodiversité à travers la politique ENS.

Dans le cadre du développement du réseau départemental des ENS aménagés, le Département souhaite réaliser un sentier pédagogique sur la « Vallée de la Meuse » en partie sur le long du chemin de halage appartenant au domaine public fluvial (DPF) confié à Voies navigables de France.

L'objectif de ce sentier est de valoriser le patrimoine naturel et paysager de la Vallée de la Meuse auprès de tous les publics, à travers un cheminement et des équipements pédagogiques adaptés.

PROJET

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : objet de la convention

1.1 : Objet de la Convention
Le cocontractant est autorisé à procéder sur le domaine public fluvial à la matérialisation et à l'aménagement d'un sentier pédagogique sur l'espace naturel sensible « Vallée de la Meuse » sur la commune de Troyon du PK 225.790 (écluse n° 13 de Troyon) au PK 224.890.

1.2 : Particularités
La présente convention ne constitue en aucun cas une autorisation d'utilisation privative et dérogatoire du domaine public fluvial, dont l'usage reste soumis aux textes et réglementations en vigueur.

Le cocontractant ne peut se prévaloir de cette convention. Elle n'a de validité que dans le cadre des opérations de matérialisation et d'aménagement de l'itinéraire du sentier.

VNF se réserve la possibilité d'interdire l'accès aux chemins situés sur le domaine public fluvial, pendant une période déterminée, notamment pour la réalisation de travaux nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

ARTICLE 2 : balisage-marquage-aménagement

Le cocontractant est autorisé à effectuer toutes les opérations de balisage, de marquage de l'itinéraire, ainsi que son aménagement conformément aux annexes I et 2 à la présente convention (plan global d'itinéraire du sentier sur le DPF et plans particuliers des implantations des balisages, marquages et aménagements sur le DPF).

Ces opérations de marquage ou balisage ne pourront se faire sans l'accord préalable du représentant de VNF.

Les différentes parties définiront concurremment les modalités pratiques de mise en œuvre de ces opérations de marquage ou de balisage (emplacement, type, accès,...).

ARTICLE 3 : règles d'utilisation

3.1 : Propreté des lieux
Aucun dépôt, ni aucun obstacle quelconque ne devra embarrasser les chemins sur le DPF.
Le cocontractant prendra toutes les dispositions nécessaires pour prévenir et empêcher le dépôt sauvage des déchets sur le DPF.
En cas de mise en place de dispositifs de collecte des déchets, le cocontractant en assurera la gestion (enlèvement et traitement).

3.2 : Travaux de pose et d'entretien
Le cocontractant est autorisé à réaliser tous travaux de pose et d'entretien nécessaires à la mise en place du sentier.
Ces travaux ne pourront se faire sans l'accord préalable de VNF.
Les différentes parties définiront concurremment leurs modalités pratiques d'exécution et de réalisation.
Ces travaux donneront lieu à un procès-verbal de récolement et ne feront l'objet d'aucune participation financière de VNF.

3.3 : Circulation-stationnement
Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, l'accès, le stationnement et la circulation, à pied ou avec un véhicule à deux ou quatre roues, motorisées ou non, des agents de VNF et/ou des entreprises agissant pour son compte sont maintenus en tout temps et à tout moment, conformément et dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Il en est de même pour les autorisations de circuler et de stationner délivrées aux autres usagers dans le cadre des dispositions des articles R. 4241-68 et suivants du code des transports.

ARTICLE 4 : sécurité et responsabilité
Le cocontractant devra s'assurer que les chemins utilisés sont praticables et offrent toutes les garanties de sécurité.
VNF ne pourra être tenu responsable du mauvais usage de ses chemins.

ARTICLE 5 : durée
La présente convention est établie pour une durée de 18 ans à compter de sa signature.

ARTICLE 7 : précarité
VNF se réserve la faculté de résilier ou de modifier la présente convention pour un motif d'intérêt général justifiant le retrait ou la modification de l'autorisation dont elle fait l'objet.
Le cocontractant ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la part de VNF en cas de résiliation.

ARTICLE 8 : révocation
La convention peut être dénoncée par VNF, en cas d'inexécution des conditions fixées par la présente convention.
Le cocontractant ne pourra prétendre à aucune indemnisation de la part de VNF en cas de révocation.
En cas de révocation de la présente convention, l'ensemble des éléments constitutifs du balisage ou du marquage des itinéraires devra être enlevée par et aux frais du cocontractant.

ARTICLE 9 : dommages :
Le cocontractant est responsable de tout dommage sur le domaine public fluvial causé par la réalisation des travaux de pose et d'entretien du balisage et du marquage.

ARTICLE 10 : liste des pièces annexées
Annexe I : plan global du tracé de l'itinéraire du sentier sur le DPF
Annexe 2 : plan global des implantations des balisages, marquages et aménagements sur le DPF

Fait en trois exemplaires,

A , le

Pour Voies navigables de France,	**Pour le cocontractant,**
La Directrice territoriale du Nord-Est,	**Le président du CD 55,**
Sophie-Charlotte VALENTIN	**Jérôme DUMONT**

PROJET

Annexe 1





Annexe 2



5. L'Écluse :
Lieu : Écluse de Troyon
Panneau : explicatif sur le canal de l'Est et le fonctionnement des écluses
Histoire : *Ici, c'est toujours la goutte d'eau qui vous parle et qui vous explique l'histoire du canal de l'Est et de ses nombreuses écluses.*

Signalisation directionnelle : 1 flèche vers le chemin de halage

6. Balade sur le chemin de halage :
Lieu : Le long du halage.
Travaux : débroussaillage et création d'une fenêtre paysagère dans les bosquets vers la vallée, au niveau de chaque panneau.
Travaux : sécurisation des berges au niveau des 2 rampes (côté écluse côté pont du Pâquis) et au niveau de l'équipement ludique
Panneau : totem « Espace Naturel Sensible »
Equipement ludique : 3 tableaux découpés en cubes à reconstituer pour découvrir à quoi servait autrefois un chemin de halage (sans texte)
Histoire : *La goutte d'eau vous présente des photos d'hier et d'aujourd'hui qui illustrent les usages du halage.*





Signalisation directionnelle : 1 flèche vers le pont du Pâquis

18. Une petite pause s'impose :
Lieu : Terrain de foot, vers le cana, après le parcours/labyrinthe
Mobilier : grandes tables de pique-nique collectives
Panneau : panonceau d'invitation à grignoter
Histoire : *Les 3 animaux vous invitent à faire comme eux, à grignoter tout ce que vous trouverez dans votre sac de pique-nique et à emporter tous vos déchets*

Signalisation directionnelle : 2 flèches de l'aire de pique-nique vers le canal et le long du canal, en direction du pont du Pâquis

19. Le canal de l'Est vu par des artistes locaux :
Lieu : Le long du halage.
Travaux : prévoir une protection au niveau du canal.
Equipement ludique : jeu du taquin (puzzle) - tableau à reconstituer sur le thème du canal

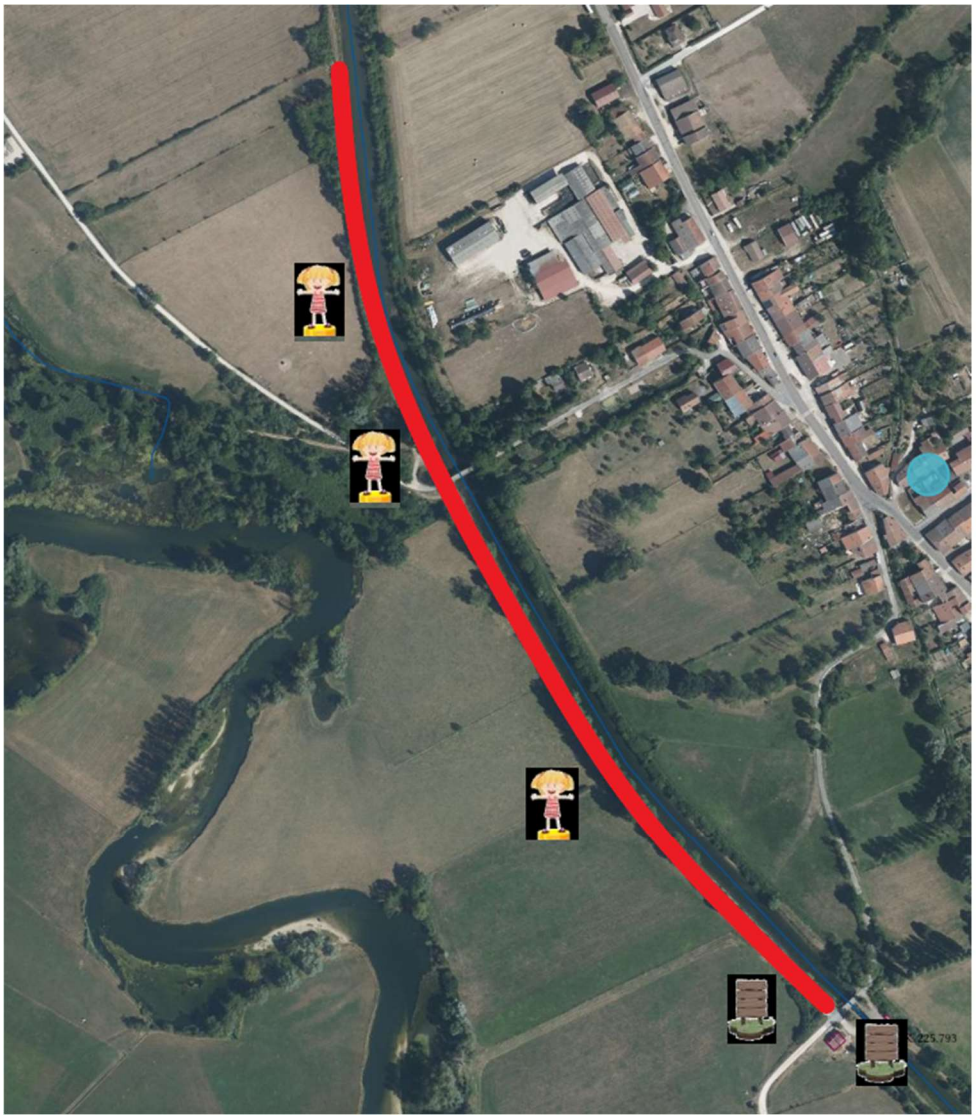


Signalisation directionnelle : 1 flèche vers la plateforme

20. La fin de la boucle sauvage :
Lieu : Plateforme en limite du canal, sous les grands arbres
Travaux : Rajouter du grillage de protection du garde corps du pont.
Equipement ludique : Sculpture des 3 mascottes
Mobilier : Banc à côté des mascottes.

Signalisation directionnelle : 2 flèches, une pour remonter sur le pont du Pâquis et l'autre à la sortie du pont vers la Rue du Pâquis

PROJET



Légende :

Panneau informatif

Panonceau

Equipement ludique

Mobilier

Balisage

CONVENTION DE SERVITUDES
AU SERVICE DU DEPARTEMENT DE LA MEUSE

Entre les soussignés :

Madame J. L., demeurant 55100 Verdun, agissant en qualité de propriétaire.

Ci-après désigné "le Propriétaire "

D'une part,

Le DEPARTEMENT DE LA MEUSE, dont le siège social est situé à l'Hôtel du Département Place Pierre-François Gossin - BP 50514 – 55000 Bar-le-Duc cedex, représenté par son Président, Monsieur Jérôme DUMONT, autorisé aux présentes aux termes d'une délibération de la Commission permanente du 22 mai 2025.

Ci-après désigné "le Département"

D'autre part,

PREAMBULE :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'Espaces Naturels Sensibles (ENS), le Département de la Meuse œuvre depuis le début des années 2000 pour, entre autres enjeux, mettre en valeur et mieux faire connaitre les ENS aux meusiens. En 2018, l'Assemblée départementale a optimisé son intervention afin de doter le Meuse d'un réel réseau départemental de sites ENS aménagés pour accueillir du public.

Le Département souhaite être pleinement partie prenante du développement du réseau des ENS aménagés. Il assure depuis 2012 la maîtrise d'ouvrage et l'animation du site Natura 2000 « Vallée de la Meuse », et a donc prospecté l'ensemble du site et identifié le secteur de Troyon comme opportun pour développer un sentier d'interprétation sur les enjeux écologiques de la vallée de la Meuse. Une étude de faisabilité a été conduite en 2024. Elle a confirmé l'intérêt du projet, son emprise, les thématiques retenues ainsi que les possibilités d'équipements. Une mission de maîtrise d'œuvre, en cours, a permis d'aller plus loin dans la définition du projet.

Dans la continuité du chemin dit du Pâquis, et afin d'assurer la jonction entre le chemin communal et la parcelle communale cadastrée section ZA n° 041, il est nécessaire de traverser la parcelle cadastrée section ZA n°042, propriété de madame J. L., dans toute sa longueur, soit environ 55 mètres.

Ceci exposé il a été convenu ce qui suit :

Projet

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'occupation par le Preneur d'une partie de la parcelle cadastrée section ZA n° 042 située lieu-dit « Champ Domblaine » à Troyon (55) et propriété du Propriétaire.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 30 ans à compter de la notification de la présente convention.

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION

Par la présente convention, la Propriétaire autorise irrévocablement le Preneur à occuper et à accéder, et ce de manière permanente pendant toute la durée de la convention au sentier pédagogique, depuis la parcelle cadastrée section ZA n°042 sise à Troyon.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

La mise à disposition de la dépendance susmentionnée à l'article 1, est consentie et acceptée moyennant une indemnité à l'euro symbolique non recouvré.

ARTICLE 5 – OBLIGATION DU PROPRIETAIRE

La Propriétaire s'engage pour sa part à :

5.1 Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance de la parcelle mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification du sentier pédagogique désigné à l'annexe 1.

5.2 Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise du sentier pédagogique défini à l'article 1er, de faire quelconques modifications du profil des terrains, ni plantations d'arbres ou d'arbustes, ni cultures.

Elle pourra toutefois :

Effectuer des plantations à proximité du sentier pédagogique à condition de respecter la servitude entre lesdites plantations et le sentier pédagogique visée à l'article 1er.

5.3 Permettre aux représentants du Preneur et aux éventuels riverains, l'accès permanent au sentier pédagogique 7/7 ; 24/24 et ne rien faire qui puisse gêner ou empêcher même partiellement ou temporairement cet accès permanent.

5.4 La Propriétaire s'engage notamment à informer le Preneur dés qu'un moyen d'accès au sentier viendrait à être modifié.

5.5 Informer le voisinage et les éventuels riverains de l'existence de la présente convention et de l'autorisation d'occupation et d'accès au sentier pédagogique dont le bénéfice le Preneur en vertu de celle-ci.

5.6 Informer le Preneur avec un préavis de soixante (60) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception, des travaux qui pourraient avoir une incidence sur le sentier pédagogique ou perturber son bon fonctionnement,

Obligations du preneur

Le Preneur doit aviser immédiatement la propriétaire de tout désordre.

À défaut, il s'expose à être tenu responsable de toutes aggravations ou dommages résultant de son silence ou de son retard.

Projet

ARTICLE 5 – ETAT DES LIEUX ENTRANT

Un état des lieux est dressé contradictoirement au moment de la remise de la dépendance à la disposition du Preneur. Cet état des lieux est annexé à la présente convention.

Le Preneur prend les lieux mis à disposition en l'état au moment de l'entrée en jouissance de la dépendance.

À défaut d'état des lieux établi lors de l'entrée en jouissance, le Preneur est réputé avoir reçu les lieux en parfait état.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX SORTANT

Au départ du Preneur, il lui appartient de restituer l'emprise mise à disposition en bon état d'entretien, selon les obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Un état des lieux contradictoire est dressé le jour de la restitution des lieux.

ARTICLE 7 – CONTESTATIONS

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et à défaut d'accord amiable entre les parties, l'affaire sera portée devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours à partir du jour d'apparition du différend.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

ARTICLE 8 – ELECTION DOMICILE

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile, la Propriétaire en son domicile, le Preneur en son siège social.

Fait à Bar-le-Duc, en trois exemplaires originaux **(*)** le :

La propriétaire, Le Preneur,

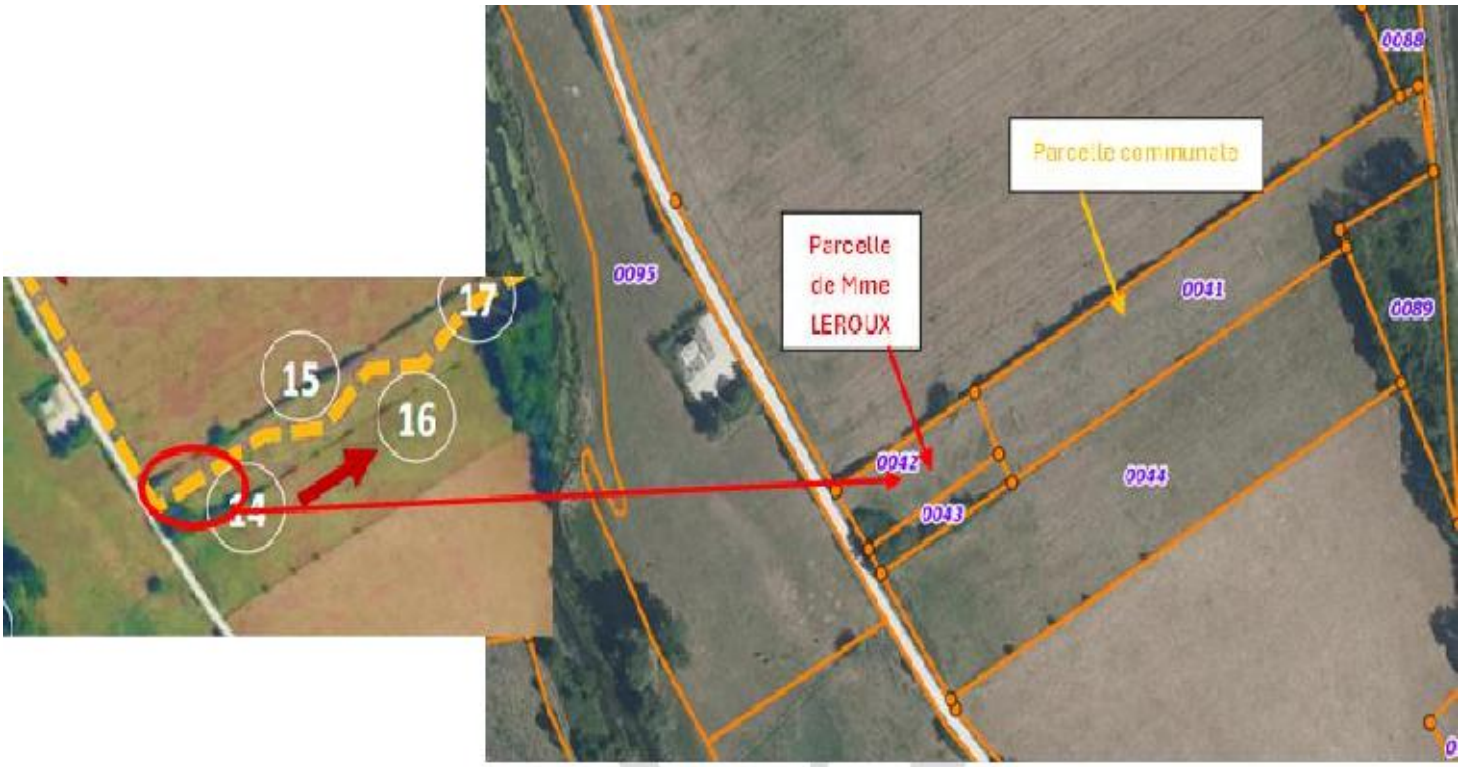
J. L.

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

Un exemplaire pour la Propriétaire,
Un exemplaire pour le Département

Projet

ANNEXE 1 : PLAN



Pro

Environnement et Agriculture

SUBVENTION EN NATURE AU VENT DES FORETS : BOIS FAÇONNE ISSU DES FORETS DEPARTEMENTALES -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu la demande de subvention en nature de l'association Vent des Forêts,

Vu le programme de coupes 2025 sur les forêts propriétés du Département validé par la Commission permanente du 19 septembre 2024,

Vu le Pacte Bois Biosourcés signé par le Département le 30 mars 2023,

Vu le rapport soumis à son examen tendant à octroyer une subvention en nature au Vent des Forêts,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'affecter sous forme de subvention en nature en bois façonné en bord de route issu d'une coupe réalisée sur le bois de la Maillette, commune de Buxières-sous-les-Côtes, à l'association Vent des Forêts pour un montant équivalent valorisable maximal de 2000 €, frais d'exploitation et de façonnage compris ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

CONTRAT NATURA 2000 - BOIS DE LA MAILLETTE A MADINE -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif au projet de mise en place d'un contrat Natura 2000, « Dispositif favorisant le bois sénescent » sur le bois de la Maillette,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- D'approuver le projet de contrat Natura 2000 « Dispositif favorisant le bois sénescent » sur le bois de la Maillette ;

- D'approuver le plan de financement du projet concernant le contrat Natura 2000 « Dispositif favorisant le bois sénescent » sur le bois de la Maillette ;

- De confirmer que ce projet est compatible avec l'Aménagement forestier en vigueur, et que le Contrat Natura 2000 fera l'objet d'une intégration au prochain Aménagement forestier lors de son renouvellement ;

- D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer le contrat le contrat Natura 2000 « Dispositif favorisant le bois sénescent » sur le bois de la Maillette, et toutes autres pièces nécessaires à l'exécution de la présente décision dont la demande de subvention auprès de la région Grand-Est.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

Environnement et Agriculture

AGRICULTURE – CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA MEUSE - FINANCEMENTS 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu la délibération du 11 juillet 2019 de l'Assemblée départementale relative à la politique cadre de soutien à l'agriculture pour la pérennisation des exploitations agricoles orientée vers la résilience des écosystèmes et l'adaptation au dérèglement climatique,

Vu la demande de financement de la Chambre départementale d'Agriculture de la Meuse

- Pour le soutien à son programme d'interventions 2025, en date du 26 mars 2025,
- Pour la Mission recyclage agricole des déchets de Meuse, en date du 18 mars 2025,
- Pour le Plan Herbe Meuse, en date du 19 mars 2025,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à la convention 2025 de partenariat entre le Département de la Meuse et la Chambre d'Agriculture de la Meuse,

Monsieur Jean-Philippe VAUTRIN étant sorti à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Décide :
    - D'affecter 12 500 € sur l'autorisation d'engagement « AE MISSION BOUES 25_28 » pour le financement de la Mission recyclage agricole des déchets de la Meuse pour l'année 2025 ;
    - D'affecter 95 000 € sur l'autorisation d'engagement « AE CHAMBRE AGRICULT 25_27 » pour le financement du programme d'interventions 2025 de la Chambre d'Agriculture ;
    - D'affecter 9 000 € d'autorisation d'engagement « AE PLAN HERBE SUB CHB 23_25 » pour le soutien financier de la Chambre d'Agriculture dans le cadre du Plan herbe ;
    - D'approuver le projet de convention de financement avec la Chambre d'Agriculture de la Meuse lui attribuant une aide maximale de **116 500 €** pour l'exercice de ses missions répartie comme suit :
        - 95 000 € pour son programme d'interventions
        - 12 500 € pour la mission de recyclage agricole des déchets de la Meuse
        - 9 000 € pour le Plan herbe Meuse
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer la convention jointe en annexe.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

PROJET DE CONVENTION 2025 DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

Le Département de la Meuse et la Chambre d'Agriculture de la Meuse (CDA) sont deux acteurs phares de la démarche de transition écologique engagée en Meuse, sur le volet agricole, avec pour objectif commun la pérennisation des exploitations sur le territoire.

Le Conseil départemental a ainsi voté le **11 juillet 2019** sa première **politique cadre** en la matière visant les 2 objectifs stratégiques suivants :

- Répondre aux attentes des agriculteurs dans le sens d'un accompagnement à l'adaptation, notamment au regard du changement climatique,

- Répondre à la demande de la population pour une agriculture plus écologique et plus éthique (circuit-court, agroécologie, bien-être animal…).

La Chambre d'Agriculture de la Meuse (CDA), acteur essentiel du monde agricole, contribue par son action à l'atteinte de ces objectifs, et à ce titre, le Département lui apporte un soutien financier par l'octroi d'une subvention annuelle. Dans le cadre des orientations de sa politique de soutien à l'agriculture, le Département a donc affirmé sa volonté de contribuer au maintien d'une agriculture dynamique, respectueuse des milieux et de la solidarité territoriale, en renouvelant son soutien aux actions de la Chambre d'Agriculture.

La CDA est également chargée de mettre en place la Mission de Recyclage Agricole des Déchets conformément à l'arrêté préfectoral du 14 septembre 2007, puis prolongé par arrêtés successifs dont le dernier en date du 22 décembre 2024 est valide jusqu'au 31 décembre 2027.

A travers cette convention 2025, le Département entend soutenir la CDA dans ses démarches concernant :

- son programme annuel d'actions 2025,
- la Mission recyclage agricole des déchets de la Meuse
- sa contribution au Plan Herbe Meuse

Cette convention fait suite aux demandes de subvention de la CDA.

Entre les soussignés :

Le Département de la Meuse, représenté par le Président du Conseil départemental, **Monsieur Jérôme DUMONT**, d'une part,

Et

La Chambre d'Agriculture de la Meuse, représentée par son Président, **Monsieur Nicolas Pérotin,** d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du soutien du Département en faveur :

- du programme d'actions de la CDA
- de la Mission recyclage agricole des déchets de la Meuse
- de la contribution de la CDA au Plan Herbe Meuse

ARTICLE 2 - Les projets et actions menés par la Chambre d'Agriculture de la Meuse en 2025

2.1. Programme d'actions 2025

Action 1 : Accompagnement des agriculteurs en situation fragile

Personnes chargées de l'action

- Responsable de marché : MICKAEL DOLZADELLI
- Techniciens Experts : Laurent TIERS, Marie MUNIER, Mickael DOLZADELLI, LUDOVIC REMY, KELLY CHALONS

Objectif de l'action
Reconduction du programme annuel suivant :

- Accompagner l'ensemble des agriculteurs qui connaissent des difficultés économiques importantes en hausse en 2024 qui vont impacter fortement l'année 2025
- Pour les agriculteurs susceptibles de bénéficier du RSA[1], préparer l'approche globale économique et la fiche de calcul du revenu,
- Accompagner humainement des agriculteurs vivant des situations difficiles. Ceci est complémentaire au volet économique,
- Renforcer la coordination de l'ensemble des partenaires économiques en lien avec les dispositifs nationaux et départementaux.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local
Face à une conjoncture de plus en plus difficile et à des marchés plus que volatiles, la ferme France rencontre de réelles difficultés dans la gestion de ses productions agricoles chaque jour. Le dérèglement climatique, la pression politique internationale, l'acharnement médiatique et sociétal ainsi que divers facteurs économiques et sociaux poussent les exploitations dans des situations fragiles, entrainant des conséquences financières importantes. Malgré une conjoncture parfois plus favorable avec des cours haussiers et de nouveaux débouchés, les entreprises agricoles, aux typologies variées, ont été structurellement impactées.

Le rôle de la CDA est d'accompagner nos agriculteurs meusiens au mieux dans la conduite technique de leurs entreprises et ce dans le but de leur garantir une gestion optimale de leurs ateliers de production. Cependant, pour certains, les situations se sont enlisées et un accompagnement plus poussé et adapté est parfois nécessaire afin de leur permettre de continuer à vivre de leur métier. Afin d'être au plus près de cette réalité, et d'accompagner les exploitants au mieux dans leurs démarches, une approche

[1] Revenu de Solidarité Active

PROJET

économique est nécessaire pour déterminer leur niveau de revenu disponible, principal indicateur nécessaire à l'aide sociale.

Ces rencontres ont également pour objectif d'assurer une présence auprès de personnes moralement sensibles et dont la santé mentale pourrait basculer rapidement à force d'isolement et d'incompréhension. Force est de constater aujourd'hui que la profession est touchée de plein fouet par l'augmentation du nombre de tentatives de suicide, nécessitant un accompagnement et une écoute « humaine » permanente pour tenter d'inverser la tendance.

Localisation de l'action
Département de la Meuse

Public cible
Agriculteurs en situation fragile accompagnés dans le cadre du RSA

Description des actions
- Accueil des agriculteurs en situation fragile : écoute, évaluation personnalisée de situation,
- Accompagnement humain si nécessaire,
- Fiche de calcul de revenus pour les agriculteurs susceptibles de bénéficier du RSA,
- Accompagnement des nouveaux exploitants bénéficiaires du RSA,
- Accompagnement des exploitants qui renouvellent leur RSA.

Personnes ressources
- Responsable de Marché : 15 j
- Conseillers d'entreprises : 90 j
- Secrétariat : 15 j

Partenaires
Département et MSA[2]

Résultats attendus
- *Accompagnement de nouveaux bénéficiaires RSA : 25 à 30 (difficile de chiffrer à ce jour)*
- *Suivi des bénéficiaires des années antérieures : 50*

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateurs CDA (120j)	45 000 €	Département Chambre d'Agriculture	36 000 € 9 000 €
Total :	**45 000 €**	**Total :**	**45 000 €**

Taux de subvention du Département :
Aide de 80% sur une demande subventionnable maximale de 45 000 €.

Indicateurs de résultat
- Nombre d'agriculteurs accompagnés

Indicateurs d'impact
- Pourcentage d'agriculteurs suivis ayant retrouvé une situation économique viable

Livrables
La CDA devra fournir pour la fin du mois de novembre de l'année en cours, un pré-rapport qui comporte les éléments significatifs du bilan qualitatif et quantitatif de l'année. Ce document accompagnera la demande de financement N+1.

Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+1. Les indicateurs de résultats et d'impacts y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse.

[2] Mutualité Sociale Agricole

PROJET

Action 2 : Accompagnement des projets de restauration de cours d'eau

Personnes chargées de l'action

- Responsable de marché : Isaline ARNOULD
- Techniciens Experts : Esteban GUHUR
- Assistantes : Carine ZVER

Objectif de l'action

Maintien et suite de l'action initiée en 2024 : cette action répond aux objectifs d'atteinte du bon état écologique des cours d'eau en particulier sur le volet de restauration des cours d'eau et de préservation des zones humides.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local

La CDA intervient depuis 2015 sur les projets collectifs ou individuels de gestion des cours d'eau et zones humides. Elle vient d'une part en appui des collectivités sur les projets en site agricole pour faire l'interface entre les collectivités en charge de l'entretien et de la restauration des cours d'eau et les agriculteurs et collectifs d'agriculteurs locaux. D'autre part, elle accompagne les demandes individuelles d'agriculteurs dans le contexte réglementaire de la loi sur l'eau afin de les guider vers les projets les plus viables sur le plan environnemental et économique.

Par son expertise, la CDA peut accompagner techniquement les demandes jusqu'à la réalisation des projets (abreuvement du bétail, franchissement des cours d'eau, aménagements spécifiques).
L'action proposée pour 2025 est une reconduction de l'action 2024.

Localisation de l'action

Département de la Meuse, sur deux axes :

- Suivi des projets collectifs de restauration des cours d'eau,
- Action plus spécifique menée sur les projets individuels d'agriculteurs.

Public cible

- Agriculteurs exploitants concernés par des projets sur les cours d'eau
- Collectivités gestionnaires des cours d'eau

Description des actions

- Veille et suivi des opérations collectives de restauration de cours d'eau,
- Relais d'information aux exploitants des projets de restauration les concernant,
- Participation aux réunions et suivis de chantier en tant qu'interface entre les porteurs de projets et les exploitants pour intégrer en amont et au fil des projets la problématique agricole et entre autres les obligations spécifiques à la PAC,
- Accompagnement de quelques projets individuels agricoles jusqu'à leur réalisation pour assurer le conseil technique et l'accompagnement réglementaire nécessaire à la bonne mise en œuvre des projets.

Personnes ressources

- Encadrement : 10 j
- Ingénieurs et techniciens : 50 j
- Autres (secrétariat et communication) : 15 j

Partenaires

Conseil Départemental de la Meuse, Agences de l'Eau, DDT, DREAL, collectivités concernées

Résultats attendus

- Synthèse annuelle du dispositif et bilan des actions suivies sur le plan individuel et les projets de collectivité.
- Compte rendu de chaque projet individuel mis en œuvre sur le terrain.

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateurs CDA (75j)	29 500 €	Département Agences de l'eau Chambre d'Agriculture	10 000 € 6 500 € 13 000 €
Total :	**29 500€**	**Total :**	**29 500 €**

PROJET

Taux de subvention du Département :
Aide de 34 % % sur une dépense subventionnable maximale de 29 500 €.

Indicateurs de suivi
- Nombre de projets collectifs de restauration suivis
- Nombre d'agriculteurs concernés et rencontrés
- Nombre de jours passés par les collaborateurs sur l'action
- Nombre de réunions de terrain
- Nombre d'articles de communication
- Nombre de projets individuels accompagnés

Indicateurs de résultat
- Nombre de projets collectifs suivis et linéaire de cours d'eau concernés
- Nombre d'exploitants rencontrés (réunions locales, journées techniques, bulletins…)
- Nombre de projets individuels accompagnés, nombre de réalisations concrètes d'aménagement

Ces indicateurs sont réunis dans le bilan annuel de l'action « EAU » et « BIO ».

Livrables :
La CDA devra fournir pour fin la fin du mois de novembre de l'année en cours, un pré- rapport qui comporte les éléments significatifs du bilan qualitatif et quantitatif de l'année. Ce document accompagnera la demande de financement N+1. Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+1. Les indicateurs de suivi et de résultats y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse.

Action 3 : Appui aux démarches collectives de transition vers l'agro-écologie dont les systèmes de cultures innovants

Objectifs de l'action
Maintenir une dynamique de développement et d'animation des groupes innovants sur le département de la Meuse. Pour cela l'action 2025 permettra de :
- Regrouper et fédérer les agriculteurs autour d'initiatives locales ou de thématiques innovantes autour du domaine de l'Agro-écologie (réduction des intrants, agriculture de conservation, développement de nouvelles filières économes, valorisation de l'herbe et autonomie fourragère, …)
- Coordonner et accompagner ces initiatives sur la durée afin de développer leurs actions et de permettre aux exploitations d'atteindre la triple performance : économique, sociale et environnementale.
- Faire remonter et valoriser les résultats de ces démarches de groupe afin de les diffuser au plus grand nombre et enrichir les références et expertise de la CDA.
- Pérenniser la vie des groupes sur la durée : en dehors des groupes « projet » à durée de vie limitée et prévue dès le démarrage (ex GIEE de 3 ans) , l'animateur fait en sorte à la demande du groupe de faire de nouvelles propositions d'animation ou fait intervenir un expert du réseau spécialisé dans les approches de vie de groupe , il propose de redéfinir les points d'amélioration et de créer de nouveaux objectifs pour relancer la dynamique collective (cette intervention a été mise en œuvre en 2024 sur un groupe test déphy-écophytos).

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local
Dans un contexte actuel incertain en termes de climat mais également de prix des intrants, de nombreux agriculteurs se questionnent quant à leurs pratiques et à la façon de les inscrire dans des démarches d'Agro-écologie. Les démarches collectives développées dans le cadre du plan ECOPHYTO (inscrit dans l'objectif « Produire Autrement ») ont permis aux exploitations de maintenir leur triple performance grâce à des accompagnements des groupes GIEE, 30 000 ou encore informels.

Si les exploitants faisant partie de ces démarches ont pu être accompagnés et ont pu échanger lors de ces dernières années, certaines exploitations n'ont pas eu accès à ces dispositifs faute de moyens d'accompagnement.

L'action consiste à poursuivre le développement de ces dynamiques de groupe tout en y intégrant de nouveaux exploitants souhaitant faire évoluer leurs pratiques dans une dynamique plus économe et

respectueuse de l'environnement. Cette intégration passe par la création de nouveaux groupes autour de thématiques innovantes tout en suivant l'exemple des groupes créés ces dernières années.
Si une modification des pratiques séduit les producteurs, il est essentiel d'accompagner les exploitants pour éviter de plus amples fragilisations au sein de l'exploitation et de garantir la pérennité des changements dans le temps.

A travers les références acquises lors des diverses actions des groupes (réduction des intrants, valorisation de l'herbe au sein de l'élevage, …) notamment auprès des groupes DEPHY et élevage, la CDA souhaite poursuivre le développement des systèmes innovants en accompagnant la structuration de nouveaux groupes technico-économiques et en permettant au plus grand nombre de profiter de ces données acquises.

Localisation de l'action
Département de la Meuse

Public cible
Exploitations en réflexion sur l'évolution de leur système de production ou en transition vers l'agro-écologie.

Description des actions
- Accompagner la création de nouveaux groupes de producteurs en identifiant les besoins localement et en proposant un programme d'accompagnement et d'échanges techniques.

- Développer l'accompagnement des groupes selon leurs besoins vers les dispositifs régionaux et nationaux pour assurer la réalisation de leur programme d'actions de façon plus autonome d'un point de vue financier.

Personnes chargées de l'action
- Responsable d'équipe : Lorine Colin / G FRENE
- Techniciens Experts et animateur de groupe de la CDA : Marine Lacuisse, Paul- Eric Richard, Emelyne Yvon, Tanya Korner, Fanny MESOT, Lorine Colin, Louise Lérault

Objectif de l'action 2025
Création de 2 nouveaux groupes d'agriculteurs, animation des groupes existants, pérennisation des groupes les plus anciens, accompagnement des groupes en fin de projet.

Personnes ressources
- Responsables de marché et pilote de l'action « groupes innovants » : 40 j
- Experts (Elevage, Agronomie) et animation des groupes : 155 j
- Secrétariat : 20 j

Partenaires
GIEE en émergence et en animation sur 3 ans, Groupe DEPHY, groupes 30 000 et groupes d'éleveurs existants, Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est (CRAGE), DRAAF

Résultats attendus
- Création de plusieurs groupes formalisés avec un plan d'action annuel
- Remontées d'innovation du terrain dans le but de les diffuser au plus grand nombre.

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateurs CDA (215j)	85 000 €	Département Casdar Etat (DRAAF) Chambre d'Agriculture	28 500 € 25 500 € 10 000 € 21 000 €
Total :	**85 000 €**	**Total :**	**85 000 €**

Taux de subvention du Département :
Aide de 45.3 % sur une dépense subventionnable maximale de 85 000 €.

Indicateurs de résultat

PROJET

- Nombre de groupes constitués
- Nombre de réunions des groupes constitués
- Nombres d'exploitations présentes dans les programmes d'actions
- Nombre de nouveaux groupes créés
- Nombre de groupe en émergence
- Nombre de groupes maintenus au-delà des dispositifs GIEE et 30 000
- Communication (journées et articles) sur les techniques innovantes mises en œuvre

Indicateurs d'impact
- Localisation et évolution du pourcentage d'exploitations ayant mis en place un projet d'agro-écologie ou un système innovant/durable de cultures

Livrables
La CDA devra fournir pour la fin du mois de novembre de l'année en cours, un pré- rapport qui comporte les éléments significatifs du bilan qualitatif et quantitatif de l'année. Ce document accompagnera la demande de financement N+1.

Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+1. Les indicateurs de résultats et d'impacts y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse. Ce bilan rendra notamment compte de l'évolution de l'accompagnement de la CDA, sous forme d'une visualisation cartographique qui précisera l'évolution du pourcentage d'exploitations ayant mis en place un projet d'agro-écologie ou un système innovant/durable de cultures.

Action 4 : L'Organisme Indépendant (OI) - partie «Méthanisation»

Personnes chargées de l'action
- Responsable de marché : Gilles FRENE
- Techniciens Experts : Alicia Gossot/ Jacques-Nicolas KLEIN
- Assistante : Delphine Pacchin

Objectifs de l'action 2025, continuer le développement de l'action OI Méthanisation en Meuse
La gestion des digestats est un enjeu environnemental fort car cette matière fertilisante peut avoir des incidences fortes sur l'environnement et en particulier sur la qualité de l'eau lorsque sa gestion en termes de dates, de doses et de lieu d'épandage ne répond pas au strict besoin des plantes. Cette problématique et la méthode qui sera mise en œuvre sera très proche de la gestion des boues suivies par l'Organisme Indépendant (OI) 55. L'objectif sera de suivre l'ensemble des digestats produits par les unités de méthanisation volontaires du département de la Meuse et d'émettre un bilan et des préconisations d'amélioration de la filière d'épandage des digestats pour toutes les unités de méthanisation volontaires.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local
Le département de la Meuse est un département où le développement d'énergies renouvelables est un sujet important, porteur d'emploi, d'économie et de projets ruraux.
Les producteurs sont globalement favorables à un suivi de type OI basé sur le volontariat pour garantir le sérieux de la filière et guider les projets pour une bonne intégration dans leur environnement.
Actuellement, il existe 21 unités de méthanisation en Meuse.
La gestion des matières méthanisables et la gestion des digestats est un enjeu qui nécessite un encadrement technique afin d'améliorer certaines situations locales en « tension »· Cet encadrement technique et réglementaire est celui d'un OI (Mission de Recyclage des Déchets Agricoles dite MRAD) qui permet d'assurer le strict respect des principes agronomiques et réglementaires qui garantiront la pérennité d'une filière vertueuse.

Localisation de l'action
Département de la Meuse

Public cible
Les unités de méthanisation du département de la Meuse

Description des actions

PROJET

- Déployer l'OI « Méthanisation » basé sur le volontariat des producteurs
- Création d'un comité de pilotage
- Rendu d'avis technique sur les dossiers d'épandage des digestats
- Proposition d'amélioration de la gestion des digestats lorsque nécessaire en lien avec le producteur Bilan départemental annuel des épandages et des dossiers suivis

Personnes ressources
Encadrement : 5 j
Techniciens / Chargés de mission : 34 j
Assistante : 6 j

Partenaires
Département de la Meuse, Chambre d'Agriculture de la Meuse

Résultats attendus
Compte rendu du COPIL et bilan annuel de l'OI méthanisation.

Résultats attendus
Compte-rendu annuel de type OI et compte rendu du COPIL annuel de l'OI

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateurs CDA (45j)	15 000 €	Département Chambre d'Agriculture	7 500€ 7 500€
Total:	**15 000** €	**Total:**	**15 000** €

Taux de subvention du Département :
Aide de 50 % sur une dépense subventionnable maximale de 15 000 €.

Indicateurs de suivis
Nombre d'unités de méthanisation suivies
Nombre de plans d'épandage avec avis OI
Nombre de producteurs volontaires
Surface agricole suivie par l'OI

Livrables
Fin novembre l'OI fournira un prévisionnel qui précisera les éléments suivants :
- Nombre de méthanisations sollicitées
- Nombre d'avis rendus pour les plans d'épandage

Ce document accompagnera la demande de financement N+I.

Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+I. Les indicateurs de suivi et de résultats y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse.

Action 5 : Appui d'un écologue dans le cadre du Plan Herbe Meuse

L'objectif de cette action est d'accompagner les éleveurs dans l'adaptation de leurs pratiques à la nature édaphique de leurs parcelles grâce à la méthode Pâtur'ajuste. L'acquisition de nouveaux leviers techniques repose sur l'observation et la compréhension des processus biologiques influencés par ces pratiques. Dans ce cadre, le rôle de l'écologue est essentiel. Grâce à ses connaissances en floristique et en processus biologiques, il oriente les pratiques vers une gestion optimisée des prairies (spécialisation, adaptation saisonnière, etc.). En aidant l'éleveur à mieux observer ses parcelles – à travers des relevés d'abondance ou de dominance et l'étude des stades des espèces –, il renforce son autonomie dans la prise de décision. L'écologue joue également un rôle clé dans la montée en compétence du technicien de conseil agricole avec qui il travaille en binôme.

PROJET

Personnes chargées de l'action

- Responsable de marché : Isaline ARNOULD
- Technicien Expert/ écologue : Esteban Guhur
- Assistante : Carine ZVER

Objectifs de l'action

Suivi écologique d'une exploitation dans le cadre du Plan Herbe Meuse

Partenaires

AERM / structures engagées dans le Plan herbe Meuse

Résultats attendus

- Suivi écologique d'une exploitation, formation et participation aux travaux collectifs.

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateur (23j)d'Esteban pour 8170 €	CDA Guhur	Département AERM	3 000 € 5 170 €
Total:	**8 170** €	**Total:**	**8 170** €

Livrables

Compte-rendu de suivi écologique d'une exploitation du Plan Herbe. Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+l. Les indicateurs de suivi et de résultats y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse

Action 6 : Accompagnement à la promotion et à l'attractivité du métier d'agriculteur

Personnes chargées de l'action

- Responsable de marché : Sophie Leroux / M Dolzadelli
- Techniciens Experts : Marie Munier, Isabelle Charles
- Experte technique en charge de la coordination de l'action : M Dolzadelli

Objectif de l'action

- Mise en place d'actions de promotion du métier d'agriculteur et de l'ensemble des métiers en lien avec l'agriculture, afin d'assurer le renouvellement des générations dans un contexte où 40% des agriculteurs meusiens ont plus de 55 ans (données 2020).
- Participer à toute action de promotion des métiers de l'agriculture afin d'en renforcer l'attractivité, ainsi que celle du monde agricole.
- Construire une communication positive sur le métier d'agriculteur et les métiers de l'agriculture en général, afin de susciter des vocations et de répondre à la problématique de pénurie de main d'œuvre en agriculture (considéré comme secteur en tension et tout particulièrement en élevage).
- Etablir une communication positive et attractive des métiers de l'agriculture, auprès de collégiens, de lycéens, d'étudiants, auprès de toutes personnes s'intéressant à l'agriculture et auprès du grand-public : renseignements, support de communication, références technico-économiques (de viabilité et de vivabilité).

NB : Cette action exclut la promotion de l'attractivité du métier d'éleveur en Vallée de la Meuse qui fait l'objet d'une autre action dans le cadre du Plan Herbe Meuse (3.2.)

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local

La Meuse est un département très agricole, l'agriculture meusienne basée sur la polyculture élevage représente 10.7 % des emplois du département. Elle reste une activité ancrée dans les territoires et le socle sur lequel s'appuie l'agro- alimentaire meusien. L'agriculture représente aussi 54 % du territoire meusien.
« A l'heure où l'emploi industriel recule, l'emploi public est menacé par les restrictions budgétaires, l'agriculture et l'agroalimentaire constituent un réservoir d'emplois qui compte pour le département « (Source Insee 2015/ dossier lorraine N°1)

PROJET

Notre département rural dispose grâce à son agriculture et, au-delà de l'emploi et de l'économie agricole, d'une richesse de paysages, de biodiversité et de ressources en eau importante. Globalement cet environnement rural de qualité, envié par de nombreux voisins, apporte une qualité de vie et une image positive de la Meuse. L'enjeu majeur consiste à conserver un tissu agricole dynamique, diversifié, compétent, acteur de son territoire et respectueux d'un environnement de qualité.

Localisation de l'action
Département de la Meuse

Publics cibles
Scolaires (pour éveiller l'envie du métier), étudiants en agriculture et toute personne intéressée par le métier d'agriculteur dont le public adulte en cours de reconversion professionnelle.

Description des actions
- Réaliser un colloque en mars 2025 sur l'attractivité du métier d'éleveur,
- Participer à tout événement contribuant à la promotion des métiers de l'agriculture : journées agricultures, salon de l'alternance, journées orientations et découvertes des métiers,….
- Interventions auprès des Comités Local Ecoles Entreprises du sud meusien et du nord meusien,
- Promouvoir les stages (hors période scolaire) d'observation en agriculture auprès des collégiens du département.

Personnes ressources
- Responsable de Marché : 5 jours
- Conseillers d'entreprises : 25 j
- Chargés de communication : 15 jours
- Secrétariat : 5 jours

Partenaires
Département, Etablissement scolaires, Etablissements agricoles, coopératives, …

Résultats attendus
Une communication positive sur les métiers de l'agriculture en lien avec les différents acteurs (actions concertées et structurée, avec un maillage territorial)
Un colloque sur l'attractivité du métier d'éleveur avec 150 participants attendus,
Une meilleure appréciation des métiers de l'agriculture par l'ensemble de collégiens, lycéens et du grand public.
Offres de stage (scolaire ou non), d'alternance, de découverte, de reprise d'entreprises agricoles mieux référencées.

Budget Prévisionnel 2025

Dépenses		**Plan de financement prévisionnel**	
Collaborateurs CDA (1)	20 000 €	Département	10 000 €
		Chambre d'Agriculture	10 000 €
Total :	**20 000 €**	**Total :**	**20 000 €**

Taux de subvention du Département :
Aide de 50% sur une demande subventionnable maximale de 20 000 €.

Indicateurs de résultat
- Nombre de participants au colloque sur l'attractivité du métier d'éleveur,
- Nombre d'interventions en milieu scolaire,
- Nombre d'animations réalisées par la Chambre d'Agriculture de la Meuse en lien avec la promotion des métiers dans le secteur de l'agriculture.

Indicateurs d'impact
Atténuer la baisse du nombre d'actifs du monde agricole meusien (salarié et non salarié)

Livrables
La CDA devra fournir pour la fin du mois de novembre de l'année en cours, un pré-rapport qui comporte les éléments significatifs du bilan qualitatif et quantitatif de l'année. Ce document accompagnera la demande de financement N+1.

Le bilan final détaillé et complet sera rendu avant le 30 mars de l'année N+I. Les indicateurs de suivi et de résultats y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse

2.2. Mission de Recyclage Agricole des Déchets de la Meuse

Objectif
La Chambre d'Agriculture de la Meuse est chargée de mettre en place la Mission de Recyclage Agricole des Déchets (MRAD) de boues d'épuration et d'effluents, conformément à l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2024.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement local
Cet arrêté précise les objectifs et le fonctionnement de cette mission d'intérêt général. Le Département de la Meuse est membre des comités de pilotage et technique de cette mission.

Les teneurs en éléments fertilisants sont la résultante de nombreux facteurs de la filière boues de chaque station d'épuration : système de traitement des eaux, système de traitement des boues, chaulage. Les apports de boues permettent de couvrir une partie des besoins des cultures

Localisation de l'action
Département de la Meuse.

Publics cibles
La MRAD intervient auprès des producteurs de boues d'épuration et d'effluents, et déchets urbains ou industriels. Sa mission auprès des producteurs de boues d'épuration est notamment complémentaire de celle du service d'assistance technique de l'eau (SATE) du Département.

Description des actions

-Organiser la mise en œuvre des compétences nécessaires au suivi du recyclage agricole et assurer la coordination des différents partenaires,

-Contribuer à la parfaite information des producteurs, des agriculteurs et du public en développant une stratégie de communication adaptée,

-Assurer un avis d'expert auprès des partenaires pour toute question relative à l'intérêt agronomique et à l'impact environnemental des produits résiduaires organiques destinés au recyclage agricole.

Résultats attendus
L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles le Département a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée au regard du rapport d'activités 2025 de la Mission Recyclage Agricole des Déchets adressé au Département au plus tard le 30 juin 2026.

L'évaluation porte, en particulier, sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés et sur l'intérêt général des actions réalisées,

Budget prévisionnel 2025

Le taux de financement du Département est fixé à **16%** pour l'année 2025 sur un budget prévisionnel de la Mission Recyclage Agricole des Déchets de 78 125 €, soit **une aide maximale de 12 500 €.**

Dépense prévisionnelle (TTC)	**Plan de financement prévisionnel**
78 125 €	AE Rhin-Meuse : 12 564.50 €, soit ≈ 16.1% AE Seine-Normandie : 17 010 €, soit ≈ 21.8% Producteurs de boues industriels : 10 000 €, soit ≈ 12.8% **CD55 : 12 500 €, soit 16%**
Total : 78 125 €	**78 125 €**

PROJET

2.3. Actions menées par la Chambre d'Agriculture de la Meuse dans le cadre du Plan Herbe Meuse

Action 1 : Développer les économies d'eau sur les élevages et sur les territoires en tension

Objectifs de l'action, cohérence institutionnelle et environnementale
Cette action vise à favoriser l'aide à la décision des exploitants agricoles pour faire face aux tensions en eau, et à identifier le rôle des prairies dans la gestion quantitative de la ressource.
S'inscrivant dans les objectifs de la politique de soutien à l'agriculture du Département et du Plan Herbe, cette action répond en effet aux enjeux de résilience face aux aléas climatiques en favorisant l'évaluation et l'adaptation du système aux conséquences du changement climatique dans un contexte de tension de la ressource et de sècheresse sans précédent.

Description de l'action
- Réalisation de diagnostics sur 30 exploitations à partir de l'outil MAESTR'EAU
- Elaboration de nouvelles fiches-actions technico-économiques sur les économies d'eau en élevage

Temps prévisionnel agent
62 jours

Résultats attendus
- Evolution des systèmes d'exploitation vers une gestion quantitative de la ressource en eau en contexte contraint
- Prise de conscience du rôle des prairies dans la gestion quantitative de la ressource.

Indicateurs
- Nombre de diagnostics réalisés
- Nombre de fiches techniques réalisées
- Nombre d'actions engagées post diagnostic

Livrables
- Diagnostics
- Fiches techniques rédigées
- Bilan et approche prospective.

Action 2 : Rendre l'élevage à l'herbe attractif et sécurisé dans un objectif de transmission et d'installation durables

Objectifs de l'action, cohérence institutionnelle et environnementale
Favoriser la reconquête du métier d'éleveur auprès des jeunes agriculteurs en valorisant des retours d'expérience positifs.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement
Le maintien des prairies permanentes et de leurs fonctionnalités écologiques étant conditionné au maintien de l'élevage, cette action est une composante importante du Plan Herbe.

Description de l'action
- Etude sur le fonctionnement de 25 exploitations conduites en élevage à l'herbe
- Récolte de données et de retours d'expériences
- Rédaction d'un plan de « communication positive ».

Temps prévisionnel agent
88 jours

Résultats attendus
Campagne de communication positive fondée sur la réalité du terrain

Indicateurs
- Nombre d'exploitations étudiées
- Qualité des éléments de communication sur le métier d'éleveur

PROJET

Livrable
- Rapport d'étude des 25 exploitations
- Plan de communication

Action 3 : Accompagnement de la Méthode Pâtur'Ajuste et appuis technico-économiques

Objectifs de l'action
Au regard du caractère multipartenarial du Plan herbe Meuse, la Chambre d'agriculture s'inscrit dans la démarche collective du dispositif Pâtur'Ajuste, qui mobilise des techniciens agricoles, écologues, ainsi que des éleveurs.
Dans la perspective d'une évolution des pratiques et de sa traduction dans le bilan technico-économique des exploitations, il conviendra de décrire à travers un bilan technico-économique l'état initial des exploitations nouvellement engagées dans Pâtur'Ajuste. L'enjeu est de connaître et optimiser la place de l'herbe et en particulier des prairies pâturées, pour favoriser l'autonomie et la résilience des exploitations agricoles.

Cohérence de l'action avec le contexte institutionnel et l'environnement
Maintien de l'herbe et préservation de la biodiversité à travers la montée en compétence des agriculteurs, et la capacité de coopération entre les partenaires agri-environnementaux.

Description de l'action
- Description des systèmes d'exploitation à l'état initial de l'ensemble des nouvelles exploitations engagées dans Pâtur'Ajuste (objectif = 10)
- Définition d'objectifs en lien avec la méthode Pâtur'Ajuste :
    - rencontres individuelles sur les fermes suivies par la CDA (au moins 3 par an) pour accompagner les éleveurs en étroite collaboration avec les techniciens écologues
    - tournées collectives (3 par an),
    - réunions préparatoires,
    - formations et autres temps de réseau dans le cadre de la méthode Pâtur'Ajuste.

Le calendrier du dispositif Pâtur'Ajuste est déterminé conjointement par le Département et son prestataire, Scopela.

Temps prévisionnel agent

207 jours, selon détail ci-dessous :

<u>Pâtur'Ajuste</u>
*Suivis Pâtur'Ajuste 2023 : 3 j * 3 exploitations = 9 j*
*Suivis Pâtur'Ajuste 2024 : 8 j * 6 exploitations = 48 j*
*Suivis Pâtur'Ajuste 2025 : 15 j * 8 exploitations = 120 j*

<u>Diagnostics technnico-économiques</u>
*sur 10 nouvelles exploitations Pâtur'Ajuste * 3 j = 30 j*

Résultats attendus
Evolution des pratiques agricoles en faveur d'une utilisation écologiquement et agronomiquement vertueuse de l'herbe et de la valorisation des prairies au sein des exploitations suivies.
Contribution à une dynamique collective opérationnelle en faveur de la méthode Pâtur'Ajuste et des finalités du projet Plan herbe.

Indicateurs
- Présence des techniciens aux rencontres individuelles, collectives et formations Pâtur'Ajuste
- Nombre d'exploitations suivies dans le cadre de Pâtur'Ajuste
- Nombre d'appuis technico-économiques
- Part de changements de pratiques au sein des exploitations suivies
- Part des exploitants continuant la démarche Pâtur'Ajuste à N+1 et N+2.

Livrables
- Rapport de synthèse des diagnostics technico-économiques, bilan et approche prospective.
- Comptes-rendus de visites Pâtur'Ajuste.

PROJET

- Supports de présentation réalisés par la Chambre d'Agriculture dans le cadre des échanges multipartenariaux,

Budget prévisionnel 2025

Action	***Montant total « Plan herbe Meuse »***	**Montant subventionnable retenu (TTC)**	**Plan de financement prévisionnel**
1/ Développer les économies d'eau sur les élevages et sur les territoires en tension	*183 564 €*	**90 000 €**	**CD55 : 9 000 €, soit 10%** Agence de l'Eau Rhin Meuse : 63 000 €, soit 70% Autofinancement : 18 000 €, soit 20%
2/ Rendre l'élevage à l'herbe attractif et sécurisé dans un objectif de transmission et d'installation durables			
3/ Accompagnement de la méthode Pâtur'Ajuste et diagnostics technico-économiques			

Le bilan final détaillé et complet de l'ensemble des actions menées dans le cadre du Plan Herbe Meuse sera rendu avant le 30 mars de l'année N+I. Les indicateurs de suivi et de résultats y figureront clairement et seront renseignés dans un tableau de synthèse

ARTICLE 3 - Durée de la convention

La présente convention est conclue du 1er janvier 2025 au 31 juillet 2026.
.

ARTICLE 4 - Montant de la subvention du Département et conditions de paiement

Projet	**Montant subventionnable retenu**	**Taux de subvention**	**Montant de l'aide proratisé et plafonné**
1/ Programme d'actions 2025	*Voir détail par action – article 2.1*	*Voir détail par action – article 2.1*	**95 000 €**
2/ MRAD	78 125 €	16%	**12 500 €**
3/ Actions du Plan Herbe Meuse	90 000 €	10%	**9 000 €**
TOTAL			**116 500 €**

Le paiement (acomptes et solde) sera effectué sur présentation d'un rapport propre à chaque projet, et de façon détaillée, le bilan qualitatif et quantitatif de chaque action telle que décrite dans la présente convention.

Sous réserve du vote des crédits budgétaires, le Département attribuera une **subvention maximale de 116 500 €** à la CDA pour la réalisation des 3 projets prévus à la présente convention et conformément aux plans de financement spécifiques de chaque action.

Les versements se font selon les modalités suivantes :

PROJET

► Programme annuel d'actions 2025 et Plan Herbe Meuse :

- Un **acompte de 50 %,** à la signature de la convention,
- Le **solde**, dès réception par le Département des pièces justificatives finales : rapports attendus et listés par projet et par action dans l'article 2, comptes- rendus techniques et financiers et budgets réellement engagés pour chaque action.

► Mission de Recyclage Agricole des Déchets de la Meuse :

- Le versement de la subvention du Département est conditionné à la transmission du rapport d'activités 2025 de la Mission Recyclage Agricole des Déchets avant le 30 juin 2026.

ARTICLE 5 - Engagements et obligations

La CDA s'engage à :

- Adresser, **au plus tard fin novembre 2025**, les pré-rapports des actions réalisées au cours de l'année concernant les projets 1 et 3,
- Envoyer, **au plus tard le 30 mars 2026**, les pièces justificatives finales des projets 1 et 3 : bilans définitifs et rapports d'activités, compte d'exploitation et bilan financier de chaque action, et la demande éventuelle de financement de l'année 2026,
- Envoyer, **au plus tard le 30 juin 2026**, le rapport d'activités 2025 de la Mission Recyclage Agricole des Déchets.

Par la présente, la CDA s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de la présente convention.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement les projets mis en œuvre pour atteindre les objectifs décrits, par action, dans l'article 2.

ARTICLE 6 - Autres engagements

La CDA s'engage à :

- Signaler toute modification, de domiciliation bancaire,
- Informer au plus tôt le Département de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des actions subventionnées et des modifications proposées,
- Faire mention de la participation du Département sur tous ses supports de communication et dans ses rapports avec les médias, et à participer aux actions de communication menées par le Département dans les domaines concernés,
- Faciliter le contrôle par le Département de la réalisation des actions subventionnées, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 7 - Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par la CDA, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

PROJET

ARTICLE 9 - Litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

A peine d'irrecevabilité de la saisine des juridictions compétentes, tout différend entre les parties doit préalablement faire l'objet de la part de la partie la plus diligente, d'un mémoire de réclamation qui doit être communiqué à l'autre partie dans un délai de trente jours, compté à partir du jour où le différend est apparu.

La partie saisie dispose d'un délai de deux mois à partir de la réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Fait en deux exemplaires originaux,

à BAR-LE-DUC, le

Le Président du Conseil départemental de la Meuse	Le Président de la Chambre d'Agriculture de la Meuse
Jérôme DUMONT	**Nicolas PEROTIN**

PROJET

Prévention Dépendance

ATTRIBUTION DU FORFAIT AIDE A LA VIE PARTAGEE (FAVP) DANS LE CADRE DE LA COMMISSION DES FINANCEURS DE L'HABITAT INCLUSIF (CFHI) POUR L'ANNEE 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution du Forfait Aide à la Vie Partagée (FAVP) dans le cadre de la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif (HI) pour l'année 2025,

Mesdames Danielle COMBE, Isabelle JOCHYMSKI, Arlette PALANSON et Hélène SIGOT-LEMOINE et Messieurs Jean-François LAMORLETTE et Stéphane PERRIN étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Individualise la somme de **187 500 €** en dépense sur l'AE 2022 3 (AE 2023 2029 AIDE VIE PARTAGEE) au titre du financement des 25 AVP pour l'année 2025 ;
- Individualise la somme de **99 600 €** en recette sur l'AE 2022 4 (AE 2023 2029 AIDE VIE PARTAGEE) au titre du financement des 25 AVP pour l'année 2025 ;
- Accorde le versement des 25 AVP en faveur de l'ADAPEI de la Meuse pour un montant de **82 500 €** pour Bar le Duc et **60 000 €** pour Verdun, et au SEISAAM pour un montant de **45 000 €** soit un total de **187 500 €** ;
- Autorise le Président du Conseil départemental à signer tous les actes afférents à ces décisions.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

ATTRIBUTION DU FORFAIT AUTONOMIE DANS LE CADRE DE LA COMMISSION DES FINANCEURS DE LA PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE (CFPPA 55) - ANNEE 2025 -

-Adoptée le 22 mai 2025-

La Commission permanente,

Vu le rapport soumis à son examen relatif à l'attribution de forfait autonomie aux résidences autonomie qui auront conclu un CAOM,

Mesdames Dominique AARNINK GEMINEL, et Valérie WOITIER et Messieurs Samuel HAZARD, Stéphane PERRIN et Jean-Philippe VAUTRIN étant sortis à l'appel du rapport,

Après en avoir délibéré,

- Fixe le montant du forfait autonomie au titre de l'exercice 2025 au prorata du nombre de places autorisées au 31 décembre 2024, des résidences autonomie ayant accepté de conclure un CAOM dans la limite du montant total octroyé par la CNSA de **129 988.32 €**, soit **335.89 €** par place au minimum, dont la répartition figure en annexe 1. Le total des places éligibles est de **385** places, soit un forfait par place de **335.89 €** pour un montant total à verser de **129 322 € ;**

- Décide de ne pas moduler le forfait autonomie ;

- Autorise le Président du Conseil départemental à signer les CAOM avec les résidences autonomie, jointes en annexes ;

- Décide que les dépenses couvertes par le forfait autonomie portent en priorité sur le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie et le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie. En second lieu le forfait autonomie couvrira les dépenses correspondant à la valorisation de la rémunération du personnel existant et disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie.

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy, 5, Place de la Carrière-CO 20038 à 54036 NANCY Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

ANNEXE 1

ANNEE 2025

Résidences Autonomie	Gestionnaires	Fonction	Titre Nom Prénom	Adresse	Habilitation à l'Aide sociale	Convention Aide Sociale	CPOM	Forfait Soins	Places autorisées au 31/12/24			Places non éligibles (*)	Total places forfait	Total forfait	Arrondi à
									Héberg Permanent	Héberg Temporaire	Total				
Les Coquillottes	CIAS de Bar le Duc	Présidente du CIAS Meuse Grand Sud	Madame Martine JOLY	4, boulevard des Ardennes 55000 BAR LE DUC	Oui	Non	Oui	Oui	68	0	**68**	0	**68**	22 840,52 €	**22 841 €**
Au temps des Cerises	CCAS de Commercy	Président du CCAS	Monsieur Philippe VAUTRIN	CCAS Château Stanislas 55205 COMMERCY	Non	Non	Non	Non	34	2	**36**	0	**36**	12 092,04 €	**12 093 €**
MARPA La Vigne Seguin	Association MARPA La Vigne Seguin	Présidente de la MARPA La Vigne Seguin	Madame Anne COLLIN	2, chemin des Gendarmes 55500 DAMMARIE SUR SAULX	2 places	Non	Non	Non	23	1	**24**	0	**24**	8 061,36 €	**8 062 €**
Les Côtes de Meuse	Office d'hygiène sociale de Lorraine	Président de la Résidence autonomie des Côtes de Meuse	Monsieur Jean Pierre MERCIER	19, avenue de la Promenade 55210 HANNONVILLE SOUS LES CÔTES	Oui	Non	Non	Oui	44	0	**44**	0	**44**	14 779,16 €	**14 780 €**
Les Blés d'Or	EHPAD de Stenay	Président du Conseil d'Administration	Monsieur Stéphane PERRIN	4, rue de Montrichard 55600 MONTMEDY	Non	Non	Non	Non	35	0	**35**	0	**35**	11 756,15 €	**11 757 €**
Docteur Pierre Didon	CCAS de Revigny	Président du CCAS	Monsieur Pierre BURGAIN	9, avenue Haie Herlin 55800 REVIGNY SUR ORNAIN	47 places	Oui	Non	Oui	47	3	**50**	0	**50**	16 794,50 €	**16 795 €**
Souville	ALYS	Président de ALYS	Monsieur Philippe BELLO	6, rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Oui	Oui	Non	Non	74	0	**74**	1	**73**	24 519,97 €	**24 520 €**
Mirabelle	ALYS	Président de ALYS	Monsieur Philippe BELLO	6, rue Pablo Picasso 57365 ENNERY	Oui	Oui	Non	Non	56	0	**56**	1	**55**	18 473,95 €	**18 474 €**
					Total				**381**	**6**	**387**	**2**	**385**	129 317,65 €	**129 322 €**

(*) Places réservées pour personnes handicapées ou étudiants

Montant du forfait autonomie CNSA 2025	**129 988,32 €**

		Arrondi à
Montant à la place	**335,88713 €**	**335,89 €**

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
AU TEMPS DES CERISES

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **Le CCAS de Commercy** représenté par son Président, Monsieur Philippe VAUTRIN, gestionnaire de la **Résidence Autonomie Au Temps des Cerises** implantée à COMMERCY
Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 382 6 et le n° SIRET 265 500 314 0002 5
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er juin 1978,
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
8 logements de type T1 ter (8 places)
24 logements de type T1 bis (24 places)
2 logements de type T2 (4 places)

Et non habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024 éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 36 places x 335,89 €, arrondi à 12 093 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels

soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.

Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie Au Temps des Cerises
Jérome DUMONT Président du Conseil départemental	**Philippe VAUTRIN** Président du CCAS de Commercy

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
DES COTES DE MEUSE

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **L'Office d'Hygiène Sociale de Lorraine** représenté par son Président, Monsieur Jean Pierre MERCIER, gestionnaire de la **Résidence Autonomie des Côtes de Meuse** implantée à HANNONVILLE SUR LES COTES
Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 373 5 et le n° SIRET 775 615 313 0095 1
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er avril 1981,
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
34 logements de type F1 (34 places)
2 logements de type F1 bis (2 places)
4 logements de type F2 (8 places)

Et habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Au titre de l'habilitation à l'aide sociale, la tarification annuelle continuera à être soumise à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 44 places x 335,89 €, arrondi à 14 780 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.

Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie des Côtes de Meuse
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Jean Pierre MERCIER** Président de l'Office d'Hygiène Sociale de Lorraine

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
LES BLÉS D'OR

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **L'EHPAD Jean Guillot à Stenay** représenté par son Président, Monsieur Stéphane Perrin, gestionnaire de la **Résidence Autonomie Les Blés d'Or** implantée à Montmédy
Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 740 5 et le n° SIRET 265 500 215 00024
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 17 octobre 2017
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
25 logements de type F1 bis (25 places)
5 logements de type F2 (10 places)

Et non habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 35 places x 335,89 €, arrondi à 11 757 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.
Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie Les Blés d'Or
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Monsieur Stéphane PERRIN** Président de l'EHPAD de Stenay

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
LES COQUILLOTTES

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **Le CIAS Meuse Grand Sud à Bar le Duc** représenté par sa Présidente, Madame Martine Joly, gestionnaire de la **Résidence Autonomie Les Coquillottes** implantée à BAR LE DUC
Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 370 1 et le n° SIRET 200 034 072 00062
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er mai 1975,
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
56 logements de type F1 bis (56 places)
6 logements de type F2 (12 places)

Et habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Vu le Contrat Pluriannuel l'Objectifs et de Moyens signé le 25 mars 2022 entre le Département de la Meuse, l'ARS Grand Est et le CIAS Meuse Grand Sud,

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Au titre de l'habilitation à l'aide sociale, la tarification annuelle continuera à être soumise à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 68 places x 335,89 €, arrondi à 22 841 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.
Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie Les Coquillottes
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Martine JOLY** Présidente du CIAS Meuse Grand Sud

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
MARPA LA VIGNE SEGUIN

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **L'Association MARPA La Vigne Seguin à Dammarie sur Saulx** représentée par sa Présidente, Madame Anne Collin, gestionnaire de la **MARPA** implantée à Dammarie sur Saulx
Enregistrée sous le n° FINESS 550006001 et le n° SIRET 513 842 500 00011
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er octobre 2009,
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
20 logements de type F1 bis (20 places)
2 logements de type F2 (4 places)

Et habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Au titre de l'habilitation à l'aide sociale, la tarification annuelle continuera à être soumise à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 24 places x 335,89 €, arrondi à 8 062 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.
Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie MARPA La Vigne Seguin
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Madame Anne COLLIN** Présidente de l'Association MARPA La vigne Seguin

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF A LA RESIDENCE AUTONOMIE
DOCTEUR PIERRE DIDON

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **Le CCAS de Revigny** représenté par son Président, Monsieur Pierre BURGAIN, gestionnaire de la **Résidence Autonomie Docteur Pierre Didon** implantée à REVIGNY SUR ORNAIN
Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 226 5 et le n° SIRET 265 500 389 0002 7
Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er décembre 1976,
Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
- 5 logements de type F1 (5 places)
- 27 logements de type F1 bis (27 places)
- 9 logements de type F2 (18 places)

Et habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Vu la Convention d'Aide Sociale signée le 17 mai 2021 entre le Département de la Meuse et le CCAS de Revigny sur Ornain

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».

Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Au titre de l'habilitation à l'aide sociale, la tarification annuelle continuera à être soumise à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;
- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.
- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification (tarif « Aide Sociale ») ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.
Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 : 50 places x 335,89 €, arrondi à 16 795 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
    * tranche d'âge
    * genre (femme ou homme)
    * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.

Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	La Résidence Autonomie Docteur Pierre DIDON
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Pierre BURGAIN** Président du CCAS de Revigny sur Ornain

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

CONTRAT ANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM)
RELATIF AUX RESIDENCES AUTONOMIES
SOUVILLE ET MIRABELLE

Entre : **Le Département de la Meuse**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après dénommé le **Département,**

Et : **L'Association ALYS** représentée par son Président, Monsieur Philippe BELLO, gestionnaire des **résidences autonomies :**

- **SOUVILLE**, 2 rue de la Charronnière à VERDUN
  Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 362 8 et le n° SIRET 783 414 337 0010 6
  Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er octobre 1978
  Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
  38 logements de type F1 bis (38 places)
  18 logements de type F2 (36 places)

- **MIRABELLE**, place Saint Nicolas à VERDUN
  Enregistrée sous le n° FINESS 55 000 361 0 et le n° SIRET 783 414 337 0009 8
  Autorisée à fonctionner depuis sa date d'ouverture, le 1er février 1971
  Capacité autorisée au 31 décembre 2024 :
  24 logements de type F1 bis (24 places)
  16 logements de type F2 (32 places)

Et habilitée à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, dénommée ci-après **l'établissement,**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Vu les articles L233-1, L313-12, R233-9, D312-159-4 et D312-159-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

Vu le nombre de 387 places autorisées pour les Résidences Autonomies,

Vu la délibération de la Commission Permanente du 22 mai 2025 fixant, au titre de l'exercice 2025, à 335,89 € par place le montant du forfait autonomie, calculé au prorata du nombre de places autorisées éligibles en 2025 et du montant octroyé par la CNSA pour 2025 de 129 988,32 €.

Vu la Convention d'Aide Sociale signée le 17 mai 2021 entre le Département de la Meuse et l'Association ALYS

Préambule :
La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement promeut particulièrement le développement de l'offre d'habitats intermédiaires pour apporter une réponse adaptée au besoin d'habitat et de services aux personnes âgées et rompre leur isolement. Cette ambition passe notamment par le renforcement et la promotion du rôle et de la place des logements foyers, renommés « résidence autonomie ».
Ainsi, la loi prévoit un socle de prestations que les résidences autonomie devront obligatoirement fournir à leurs résidents au plus tard le 1er janvier 2026.

Elle prévoit également l'attribution par le Département d'un forfait autonomie pour financer tout ou partie des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sens de l'article R.233-9, mises en œuvre par la résidence autonomie, au profit de ses résidents et, le cas échéant, de personnes extérieures.

Un CAOM doit ainsi être conclu entre le Président du Conseil départemental et le gestionnaire de l'établissement afin d'organiser notamment la mise en œuvre de cette dernière disposition.

Le forfait autonomie découle aussi du programme d'actions de la Conférence des financeurs, tel qu'elle l'a adopté lors de sa réunion plénière du 16/11/2016.

Par conséquent, le CAOM doit être conclu sur la durée du programme d'actions, soit 2025.

Article 1er – Objet

Le présent contrat a pour seul objet de fixer le montant du forfait autonomie versé à l'établissement par le Département et à ce titre de définir les objectifs et moyens afférents aux actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie qui en découlent.

Au titre de l'habilitation à l'aide sociale, la tarification annuelle continuera à être soumise à la procédure budgétaire annuelle prévue aux II et III de l'article L. 314-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 2 – Objectifs et engagements de l'établissement

L'établissement s'engage :

- à réaliser les prestations minimales listées en annexe jointe, et ce, au plus tard au 1er janvier 2026,
- à mettre en œuvre au profit des résidents et le cas échéant de personnes extérieures, les actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, dès la signature du contrat et pendant toute sa durée, autour des thématiques suivantes :
    a. le maintien ou l'entretien des facultés physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques
    b. la nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes
    c. le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté
    d. l'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène
    e. la sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités

Les dépenses pouvant être couvertes par le forfait autonomie doivent porter sur :

- Le recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures ;

- Le recours à un ou plusieurs jeunes en service civique, en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures.

- La valorisation de la rémunération (y compris charges) de personnels existant, notamment des animateurs, des ergothérapeutes, des psychomotriciens et des diététiciens disposant de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie, mutualisés ou non avec d'autres structures, à l'exclusion de personnels réalisant des soins donnant lieu à une prise en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale ;

Les dépenses prises en charge par le forfait autonomie ne peuvent impacter la tarification (tarif « Aide Sociale ») ou donner lieu à facturation aux résidents.

Article 3 – Durée et date d'effet

Le contrat est conclu pour l'année 2025.

Article 4 – Moyens financiers : forfait autonomie

Afin de faciliter la mise en œuvre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement définies à l'article 2, une participation globale forfaitaire dite "forfait autonomie", fixée annuellement par le Conseil départemental, est attribuée à l'établissement sous réserve des crédits alloués par la CNSA au titre de l'exercice budgétaire considéré.

Le montant de cette participation est déterminé comme suit :

- nombre de places autorisées figurant au FINESS (Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux) au 31 décembre 2024, éligibles au forfait autonomie X montant du forfait autonomie de l'exercice délibéré par la Commission Permanente.

- **soit pour 2025 :**
  - **Souville : 73 places x 335,89 €, arrondi à 24 520 €**
  - **Mirabelle : 55 places x 335,89 €, arrondi à 18 474 €**

Article 5 – Modalités de versement du forfait autonomie

Le forfait autonomie fera l'objet d'un versement unique à compter de la signature du présent contrat.

Article 6 – Obligations de l'établissement – contrôle

L'établissement s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application de l'article 2 du présent contrat.

Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile et qu'il convient de conserver le temps nécessaire.

En application de l'article D312-159-5 du CASF, il s'engage à transmettre au Département, avant le **30 avril 2026**, le bilan de l'exercice n-1 des actions de prévention réalisées et des dépenses y afférentes, en précisant :

- Le nombre et la typologie des actions réalisées : thème de chaque action (se reporter à l'article 2 du présent contrat), calendrier, nature (individuelle ou collective)
- le mode de réalisation de ces actions (prestation externe, régie directe, mutualisation…) ;
- pour chacune d'entre elles, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus concernées, en précisant si elles sont résidentes ou non, et leur répartition par :
  * tranche d'âge
  * genre (femme ou homme)
  * caractéristiques de leurs conditions de vie : isolement, vie en famille, colocation …
- le nombre de personnels en équivalent temps plein mobilisés pour mener à bien les actions et/ou le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;
- le montant financier engagé pour chacune des actions réalisées.

Article 7 – Assurances et responsabilité :

L'établissement conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourt. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet du présent contrat.

Article 8 – Résiliation du contrat

Le Département pourra résilier de plein droit le présent contrat et demander la restitution de tout ou partie du financement qu'il aura versé soit en cas de non-respect par l'établissement de ses engagements contractuels soit en cas de faute grave de l'établissement et après une mise en demeure restée sans effets à l'issue d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 – Restitution des financements liés au contrat

Les financements prévus par cette convention provenant d'un concours spécifique de la CNSA au Département, celui-ci est tenu d'en justifier l'utilisation et de restituer le cas échéant les sommes non utilisées.
Dans ces conditions, nonobstant les dispositions ci-dessus de résiliation du contrat, s'il apparaît au terme des opérations de contrôle de l'effectivité des actions de prévention, que tout ou partie des sommes versées n'a pas été utilisé ou l'a été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 2, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement dans les trois mois suivant le terme du contrôle. Pour ce faire le Département, après avoir entendu l'établissement, mettra fin à l'aide accordée et exigera le reversement des sommes considérées.

Également, le défaut de transmission par l'établissement du bilan des actions de prévention de l'exercice n-1 conformément à l'article 6, donnera lieu à une mise en demeure de l'établissement par le Département, en vue de la transmission de ces pièces dans un délai de 15 jours. A défaut, le Département procédera au recouvrement des sommes indûment perçues par l'établissement.

Article 10 – Litiges

En cas de litige résultant de l'exécution du présent contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de NANCY

Fait à Bar Le Duc, le , en deux exemplaires originaux.

	Les Résidences Autonomies Souville et Mirabelle
Jérôme DUMONT Président du Conseil départemental	**Philippe BELLO** Président de l'Association ALYS

ANNEXE

Prestations minimales, individuelles ou collectives, délivrées par la résidence autonomie :

I – Prestations d'administration générale :

1° Gestion administrative de l'ensemble du séjour, notamment l'état des lieux contradictoire d'entrée et de sortie ;

2° Elaboration et suivi du contrat de séjour, de ses annexes et ses avenants.

II – Mise à disposition d'un logement privatif, au sens de l'article R.111.3 du code de la construction et de l'habitation, comprenant en sus des connectiques nécessaires pour recevoir la télévision et installer le téléphone.

III – Mise à disposition et entretien de locaux collectifs en application de l'article R 633.1 du code de la construction et de l'habitation :

IV – Accès à une offre d'actions collectives et individuelles de prévention de la perte d'autonomie au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci.

V – Accès à un service de restauration par tous moyens.

VI – Accès à un service de blanchissement par tous moyens.

VII – Accès aux moyens de communication, y compris internet, dans tout ou partie de l'établissement.

VIII – Accès à un dispositif de sécurité apportant au résident 24h/24h une assistance par tous moyens et lui permettant de se signaler.

IX – Prestations d'animation de la vie sociale :

- Accès aux animations collectives et aux activités organisées dans l'enceinte de l'établissement.
- Organisation des activités extérieures.

* * *

Actes de l'Exécutif départemental

ARRETE DU 14 MAI 2025 FIXANT LE PRIX DE JOURNEE HEBERGEMENT MOYEN 2025 PAR PLACE DES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD) PUBLICS MEUSIENS HORS HOSPITALIERS -

-Arrêté du 14 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

A BAR-LE-DUC,

ARRETE FIXANT LE PRIX DE JOURNEE HEBERGEMENT MOYEN 2025 PAR PLACE DES ETABLISSEMENTS D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD) PUBLICS MEUSIENS HORS HOSPITALIERS

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les arrêtés de tarification 2025 fixant le prix de journée hébergement des EHPAD publics Meusiens, hors hospitaliers, habilités totalement à l'aide sociale,

CONSIDERANT que le prix de journée hébergement pour les EHPAD habilités partiellement à l'aide sociale correspond au prix de journée hébergement moyen départemental,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le prix de journée hébergement moyen 2025 par place des Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) publics Meusiens habilités à l'aide sociale, hors hospitaliers, est fixé à **60,29 € au 1er janvier 2025.**

ARTICLE 2 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs du Département de la Meuse.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.14 12:57:53 +0200
Ref:8659572-13006791-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS **Gérard ABBAS**
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ADAPEIM POUR LE FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse

Pour le Foyer d'Accueil Spécialisé

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-8, L. 314-3 et suivant, L. 314-7 et R. 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27 mars 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 165,83 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 3 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement FAS de VASSINCOURT sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	138 367,98
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	514 282,91
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	178 344,80
	Total	830 995,69
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	678 761,02
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	105 776,06
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	46 458,61
	Total	830 995,69

ARTICLE 2 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement FAS de VASSINCOURT, géré par l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse, est fixé à :

Accueil temporaire 143,52 €
Accueil de jour 125,69 €
Hébergt Permanent 143,52 €

ARTICLE 3 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:39 +0200
Ref:8730164-13117135-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ADAPEIM POUR LE FOYER D'HEBERGEMENT DE FRESNES A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse

Pour le Foyer d'hébergement de Fresnes

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-8, L. 314-3 et suivant, L. 314-7 et R. 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27 mars 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 147,45 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 3 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Foyer d'hébergement de Fresnes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	99 145,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	617 445,30
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	148 077,98
	Total	864 668,39
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	774 690,96
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	89 977,43
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	864 668,39

ARTICLE 2 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** au Foyer d'hébergement de Fresnes, géré par l'orgnisme Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse, est fixé à :

Hébergt Permanent **123,61 €**

L'impact financier de la participation du Département au financement des investissements sur le tarif journalier hébergement est de -1,79€

ARTICLE 3 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:45:08 +0200
Ref:8730758-13118138-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS

Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ADAPEIM POUR LE SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT MEDICO-SOCIAL POUR ADULTES HANDICAPES A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'Association Départementales des Amis et parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse

Pour le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-8, L. 314-3 et suivant, L. 314-7 et R. 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27 mars 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 137,91 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 3 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement ADAPEIM SAMSAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 483,95
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	190 798,87
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	40 441,18
	Total	260 724,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	260 556,48
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	167,52
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	260 724,00

ARTICLE 2 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** au SAMSAH, géré par Association Départementales des Amis et parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse, est fixé à :

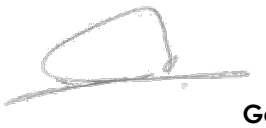
Accueil permanent 33,54 €

ARTICLE 3 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:42 +0200
Ref:8730779-13118177-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS

Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ADAPEIM POUR LE SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT A LA VIE SOCIALE A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse

Pour le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 313-8, L. 314-3 et suivant, L. 314-7 et R. 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27 mars 2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant une dotation 2025 à hauteur de 2 098 336,25 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 3 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Service d'Accompagnement à la Vie Sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 041,27
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 590 395,03
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	209 607,71
	Total	1 849 044,01
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 817 181,83
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	31 408,22
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	453,96
	Total	1 849 044,01

ARTICLE 2 : La dotation applicable à compter du **1er juin 2025** au Service d'Accompagnement à la Vie Sociale, géré par l'Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés de la Meuse, est fixée à **1 817 181,83 €.**

ARTICLE 3 : Cette dotation sera versée mensuellement, à terme à échoir, à l'établissement par fractions forfaitaires égales au douzième de son montant. Dans l'attente de la tarification 2026, le montant de la dotation globale, pour 2026 sera égale au douzième de celle calculée pour 2025.

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:47 +0200
Ref:8730303-13117381-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT APAJH DIPADE A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement APAJH DIPADE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 65,51 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 28/03/2025. et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement APAJH DIPADE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17 439,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	210 837,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	44 305,00
	Total	272 581,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	272 581,00
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	272 581,00

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement APAJH DIPADE, est fixé à :

Mesure 65,09 €

ARTICLE 4 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:51 +0200
Ref:8734262-13123731-1-D
Signature numérique
Vice-président délégué aux Finances et à l'Administration générale et affaires du Département

Gérard ABBAS

Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE AU DIPADE GERE PAR LA FONDATION "ACTION ENFANCE" A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE AU

Dispositif de Placement et d'Accompagnement
à Domicile de l'Enfant (DIPADE),
géré par la Fondation « ACTION ENFANCE »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental du 19/05/2020 portant renouvellement de l'autorisation du Village d'Enfants – Action Enfance de Bar le Duc géré par la fondation « Action Enfance » et autorisant l'extension pour motif d'intérêt général avec la mise en œuvre d'un dispositif de placement et d'accompagnement à domicile de l'enfant (DIPADE),

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 64, 90 €,

VU le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 03 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Dispositif de placement et d'accompagnement à domicile pour enfant sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 919,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	228 177,00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	150 340,02
	Total	399 436,02
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	399 436,02
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	399 436,02

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** au Dispositif de placement et d'accompagnement à domicile pour enfant d'ACTION ENFANCE s'établit à :

62,17 €/ jour

ARTICLE 4 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:58 +0200
Ref:8740827-13133438-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE AU VILLAGE D'ENFANTS DE BAR LE DUC GERE PAR LA FONDATION "ACTION ENFANCE" A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE AU

Village d'Enfants de Bar le Duc,
géré par la Fondation « ACTION ENFANCE »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse du 11 janvier 2021 portant extension de capacité temporaire non importante du Village d'Enfants – Action Enfance de Bar le Duc géré par la fondation « Action Enfance »,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental du 14 juillet 2021 portant renouvellement de l'autorisation du Village d'enfants – Action Enfance de Bar le Duc géré par la fondation « ACTION ENFANCE » et l'autorisation d'extension pour motif d'intérêt général par la mise en œuvre d'un Dispositif de Placement et d'Accompagnement à Domicile de l'Enfant (DIPADE),

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 180,10 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 03 avril 2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Village d'Enfants, géré par la Fondation « ACTION ENFANCE » de Bar-le-Duc sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	431 319,37
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 950 913,64
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 270 959,39
	Total	3 653 192,40
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 635 192,40
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	15 000,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	3 650 192,40

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	3 000,00
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** Village d'Enfants, géré par la Fondation « ACTION ENFANCE » s'établit :

178,82 € / jour

ARTICLE 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:44 +0200
Ref:8741090-13133799-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires européennes du département

Gérard ABBAS

Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 FIXANT LES TARIFS JOURNALIERS AFFERENTS A L'HEBERGEMENT ET A LA DEPENDANCE DE L'EHPAD VERDUN/SAINT MIHIEL A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE fixant les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance à compter du 01/06/2025 de l'EHPAD VERDUN/SAINT-MIHIEL

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-6, L 314-3 et suivant, L314-1 et suivants, L314-7, R314-21 et suivants, R314-35, R314-53,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU l'arrêté conjoint CD/ARS du 24/12/2021 portant regroupement des autorisations de la maison de retraite Sainte-Catherine de VERDUN et l'EHPAD Sainte-Anne de SAINT-MIHIEL détenues par le Centre Hospitalier Verdun/Saint-Mihiel

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse du 15/01/2025 fixant la valeur du point GIR départemental 2025 à 7,97 €,

VU la convention tripartite pluriannuelle,

VU le décret n° 2022-734 du 28 avril 2022 portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière dans la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 55.74€,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 28/03/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Pour l'exercice budgétaire 2025, les dépenses et les recettes prévisionnelles d'hébergement de l'établissement EHPAD VERDUN/SAINT-MIHIEL sont autorisées comme suit :

Dépenses	5 968 065,64 €
Reprise déficit	0,00 €
Total des dépenses	**5 968 065,64 €**
Produit de la tarification	5 397 901,09 €
Recettes diverses	570 164,55 €
Reprise excédent	0,00 €
Total des recettes	**5 968 065,64 €**

Le montant du **forfait global dépendance autorisé pour 2025 est de 2 228 039,61 €**

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES RESULTATS

	Section hébergement	Section dépendance
Reprise d'excédent	NEANT	NEANT
Reprise de déficit	NEANT	NEANT

ARTICLE 3 : PRODUITS DE TARIFICATION DE LA DEPENDANCE

Les produits de la tarification afférents à la dépendance intégrant les résultats définis à l'article 2 est fixé à **2 228 039,61 €.**

ARTICLE 4 : TARIFS 2025

Les tarifs journaliers afférents à l'Hébergement sont calculés en intégrant les résultats définis à l'article 2 et s'établissent au 01/01/2025 à :

Accueil de Jour	17.62€
Hébergement Permanent	52.84€
Hébergement Permanent UA	52.84€
Hébergement Temporaire	52.84€

Pour l'exercice 2025, les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et la dépendance de l'EHPAD VERDUN/SAINT-MIHIEL sont proratisés et fixés ainsi qu'il suit :

Tarif applicable à compter du	1er juin 2025
Accueil de jour	17,73 €
Hébergt Permanent	53,17 €
Hébergt Temporaire	53,17 €

Tarif applicable à compter du	1er juin 2025
Tarif journalier GIR 1 et 2	26,90 €
Tarif journalier GIR 3 et 4	17,07 €
Tarif journalier GIR 5 et 6	7,23 €

Tarif applicable à compter du	1er juin 2025
Tarif journalier Moins de 60 ans	69,78 €

ARTICLE 5 : **PARTICIPATION A LA DEPENDANCE VERSEE PAR LE DEPARTEMENT**

La part versée à l'établissement pour les résidents du Département au titre de la dépendance s'élève à **1 386 687,31 €**. Ce montant sera versé mensuellement par 1/12ème.
Dans l'attente de la tarification 2026, le montant mensuel du forfait dépendance pour l'exercice 2026 sera égal au douzième de celui calculé pour l'année 2025.

ARTICLE 6 : RECOURS

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 7 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et le Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:45:07 +0200
Ref:8733260-13122179-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF AUX TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2025 APPLICABLE A L'EHPAD LES NOUVELLES EAUX VIVES SITES DE PIERREFITTE, SOUILLY ET TRIAUCOURT -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF AUX TARIFS HEBERGEMENT ET DEPENDANCE 2025
APPLICABLE A

L'EHPAD Les nouvelles Eaux Vives
Sites de PIERREFITTE, SOUILLY et TRIAUCOURT
(Etablissement privé d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-6, L 314-3 et suivant, L314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse du 15/01/2025 fixant la valeur du point GIR départemental 2025 à 7,97 €,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse du 08/12/2023 relatif à la revalorisation de 0 % des produits de la tarification 2023 afférents à la dépendance,

VU la convention tripartite pluriannuelle,

VU le décret n° 2022-734 du 28 avril 2022 portant diverses mesures d'amélioration de la transparence financière dans la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles,

VU l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse du 14/05/2025 fixant le prix de journée hébergement moyen 2025 par place des EHPADs publics meusiens hors hospitalier à 60,29 € TTC, et applicable pour les EHPADs habilités partiellement à l'aide sociale,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Pour l'exercice budgétaire 2025, le montant du **forfait global dépendance autorisé est de 680 187,42 € HT.**

ARTICLE 2 : AFFECTATION DES RESULTATS

	Section hébergement	Section dépendance
Reprise d'excédent	NEANT	NEANT
Reprise de déficit	NEANT	NEANT

ARTICLE 3 : PRODUITS DE TARIFICATION DE LA DEPENDANCE

Les produits de la tarification afférents à la dépendance intégrant les résultats définis à l'article 2 sont fixés à **680 187,42 € HT.**

ARTICLE 4 : TARIFS 2025

Les tarifs journaliers afférents à l'hébergement sont calculés en intégrant les résultats définis à l'article 2 et s'établissent au 01/01/2025 à :

	HT	TTC (TVA à 5,5 %)
Hébergement Permanent	57,15 €	60,29 €
Hébergement Permanent Alzheimer	57,15 €	60,29 €

Pour l'exercice 2025, les tarifs journaliers afférents à l'Hébergement et la dépendance de l'EHPAD LES EAUX VIVES de SEUIL D'ARGONNE sont proratisés et fixés ainsi qu'il suit :

Tarif hébergement applicables à compter du 1er mai 2025	**HT**	**TTC (TVA à 5,5 %)**
Hébergement Permanent	57,44 €	60,60 €
Hébergement Permanent Alzheimer	57,44 €	60,60 €

Tarifs dépendance applicables à compter du 1er mai 2025	**HT**	**TTC (TVA à 5,5 %)**
Tarif GIR 1/2	22,77 €	24,02 €
Tarif GIR 3/4	14,45 €	15,24 €
Tarif GIR 5/6	6,12 €	6,46 €

Tarif applicable à compter du 1er mai 2024	**HT**	**TTC**
Tarif journalier moins de 60 ans	75,24 €	79,38 €
Dont part afférente à l'hébergement	*57,13 €*	*60,27 €*
Dont part afférente à la dépendance	*18,11 €*	*19,11 €*

ARTICLE 5 : **PARTICIPATION A LA DEPENDANCE VERSEE PAR LE DEPARTEMENT**

La part versée à l'établissement pour les résidents du Département au titre de la Dépendance s'élève à **294 582,48 € HT, soit 310 784,52 € TTC (TVA à 5,5%)**. Ce montant sera versé mensuellement par 1/12ème. Dans l'attente de la tarification 2026, le montant mensuel du forfait dépendance pour l'exercice 2026 sera égal au douzième de celui calculé pour l'année 2025.

ARTICLE 6 : RECOURS

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 7 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:45:10 +0200
Ref:8735139-13125056-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS **Gérard ABBAS**
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT LADAPT SAMSAH -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement LADAPT SAMSAH

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 44,33 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 14/04/2025. et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement LADAPT SAMSAH sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 865,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	240 366,92
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	28 613,00
	Total	290 844,92
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	290 044,92
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	800,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	290 844,92

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er janvier 2025** à l'établissement LADAPT SAMSAH, est fixé à **41,03 €.**

Pour l'année 2025, la dotation globalisée allouée s'élève à **102 979,92 €.**

Cette participation sera réglée mensuellement comme suit :
- de janvier à mai 2025 : 8 570,79 € (déjà versés)
- de juin à novembre 2025 : 8 589,42 € (par mois)
- en décembre 2025 : 8 589,45 €

ARTICLE 4 : Dans l'attente de la tarification 2026, la participation du Département au fonctionnement du SAMSAH pour l'année 2026, est fixée mensuellement au 1/12ème de la dotation 2025, soit 8 581,66 €.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.27 11:45:00 +0200
Ref:8766032-13172611-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
Affaires du Département

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE AU SAVS GERE PAR L'AMIPH -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS), géré par l'Association Meusienne pour l'Inclusion des Personnes en situation de Handicap (AMIPH)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant une dotation globale 2025 **à 883 448.17 €,**

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 28/03/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Association Meusienne pour l'Inclusion des Personnes en situation de Handicap sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 465,92
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	671 373,71
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	96 927,68
	Total	814 767,31
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	814 767,31
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	814 767,31

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : La participation du Département au fonctionnement du SAVS géré par l'AMIPH est fixée à 814 767.31 € pour 2025.

ARTICLE 4 : Cette participation sera réglée mensuellement comme suit :
- de janvier à mai : 67 345.01 € par mois (déjà versé) ;
- de juin à novembre : 68 291.75 € par mois,
- décembre : 68 291.76€.

ARTICLE 5 : Dans l'attente de la tarification 2026, la participation du Département au fonctionnement du SAVS géré par l'AMIPH, pour l'année 2026, est fixée mensuellement au 1/12ème de la dotation 2025, soit 67897.28 €.

ARTICLE 6 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation

Gérard ABBAS
2025.05.27 11:44:41 +0200
Ref:8735037-13121784-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT SAVS GERE PAR L'ASSOCIATION TUTELAIRE DE LA MEUSE -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement SAVS géré par l'Association
Tutélaire de la Meuse

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté portant renouvellement de l'autorisation du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) géré par l'Association Tutélaire de la Meuse (ATM) en date du 20/07/2023,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant une dotation globale 2025 à 104 906.41 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 03/04/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement SAVS géré par l'Association Tutélaire de la Meuse sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 757,01
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	94 853,28
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 421,36
	Total	103 031,65
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	101 431,65
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	101 431,65

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	1 600,00€
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : La participation du Département au fonctionnement au SAVS, géré par l'Association Tutélaire de la Meuse, est fixée à 101 431,65 €

ARTICLE 4 : Cette participation sera réglée mensuellement comme suit :
- de janvier à mai : 8 409.23 € (déjà versée) ;
- de juin à novembre : 8 483.64 €
- décembre : 8 483.66€

ARTICLE 5 : Dans l'attente de la tarification 2026, la participation du Département au fonctionnement du SAVS géré par l'ATM pour l'année 2026, est fixée mensuellement au 1/12ème de la dotation 2025, soit 8 452.64 €.

ARTICLE 6 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:59 +0200
Ref:8733093-13121895-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT SERVICE DEDIE AUX MINEURS ISOLES A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement Service dédié aux mineurs isolés

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à 157,01 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 02/05/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Service dédié aux mineurs isolés étrangers sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	454 702,96
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 838 464,92
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	232 215,00
	Total	2 525 382,88
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 525 382,88
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	2 525 382,88

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : **Le prix de journée hébergement** applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement Service dédié aux mineurs isolés, géré par l'organisme Services et Etablissements publics d'Inclusion et d'Accompagnement Argonne Meuse, est fixé à :

Hébergt Permanent	**128,56 €**

ARTICLE 4 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,



Gerard ABBAS
2025.05.27 11:45:02 +0200
Ref:8776000-13187946-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 27 MAI 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ESAT (SEISAAM) A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 27 mai 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement Service d'Accompagnement
Esat (SEISAAM)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant une dotation globale hébergement 2025 à 95 941,28€,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 02/05/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Service d'Accompagnement Esat sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17 607,82
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	66 506,64
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 376,64
	Total	90 491,10
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	92 663,11
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	92 663,11

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	-2 172,01

ARTICLE 3 : La dotation hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement Service d'Accompagnement Esat, géré par l'organisme Services et Etablissements publics d'Inclusion et d'Accompagnement Argonne Meuse, est fixé à : **92 663,11€.**

ARTICLE 4 : Cette dotation sera versée en un versement unique.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.05.27 11:44:46 +0200
Ref:8776123-13188169-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS

Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 11 JUIN 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL MEDICALISE (EAM) GERE PAR LA FONDATION PERCE-NEIGE A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 11 juin 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE A

L'établissement d'Accueil Médicalisé (EAM) géré
par la Fondation Perce-Neige

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2025 à **202.85 €,**

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 28/03/2025 et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement d'Accueil Médicalisé (EAM) géré par la Fondation Perce-Neige sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	136 117,87
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	752 588,71
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	187 904,47
	Total	1 076 611,05
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 140 690,78
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 733,33
	Total	1 142 424,11

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	-65 813,06

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) géré par la Fondation Perce-Neige, est fixé à :

Hébergt Permanent 192,10 €

ARTICLE 4 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.06.11 08:33:02 +0200
Ref:8823740-13264636-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS **Gérard ABBAS**
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 11 JUIN 2025 RELATIF A LA TARIFICATION 2025 APPLICABLE AU FOYER DE VIE DE JUVIGNY SUR LOISON GERE PAR LA FONDATION PERCE-NEIGE A COMPTER DU 1ER JUIN 2025 -

-Arrêté du 11 juin 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et services sociaux et médico-sociaux
Secteur tarification des ESSMS

ARRETE RELATIF A LA TARIFICATION 2025
APPLICABLE AU

Foyer de Vie de Juvigny-sur-Loison,
géré par la Fondation Perce-Neige

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-8, L 314-3 et suivant, L 314-7 et R 314-1 et suivants,

VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale,

VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 27/03/2025 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,

VU les propositions budgétaires présentées par l'établissement sollicitant un prix de journée hébergement 2024 à 176.92 €,

Vu le courrier de l'autorité de tarification de la procédure contradictoire du 04/04/2025. et la réponse apportée par l'établissement,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2025, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Foyer de Vie de Juvigny-sur-Loison géré par la Fondation Perce-Neige sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	312 684,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 281 728,32
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	323 805,52
	Total	1 918 217,84
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 918 217,84
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Total	1 918 217,84

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en intégrant les résultats suivants :

Reprise d'excédent	Néant
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Le prix de journée hébergement applicable à compter du **1er juin 2025** à l'établissement Foyer de Vie de Juvigny-sur-Loison géré par la Fondation Perce-Neige, est fixé à :

Hébergt Permanent 173,80 €
Hébergt Temporaire 173,80 €

ARTICLE 4 : Les frais d'hébergement seront versés mensuellement à l'établissement sur présentation des états de présence effective.

ARTICLE 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière 54000 NANCY, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification. Les recours peuvent également être faits par voie électronique au Tribunal Administratif à partir de l'application internet dénommée « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : http://www.telerecours.fr/

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Gerard ABBAS
2025.06.11 08:33:08 +0200
Ref:8823713-13264569-1-D
Signature numérique
Pour le président et par délégation,
Vice-président délégué aux Finances
et à l'Administration générale et
affaires du Département

Gérard ABBAS

Gérard ABBAS
Vice-Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : *date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture*
Notifié par voie électronique le : *date d'accusé réception du courriel de notification*

ARRETE DU 12 JUIN 2025 PORTANT HABILITATION DE L'ASSOCIATION FRANCE PARRAINAGES -

-Arrêté du 12 juin 2025-

PÔLE VIE FAMILIALE ET SOCIALE
Service Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux

Bar le Duc, le

ARRETE PORTANT HABILITATION DE L'ASSOCIATION FRANCE PARRAINAGES

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;

Vu le décret n° 2024-118 du 16 février 2024 relatif aux modalités de mise en œuvre du parrainage pour les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance **;**

Vu la demande d'habilitation en qualité d'association de parrainage pouvant œuvrer au bénéfice des enfants pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, adressée par l'association France Parrainages au Département de la Meuse le 26 mai 2025 ;

Vu l'ensemble des documents communiqués par l'association France Parrainages conformément à l'article D221-30 CASF ;

Vu Les statuts de France Parrainages et son objet, à savoir le parrainage d'enfants ;

Considérant que l'association France Parrainages répond aux exigences tant légales que réglementaires ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur général des services départementaux de la Meuse ;

ARRETE

ARTICLE 1

L'association France Parrainages, située 23 place Victor HUGO 94270 LE KREMLIN-BICÊTRE, est habilitée par le Département de Meuse aux fins de proposer des parrainages aux enfants pris en charge par son service de l'Aide sociale à l'enfance.

ARTICLE 2

L'habilitation est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de sa signature et peut être renouvelée dans les mêmes conditions que l'habilitation initiale.

ARTICLE 3

L'habilitation peut être retirée, à titre temporaire ou définitif, en cas de méconnaissance par l'association habilitée des dispositions de l'article L 221-2-6 du CASF et des dispositions du présent arrêté, après que l'association a été invitée à présenter ses observations.

ARTICLE 4

Les recours dirigés contre le présent arrêté devront être portés devant le tribunal administratif, 5, place Carrière à NANCY (54036) dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur général des services du Département de la Meuse et la personne ayant qualité pour représenter l'association France Parrainages, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au contrôle de légalité, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Département de la Meuse.



Jerome DUMONT
2025.06.12 07:56:15 +0200
Ref:8815900-13251714-1-D
Signature numérique
le Président

DUMONT Jérôme

Jérôme DUMONT
Président du Conseil départemental

Transmis au contrôle de légalité le : date mentionnée dans le courriel d'accusé réception Préfecture
Notifié par voie électronique le : date d'accusé réception du courriel de notification

Directeur de la Publication et responsable de la Rédaction :

M. Jérôme DUMONT, Président du Conseil départemental

Imprimeur :
Imprimerie départementale
Place Pierre-François GOSSIN
BP 514
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Editeur :
Département de la Meuse
Hôtel du Département
Place Pierre-François GOSSIN
BP 514
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Date de parution : 23/06/2025

Date de dépôt légal : 23/06/2025

ISSN : 2494-1972